







0449



Palat. Vi. 65



HISTOIRE
GÉNÉRALE , PHYSIQUE ET CIVILE
DE L'EUROPE.

TOME XVI.

IMPRIMERIE DE P. J. DEMAT,
A BRUXELLES.

568425

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE
JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME;

PAR

M. LE COMTE DE LACÉPÈDE,

PAIR DE FRANCE,

GRAND'CRUE DE L'ORDRE ROYAL DE LA LÉGION-D'HONNEUR,
L'UN DES PROFESSEURS-ADMINISTRATEURS DU MUSÉUM D'HISTOIRE NATURELLE,
MEMBRE DE L'ACADÉMIE ROYALE DES SCIENCES, DE LA SOCIÉTÉ ROYALE DE LONDRES,
ET DE TOUTES LES SOCIÉTÉS SAVANTES DE L'EUROPE.

TOME SEIZIÈME.



BRUXELLES,

P. J. DE MAT, A LA LIBRAIRIE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE,

GRANDE PLACE, N° 1188.

1826.

6/1/2006

HISTOIRE

GÉNÉRALE, PHYSIQUE ET CIVILE

DE L'EUROPE,

DEPUIS LES DERNIÈRES ANNÉES DU CINQUIÈME SIÈCLE
JUSQUE VERS LE MILIEU DU DIX-HUITIÈME.

SUITE DE LA VINGT-QUATRIÈME ÉPOQUE,

DEPUIS 1643 JUSQUES EN 1689.

Le parlement d'Écosse effrayé décida que tous ceux qui avaient été précédemment exclus de leurs emplois civils ou militaires pourraient être admis de nouveau dans l'administration ou dans l'armée, en donnant des preuves de leur repentir. Les presbytériens les plus rigides protestèrent contre cette résolution du parlement : on les nomma les *protestateurs*, et les autres furent appelés les *résolutionnaires*. Le parti des *protestateurs* parut redoutable : on imagina, pour le calmer, de forcer le roi à reconnaître par une déclaration solennelle que son père avait *péché* en se mariant dans une famille idolâtre, et était coupable de tout le sang répandu dans la guerre civile. « J'éprouve une douleur profonde, ajouta-t-il, de » la mauvaise éducation que j'ai reçue, et des préjugés » qu'on m'a inspirés contre la cause de Dieu. Je confesse » que, pendant les premières années de ma vie, j'ai » vécu en ennemi de l'ouvrage du Seigneur; j'exprime

TOM. XVI.

» mon repentir d'avoir accordé une commission à Montrose; et je proteste de persister dans ma déclaration jusques à la fin de ma vie. »

Quel indigne rôle l'intolérance religieuse et le fanatisme qui en est la suite, contraignent à faire jouer à Charles II contre son père et sa mère, auxquels il devait tant de respect, et que le malheur avait rendus si sacrés! Cette démarche si avilissante pour celui qui eut la lâcheté de s'y soumettre produisit un effet opposé à celui qu'on désirait. Les *protestateurs* ne virent qu'un piège dans la déclaration, s'unirent plus fortement entre eux, et annoncèrent qu'ils n'auraient pas plus de communications avec les *résolutionnaires* qu'avec Cromwell et les indépendants anglais (1650).

Ce schisme décida du sort de l'Écosse.

Des royalistes réunis à Dundée pressèrent Charles d'aller les joindre. Il s'échappa pendant la nuit de Saint-Johnston; il ne trouva à Dundée qu'un petit nombre de ses partisans; et bientôt arriva auprès de lui le colonel Montgommery, détaché avec un corps de cavalerie par le marquis d'Argyle, pour le ramener à Saint-Johnston: il fut obligé d'y retourner avec le colonel; son chagrin était extrême. D'Argyle néanmoins et le comité des états, craignant que le monarque ne fît de nouvelles tentatives pour recouvrer son indépendance, lui donnèrent un peu de part dans le gouvernement; il fut même couronné à Scone. On fit des levées sans distinction de parti; dix-huit mille Écossais formèrent l'armée; et Charles II, ayant nommé David Lesley son lieutenant général, se mit à la tête des troupes, prit une position avantageuse à Terwood, entre Édimbourg et Stirling, retrancha son camp avec beaucoup de soin, et fit garder tous les passages de la Forth.

Cromwell arriva, et présenta la bataille à Charles. Les Écossais ne sortirent pas de leurs retranchements. Les

deux armées furent en présence pendant six semaines. Lambert, détaché par Cromwell dans le comté de Fife, d'où le roi tirait presque toutes ses provisions, y mit en déroute un corps de quatre mille Écossais envoyé par Charles II, sous les ordres du major général Brocon. Cromwell, après cet avantage, fit un mouvement hardi, porta toute son armée dans ce comté de Fife, coupa les communications des Écossais avec cette contrée, qui les nourrissait, et laissa les frontières de l'Angleterre sans défense. Charles II, trompé par cette grande manœuvre, se hâta de pénétrer en Angleterre, où il espérait d'être joint par un grand nombre de royalistes et de presbytériens. Cromwell laissa Monck en Écosse en lui ordonnant de prendre Stirling et Dandée, détacha Harrison et Lambert avec un gros corps de cavalerie pour inquiéter le roi dans sa marche, et se mit lui-même en mouvement avec son armée.

Charles II, cependant, voyait les rigides presbytériens désertir ses drapeaux; les milices anglaises contenaient les royalistes; le comité du clergé qui suivait l'armée écossaise ne cessait de répéter que le monarque, zélé partisan du covenant, ne recevrait pas dans ses troupes ceux qui refuseraient de le signer. Les presbytériens anglais n'auraient pas voulu voir le roi rétabli sur son trône avant qu'il eût confirmé les concessions faites par son père dans le traité de Newport. Le comte de Derby et le détachement qu'il conduisait à Charles avaient été défaits par le colonel Lilburne, qui allait joindre Cromwell. L'armée du roi était chaque jour diminuée par les désertions et les maladies; il n'osa pas s'avancer vers Londres, et, voulant donner un peu de repos à ses troupes fatiguées, alla à Worcester, où il fut proclamé par les magistrats (1651). Mais Cromwell s'approche de cette place avec une armée supérieure à celle du roi, s'empare d'un pont sur la Severn, malgré une très-grande résistance, attaque les

royalistes aux deux extrémités de la ville, surmonte tous les efforts de la courageuse brigade commandée par le général Middleton et le duc d'Hamilton, qui est blessé mortellement ainsi qu'un grand nombre d'officiers et de soldats, repousse la cavalerie de Charles II dans la ville, où elle répand l'effroi et la confusion, voit le roi tâcher en vain de la ramener au combat, fait prisonnière presque toute l'infanterie ennemie, que la consternation empêche de se défendre, et remporte une victoire d'autant plus complète que David Lesley, le comte de Lauderdale et plusieurs autres grands personnages ont été obligés de se rendre.

Le roi au désespoir quitte le champ de bataille avec plusieurs cavaliers; mais, les voyant frappés de terreur, et ne pouvant pas essayer de se retirer en Écosse, il les quitte lorsque la nuit est venue, renvoie deux ou trois personnes qui l'ont suivi, coupe ses cheveux, se déguise en bûcheron, se réfugie à Boscobol, dans le comté de Shrops, chez quatre frères nommés Pendrell, s'occupe à couper du bois lorsqu'il craint d'être découvert, tâche inutilement de traverser, pour aller dans le pays de Galles, la Severn, dont les passages sont étroitement gardés, retourne à Boscobol, est obligé de se cacher au milieu du feuillage épais d'un grand chêne, entend les vociférations de ceux qui le cherchent pour le livrer à l'ennemi, se sauve pendant l'obscurité au travers de haies et de fossés, est conduit dans la cabane d'un pauvre paysan catholique, y passe plusieurs jours sous le nom d'un cavalier échappé à la défaite de Worcester, s'enfuit de nouveau au milieu d'une nuit très-sombre, a les pieds déchirés par des épines et des pierres aiguës, tombe accablé de fatigue, ne peut plus résister à tout ce qu'il éprouve, veut aller vers ses ennemis pour trouver dans la mort la fin de ses malheurs, erre de misérables cabanes en misérables cabanes, reçoit un cheval d'un

moine bénédictin nommé Huddleston, est accueilli chez M. Lane du comté de Strafford, y lit la proclamation qui met sa tête à prix, se déguise d'une nouvelle manière, court à cheval comme un postillon devant la voiture de mademoiselle Lane, qui va du côté de Bristol, y arrive chez une parente de mademoiselle Lane, y est connu par un sommelier, qui se jette à ses genoux et lui promet de se faire, parvient avec lord Wilmot chez le colonel François Windham, est près d'y être découvert, part pour les environs de Salisbury, est exposé aux plus grands dangers, est reçu à Heale dans la maison du sergent Hyde, trouve enfin à Brightliemsted, par les soins du docteur Hincham, chanoine de la cathédrale, et du colonel Gunter, une barque sur laquelle il monte avec le colonel Wilmot, et débarque à Fécamp dans la province de Normandie.

Monck avait pris Stirling, envoyé à Londres les archives d'Écosse, qu'il y avait trouvées, emporté Dundée d'assaut après une grande résistance, massacré la garnison et les habitants, abandonné la ville au pillage, forcé à capituler Aberdeen, Saint-André, plusieurs autres places, et soumis la partie basse de l'Écosse. Les princes de l'Europe recherchaient l'amitié de la république triomphante, craignaient de paraître avoir quelque liaison avec Charles II; et ce prince, retiré à Paris et négligé de la régente et du cardinal Mazarin, ne vivait que de la pension de sa mère dans la capitale du royaume où avait régné avec tant de gloire Henri, son grand-père maternel.

La réputation et le crédit de Cromwell s'accroissant chaque jour, il était devenu le véritable chef de cette république victorieuse de tous ses ennemis : lorsqu'il revint à Londres, il rentra comme un triomphateur; et l'orateur du parlement, le lord maire et les autres magistrats allèrent au-devant de lui en habit de cérémonie.

Un nouvel acte fut promulgué par le parlement d'Angleterre. Cet acte, des plus remarquables, abolit la royauté en Écosse, réunit cette vaste contrée à l'Angleterre, et investit ses citoyens du droit d'envoyer au parlement réuni à Londres un certain nombre de représentants. La nation écossaise acquiesça avec empressement à cette grande mesure, excepté quelques royalistes retirés dans les montagnes, sous les ordres du comte de Glenarchi et de lord Balearras, et malgré l'opposition du clergé, qui vit dans les résultats du bill une subordination de l'Église à l'état dans *les choses du Christ*, et protesta contre la réunion. Les causes furent jugées par des magistrats anglais et écossais; la justice fut rendue avec impartialité; l'ordre et la paix furent maintenus par le général Monck; le peuple d'Écosse, tranquille possesseur de ses propriétés, cultiva les arts industriels; et, suivant les historiens les moins favorables à la révolution de cette époque, la prospérité de l'Écosse fut plus grande que jamais.

Le roi de Portugal avait montré une grande partialité en faveur de la flotte royale du prince Robert, qui s'était réfugiée dans le Tage, et s'était échappée par la faveur de ce monarque en se dirigeant vers l'Amérique. L'amiral Robert Blake, voulant venger la république, s'empara de vingt vaisseaux portugais richement chargés, obligea leur monarque à faire des excuses au gouvernement républicain, et renouvela l'alliance du Portugal avec l'Angleterre.

Irèton acheva la conquête de presque toute l'Irlande, fit pendre Philippe O'Neal et quelques autres Irlandais qui avaient commis d'horribles cruautés, mourut de la peste, et fut remplacé par le général Ludlow, dont les succès terminèrent la guerre civile (1651).

Les états généraux de la Hollande, délivrés par leur paix avec l'Espagne d'une guerre de quatre-vingts ans, s'occupaient avec zèle des économies qui pouvaient leur

donner les moyens de payer leurs dettes. Ils avaient arrêté la réforme d'une grande partie de leurs troupes; le stathouder Guillaume II de Nassau avait employé en vain tout son pouvoir, tout son crédit et toute la chaleur de son éloquence pour empêcher cette réforme qui devait tant diminuer son influence et son autorité. Le courage et la constance républicaine de Corneille Bicken l'avaient emporté sur les efforts, les prières et même les menaces du stathouder. Les états avaient confirmé leur résolution par un édit solennel; Guillaume, ne pouvant renoncer à conserver les troupes dont il était le capitaine général, avait parcouru plusieurs villes de la Hollande pour leur persuader que l'Espagne se préparait à recommencer la guerre. Amsterdam avait refusé de le recevoir; blessé de cette offense, il avait porté ses plaintes aux états généraux, réuni les troupes qu'on voulait licencier, et marché contre Amsterdam : les habitants de cette grande ville avaient fermé leurs portes, conduit leurs canons sur leurs remparts, ouvert leurs écluses et inondé le pays. Les magistrats avaient néanmoins proposé un arrangement que Guillaume II s'était empressé d'accepter. Ce prince étant mort peu de temps après de la petite-vérole, les craintes des amis de la liberté avaient été calmées; et ces patriotes zélés pour la prospérité de leur patrie avaient vu d'ailleurs avec une grande satisfaction leurs compatriotes s'établir au cap de Bonne-Espérance dans une position des plus avantageuses à l'accroissement de leur commerce. Huit jours après la mort de Guillaume, sa veuve avait donné le jour à Guillaume III. Cromwell, prévoyant toujours de très-loin les événements importants, résolut de ne rien négliger pour détruire dans le temps toute l'influence que pouvait avoir ce Guillaume, petit-fils par sa mère de Charles I^{er}. Des tentatives eurent lieu pour produire entre les deux républiques l'union la plus intime : elles n'eurent aucun succès.

Rien n'arrêta alors Cromwell dans un vaste projet qu'il avait conçu pour favoriser, le plus possible, le commerce de la république; il engagea le parlement à donner force de loi au fameux acte de navigation que l'on a tant célébré, qui a eu en effet des résultats si admirables, a donné au commerce anglais une si grande énergie, lui a inspiré un caractère particulier si propre aux entreprises les plus étendues, a maintenu sa prépondérance pendant tant d'années et enrichi à un si haut degré les commerçants de la Grande-Bretagne, mais dont l'imagination pourrait être funeste à bien des peuples dans l'état actuel de la civilisation, de la culture des arts et de l'organisation des sociétés.

D'après cet acte de navigation, aucune nation ne pouvait apporter en Angleterre aucune autre marchandise que celles que produisait le pays d'où venaient les vaisseaux. Cette prohibition était un coup de foudre contre les Hollandais, dont le principal commerce consistait à transporter d'un pays dans un autre des marchandises étrangères à leur territoire. La république anglaise accorda des lettres de représailles à ceux de ses négociants qui se plaignaient d'une injuste confiscation de leurs vaisseaux dans les ports des Hollandais; et on rappela avec chaleur les cruautés que ces Hollandais avaient, trente ans auparavant, commises sur les Anglais dans l'île d'Amboine. Les états généraux alarmés envoyèrent des ambassadeurs à Londres pour demander que le parlement annulât l'acte de navigation: le parlement non seulement les refusa, mais encore réclama de grandes satisfactions pour les massacres d'Amboine, le meurtre de Dorislaüs, la correspondance des ambassadeurs de Hollande avec Charles I^{er}, et demanda une indemnité de deux millions pour le tort fait aux Anglais par les Hollandais dans les Indes orientales, en Perse, en Moscovie, dans le Groenland et dans l'île de Poleron (1652).

Les Hollandais équipèrent cent cinquante vaisseaux de guerre, et leur amiral Martin Van Tromp, celui qui avait défait la flotte espagnole et gagné tant de batailles navales, fut envoyé avec quarante-deux vaisseaux pour protéger les navires marchands qui revenaient en Hollande. Il rencontra près de Douvres une flotte anglaise composée de vingt-six vaisseaux, et commandée par Blake, refusa de baisser son pavillon, et soutint un combat furieux pendant lequel le capitaine Bourne se joignit à Blake avec huit vaisseaux. La nuit sépara les combattants; chaque nation vanta ses avantages : le peuple de Londres insulta les ambassadeurs hollandais. Ils dirent au parlement, ainsi qu'Adrien Paw ambassadeur extraordinaire de Hollande, que Blake avait été l'agresseur : ils conjurèrent le parlement, par les liens de la religion et de la liberté qui unissaient les deux républiques, de renouveler l'alliance entre les deux états. Le parlement refusa leur demande : les états généraux rappelèrent leurs ambassadeurs, et déclarèrent dans un manifeste que le parlement les avait attaqués sans sujet. Le parlement y répondit par une déclaration dans laquelle, en exposant tous ses sujets de plainte, il dit que les Hollandais avaient refusé de reconnaître la supériorité du pavillon anglais. « Nous l'avons » reconnue, dirent les états généraux, lorsque notre » république naissante a voulu donner une marque de » déférence au monarque anglais; mais nous ne la devons pas à une nation qui n'a plus de gouvernement » royal. »

Blake détruisit vers le nord une grande partie des barques occupées à la pêche si importante du hareng, et s'empara des autres. L'amiral hollandais de Ruyter combattit auprès de Plymouth, l'amiral sir George Aysme l'obligea à s'éloigner, et conduisit en Hollande une grosse flotte de vaisseaux marchands qu'il escortait. Blake, revenant de son expédition vers le nord, livra bataille à

une autre flotte hollandaise commandée par de Witt et Ruyter, prit à l'abordage le vaisseau amiral, en coula deux autres à fond, en fit sauter un quatrième, et força le reste de la flotte ennemie à se retirer pendant la nuit.

L'Angleterre équipa ensuite une flotte si formidable que celle des Hollandais ne tint pas la mer, et que les Anglais prirent quarante vaisseaux venant de Portugal ; six bâtimens richement chargés arrivant des Indes orientales et un grand nombre d'autres navires marchands. Les états généraux indiquèrent à leurs négociants l'île de Ré, comme un rendez-vous où ils trouveraient une escorte. Tromp partit pour s'y rendre avec soixante-seize vaisseaux de guerre ; Ruyter était avec lui. Ils rencontrèrent Blake près des sables de Goodwin ; le combat fut long et terrible. Blake fut blessé ; perdit cinq vaisseaux , profita des ténèbres de la nuit pour préserver sa flotte d'une destruction totale, la ramena aux Dunes, et Tromp continua sa route en mettant un *balai* à son grand mât, pour montrer par ce signe bizarre qu'il voulait *balayer* toute la Manche.

Le parlement, irrité plutôt que découragé par cette défaite, équipa une flotte de quatre-vingts vaisseaux , et sur la demande de Blake lui adjoignit dans le commandement le vice-amiral Dean et le général Monck, qu'on rappela d'Écosse. Tromp et Ruyter revenaient de l'île de Ré avec soixante-seize vaisseaux et trois cents navires marchands qu'ils escortaient. Ils voguaient le long des côtes de France. Les Anglais les attaquent, et le combat devient furieux entre les flottes des deux républiques qui disputaient l'empire des mers et la suprématie du commerce, et dont les amiraux si intrépides désiraient avec tant d'ardeur la gloire militaire et le triomphe de leur patrie. Cette bataille mémorable dura trois jours ; Tromp, obligé de céder au nombre de ses ennemis, et à la supériorité de leur artillerie , se retire en grand

homme de mer, après avoir perdu onze vaisseaux de guerre, deux mille hommes tués, et quatorze cents prisonniers. Il sauve tout son convoi, excepté trente navires; et les Anglais sont si maltraités qu'ils ne peuvent profiter de leur victoire. Les grandes pertes que viennent de faire les deux républiques calment leur animosité. Les états généraux proposent des négociations; le parlement se hâte d'y consentir (1653).

Cromwell cependant avait formé le projet de changer le gouvernement; il savait que le parlement, jaloux de son influence, et craignant de la voir augmenter, avait résolu, sous le prétexte de la guerre maritime, de licencier les troupes de terre, et de lui enlever par cette réforme sa véritable force. Il savait aussi combien les membres de ce parlement s'étaient rendus odieux par leurs exactions et leur conduite arbitraire. Il se concerta avec ses officiers qui lui étaient entièrement dévoués; et ils présentèrent à la chambre des communes une pétition dans laquelle, en demandant le paiement de ce qui leur était dû, ils dirent que le revenu public administré avec équité suffirait pour l'entretien de l'armée et pour toutes les autres dépenses du gouvernement. Le parlement ordonna que les officiers fussent réprimandés pour leur adresse, et leur défendit de se mêler de l'administration. Les officiers, loin de lui obéir, demandèrent qu'il exécutât enfin la promesse qu'il avait faite, qu'il établît un ordre successif de parlements, qu'il cessât d'administrer, se déclarât dissous, convoquât ses successeurs, et nommât un conseil d'état pour gérer les affaires pendant le temps des élections. Les militaires et les presbytériens de la chambre appuyèrent la remontrance des officiers; mais la majorité des membres des communes décida qu'il n'était pas convenable de dissoudre le parlement pendant que la nation était en guerre, qu'il y avait un nombre immense d'affaires à régler, que de nouvelles élections

rempliraient les places vacantes dans la chambre, et qu'un comité rédigerait un bill pour défendre de présenter des remontrances, des adresses ou des pétitions semblables à celles des officiers, sous peine d'être déclaré coupable de haute trahison.

Cromwell tenait un conseil militaire; Ingolsby entre, et lui annonce les délibérations du parlement. Il montre une grande indignation, part pour la chambre des communes accompagné de trois cents soldats, les place aux portes et dans les passages, entre dans l'assemblée, dit avec calme : « Je viens avec un grand regret exécuter ce » que le Seigneur m'a ordonné; » écoute pendant quelques moments les débats de la chambre, reprend la parole, dit avec feu aux membres des communes : « Qui » ne connaît votre ambition, votre tyrannie, vos extor- » sions, vos dilapidations du bien public ? » frappe du pied avec force, voit entrer ses soldats, s'écrie : « Quittez » ce lieu, et faites place à d'honnêtes gens; vous n'êtes » plus le parlement, je vous le déclare; vous n'êtes plus » le parlement; le Seigneur vous a rejetés; » répond à Vane, qui lui reproche sa conduite outrageante envers la chambre : *O sir Henri Vane! sir Henri Vane! que le Seigneur me délivre de vous!* dit à un autre membre : *Vous êtes un homme de débauche;* à un second : *Vous êtes un adultère;* à un troisième : *Vous êtes un ivrogne;* à un quatrième : *Vous avez commis des extorsions.* « C'est vous tous qui m'avez forcé d'agir ainsi; j'ai lutté » jour et nuit avec le Seigneur, et j'aurais préféré qu'il » m'eût tué plutôt que de me charger de cet œuvre; » ordonne à un soldat d'emporter la masse qui est devant l'orateur, fait sortir tous les membres, met la clef dans sa poche, et se retire dans son appartement de Whitehall sans qu'aucune clameur trouble la paix publique.

Avec quelle facilité on renverse un gouvernement que la nation méprise! Cromwell reçoit des félicitations

de la flotte, de l'armée; des principales corporations, de plusieurs comtés, de diverses *congrégations de saints*. Les royalistes et les presbytériens voient avec joie un succès qu'ils croient favorable à leur cause; et, si Cromwell ne peut pas compter sur les républicains que l'on nomme *déistes*, qui n'ont aucun fanatisme et qui veulent fortement la liberté, il a pour lui les républicains *millénaires*, bien plus nombreux que les *déistes*, livrés à une sorte de délire religieux, et qui soutiennent que la domination doit être fondée sur la grâce, que l'on doit abolir toute distinction de magistrature, que l'on doit conserver uniquement l'autorité acquise par une piété supérieure, et par la *sainteté*, et qui attendent le second avènement du Christ, après lequel les *saints* gouverneront la terre (1653).

Il convient avec les principaux officiers de l'armée et de la flotte de remettre l'exercice de la puissance souveraine à cent quarante-quatre personnes réunies sous le nom de parlement. Tous ses projets étaient renversés si la nation avait élu ces cent quarante-quatre personnes. Les élections libres d'un peuple maintiennent toujours le règne des lois, et par conséquent la liberté. Cromwell ne veut pas faire courir ce danger à la puissance qu'il a résolu de garder et d'accroître; il nomme lui-même ces prétendus membres du parlement; il les choisit parmi les hommes les plus distingués, non seulement par leur naissance, mais encore par leur instruction; il adresse un écrit à chacun d'eux pour le prier de se trouver à Whitehall le 4 juillet, les harangue dès qu'ils sont rassemblés, et leur remet un acte signé par lui et par les principaux officiers de l'armée, et qui renferme les dispositions suivantes : La totalité des cent quarante-quatre membres du parlement, ou au moins quarante d'entre eux seront revêtus du pouvoir souverain pour gouverner la nation. Tous les sujets d'Angleterre, d'Irlande et d'Écosse seront

tenus de leur obéir jusques au 5 novembre de l'année prochaine; ils éliront avant cette époque cent quarante-quatre représentants, qui leur succéderont dans l'autorité souveraine pendant un an. Il y aura de même à l'avenir un changement annuel de parlement.

Les cent quarante-quatre choisirent un orateur, et comme ils étaient presque tous millénaires, anabaptistes ou indépendants, ils élurent huit membres destinés à *voir le Seigneur dans la prière*. Il fut question parmi eux d'abolir le clergé, les dîmes, les universités, la cour de chancellerie, et de remplacer les lois communes du royaume par les lois de Moïse, telles qu'on les trouve dans l'ancien Testament, pour lequel ils avaient un attachement si grand qu'ils donnaient le plus souvent à leurs enfants, à la place des noms chrétiens, des noms hébreux ou de courtes sentences de la Bible (1653).

Les états généraux nommèrent quatre ambassadeurs pour traiter de la paix avec le nouveau gouvernement d'Angleterre; mais, pendant qu'ils s'occupaient des instructions de ces ambassadeurs, l'amiral Tromp, avec une flotte de cent vaisseaux, tomba près des côtes de Flandre sur une flotte anglaise que commandaient Monck, Dean, Penn et Lawson; Dean fut tué. La nuit sépara les combattants; les Anglais recommencèrent le combat le lendemain. Blake arriva à leur secours avec dix-huit vaisseaux; les Hollandais furent repoussés vers leurs rivages.

Tromp fait radoubber ses vaisseaux, met à la voile et joint les Anglais près du Texel; le combat s'engage avec une héroïque impétuosité, et dure jusques à la fin du jour. Tromp, que vingt-sept nouveaux vaisseaux sont venus joindre, recommence la bataille dès le matin du jour suivant. Jamais des marins n'ont montré plus de valeur et d'intrépidité; la nuit arrive, et la victoire reste incertaine. Le troisième jour paraît : Tromp veut vain-

cre ou périr pour sa patrie. On le voit sur le pont et l'épée à la main remplir tous les siens de l'ardeur admirable qui l'anime : une balle lui perce le cœur. La mort de ce grand homme consterne les Hollandais; trente de leurs vaisseaux avaient été pris ou coulés à fond. Le vice-amiral de Witzen donne le signal de la retraite; les Hollandais emportent dans leur patrie les restes de celui qui a conquis l'immortalité.

Cromwell fait radoubler la flotte anglaise avec la plus grande diligence; elle va attaquer les Hollandais, qui ont perdu leur grand général; mais une tempête violente la disperse, et la met hors d'état de tenir la mer. Cromwell est trop politique pour demander au peuple anglais de nouveaux impôts; il se détermine à faire la paix avec les états généraux.

Le nouveau parlement avait mal reçu les ambassadeurs des Hollandais, que; dans son intolérance et son extravagant fanatisme, il regardait *comme des hommes mondains que les saints devaient retrancher de la face de la terre avant de commencer le grand ouvrage de subjuguier l'antechrist*. Mais ce que Cromwell avait prévu était arrivé. Le nouveau parlement était l'objet du mépris et des railleries de la nation; on s'amusait à le nommer le parlement de *Barebones*, l'un de ses membres les plus ardents, et dont le nom signifiait *os décharnés*.

Les agents secrets de Cromwell préparent le nouvel événement qu'il désire. Le 12 décembre, un membre de l'assemblée se lève, fait observer à ses collègues qu'ils sont hors d'état de porter le fardeau dont on les a chargés, et leur propose de se dissoudre et de remettre leur autorité à ceux de qui ils l'ont reçue. La majorité adopte cette proposition; le plus grand nombre de membres se rendent auprès de Cromwell et des officiers qui composent son conseil, lui remettent l'acte qu'il leur a donné, et se déclarent incapables d'achever l'ouvrage qu'ils ont eu

l'imprudence d'entreprendre. Le général Harrison et quelques autres illuminés restent dans la chambre, placent un d'eux dans le fauteuil d'état, ne veulent pas que le règne des saints soit interrompu, et, dans la contemplation du Seigneur, protestent contre la résolution de leurs frères. Le colonel White, à la tête d'un détachement de soldats, les fait sortir de la salle; et les officiers du conseil, en vertu, disent-ils, de l'autorité que le parlement a résignée entre leurs mains, déclarent que le gouvernement de l'état est donné à Olivier Cromwell, qu'il aura le titre de protecteur, et qu'il sera assisté d'un conseil de vingt et un membres. Ils assemblent ensuite le lord maire et les aldermen de Londres, leur annoncent le choix qu'ils ont fait de Cromwell, et leur lisent un nouvel acte de gouvernement. D'après cet acte, le protecteur convoquera un parlement tous les trois ans. Aucun parlement ne pourra être dissous qu'après avoir tenu des séances pendant cinq mois. Si le protecteur n'approuve pas les actes du parlement dans les vingt jours qui suivront le moment où ils lui auront été présentés, ils seront publiés sans son approbation. Le conseil ne pourra pas être composé de plus de vingt et un membres. Aussitôt après la mort de Cromwell, le conseil nommera un nouveau protecteur; le successeur de Cromwell ne pourra pas être général de l'armée; mais il aura le droit de décider de la guerre et de la paix, et de faire des lois, de l'avis de son conseil, pendant l'absence du parlement.

Cromwell promet avec serment de se conformer à l'acte qu'on vient de lire : on le reconduit avec une grande pompe à Whitehall. Lambert porté devant lui l'épée de l'état; on proclame dans les trois royaumes *son altesse milord protecteur*.

Presque tous les princes de l'Europe virent avec plaisir un événement qui rétablissait en Angleterre une sorte de monarchie. Cette satisfaction secrète fut parti-

culièrement ressentie par l'empereur d'Allemagne, qui aurait tant désiré de rendre héréditaire dans sa famille la dignité impériale. Cet empereur avait obtenu des électeurs la promesse d'élire roi des Romains son fils Ferdinand IV; il avait, dès 1646, fait couronner ce jeune prince roi de Bohême, lui avait cédé en 1647 la couronne de Hongrie, et, pour obtenir à ce sujet le consentement des états de ce royaume, il avait confirmé les privilèges des nombreux protestants hongrois, et leur avait rendu le libre exercice de leur culte. Les électeurs réunis à Ausbourg élurent roi des Romains Ferdinand IV; il fut sacré à Ratisbonne; les princes de l'empire se plaignirent avec force de ce que les électeurs avaient élu un roi des Romains sans les consulter, malgré les stipulations du traité de Westphalie : les déclarations et les promesses de l'empereur et des électeurs calmèrent les princes de l'empire.

Une diète tenue à Ratisbonne céda au roi d'Espagne la ville impériale de Besançon, à la place de Frankenthal, rendu à l'électeur palatin, et accorda aux prélats du Rhin un suffrage collégial semblable à celui des prélats de Souabe (1653).

La même diète donna, dans l'année suivante, un quatrième suffrage collégial aux comtes de Westphalie, ratifia de nouveau les deux traités de Munster et d'Osnabruck et l'ordonnance d'exécution de Nuremberg, refusa à l'empereur les subsides extraordinaires qu'il lui avait demandés, ne voulut pas donner aux Polonais les secours qu'ils sollicitaient contre les Cosaques, et vit naître une institution très-remarquable, celle du corps des protestants ou *corps évangélique* (1654), considéré comme distinct des autres membres de la diète. L'électeur de Saxe, Jean-Georges I^{er}, fut nommé à l'unanimité par les états protestants directeur perpétuel de ce corps évangélique.

Ferdinand IV, roi des Romains, mourut peu de temps après, et la Suède fut témoin de l'abdication de Christine. Cette reine n'était âgée que de vingt-quatre ans lorsque, renonçant au mariage pour lequel elle avait montré beaucoup d'aversion, elle avait, en 1650, fait reconnaître pour son successeur, par les états du royaume, son cousin Charles-Gustave, comte palatin de Deux-Ponts, et fils d'une sœur du grand Gustave-Adolphe. Quatre ans plus tard, fatiguée des détails de l'administration suprême, paraissant ne soupirer qu'après le charme de l'étude et les douceurs d'une vie privée, bien aise de montrer son estime et son amour pour la philosophie, et devant éprouver une grande joie secrète d'occuper, au moins pendant quelques moments, l'attention de l'Europe et de se montrer supérieure au pouvoir et aux couronnes si avidement désirés par tant d'hommes admirés pour leur génie, leurs lumières et leurs talents, elle convoqua les états à Stockholm, et se démit solennellement de la royauté en faveur de Charles-Gustave, s'étant réservé un revenu de 240,000 rixdales; elle quitta la Suède à l'âge de vingt-huit ans, suivie de sa bibliothèque, traversa le Danemarck et la Hollande habillée en homme, arriva à Bruxelles, alla ensuite à Inspruck, forma le projet de se retirer à Rome, et renonça au luthéranisme pour embrasser la religion catholique romaine.

A peine Charles-Gustave était-il monté sur le trône de Suède abandonné par Christina qu'il eut à soutenir une guerre dangereuse contre le czar de Russie Alexis Mikhaïlowitch. Ce prince russe avait obtenu de grands succès contre la Pologne, détaché de cette république royale l'importante Ukraine, qu'il avait donnée en fief au chef des Cosaques (1654), et forcé le roi Jean-Casimir à lui céder Smolensko et les autres places conquises sur les Russes (1656) par le roi Uladislas VII : fier de la gloire

de ses armes, il entra en Livonie, prit plusieurs villes et voulut s'emparer de Riga; mais il perdit beaucoup de monde, se retira dans ses états, et fit la paix avec la Suède (1656).

Dans la même année mourut le roi de Portugal Jean IV de Bragance, peu de temps après avoir appris que les Hollandais avaient achevé la conquête de l'île de Ceylan, mais assuré que le Brésil ne serait pas partagé par le Portugal avec la Hollande. Il fut remplacé sur le trône par son fils aîné Alphonse VI, qui n'avait encore que treize ans, et la régence fut confiée à la veuve de Jean, cette Castillane, Louise de Gusman, sœur du duc de Medina-Sidonia, et célèbre par la force de son caractère, sa constance et le courage ainsi que l'habileté avec lesquels elle avait concouru à établir et à défendre contre les Espagnols l'indépendance du Portugal.

La mort continuait de précipiter les souverains de leur trône; l'empereur Ferdinand III cessa de vivre (1657); les historiens les plus impartiaux ont loué ses vertus, ses talents pour la guerre, sa sagesse, sa prudence, sa politique; il sut regagner la confiance des états, que son père avait perdue; il parvint à faire entrer dans le collège des princes, sans blesser les anciens états, huit nouveaux membres vassaux, ou sujets, ou amis très-dévoués de sa maison, exerça son autorité légale de manière à ne jamais être accusé de tendre à la tyrannie, et, rempli de zèle pour la religion catholique qu'il professait, ne persécuta personne, et respecta les droits des protestants.

Sa mort fut suivie d'une contestation très-vive au sujet du vicariat de l'empire entre l'électeur de Bavière, qui prétendait exercer ce vicariat impérial comme une prérogative attachée à son office de grand-sénéchal, confirmé par les traités de Westphalie, et l'électeur palatin, qui réclamait le vicariat comme une dépendance ancienne

et incontestable de la dignité palatine que les mêmes traités lui avaient restituée; la majorité des électeurs, celle des princes, et la chambre impériale prononcèrent en faveur de l'électeur de Bavière.

Une transaction eut lieu ensuite entre les électeurs de Mayence et de Cologne relativement au sacre de l'empereur; il fut convenu que cette cérémonie serait confiée à l'électeur-archevêque de Cologne lorsque l'empereur serait sacré dans une ville dépendante de son diocèse, que l'archevêque de Mayence remplacerait celui de Cologne lorsque la cérémonie aurait lieu dans une ville du diocèse de Mayence, et que les deux électeurs alterneraient lorsque le sacre se ferait hors de leurs territoires ecclésiastiques.

L'électeur de Mayence convoque la diète électoral à Francfort; la France y envoie le maréchal de Grammont et monsieur de Lionne, le pape le nonce San-Félice, et le roi d'Espagne le marquis de Fontana. Les électeurs de Mayence, de Cologne, de Bavière et palatin proposent de donner l'empire au roi de France, garant des traités de Westphalie. Les quatre autres électeurs s'y opposent pour des raisons semblables à celles qu'on avait dans le temps fait valoir contre François I^{er}. Les électeurs de Mayence, de Cologne et palatin, soutenus par l'influence de la France, offrent alors la couronne impériale à l'électeur de Bavière, et les ambassadeurs de Louis XIV lui promettent un subside annuel d'un million d'écus pour l'aider à soutenir l'éclat de sa dignité suprême; mais cet électeur, entraîné par les instances de sa mère Marie-Anne d'Autriche, tante du jeune Léopold, fils de Ferdinand III, et par les insinuations de son ministre le baron de Haslang, refuse l'empire et le subside. Les trois électeurs opposés à Léopold, bien loin de se décourager, mettent sur les rangs l'archiduc Léopold-Guillaume, frère de Ferdinand II, et évêque de

Strasbourg ainsi que de Passaw; et, les intrigues de l'Espagne ayant écarté ce candidat, ils lui substituent le comte palatin duc de Juliers et de Neubourg; les électeurs de Trèves, de Saxe et de Brandebourg, blessés d'une opposition aussi constante, déclarent qu'ils vont se retirer à Ratisbonne avec l'électeur de Bavière, et y élire un empereur. On craint de voir naître un schisme funeste; les électeurs du parti français engagent les ambassadeurs de Louis XIV à ne pas continuer des efforts inutiles. Léopold d'Autriche, roi de Hongrie et de Bohême, est élu à l'unanimité; mais on lui impose une *capitulation* bien plus pesante que celles de ses prédécesseurs; et, malgré tout l'or de l'Espagne, il lui est interdit par cette capitulation, qu'il jure d'observer, de se mêler de la guerre qui dure encore entre la France et le roi catholique (1658).

Le chef de l'empire germanique n'avait que dix-huit ans; le roi de France en avait moins encore; Louis XIV n'était âgé que de seize ans; aussi, quoique majeur et sacré, ne gouvernait-il pas encore; toute l'autorité était entre les mains du cardinal Mazarin: ce ministre, qui s'était fait surintendant de l'éducation de Louis et de son frère, et dont tous les désirs étaient si facilement partagés par la reine-mère, entoura le jeune roi de tous les amusements qui pouvaient l'empêcher de penser à régner; il ne lui fut pas difficile de l'engager à rechercher la société particulière de ses nièces qu'il avait fait venir d'Italie, et qui étaient très-jeunes, jolies, spirituelles, vives et amusantes.

Louis XIV fit ses premières armes au siège de Bouchain, sous ce célèbre Fabert qui devait si bien mériter le bâton de maréchal de France, et s'illustrer en refusant d'obtenir, par un mensonge relatif à sa famille, la première décoration de France; toujours à cheval même en route, il n'eut d'autre table que celle du géné-

ral, il visitait les tranchées, et s'élançait au milieu des balles et des boulets sans en paraître ému. Combien de fêtes on lui donnait lorsqu'il revenait à la cour ! Il aimait à y figurer avec les jeunes courtisans ; et avec quel empressement on applaudissait son air de dignité, sa figure belle et majestueuse, son attitude noble, ses gestes remplis de grâces au milieu des cartousels, des cavalcades, des courses de bague, lorsque, habillé ainsi que ses courtisans de manière à rappeler l'ancienne et galante chevalerie, il passait, monté sur un coursier superbe, au-dessous de riches balcons où l'on voyait briller les plus belles et les plus jeunes dames d'une cour magnifique.

C'est vers ce temps que Christine vint pour la seconde fois en France, où elle voulait revoir cette cour de Louis XIV, dont l'Europe commençait à s'occuper avec tant d'intérêt. Obligé de s'arrêter à Fontainebleau, où elle se trouva presque seule, elle y ternit sa renommée par un crime que la postérité ne lui aurait pas pardonné, quand même elle aurait eu encore la couronne de Suède sur la tête ; et quand la funeste passion qui l'égara lui aurait inspiré cet attentat odieux au milieu du palais de son père : elle fit massacrer Monaldeschi, son grand-écuyer, *pour des perfidies, dit-elle, et des cruautés envers sa personne.* Le roi, la reine-mère, le cardinal Mazarin, la cour et toute la France furent indignés de cette violation de l'hospitalité, de l'autorité des lois, de celle du monarque, de la justice et de l'humanité. On dissimula néanmoins le forfait de Christine ; mais ce ne fut qu'avec beaucoup de peine qu'elle obtint la permission d'aller, avant de partir pour Rome, à Compiègne, où était la cour, et où elle dut frémir en voyant tous les regards se détourner pour éviter de tomber sur ses mains ensanglantées (1658).

Le roi, quelque temps après, fut surpris à Calais par une maladie qui inspira de grandes alarmes, et pendant

laquelle ce jeune prince montra une admirable résignation. Mazarin, très-inquiet sur les événements dont pouvait le menacer la mort du roi, et sachant combien ses ennemis et ses envieux préparaient de manœuvres contre lui, mit en sûreté ses effets les plus précieux, et implora pour sa personne la protection du maréchal de Turenne. Le roi guérit; les adversaires du cardinal furent exilés de Paris ou de la cour, et son pouvoir fut plus grand que jamais.

Louis allait presque tous les soirs chez l'aînée des nièces du cardinal, celle qui avait épousé le comte de Soissons, et chez qui il aimait surtout à rencontrer Marie de Mancini, pour laquelle il avait conçu une grande tendresse; mais la reine-mère pensait à le marier. La duchesse de Savoie désirait vivement d'unir sa fille Marguerite à Louis XIV : il y eut à Lyon une entrevue des deux cours de France et de Savoie. Louis parut voir avec plaisir la princesse Marguerite, malgré son inclination pour Marie Mancini; mais Philippe IV voulait finir la guerre de la France avec l'Espagne en mariant sa fille avec le monarque français. Un de ses conseillers privés, Antoine Pimentel, arriva à Lyon, propose pour Louis XIV la main de l'infante; Anne d'Autriche l'accueille avec joie, détermine facilement son fils à préférer la fille de Philippe IV à celle de la duchesse de Savoie, expose avec franchise à la duchesse tous les motifs qui se réunissent en faveur de l'infante, lui témoigne une grande affection, tâche de la consoler, exprime à Marguerite autant d'estime que de tendresse, et repart avec son fils pour Paris, où commencent les négociations sur les conditions du mariage et sur celles de la paix.

Bientôt ces négociations continuent dans l'île des Faisans, au milieu de la rivière de Bidassoa, qui sépare les deux royaumes. Mazarin s'y rend, ainsi que don Louis de Haro, neveu du duc d'Olivares et ministre d'état

du roi d'Espagne. Don Louis espérait obtenir les conditions les plus favorables à son souverain par ses lenteurs et sa patience inaltérable ; Mazarin se surpasse , et oppose au flegme de don Louis de Haro une grande circonspection , l'art de maîtriser sa contenance , ses gestes , son regard et toute sa physionomie , un air toujours calme et serein , une politesse attentive , le talent des reparties soudaines et toutes les ressources de la finesse et de la plaisanterie : il l'emporte ; son amour-propre jouit d'un avantage bien précieux pour lui. Le prince de Condé , qui l'avait tant de fois traité avec tant de hauteur et de mépris , s'humilie , écrit au roi la lettre la plus soumise , implore sa bonté , et lui remet les places frontières qu'il avait mises à la disposition des Espagnols en se retirant chez eux , et que les Espagnols venaient de lui rendre. Le cardinal obtient la ratification du traité de Munster , et par conséquent la cession du Roussillon et d'une partie de la Cerdagne et des Pays-Bas. L'on convient que l'infante aura une dot de 500,000 écus d'or , et , quoiqu'il semble , d'après la rédaction du contrat , qu'en touchant cette dot l'infante renonce aux successions de son père et de sa mère , Mazarin signe avec joie le contrat et le traité (1659).

Le maréchal de Grammont fait à Madrid la demande solennelle de la main de la princesse ; la gravité espagnole se montre dans les fêtes , qu'on lui donne ; l'amirante de Castille l'invite à un festin magnifique. On y voit un nombre immense de plats d'argent ; mais on ne peut toucher aux mets qui sont dorés ; et cependant on est plusieurs heures autour de cette table couverte de richesses (1660).

Le mariage du roi et de l'infante est célébré à Fontarabie ; ils font une entrée pompeuse dans leur capitale ; et le cardinal éprouve une satisfaction qu'il avait fort ambitionnée , celle de voir au milieu de cette grande céré-

monie sa maison effacer par son éclat celles des plus grands seigneurs et même celle du duc d'Orléans.

Le triomphe de Mazarin est complet ; une de ses nièces épouse le comte de Colonne ; une seconde, qu'on nommait la belle Hortense, se marie avec le duc de La Meilleraie, qui prend le nom de Mazarin, et reçoit 1,500,000 livres de rente ; une troisième doit s'allier avec la maison de Bouillon. Celle de ses nièces qui a épousé le prince de Conti est nommée surintendante de la maison d'Anne d'Autriche ; et la comtesse de Soissons obtient la surintendance de la maison de la jeune reine. Mais ce triomphe touchait à sa pompe funèbre ; il meurt sans témoigner, disent les historiens, ni craintes ni regrets ; il laisse à sa famille des richesses immenses ; et Louis XIV commence de régner (1661).

Six mois auparavant, la France avait perdu un homme bien autrement digne des hommages du monde que le cardinal Mazarin. Saint Vincent de Paule avait été enlevé aux pauvres et aux malheureux. Animé par le dévouement le plus admirable, pour tous ceux dont il pouvait soulager l'infortune, plein de courage contre les actes arbitraires et les abus du pouvoir, ayant souvent, pendant le temps de la fronde, parlé à la régente avec la fermeté d'un bon citoyen et le zèle d'un ministre évangélique, il laisse en mourant des richesses bien différentes de celles de Mazarin, le souvenir de tant de grands services ; et particulièrement de ces conférences dictées par une piété si douce, de ces *retraites spirituelles* si touchantes, de la grande part qu'il avait eue à l'établissement des hôpitaux de la Salpêtrière, de Bicêtre, de la Pitié, du Nom de Jésus pour les vieillards, de Marseille pour les forçats, l'institution si attendrissante des Enfants-Trouvés, et la fondation des filles si respectables de la *Charité* pour le soin des pauvres malades. Les amis de l'humanité ne prononceront jamais son nom qu'avec res

pect; et combien il est doux de répéter l'éloge de cet homme immortel pour celui dont le bisaïeul était honoré de l'amitié de ces héros de la vertu!

L'Angleterre avait été le théâtre d'événements de la plus grande importance, et auxquels l'Europe attentive avait pris un intérêt bien vif. Une haute commission avait condamné à mort deux personnes accusées d'avoir conspiré contre la vie du protecteur. Les Hollandais par un traité avaient promis de rendre honneur au pavillon anglais, d'abandonner la cause de Charles, et de remettre l'île de Poleron à la compagnie des Indes orientales. La cour de France avait nommé un ambassadeur auprès de Cromwell; et Charles avait cru devoir se retirer à Cologne où le cardinal Mazarin lui avait promis de lui faire compter sa pension (1654).

Les catholiques irlandais étaient sans défense; qu'ils éprouvèrent cruellement les effets de cette affreuse intolérance à laquelle, dans leur délire, ils s'étaient abandonnés, et qui maintenant réagissait contre eux! les maux qu'ils avaient fait souffrir aux protestants retombèrent sur leurs têtes. Plusieurs furent exécutés; et, ce qui est horrible à rappeler, un grand nombre moururent de faim. Plus de cent mille de ces Irlandais catholiques reçurent la permission d'aller servir sous des gouvernements étrangers; on transféra les familles qui ne voulurent pas quitter l'Irlande dans la province de Connaught; on leur assigna de petites portions de terre pour leur subsistance, et leurs biens furent confisqués, et vendus au profit de la république, ou divisés entre les soldats et les aventuriers qui avaient contribué aux frais de la guerre.

Cromwell cependant, conformément à l'acte de gouvernement, assembla un parlement dont il exclut tous ceux qui avaient porté les armes pour le roi. Il fit part aux membres de cette assemblée des mesures qu'il avait prises pour régler l'administration, rappela tout ce qu'il

avait fait pour la nation anglaise, et leur dit qu'il ne voulait être que leur compagnon de travail. Ils examinèrent néanmoins, dans leurs premières délibérations, la nature de l'autorité qui les avait convoqués. Cromwell, étonné et irrité de cet examen, s'empressa de les mander. « Vous vous donnez, leur dit-il, de trop grandes libertés en agitant des questions sur un gouvernement duquel dérive toute votre autorité. Si votre convocation n'est pas légitime, vous n'avez aucun pouvoir de délibérer. »

Lorsqu'ils voulurent rentrer dans le lieu ordinaire de leurs séances, ils trouvèrent une garde à la porte; et l'on exclut de la chambre tous ceux qui ne voulurent pas signer une promesse d'être fidèles à la république d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, et de ne consentir à aucun changement dans le gouvernement établi.

Cromwell découvrit cependant que plusieurs des signataires s'étaient engagés dans une conspiration d'après laquelle on devait prendre les armes contre lui dans différentes parties du royaume. Il dissout le parlement, et plusieurs royalistes ou républicains sont arrêtés.

D'autres royalistes, trompés par de fausses espérances, font de vaines tentatives pour proclamer Charles II. Ils sont dispersés et mis en fuite; ceux de leurs chefs qui ne peuvent parvenir à s'échapper, sont pris et condamnés à mort; il ne reste plus d'opposition apparente contre le protectorat, ni en Angleterre, ni même en Écosse; et Cromwell peut s'occuper des affaires du continent (1655).

Asham, envoyé de la république d'Angleterre, avait été assassiné à Madrid par des officiers irlandais; la cour d'Espagne n'avait livré qu'un des assassins à la justice. Le protecteur, uni par un traité avec la Suède, l'étroite alliée de la France, désirait d'autant plus de conserver et d'accroître ses relations avec Anne d'Autriche et Ma-

zarín, qu'il espérait de pouvoir être utile aux protestants français. Il ne pouvait souffrir d'ailleurs le caractère de la nation espagnole, détestait le tribunal de l'inquisition, auquel elle s'était soumise, enviait pour son pays les richesses qu'elle possédait dans les Indes occidentales, et voulait marquer le commencement de son règne par une entreprise éclatante : il cède donc sans peine aux insinuations de Mazarin, déclare la guerre à l'Espagne, et envoie vers le golfe du Mexique une flotte commandée par l'amiral Penn, et sur laquelle il fait embarquer Venables avec cinq mille soldats. Penn et Venables ne réussissent pas contre l'île d'Hispaniola ou de Saint-Domingue, mais s'emparent de celle de la Jamaïque. De riches vaisseaux espagnols sont pris dans les environs de Cadix ; et le fameux Blake attaque la flotte du Pérou jusqu'à dans la baie de Santa-Cruz, des îles Canaries, brève les feux des forts et du château, brûle ou détruit les gallions, et revient triomphant en Angleterre, où une maladie invétérée l'enlève à une patrie qu'il a si bien servie, et qu'il a tant honorée par son inflexible probité, son intrépidité extraordinaire, ses grands talents et ses victoires.

Mais ce n'est pas seulement par des triomphes et l'enthousiasme qu'inspirent les grands succès que Cromwell veut consolider sa puissance : il s'attache à gagner l'affection du peuple anglais par une excellente administration ; des magistrats intègres rendent la justice sans aucune partialité ; la discipline la plus exacte est maintenue parmi les troupes ; des commissaires laïques et ecclésiastiques sont chargés d'examiner les mœurs ainsi que les qualités de ceux qui se destinent à remplir des fonctions religieuses, et de les présenter pour les bénéfices vacants ; la liberté de conscience est donnée à tous les Anglais, et on n'excepte de cette mesure de paix et de salut que ceux qu'on appelle *papistes*, et qu'on regarde comme des en-

ennemis irréconciliables du culte et du gouvernement établis, et comme des serviteurs trop dévoués du pontife suprême de Rome (1656).

Le protecteur, très-exactement informé de tous les desseins secrets des partisans de Charles, apprend que des royalistes veulent l'assassiner : il s'indigne, et déclare que les assassinats qu'on médite contre lui sont *bas et inhumains* ; qu'il ne les emploiera jamais le *premier* contre ses ennemis ; mais que, si des royalistes ou *cavaliers* entreprennent quelque attentat contre sa vie, il trouvera aisément le moyen de faire exterminer toute la famille royale.

Voulant plaire de plus en plus à la nation, il s'ape le régime féodal en abolissant le vasselage et en rétablissant les offices de juge de paix.

Bientôt après, il désire de réunir autour de lui un parlement composé de députés des trois royaumes, et soigne les élections avec tant de délicatesse et d'habileté qu'un grand nombre de ses amis sont nommés députés. Le nouveau parlement rejette Charles Stuart par un acte solennel, établit la peine de haute trahison contre ceux qui attenteraient à la vie du protecteur, et lui accorde tous les secours nécessaires pour la continuation de la guerre.

Cromwell paraissait chercher la plus grande popularité, et d'un autre côté se plaisait à répéter qu'il n'avait aucune inimitié contre la noblesse ni contre les royalistes (1557). On disait que son ambition n'était pas satisfaite, et que le titre de protecteur ne suffisait pas à celui qui avait le pouvoir suprême. Des amis bien maladroits, ou excités secrètement par Cromwell dans un de ces moments où sa passion dominante égarait sa raison, proposèrent au parlement de lui donner la couronne : la chambre éprouva l'émotion la plus forte ; Lambert, qui espérait, suivant quelques historiens, de succéder à Crom-

well dans le protectorat, exposa toutes les objections civiles et religieuses que l'on pouvait faire contre le pouvoir royal : la majorité néanmoins approuva la proposition des amis de Cromwell, fit dresser un bill, et nomma un comité pour dissiper les scrupules qui pourraient empêcher son altesse d'accepter la royauté. Le comité pressa le protecteur de consentir à recevoir le diadème ; Cromwell répondit de la manière la plus vague, passa plusieurs jours dans une grande incertitude, éprouva toutes les agitations que l'espoir et la crainte peuvent donner à une âme forte, livrée à une passion violente ; mais, apprenant que l'armée, à laquelle il avait lui-même inspiré les principes les plus opposés à la monarchie, frémissait d'une sorte de rage en entendant parler du rétablissement de la royauté, informé d'une pétition présentée au parlement par plusieurs officiers contre cette royauté qu'ils détestaient, et ne pouvant pas compter sur l'assentiment de la nation, il refusa formellement le trône qui lui était offert.

Le parlement, touché de cette modération, confirma le protectorat, et, par un acte intitulé *humble pétition et avis*, décida que Cromwell aurait le pouvoir de nommer son successeur, et de convoquer un parlement composé de deux chambres ; qu'aucun membre du parlement ne pourrait être exclu que du consentement de tous ses collègues ; et qu'indépendamment des subsides extraordinaires, un revenu annuel de trente mille livres sterling serait employé à l'entretien de l'armée, à celui de la flotte, ainsi qu'aux dépenses ordinaires du gouvernement civil.

Cromwell jura de se conformer à ce nouvel acte, et fut inauguré une seconde fois avec beaucoup de pompe et de magnificence.

Charles était parvenu à former une alliance avec l'Espagne ; il était arrivé à Bruxelles, et cinq régiments,

composés d'Irlandais, d'Anglais et d'Écossais, avaient, d'après ses ordres, quitté le service de France, et ils s'étaient réunis à l'armée espagnole. Cromwell, de son côté, s'étant allié avec la France, avait envoyé à l'armée de Louis XIV six mille vétérans anglais; et le cardinal Mazarin, ayant fait dire au duc d'York de sortir des contrées françaises, avait congédié tous les *cavaliers* ou royalistes qui étaient entrés au service de Louis. L'armée française et les Anglais, ses alliés, prirent plusieurs places, et particulièrement Mardyck, qu'on remit aux troupes anglaises, conformément au traité d'alliance.

Cromwell ôta à Lambert et à quelques autres officiers dont l'attachement lui était suspect leurs emplois militaires, mais leur donna des pensions très-fortes.

Il convoqua soixante personnes pour composer une chambre analogue à celle des lords, leur donna les privilèges dont les pairs avaient joui; il distingua leur réunion par le nom de *l'autre chambre*, en attendant qu'une loi leur donnât un nom plus relevé. Les communes, fâchées des privilèges des soixante, admirèrent dans leur sein les membres qui avaient refusé de signer la reconnaissance du nouveau gouvernement, ou *la réconnaissance*, introduisirent ainsi parmi elles plus de cent ennemis très-ardents de Cromwell, et, par l'influence de cette opposition, mirent en question l'autorité de *l'autre chambre*. Cromwell les manda, et soutint devant elles l'autorité des soixante avec tant de véhémence que, dans la crainte d'être dissoutes, elles déclarèrent *l'autre chambre* partie essentielle du parlement.

Peu de temps après, néanmoins, elles s'occupèrent des *pétitions et avis*, et plusieurs membres prétendirent que cet acte était nul, comme ayant passé en l'absence d'un grand nombre de membres exclus par la violence. Cromwell, voyant combien son autorité pouvait être attaquée, se rendit à *l'autre chambre*, y manda les com-

munes, et leur dit : « L'acte intitulé *pétitions et avis* a » été passé de votre propre mouvement. Bien loin d'as- » pirer à l'honneur d'être protecteur, combien j'aurais » préféré de vivre dans une cabane ! Mais puisque je me » suis chargé d'un emploi si pesant, c'était à vous de » soutenir votre ouvrage. Il y a parmi vous une *disposi-* » *tion dominante à trouver toutes les choses trop hautes* » *ou trop basses* ; il sera impossible de vous contenter tant » que vous négligerez la vertu, l'honnêteté, la piété et » et la justice. On s'est efforcé, de concert avec plusieurs » de vous, de former plusieurs conspirations dans l'ar- » mée, de diviser la nation, de favoriser les intérêts de » Charles Stuart, pour lequel on a déjà enrôlé des sol- » dats, et qui fait des préparatifs pour descendre en » Angleterre. Puisque vous vous conduisez ainsi, je » pense qu'il est temps de mettre fin à vos séances : je » déclare donc le parlement dissous ; et Dieu sera juge » entre vous et moi. »

Un grand complot, en effet, avait été formé ; on en découvrit tous les complices : ils furent arrêtés, jugés par une haute cour de justice et condamnés à mort. Deux furent exécutés ; le protecteur accorda la grâce à tous les autres.

Turenne entreprit le siège de Dunkerque ; don Juan d'Autriche et le marquis de Caracena s'avancèrent pour livrer bataille aux assiégeants. Le prince de Condé, qui combattait encore avec les Espagnols contre sa patrie, voulut en vain les engager à changer leurs dispositions : *Vous allez voir*, dit-il au duc d'York, *comme on perd une bataille*. Les Espagnols éprouvèrent à la bataille des Dunes la défaite prévue par Condé, qui, avec sa division, fit vers Ypres et vers Furnes une retraite digne de ce grand capitaine. Turenne vainqueur continua le siège de Dunkerque. Le marquis de Leyde, qui en était gouverneur, fut blessé mortellement : la place fut obligée

de capituler; Louis XIV y entra en triomphe. La ville, conformément au traité d'alliance, fut remise aux Anglais comme Mardyck; et le protecteur reçut du cardinal Mazarin de grandes félicitations sur le courage avec lequel les Anglais, commandés par Lockard, avaient secondé les Français (1658).

Le protecteur cependant était tourmenté par de vives inquiétudes; il savait combien ses ennemis avaient d'influence dans son armée; il ne cessait de craindre de nouvelles conspirations; il redoutait le caractère violent des fanatiques qui lui avaient été si dévoués. La turbulence et l'opiniâtreté des partis l'effrayaient; il se croyait obligé à prendre de grandes précautions; des chagrins domestiques aigrissaient ses alarmes; son propre gendre Fleetwood et sa femme avaient des principes opposés à son pouvoir: ses peines secrètes et les fatigues que lui donnait la multiplicité des affaires qu'il dirigeait l'emportèrent sur la force de son tempérament; il fut saisi par une maladie grave qui bientôt devint dangereuse. Les prétendues révélations de ses prédicateurs lui persuadèrent qu'il recouvrerait la santé. On ordonna un jour de jeûne, et les ministres du culte remercièrent le ciel des signes de la convalescence prochaine du protecteur: mais l'heure de Cromwell était venue; les symptômes alarmants redoublèrent; il tomba dans une espèce d'insensibilité: les médecins annoncèrent qu'il n'avait plus que quelques moments à vivre. Une députation du conseil lui demanda s'il désignait son fils Richard pour son successeur; il répondit *oui* d'une voix expirante; il mourut le 3 septembre, anniversaire des jours où il avait remporté la victoire de Dunbar et celle de Worcester; et l'histoire, qui note avec soin tout ce qui concerne les hommes extraordinaires, a parlé d'une tempête des plus violentes qui régna le jour où il cessa de vivre. Les trois royaumes lui avaient obéi; il avait commandé à la

victoire; le pavillon anglais voguait avec gloire sur toutes les mers; les puissances du continent le recherchaient ou le craignaient; ses menaces faisaient trembler le pape jusque dans le Vatican; le commerce de son pays s'avantçait avec vitesse vers une grande prospérité; la justice n'était plus partielle, et Milton, l'Homère de l'Angleterre, avait été son secrétaire (1658).

L'Europe, en apprenant sa mort, resta muette d'étonnement.

Le conseil déclara Richard Cromwell protecteur de la république. Ce fils aîné de l'homme si fameux dont la vie venait de s'éteindre fut proclamé sans opposition dans la ville de Londres et dans Westminster; un grand nombre de comtés et de corporations et tous les régiments de l'armée lui firent parvenir des adresses de félicitation, et l'assurèrent qu'ils étaient prêts à donner leurs fortunes et leurs vies pour soutenir son protectorat.

Monck commandait en Écosse, et y exerçait un pouvoir absolu : Richard lui fit dire qu'il voulait se conduire d'après ses avis; Monck témoigna beaucoup de reconnaissance et de soumission. Richard consacra une somme d'argent considérable aux funérailles de son père. Olivier Cromwell fut enterré à Westminster dans la chapelle de Henri VIII, au milieu des tombeaux des rois,

Richard cependant n'avait ni talent pour les affaires, ni connaissance du gouvernement, ni influence ni sur l'armée ni aucune sorte d'activité. Conseillé par des amis maladroits, il désobligea les troupes par la promotion de quelques officiers qu'elles haïssaient. Dirigé par des conseils encore plus impolitiques, il ordonna à tous les officiers qui pouvaient quitter leurs régiments de se rendre dans la capitale : il voulait par leur moyen en imposer au parlement qu'il venait de convoquer. Ces officiers, arrivés en très-grand nombre à Londres, se réunirent, prirent le titre de *grand conseil de l'armée* et demandèrent, par

une pétition adressée à Richard, qu'aucun militaire ne fût soumis aux magistrats, et que les officiers eussent le privilège d'élire leur général en chef. Richard les menaça de les priver de leur emploi s'ils faisaient de nouveau des demandes aussi extravagantes; mais ils parurent bien éloignés de renoncer à leurs prétentions.

Les deux chambres du parlement s'assemblèrent : les communes, après de longs débats, reconnurent *l'autre chambre*, décidèrent que les députés irlandais et écossais auraient séance au parlement, et confirmèrent le protectorat de Richard.

Le grand conseil des officiers ayant présenté une nouvelle pétition pour demander que Fleetwood, qui était millénaire et zélé républicain, fût nommé leur général, les communes arrêtaient qu'aucun conseil d'officiers ne serait tenu pendant leur session, et que personne ne pourrait exercer un emploi dans l'armée qu'après avoir prêté serment de ne pas interrompre les délibérations du parlement. *L'autre chambre*, composée en grande partie d'officiers, rejeta cette résolution. Richard défendit en vain au grand conseil militaire de continuer ses séances; un corps d'officiers l'assiégea dans Whitehall; son oncle Desborough, républicain aussi ardent que Fleetwood, pénétra dans son appartement à la tête d'hommes armés; ils demandèrent la dissolution du parlement, et Richard, incapable d'aucune résistance, déclara par une proclamation que le parlement était dissous (1659).

Les officiers ne regardent plus Richard que comme un simple particulier, rétablissent Lambert, Ludlow et les autres militaires renvoyés par Olivier Cromwell, cassent cinq colonels qui avaient conseillé à Richard de soutenir le parlement, nomment Fleetwood leur général en chef, et paraissent désirer de l'élever au protectorat.

Lambert, jaloux de Fleetwood, profondément ambi-

tieux et habile à cacher ses sentiments et ses projets, forme des intrigues puissantes parmi les *indépendants* de l'armée, qui détestaient le protectorat comme une royauté déguisée. Ces indépendants, réunis à Saint-James, commencent à donner de grands éloges au *long parlement*, composé de députés de leur opinion, qui avaient conduit Charles I^{er} à l'échafaud et aboli la monarchie, et qu'Olivier avait chassés. Ludlow, sir Henri Vane et un grand nombre de millénaires, d'anabaptistes et de fanatiques, qui font partie de l'armée, se réunissent à ces indépendants. Le grand conseil des officiers se joint à la réunion de Saint-James pour le succès de *la bonne vieille cause*. On y décide qu'on rappellera les membres du *long parlement*. Lambert invite ces membres à se rassembler : ils se réunissent en petit nombre, refusent d'admettre parmi eux les presbytériens, qui avaient été déjà exclus de leur sein : et, malgré l'armée qui les soutient, on leur donne par dérision le nom de *rump* (croupion), pour les faire regarder comme la plus petite et la plus ignoble partie du parlement envoyé par Cromwell.

Lambert demande, au nom du conseil général de l'armée, qu'une amnistie soit accordée à tous ceux qui ont pris part aux derniers changements ; que tous les chrétiens aient la liberté de conscience, excepté les *papistes*, les *préalistes* et les *libertins* ; que les *cavaliers* soient exclus de tous les emplois ; que le pouvoir ne demeure pas trop long-temps entre les mains du même parlement ; que l'on confirme la nomination de Charles Fleetwood au généralat ; que la puissance exécutive soit confiée à un conseil d'état composé de membres capables, pieux et fidèles ; que l'on paie les dettes de son altesse Richard Cromwell, et qu'on lui accorde une pension considérable, ainsi qu'à sa mère, afin que la postérité connaisse le respect de la nation anglaise pour la mémoire d'Olivier Cromwell leur illustre général.

Le parlement remercia les officiers de leur zèle pour le bien public, consent à presque tous les articles de leur pétition, et envoie une députation demander à Richard s'il acquiesce au changement de gouvernement. Richard remet sa soumission écrite, et éprouve une grande joie en se sentant débarrassé d'un fardeau beaucoup trop pesant pour lui.

Le parlement nomma Fleetwood commandant en chef pour un an, ordonna que toutes les commissions militaires seraient signées par l'orateur, et que l'Irlande serait gouvernée par des commissaires qu'il nommerait. Henri Cromwell, le frère cadet de Richard, commandait dans ce royaume d'Irlande : il avait une grande influence sur les troupes qui étaient sous ses ordres ; les Irlandais aimaient sa justice et sa douceur ; il aurait pu résister au parlement et l'embarrasser : mais, bien différent de son père, il reçut son rappel sans marquer aucune répugnance.

Un comité du parlement avait cassé et remplacé plusieurs officiers de l'armée d'Angleterre, dont il soupçonnait les sentiments. On voulut employer la même mesure pour l'armée d'Écosse ; Monck écrivit à la chambre des communes, se plaignit du projet qu'on avait formé de détruire son autorité, et fit entendre qu'il n'était pas de l'intérêt du parlement de le pousser à l'extrémité. Les membres de la chambre virent combien il serait imprudent de lutter contre un général habile qui commandait à douze mille hommes d'anciennes troupes, et qui serait soutenu par toute l'Écosse ; et les nouvelles commissions furent retirées.

Charles avait chargé ses agents secrets de traiter avec tous ceux qui voudraient revenir sous son sceptre, quand bien même ils auraient porté les armes contre son père ou contre lui. Cette politique eut un succès d'autant plus grand que la nation était fatiguée de la puissance de qua-

rante-deux indépendants , et des insolentes vexations d'un grand nombre de fanatiques et d'hypocrites. Les presbytériens détestaient d'ailleurs tous les indépendants, et paraissaient près de consentir au rétablissement de la famille royale, pourvu qu'ils brisassent le joug des ennemis qu'ils haïssaient. Un vaste complot fut formé; mais il fut découvert. Les milices, commandées par des officiers dévoués au parlement, empêchèrent l'insurrection d'éclater sur un grand nombre de points; Lambert marcha contre les insurgés, qui s'étaient emparés de Chester; il les mit en déroute, et leur chef fut conduit à la Tour.

Le parlement, aveuglé par ce succès, voulut reprendre son plan de réforme pour l'armée de Monck. Ce général, vivement offensé de cette nouvelle entreprise, demanda sa démission; mais, son beau-frère le docteur Clarges étant parvenu à empêcher que sa lettre ne fût lue à la chambre des communes, il reprit son calme apparent, et se conduisit avec tant de précautions et de réserve, qu'il était impossible de deviner ses véritables vues, et qu'on pouvait tout au plus soupçonner en lui une grande incertitude.

Les officiers de l'armée, blessés de l'autorité arbitraire que le parlement voulait exercer sur eux, présentèrent des pétitions. Le parlement y répondit d'abord avec beaucoup de douceur et de ménagement; mais, Monck lui ayant adressé des lettres remplies de protestations de soumission et d'attachement, la chambre, se croyant une grande force, déclara que les officiers s'étaient plaints sans motif, et que le parlement ne leur devait aucun compte de sa conduite.

Lambert s'approcha de Londres avec les troupes qu'il avait autour de lui. Le parlement, sachant que Monck devait entrer incessamment en Angleterre, et se croyant sûr de son obéissance, cassa Lambert et les autres offi-

ciers qui avaient signé les pétitions, révoqua la commission de Fleetwood, et nomma des commissaires pour gouverner provisoirement l'armée (1659).

Lambert entra néanmoins dans la capitale avec quatre régiments, prit possession de toutes les avenues du parlement, fit sortir tous les membres de leur salle, cassa les officiers de deux régiments que le conseil d'état avait mandés pour la garde de la chambre, les remplaça par d'autres, que les soldats reçurent sans aucune difficulté, et fit choisir par les officiers un conseil de dix membres, chargé de pourvoir aux affaires les plus pressantes de la république. Ce conseil de dix élut Fleetwood pour général, Lambert pour lieutenant, et Desborough pour général de la cavalerie, établit un conseil de sept pour distribuer les commissions militaires, et envoya le colonel Cobbet pour attirer Monck dans leur parti; ou pour séduire ses troupes et le faire prisonnier.

Il fut aisé alors de prévoir la fin de la république; elle n'était soutenue ni par de véritables lois fondamentales, ni par des institutions, ni par la volonté du peuple anglais; plusieurs tyrannies anarchiques s'étaient écroulées l'une sur l'autre; il n'y avait plus d'autre pouvoir qu'une force militaire divisée et incertaine; et, ce qui doit surtout être remarqué avec un très-grand soin, la révolution qui avait précipité Charles I^{er} du trône dans le tombeau n'avait changé les droits, la propriété, la fortune, l'existence sociale d'aucune classe de la nation anglaise: il ne fallait donc aucun effort pour rétablir les Stuart, et Charles II devait être regardé comme un libérateur par les royalistes et les presbytériens.

Le conseil des officiers, sentant tous les dangers de sa position, crée un nouveau comité qu'il nomme *de sûreté publique*, le compose de sept membres, et déclare que; bien loin de vouloir un gouvernement militaire, il a chargé le nouveau comité de présenter des projets de loi

propres à maintenir les libertés du peuple et le bonheur de la république, sans roi, sans gouverneur, sans chambre des pairs.

Monck paraissait porté à rétablir le parlement: il consent à charger trois de ses officiers de négocier avec le comité de sûreté publique, mais refuse de ratifier le traité qu'ils ont signé avec ce comité. Les membres du parlement qui avaient composé le conseil d'état s'assemblent secrètement, et nomment Monck commandant en chef de toutes les troupes d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Le gouverneur de Portsmouth se déclare pour le parlement; des troupes envoyées par le comité pour bloquer cette ville abandonnent leurs officiers, et se joignent au gouverneur: leur exemple est suivi par un autre corps de troupes détaché pour le même objet. Le vice-amiral Lawson embrasse les intérêts du parlement, et entre dans la Tamise pour tenir en respect le comité et ses partisans. Un régiment envoyé par Lambert au secours de ses amis de Londres s'insurge en faveur de la chambre; le comité tombe dans le découragement, et Fleetwood dans l'inaction: ce général consent à la fin avec ses collègues à reconnaître le parlement.

Cette compagnie se réunit, nomme un comité pour gouverner l'armée, et apprend que les soldats de Lambert ont arrêté ce général et qu'on le conduit à la Tour de Londres.

Monck venait d'entrer en Angleterre après avoir pris les mesures nécessaires pour le maintien de la paix en Écosse. L'orateur lui écrit que le parlement est rétabli, le remercie de ses bonnes intentions, et le prie de ne pas venir jusques à Londres, où règne la tranquillité sous la puissance parlementaire. Monck continue cependant sa route sous le prétexte de soumettre à l'autorité législative les troupes encore mutinées contre cette autorité, a plusieurs conférences avec lord Fairfax, le chef

des presbytériens; reçoit des pétitions par lesquelles la ville de Londres et d'autres cités demandent qu'on rétablisse dans le parlement les membres qui en ont été exclus avant le procès de Charles I^{er}; répond qu'il communiquera ces pétitions à la chambre; arrive à Saint-Albans; écrit au parlement pour le prier de faire sortir de Londres les régiments qui avaient pris part à la rébellion; entre dans la capitale à la tête de son armée; va au conseil d'état, dont le parlement l'avait nommé membre; demande du temps pour réfléchir sur le serment d'*abjuration des Stuart et de la royauté* que l'on a prescrit aux membres de ce conseil, et se retire sans être reçu (1660).

Trois jours après il se rend à la chambre des communes; l'orateur le remercie au nom du parlement sur les grands services qu'il a rendus, et l'invite à s'asseoir sur un fauteuil de velours qu'on lui a préparé. Monck se tient debout derrière le fauteuil, adresse un discours à la chambre, et l'exhorte à se tenir également en garde contre les cavaliers et contre les fanatiques.

Le commun conseil ou conseil municipal de Londres, croyant bien connaître les intentions de Monck, refuse de payer les taxes avant le rétablissement des membres du parlement qui ont été exclus. Monck, d'après un ordre formel que la chambre lui donne et qu'elle renouvelle malgré la prière qu'il lui adresse, entre dans la ville, fait arrêter onze membres du *commun conseil*, enlève les chaînes, les portes et les hermes, et inspire aux habitants autant de colère que d'étonnement.

Il envoie son beau-frère assurer le maire que ce qui s'est passé sera réparé entièrement, rentre dans la ville avec ses troupes, et, d'accord avec ses officiers, écrit au parlement et lui porte ses plaintes. « Vous m'avez em-
» ployé, lui dit-il, pour le service le plus odieux au peu-
» ple; vous avez des attentions particulières pour Lam-
» bert, Vane et d'autres partisans du comité de sûreté;

» vous souffrez que Ludlow siège parmi vous, quoique
 » accusé de haute trahison par les officiers d'Irlande;
 » vous avez remercié Barebones de vous avoir présenté
 » une pétition séditieuse en faveur du serment d'abju-
 » ration. Je demande qu'on publie des *writs* pour rem-
 » plir les places vacantes parmi vous, et préparer la voie
 » à un parlement libre. » La chambre l'assure qu'elle
 prendra sans délai les mesures les plus propres à le satis-
 faire.

Monck se justifie envers les magistrats de Londres, leur témoigne son attachement inviolable pour leur ville, et leur communique la lettre qu'il a écrite au parlement. Toutes les cloches sonnent dans la capitale; les rues retentissent de cris de joie; on allume des feux dans les places, et la populace fait rôtir des *croupions* en dérision du parlement.

Monck voit que toute la puissance de la chambre a disparu, croit devoir se conformer aux nombreuses pétitions qui lui parviennent, se concerte avec ses officiers, réunit à Whitehall les membres exclus, et les conduit avec une garde suffisante à la chambre des communes. Le nombre de ces membres est si supérieur à celui du *rump* que leurs antagonistes leur cèdent la place. Monck se hâte d'écrire aux commandants de tous les régiments : « Les membres rétablis sont pleins de zèle
 » pour les intérêts de l'armée; empêchez que des mal-
 » intentionnés ne forment des projets en faveur des
 » Stuart. » Le parlement révoque les actes passés contre les membres exclus; met en liberté tous les royalistes retenus dans des prisons; nomme Monck général en chef des troupes des trois royaumes; annule le *serment d'abjuration* ainsi que celui de fidélité à un gouvernement sans roi ni chambre des pairs; établit un conseil d'état composé de vingt-deux membres; organise les milices du royaume; ordonne que personne ne pourra être admis à

un emploi militaire qu'après avoir juré que la guerre soutenue contre le dernier roi était juste ; fait publier des écrits pour l'élection d'un parlement libre, mais pour lequel on ne pourra élire aucun de ceux qui ont porté les armes pour Charles, et se déclare dissous.

Monck a une conférence secrète avec sir Jean Granville agent de Charles Stuart, le charge pour ce prince des avis les plus salutaires, et ordonne que tous les régiments signent un engagement d'obéir au nouveau parlement qui va se réunir.

Lambert se sauve de la Tour, et commence à rassembler des troupes : le colonel Ingoldsby marche contre lui avant que ce général, qui pouvait exercer une si grande influence sur l'armée, ait réuni tous ses partisans. Une grande partie des soldats de Lambert passe sous les étendards d'Ingoldsby, et Lambert lui-même est obligé de se rendre.

Le nouveau parlement se réunit ; il est composé de la chambre des communes pour laquelle les électeurs n'ont voulu se soumettre à aucune limitation, et de la chambre des pairs : la majorité des deux chambres est royaliste.

Charles II écrit aux deux chambres, et leur fait présenter une déclaration par laquelle il promet de gouverner conformément aux lois du royaume. « Je maintiendrai, ajoute-t-il dans cette déclaration, les droits de tous mes sujets ; j'adopterai un acte d'amnistie en faveur de tous ceux qui ont agi contre moi ou contre mon père ; il n'y aura d'exceptés que ceux que le parlement jugera indignes de pardon ; j'accorderai la liberté de religion aux consciences tendres et scrupuleuses ; je laisserai à l'examen du parlement les droits des officiers, des soldats et des autres personnes qui possèdent des terres dont les titres peuvent être contestés ; je confirmerai toutes mes promesses par des actes parlementaires ; je satisferai l'armée du général

» Monck pour ce qui peut lui être dû, et je recevrai à
 » mon service les officiers et les soldats au même rang et
 » avec la même paie dont ils jouissent.»

Les lords et ensuite les communes déclarent que, suivant l'ancienne constitution d'Angleterre; le gouvernement doit être entre les mains d'un roi, des lords et des communes du royaume : les deux chambres effacent de leurs registres tous les actes passés contre la royauté.

L'armée, la flotte et la capitale adressent au roi, Charles leurs félicitations et leurs promesses de fidélité; le parlement lui envoie une députation à La Haye. Les états généraux le félicitent; il s'embarque, arrive à Douvres, y est reçu par le général Monck, qu'il embrasse et qu'il appelle son père, lui donne à Cantorbéry l'ordre de la Jarretière, et fait son entrée à Whitehall au milieu des plus vives acclamations.

A l'autre extrémité de l'Europe, la victoire couronnait les armes des musulmans. Mehemet Kioprili ou Cuprogli, nommé grand-visir pendant la minorité du sultan Mahomet IV; fils d'Ibrahim, enlève aux Vénitiens les îles de Mételin et de Lemnos, s'empare dans la Hongrie de Peterwaradin après quarante sept jours de siège, et, l'année suivante, gagne deux grandes batailles contre les Impériaux (1660).

La Pologne, si voisine de la Hongrie, avait été le théâtre d'une guerre désastreuse. Lorsque Christine avait abdicqué la couronne de Suède en faveur de son cousin le comte palatin Charles-Gustave, le roi de Pologne Jean-Casimir avait protesté contre l'élévation de ce prince sur le trône des Suédois. Deux ans après, Charles-Gustave, regardant cette protestation comme une hostilité, rompit la trêve de Stumsdorff, et recommença la guerre contre la Pologne; il envahit la Prusse polonaise, força l'électeur de Brandebourg à se reconnaître vassal de la couronne de Suède pour la Warmie et le duché de Prusse,

promit de lui faire céder les palatinats de Posnanie, de Kalisz, de Lencize et de Siradie, réunit les troupes de l'électeur aux siennes, livra la bataille de Varsovie qui dura trois jours, détruisit l'armée polonaise, et accorda à l'électeur son allié la souveraineté de la Prusse et de la Warmie (1656).

Le roi et la république de Pologne implorèrent l'assistance de l'empereur, qui leur promit des secours puissants à condition que l'archiduc Charles-Joseph, son second fils, fût placé sur le trône de Pologne à la mort de Jean-Casimir, qui n'avait pas d'enfants, et que la république s'engageât à préférer dans les élections futures de ses monarques les archiducs d'Autriche aux autres candidats. Léopold, fils de Frédéric III, et roi de Hongrie et de Bohême, envoya en Pologne une armée qui reprit Cracovie et Posnanie, et força le prince Ragoczy à rompre son alliance avec la Suède; l'électeur de Brandebourg, alarmé des projets de Charles-Gustave, qui voulait réunir la Prusse polonaise à la Livonie, fit une paix particulière avec la république, qui lui céda la souveraineté absolue du duché de Prusse et quelques bailliages; et le roi de Danemarck Frédéric III se détermina facilement à suivre l'exemple de l'Autriche contre les Suédois, ses voisins, dont il jalousait et redoutait la puissance; il envahit le duché de Bremen. Charles-Gustave, dont l'activité multiplie les forces, quitte rapidement la Prusse, se jette sur le Holstein danois (1657), s'empare de ce duché et de l'île de Fionie : l'année suivante, il passe le Belt avec son armée sur une glace épaisse, et soumet l'île de Falster, celle de Laland et une partie de la Scanie. Le roi de Danemarck est obligé de signer la paix, et cède aux Suédois les provinces de Scanie, de Halland et de Bleckingén, deux îles et les territoires norwégiens de Bahus et de Drontheim; il fait quelques difficultés relativement à la souveraineté du duc de Holstein sur une partie

du duché de Sleswig. Il ne paraît pas vouloir tenir la promesse qu'il a faite à ce sujet : le traité est rompu (1658). Charles-Gustave se rend maître du Sund, passe dans l'île de Séelande ou Selande, et assiège Copenhague; mais sa flotte est dispersée par une flotte hollandaise que commande l'amiral Obdam; et les Polonais, les Danois, les Impériaux, les Hollandais et les Brandebourgeois réunis chassent les Suédois de l'île de Fionie ainsi que de tout le Holstein, et s'emparent d'une grande partie de la Poméranie (1659).

Charles-Gustave meurt; son fils unique Charles XI lui succède à l'âge de quatre ans sous la tutelle de sa mère Hedwige de Holstein-Gottorp et des cinq premiers officiers de la couronne; rien ne s'oppose plus à la paix générale de l'Europe : la France en est la médiatrice. Louis XIV laissait encore les rênes du gouvernement au cardinal Mazarin; mais il prend un intérêt particulier à cette paix si désirée, et il sent profondément toute la gloire que la France en recueille. Le traité d'Oliva réconcilie la Suède avec la Pologne et ses alliés; un ambassadeur français y représente Louis XIV, l'heureux médiateur et le garant du traité. Le roi Jean-Casimir renonce à toutes ses prétentions sur la couronne de Suède; la république cède à la Suède l'Estonie et la Livonie jusques à la Duna : elle rentre dans ses droits sur la Prusse polonaise; elle maintiendra les privilèges des quatre villes principales de cette Prusse; le libre exercice de la religion protestante sera conservé à jamais dans cette province, et celui de la religion catholique dans la Livonie.

Cette dernière disposition, honorable pour les contractants et pour le médiateur, assure la tranquillité de la Livonie et de la Prusse polonaise.

La France est également médiatrice entre la Suède et le Danemarck : on signe dans le même mois le traité d'Oliva et de Copenhague; la Suède rend aux Danois la ville

et le territoire de Drontheim ainsi que l'île de Bornholm; elle reçoit la propriété d'un grand nombre de terres seigneuriales possédées en Scanie par la noblesse danoise, et le Danemarck abandonné aux ducs de Holstein la souveraineté de la portion du duché de Sleswig qui leur appartient.

Mais un événement des plus remarquables succède au traité de Copenhague; et quelle leçon pour les classes tentées d'abuser de leur pouvoir! Le clergé et le troisième ordre danois, irrités des usurpations perpétuelles de la noblesse, ne voulant plus supporter la tyrannie, et pleins de reconnaissance pour leur roi Frédéric III, qui avait défendu leur capitale avec la plus grande intrépidité, défèrent à ce prince la part que la constitution du royaume leur donnait au gouvernement, et déclarent héréditaire, même pour les filles, la couronne de Danemarck, regardée comme élective. La noblesse est forcée d'accéder à cette concession si extraordinaire. On rend au monarque les *reversales* qu'il avait remises aux états en montant sur le trône, c'est-à-dire les obligations qu'il avait contractées en devenant roi; et Frédéric III publie une fameuse *loi royale* qui règle l'exercice de sa nouvelle puissance et l'ordre de succession au trône (1660). Le plus grand éloge qu'on puisse faire des vertus, des lumières et de la politique de ceux qui ont gouverné le Danemarck depuis Frédéric III, c'est de dire que deux siècles se sont presque écoulés sans que la nation danoise ait paru tentée de détruire son ouvrage et d'ancantir la cession la plus dangereuse que puissent inspirer la confiance dans le prince et la haine contre une caste privilégiée.

Le même désir, celui de résister aux usurpations et à la violence, dicte, deux ans après, l'alliance que contractent à Ratisbonne le comte palatin de Neubourg, le duc de Brunswick, le duc de Lunebourg, le duc de Wurtemberg, le landgrave de Hesse-Cassel et celui de Hesse-

Darmstadt; ils se liguent pour défendre les droits que le traité de Westphalie leur a conférés, et pour s'opposer aux entreprises des électeurs contre leurs privilèges (1662).

La diète germanique se réunit à Ratisbonne l'année suivante; les princes veulent avant tout s'occuper d'une *capitulation perpétuelle* qui règle d'une manière stable les devoirs des empereurs d'Allemagne; mais les succès des Turcs répandent la terreur dans une grande partie de la Germanie: on suspend les délibérations relatives à la *capitulation impériale*; on accorde à Léopold un subside de cinquante *mois romains*, et un nombre de troupes triple du contingent ordinaire. Ce décret n'ayant passé néanmoins qu'à la majorité, plusieurs princes s'opposent à son exécution; ils rappellent le traité de Westphalie, d'après lequel la majorité ne doit pas suffire pour prononcer sur les droits et les facultés de chaque état en particulier; l'effet des dispositions favorables de la diète est détruit en grande partie, et les troupes de l'empire ne partent que très-tard et en très-petit nombre (1663).

Le grand-visir Mehemet Cuprogli était mort; son fils Ahmed Cuprogli lui avait succédé. Il avait conduit en Hongrie le sultan Mahomet IV à la tête d'une armée nombreuse. Le général autrichien comte Adam de Forgatz avait été battu; le grand-visir avait pris Neuhausel après un siège de trente-six jours; le comte de Forgatz avait été forcé de capituler, après l'explosion du magasin à poudre.

Léopold se rend à Ratisbonne; il réclame avec force les secours de la diète; il la presse vivement; il obtient qu'une armée germanique parte pour la Hongrie; et le commandement de cette armée est donné au margrave de Bade.

Les princes qui font partie de l'alliance rhénane en lèvent une seconde indépendamment de leurs contin-

gents, l'envoient contre les Turcs sous les ordres du comte de Hohenlohe; et la France y joint un corps auxiliaire de six mille hommes, à la tête desquels sont le comte de Coligny et le marquis de La Fenillade. Toutes ces troupes se réunissent à l'armée impériale; elle est sous les ordres de Montecuculli; elle livre aux Turcs la célèbre bataille de Saint-Gothard en Hongrie. La grande habileté de Montecuculli ne peut empêcher les musulmans de renverser une très-grande partie de l'armée impériale, sur laquelle ils s'étaient précipités avec furie; mais les Français et les Allemands de l'alliance rhénane repoussent les Turcs : la défaite des musulmans est bientôt entière; et Montecuculli remporte une éclatante victoire (1664).

L'armée impériale victorieuse paraissait devoir surmonter facilement tous les obstacles qu'on voudrait encore lui opposer; et néanmoins les finances de l'empereur étaient en si mauvais état, ses armées étaient si dénuées des objets les plus nécessaires au succès d'une campagne, les chefs des Hongrois, indignés des efforts que faisait la maison d'Autriche pour détruire leurs privilèges, étaient si portés à traverser des expéditions militaires dont le résultat les effrayait sur leurs intérêts, et Léopold, disait-on, craignait tant l'influence que pourrait donner à Louis XIV la continuation d'une guerre où les Français rendaient de si éclatants services, que très-peu de jours après la victoire de Saint-Gothard une trêve de vingt ans fut signée à Temésvar entre l'Autriche et les Ottomans. L'empereur abandonna aux Turcs Neuhausel et le grand Waradin, en ne se réservant que le droit de faire construire une forteresse à l'opposite de ces deux places. Il confirma le prince Abaffi dans la dignité de prince de la Transylvanie, que le grand sultan lui avait conférée, et il consentit à laisser tributaire de la porte ottomane le possesseur d'une dignité qui avait toujours relevé de la Hongrie.

Mais quel mécontentement cette trêve fit naître parmi les Hongrois et dans toute la Germanie !

Des mécontentements, plus ou moins secrets agitaient aussi les trois royaumes sur lesquels régnait Charles II. Ce prince réunissait des connaissances très-variées ; il avait cultivé son esprit avec soin ; il n'aimait pas cependant à s'occuper des affaires, et semblait ne respirer que pour les plaisirs : il admit dans son conseil en montant sur le trône quelques chefs du parti presbytérien ; mais il se plaisait à se décharger des soins du gouvernement sur son frère le duc d'York, prince orgueilleux, vindicatif, ami de l'autorité arbitraire, et rempli d'un zèle excessif, suivant les historiens anglais les plus favorables aux Stuart, pour la religion catholique qu'il avait embrassée pendant son exil. Heureusement il choisit pour son premier ministre sir Édouard Hyde, nommé depuis comte de Clarendon et grand-chancelier d'Angleterre, dont on respectait les lumières, la droiture et le dévouement si désintéressé à son souverain. Le duc d'York, devenu amoureux de la fille de Hyde, lui promit de l'épouser, la séduisit, la rendit mère, et voulait violer sa promesse ; mais Charles II voulut que, fidèle à ses engagements, il donnât sa main à la fille d'un ministre dont il connaissait tout le mérite, et chérissait la fidélité.

L'assemblée des lords et des communes avait porté le nom de *convention*. Un bill proposé par le roi l'avait déclarée *parlement du royaume*.

Les chambres s'occupèrent de l'amnistie ; des ennemis secrets ou des amis bien condamnables du monarque, proposèrent d'excepter de cette amnistie tous ceux qui s'étaient fait remarquer en faveur des révolutions qui s'étaient succédées. Divers écrits répandus avec mystère accusaient le roi d'être l'auteur de cette violation de la promesse solennelle qu'il avait faite à Breda ; la nation était près de le priver de sa confiance, et la puissance de

Charles allait éprouver le plus grand ébranlement. Le roi sentit tous les dangers qui pouvaient naître de la méfiance; il envoya un messenger pour presser la chambre des communes d'adopter un acte d'amnistie conforme à la déclaration de Breda (1660). Les communes n'exceptèrent de cette amnistie que les régicides. Les lords, dont le plus grand nombre avait plus souffert que les membres des communes pendant les différentes phases de la république, voulaient qu'on refusât le pardon à tous ceux qui avaient siégé comme juges dans les hautes cours républicaines, où l'on avait condamné à mort des amis de la royauté; mais Charles II s'empressa d'aller au milieu d'eux, les engagea avec chaleur à se départir de leur projet funeste, « Mon honneur, leur dit-il, se trouverait » compromis; mon intention est de n'excepter du par- » don que les meurtriers immédiats de mon père, et » la tranquillité du royaume dépend de l'accomplisse- » ment de mes promesses. » Les lords adoptèrent la politique de Charles; ils ne voulurent même pas approuver l'article du bill qui privait *de tout, excepté de la vie*, dix-neuf personnes qui avaient pris séance en qualité de juges du dernier roi, mais qui s'étaient rendues en prison d'après une déclaration qui excluait de la clémence royale ceux qui ne se constitueraient pas prisonniers dans un espace de temps déterminé; ils demandèrent que ces prisonniers volontaires, et qui avaient montré la plus grande confiance dans la bonté du roi, jouissent de tout le bénéfice de l'amnistie : les chambres convinrent, après plusieurs conférences, que, si des dix-neuf personnes étaient condamnées par des juges, le roi leur accorderait un délai jusqu'au moment où la volonté du monarque et du parlement serait connue plus particulièrement à leur égard; et le bill excepta du pardon sir Henri Vane, le général Lambert et quarante-neuf personnes qui avaient jugé Charles I^{er}, confisqua les biens

et condamna la mémoire d'Olivier Cromwell, de Bradshaw, de Pride et de vingt-un autres membres qui avaient prononcé sur le sort de Charles, et qui étaient morts depuis un temps plus ou moins long; déclara vingt autres personnes incapables de remplir aucune place civile, ecclésiastique ou militaire, et ordonna que tous ceux qui avaient prononcé des sentences de mort pendant l'inter-règne, seraient incapables d'exercer aucun emploi, ni d'être élus membres du parlement, excepté Ingoldshy, qui avait rendu de grands services dans la restauration, et Tomlinson, qui avait traité Charles I^{er} avec la plus grande humanité, et que ce prince avait recommandé à son fils.

Plusieurs bills parurent avec celui d'amnistie pour confirmer les procédures judiciaires qui avaient eu lieu depuis le commencement de la guerre civile, pour lever une capitation destinée à l'entretien de la flotte et de l'armée, pour fixer l'intérêt de l'argent à six pour cent, et pour ordonner que l'anniversaire de la restauration fût célébré tous les ans par une fête.

Dix membres du tribunal qui avait jugé le feu roi furent ensuite exécutés. Quels reproches n'ont pas adressés les amis de l'humanité anglais ou étrangers aux auteurs des cruautés horribles ajoutées au supplice de ces dix condamnés!

Le roi régla la manière dont les évêques exerceraient leurs fonctions spirituelles, et voulut que des théologiens fussent chargés de corriger la liturgie anglicane. Neuf anciens évêques vivaient encore; ils furent rétablis dans leurs sièges. On offrit les autres évêchés aux ministres presbytériens les plus recommandables; ils les refusèrent excepté un, qui accepta l'évêché de Norwich.

Le parlement, qui s'était ajourné au 6 novembre, ayant repris ses séances, les communes, qui avaient déjà disposé de sommes considérables en faveur du roi et

du duc d'Yorck, firent à chacune des sœurs du monarque un présent de dix mille livres. Le parlement prit ensuite des mesures pour donner au roi la facilité de congédier l'armée. Charles II ne garda qu'un régiment d'infanterie et un régiment de cavalerie pour la garde de sa personne. On abolit la cour *des gardes nobles et des livrées*; et, pour dédommager le monarque de cette suppression, on lui accorda pour toute sa vie l'*excise*, ainsi que les droits de tonnage et de poundage; et la moitié de ces droits, ainsi que de l'*excise*, fut donnée à la couronne à perpétuité.

Le roi se rendit peu de jours après au parlement; remercia les chambres de leur affection, leur témoigna la plus grande reconnaissance, et déclara le parlement dissous.

Mais des yeux attentifs purent bientôt voir les signes précurseurs de nouvelles tempêtes. Les conseillers du roi, et même plusieurs membres du parlement, comptaient trop sur la durée des succès de la force, et s'occupaient trop faiblement de la disposition des esprits, cette grande cause de la stabilité ou du renversement des institutions politiques. Le comte de Clarendon avait entretenu le parlement d'une conspiration tramée pour surprendre Windsor, Whitehall et la Tour de Londres; il avait assuré que plusieurs officiers réformés, et constants amis de la république, étaient entrés dans cette conjuration; ils avaient formé, suivant lui, le plan d'un soulèvement dans les comtés occidentaux, sous la conduite du général Ludlow; et cependant on n'avait pas craint de mécontenter un grand nombre d'Anglais attachés à la mémoire du protecteur, et enthousiastes de son gouvernement, en exhumant les corps de Bradshaw, d'Ireton, de Pride, et d'Olivier Cromwell, à qui les rois de l'Europe avaient envoyé des ambassadeurs, et dont les trois royaumes avaient reconnu l'autorité;

en les traînant dans les rues de Londres, en les suspendant au gibet de Tyburn, et en les enterrant ensuite au-dessous d'une infâme potence.

Un énergumène furieux nommé Verner s'était montré, dans son délire religieux, au milieu de la capitale, à la tête de soixante fanatiques millénaires comme lui, et bien armés; ils avaient proclamé le roi Jésus, tué un homme qui se déclarait pour le roi Charles, résisté avec la plus grande ardeur à un corps de milice bourgeoise, combattu, avec le courage du désespoir, dans une maison dont ils s'étaient emparés, contre des troupes régulières, et reçu, les armes à la main, la mort des braves, ou subi le dernier supplice avec l'exaltation des martyrs. Cette extravagante insurrection fut regardée comme un symptôme de la grande conspiration; et le ministère, dans cette malheureuse et aveugle persuasion; fit, en publiant une proclamation contre les conventicules religieux, et en ordonnant d'exiger les serments de fidélité et de suprématie de toutes les personnes soupçonnées de peu d'attachement pour le gouvernement; la faute énorme de confondre les presbytériens, si nombreux, avec les ennemis de l'état, sous le nom de *non-conformistes* (1661).

Quelles semences de haine allaient germer contre le gouvernement, et quels nouveaux malheurs pouvaient attirer les avis de quelques membres du conseil, partisans si passionnés de l'autorité arbitraire! « Retenez » les Écossais dans la soumission; dirent-ils à Charles, » par le moyen d'une armée et des forts élevés sous la » république d'une extrémité de l'Écosse à l'autre. » Heureusement le comté de Lauderdale, qui était resté en prison depuis la bataille de Worcester, où il avait été pris, jusqu'à la restauration, avait été admis au conseil. « Les Écossais, dit-il, n'ont été réduits au dur » esclavage sous lequel ils ont gémi que pour avoir fait

» de grands efforts en faveur de votre Majesté. Ils n'ont
 » pas été compris dans la déclaration de Breda; mais
 » votre Majesté ne peut, sans être accusée d'ingratitude,
 » les laisser dans l'état de misère et d'oppression où on
 » les a plongés. Ils sont si blessés de leur humiliation
 » qu'ils accepteront toutes les propositions qu'on leur
 » fera pour se soumettre à votre couronne, pourvu
 » qu'on rétablisse leur indépendance; et leur attache-
 » ment naturel pour leurs princes est trop vif pour
 » n'être pas très-utile contre l'esprit turbulent des
 » Anglais. » Charles, qui n'avait besoin que de se
 soustraire à l'influence des mauvais conseillers, ordonna
 de congédier les troupes d'Écosse, de raser les forts, de
 faire cesser les fonctions de juges anglais en Écosse, et
 de convoquer les états de ce royaume.

Ce fut dans cette même année qu'il établit, par des
 lettres patentes, la société royale de Londres pour
 l'avancement des sciences mathématiques et physiques
 (1661). Cette ère est remarquable pour tous les amis des
 lumières; elle fut le commencement de tant de travaux
 utiles et glorieux auxquels la science a dû des progrès
 si rapides, la civilisation tant d'accroissement, et l'hu-
 manité tant de bienfaits.

Les véritables amis de l'Angleterre et du roi, les
 hommes habiles qui ne confondaient pas avec une
 paix durable le calme sinistre qui précède les ora-
 ges, et qui savaient qu'on ne peut compter sur la
 tranquillité publique que lorsque tous les intérêts du
 corps social sont garantis, concevaient chaque jour de
 nouvelles inquiétudes : ils rendaient justice au carac-
 tère du monarque; mais ils redoutaient ces conseillers
 qui l'entouraient, et qui ne tendaient qu'à établir le
 pouvoir absolu et à fortifier l'intolérance religieuse.
 Les ministres presbytériens, confondus, d'après les
 nouvelles lois, avec des séctaires dont ils abhorraient les

opinions, supplièrent le roi d'ordonner qu'une conférence eût lieu entre ceux qu'ils choisiraient et les évêques, afin d'examiner les objections faites contre la liturgie anglicane : cette conférence eut lieu dans la maison de l'évêque de Londres. Les presbytériens regardaient la liturgie et le *surplis* ou robe courte, blanche et plissée, dont on avait conservé l'usage, comme des restes de la superstition romaine ; les évêques pensaient qu'il était indigne de la majesté de l'Église de faire des concessions à des sectaires : la dispute devint violente, et les deux partis se séparèrent plus irrités que jamais l'un contre l'autre.

Le nouveau parlement se réunit ; la cour avait influé sur les élections avant tant de succès que la plus grande partie des députés fut composée d'Anglais intolérants, très-attachés à la hiérarchie et à la prérogative royale, ou de ces hommes faibles qui se croient sages parce qu'ils parlent sans cesse de l'ordre, qui oublient qu'il n'y a d'ordre durable que lorsque les lois sont bonnes et exécutées avec fidélité, et qui laissent périr l'état pour éviter de le troubler, ou plutôt de nuire à leur bien-être et à leur tranquillité. Les Anglais plus éclairés virent avec peine Charles II exposé à toutes les tentations que devaient lui donner les dispositions de la nouvelle chambre des communes. Ce prince, dans sa première harangue, recommanda aux deux chambres deux bills destinés à confirmer l'acte d'amnistie, et leur annonça le projet qu'il avait formé d'épouser l'infante de Portugal. Il est remarquable que, dans un temps où l'intolérance était si forte et si persécutrice, le parlement alla en corps complimenter le roi sur son mariage ; ne fit aucune observation sur la religion catholique de l'infante, et ordonna ensuite qu'à un jour marqué tous ses membres recevraient la communion, conformément à la liturgie anglicane, sous peine d'exclusion.

Les presbytériens furent vivement offensés de cette décision, et quel nouveau mécontentement n'inspira pas aux anciens amis de la république le bill qui suivit cette résolution, et d'après lequel le bourreau devait brûler les actes relatifs à la ligue solennelle, au covenant, à la haute cour érigée pour juger le roi, à la souscription d'un engagement contre le roi et les pairs, à la déclaration de la république anglaise et à la sûreté du lord protecteur! Ces républicains alarmés présentèrent une pétition au monarque; le roi écrivit au parlement pour hâter la confirmation de l'amnistie qui devait les rassurer, et les deux chambres votèrent en faveur de cette confirmation. Mais quels autres bills inspira au parlement cette tendance ou plutôt cette sorte d'enthousiasme aveugle qui pouvait devenir si fatal aux Stuart et aux trois royaumes! Il régla la confiscation des biens des régicides morts, s'occupa du supplice de lord Monson, de Midmay et de Robert Wallop, auxquels le roi fit grâce de la vie, mais qui furent traînés à Tyburn sur des claies et la corde au cou, et condamnés à une prison perpétuelle; étendit la peine de haute trahison à tous ceux qui se livreraient à quelque projet pour la mort du roi, profèreraient des injures contre sa personne, formeraient un complot pour l'arrêter, le déposer ou lui faire la guerre, et engageraient une puissance étrangère à envahir ses états; ordonna que tous ceux qui soutiendraient que le roi était papiste ou hérétique, ou qui exciteraient la haine du peuple contre sa personne ou son gouvernement, seraient incapables d'exercer aucune place dans l'église ou dans l'état; autorisa le roi à recevoir de ses sujets une contribution libre et volontaire; déclara que la direction de la milice appartenait exclusivement au monarque, ainsi que la disposition des troupes de terre, et enfin annula l'acte qui excluait les évêques de la chambre des lords (1661).

Le parlement d'Ecosse, suivant l'exemple de celui

d'Angleterre, cassa les lois passées depuis le commencement des contestations avec le feu roi, rétablit ainsi l'épiscopat, déclara le covenant illicite, et vota en faveur de Charles II un revenu additionnel destiné à entretenir un corps d'armée propre à maintenir la tranquillité publique.

Deux exécutions mémorables suivirent ces résolutions : le marquis d'Argyle, conduit devant ce parlement, se défendit avec tant de force que le parlement aurait été obligé de l'absoudre ; mais le commissaire produisit des lettres écrites de la main d'Argyle, adressées à Monck, livrées par cet ancien ami du marquis ; qu'il *trahit avec bassesse*, disent plusieurs historiens anglais, et dans lesquelles Argyle lui mandait qu'il était attaché de cœur au gouvernement alors établi. On le condamna à perdre la tête : il montra sur l'échafaud la plus grande constance. « Je suis innocent de la mort du roi, s'écria-t-il ; » j'exhorte mes compatriotes à s'attacher au *covenant*, » qui est l'œuvre de Dieu ; je proteste que je meurs en » paix avec tout le monde. » Guthry, ministre presbytérien, dont la mort suivit celle du marquis, parut se glorifier de toutes ses souffrances, harangua les assistants, justifia sa conduite, fit le plus grand éloge du covenant, et dit que l'obligation de s'y conformer était la plus grande et la plus méritoire.

Le parlement d'Écosse défendit toutes les sortes de *convénicules*, rétablit le droit de patronage, et ordonna que tous les fonctionnaires publics renonceraient aux deux *covenants*, et déclareraient par écrit qu'il était contraire aux devoirs des sujets de s'engager dans ces sortes d'associations.

Les *cavaliers* ou anciens royalistes d'Angleterre se plaignaient cependant de l'ingratitude du roi. « Il nous » laisse dans la misère, disaient-ils, pendant que nos » persécuteurs, protégés par l'amnistie, jouissent des

» richesses immenses qu'ils ont acquises par les moyens.
 » les plus condamnables. »

Le ministère, entraîné par sa malheureuse politique, et le comte de Clarendon lui-même, séduit par son aversion contre les presbytériens, ne cherchaient qu'à détruire toute leur influence en les comprenant sous le nom de *non-conformistes*. Ils ne cessaient de parler de conjurations multipliées, et de les leur attribuer. Ils ne voyaient pas, non seulement combien d'ennemis ils faisaient à Charles II, mais encore combien les rumeurs qu'ils répandaient devaient faire croire que les partisans du monarque étaient en bien petit nombre. Le comte de Clarendon, dans une conférence entre les deux chambres, assura positivement qu'une vaste conspiration était formée depuis quelques mois, et nomma différentes personnes comme compromises dans ce complot. Les communes ordonnèrent une enquête, et des bills soumettre les maires, les aldermen, les conseillers, les lords lieutenants des comtés, leurs députés, les officiers et les soldats des milices, les officiers des corporations, à jurer qu'ils croyaient illicite, sous tous les prétextes, de prendre les armes contre le roi, et qu'ils abhorraient la maxime détestable d'armer contre sa personne à l'ombre de son autorité, et même de s'opposer à ceux qui agissaient avec une commission du prince. *Par cette concession scandaleuse*, dit un des historiens anglais les plus dévoués à la monarchie, *les libertés de l'Angleterre furent laissées à la merci de la puissance royale.*

Clarendon fit un rapport alarmant sur un prétendu projet de surprendre Shrewsbury, Coventry et Bristol, et le roi manda les communes à Whitehall (1662).
 « Un parti républicain, leur dit-il, subsiste toujours
 » dans le royaume. Vous connaissez mon zèle pour
 » l'Église anglicane ; j'ai envoyé aux lords le livre
 » des *communes prières* ; j'ai approuvé les change-

» ments que la *convocation* ecclésiastique a jugés con-
 » venables pour faciliter un acte d'*uniformité*. Je désire
 » que vous me prépariez cet acte avec calme et sans
 » précipitation. » Les communes, dévouées à toutes
 les volontés du roi, dressèrent un bill contre les qua-
 kers qui refusaient de prêter serment dans les cours
 de justice, et rédigèrent un acte que les lords adoptèrent
 et auquel le monarque donna son consentement, pour
 établir l'*uniformité* dans le culte public, et dans l'ad-
 ministration des sacrements. Il fut statué que les ministres
 ecclésiastiques se conformeraient au culte de l'Eglise
 anglicane exposé, dans le livre des *communes prières*
 récemment révisé, approuveraient ce rituel par une
 déclaration signée, prêteraient serment d'obéissance
 canonique, renonceraient à la *ligue solennelle* et au
covenant, témoigneraient qu'ils détestent le principe
 qui permet de prendre les armes, contre le souverain
 ou contre ceux qui agissent en vertu de commissions
 du monarque, et ne pourraient administrer les sacre-
 ments qu'après avoir été ordonnés par un évêque.

On cessa les informations relatives à des complots
 que le ministère n'avait plus besoin de faire crain-
 dre, et les communes votèrent en faveur du roi et de
 ses successeurs une taxe de deux schellings sur chaque
 cheminée.

Le mariage du roi et de Catherine, infante de Por-
 tugal, fut célébré avec beaucoup de magnificence. La
 dot de l'infante consistait dans une somme de 300,000
 livres, dans la forteresse de Tanger en Afrique et dans
 celle de Bombay dans les Indes orientales; mais Char-
 les II se livrait à de si grandes profusions que ses cof-
 fres furent bientôt épuisés, et qu'il céda Dunkerque
 à la France pour une somme de 400,000 livres. Pour-
 quoi ses conseillers étaient-ils aussi prodigues de sang
 que leur souverain l'était de son trésor? Trois régi-

cides qui s'étaient sauvés sur le continent furent découverts en Hollande par le résident d'Angleterre Downing, qui voulait faire oublier qu'il avait été au service de la république, embarqués sans avoir le temps de réclamer la protection des états généraux, et exécutés à Tyburn. Sir Henri Vane et le général Lambert avaient été exceptés de l'amnistie ; mais le parlement, connu sous le nom de *convention parlementaire*, avait obtenu que leur jugement fût suspendu. Le nouveau parlement presse leur supplice ; on reproche à Vane la conduite qu'il a tenue depuis la mort de Charles I^{er}. Il se défend avec beaucoup de courage : « Je n'ai pris aucune part » au jugement du feu roi, dit-il avec énergie ; j'ai obéi » à une autorité établie ; mais si c'est un crime d'avoir » reconnu cette autorité, toute la nation est coupable. » Un statut de Henri VII porte que personne ne peut » être poursuivi pour avoir obéi au prince établi ; j'ai » désavoué toutes les cruautés commises contre le roi » et contre le parlement, et l'on sait quelle persécution » j'ai soufferte pour m'être opposé à l'usurpation de » Cromwell. J'ai pu me sauver des mains de mes en- » nemis à la restauration ; mais j'ai préféré de rester » et de rendre témoignage *par mon propre sang* à la » cause de la liberté que j'ai embrassée. » On fit violence à la loi, dit Smolett, et Vane fut condamné. On le vit monter sur l'échafaud avec une sorte d'enthousiasme ; il parla à la multitude en faveur de la liberté ; mais sa voix fut étouffée par le bruit des tambours et des trompettes, et sa tête tomba. Le général Lambert fut condamné comme Vane ; il obtint néanmoins un sursis, et on l'envoya dans l'île de Guernesey, où il fut oublié.

Deux mille ministres presbytériens aimèrent mieux résigner leurs bénéfices et se réduire à la mendicité que de souscrire l'acte relatif à l'uniformité du culte. On in-

voquait en leur faveur les promesses royales de Bréda : « Le roi, disait-on, avait annoncé une tolérance religieuse bien différente de l'acte d'uniformité. » Charles II fit connaître par une déclaration qu'il proposerait au parlement une loi, d'après laquelle il aurait un ample pouvoir de dispenser de cet acte d'uniformité ceux que leur conscience détournerait de se soumettre à cette règle religieuse. Il se détermina d'autant plus aisément à publier cette déclaration qu'il voulait pouvoir étendre une tolérance générale jusque sur les catholiques. Il penchait secrètement pour eux ; il savait qu'ils avaient toujours soutenu l'autorité de la couronne, leur culte avait une pompe qui plaisait à son imagination, et l'on croyait que les instances de sa mère et les raisonnements de plusieurs des catholiques qu'il avait vus dans son exil l'avaient déterminé à embrasser secrètement une religion à laquelle d'ailleurs son frère le duc d'Yorck, qui avait beaucoup d'empire sur son esprit, était attaché de la manière la plus forte.

Les presbytériens demandèrent au roi d'être exemptés des peines établies par l'acte d'uniformité ; le roi déclara par une proclamation qu'il adhérerait de tout son cœur à cet acte, mais que néanmoins il consentait, par considération pour plusieurs de ses sujets, à les dispenser de certains articles de cette loi. On vit combien il désirait de favoriser les catholiques. Clarendon, qui n'aimait pas plus ceux qu'il appelait *papistes* que les presbytériens, ne concourut pas à la déclaration ; et cette circonstance fut un signe et une nouvelle cause du discrédit dans lequel s'efforçaient de le précipiter la reine-mère, le duc d'Yorck, le comte de Bristol, qui, devenu catholique sur le continent, ne perdit aucune occasion de tourner le grand-chancelier en ridicule, et mistress Palmer, maîtresse du roi, qui devait bientôt être nommée duchesse de Cleveland, était orgueilleuse, débauchée et avide, et dont

Clarendon-dédaignait de flatter la vanité et de satisfaire l'avarice. Mais quelque dévoué que le parlement fût à Charles II, il voulait maintenir les droits qu'il s'était réservés, et il détestait les papistes; il se plaignait, dans plusieurs adresses, de la déclaration du monarque: « Elle » attribue à votre Majesté, dit-il au roi, la faculté de dis- » penser des lois, et affaiblit celle que le parlement a re- » gardée comme si importante. Votre Majesté a satisfait à » ses promesses de Breda en employant son influence au » près des chambres en faveur des consciences délicates: » les chambres n'ont pas cru devoir consentir à l'indul- » gence; votre Majesté est libre de tout engagement en- » vers les non-conformistes. Quels maux n'entraînerait » pas la violation de l'acte d'uniformité! L'exécution de » cet acte si nécessaire au maintien de la religion établie » peut seule prévenir les schismes, les troubles et les » divisions.... Nous prions votre Majesté d'ordonner, » par une proclamation, aux prêtres catholiques ro- » mains et aux jésuites de sortir du royaume, et de n'ex- » cepter que ceux qui sont attachés aux chapelles des » deux reines ou des ambassadeurs étrangers. »

Charles osa d'autant moins refuser la proclamation qu'il avait un besoin extrême d'argent; sa passion pour les plaisirs et sa prodigalité s'accroissaient chaque jour. Il exposa sa situation au parlement, et lui parla avec tant de chaleur, de reconnaissance et d'affection que les chambres lui accordèrent quatre subsides; et, peu de temps après, elles donnèrent au duc d'York les sommes que produisaient les postes et les offices pour les permissions de vendre du vin (1663).

Quelques fanatiques indépendants et quelques soldats réformés formèrent une conspiration aussi ridicule que criminelle, qui fut bientôt découverte, et dont les principaux auteurs ou complices furent exécutés. Le roi se servit de cette pitoyable conjuration pour demander

l'annulation de la loi relative aux parlements triennaux, comme d'un acte qui devait servir perpétuellement de prétexte à de nouveaux troubles; et le parlement eut la faiblesse de consentir à la demande du roi (1664).

Les communes s'occupèrent bientôt après des rapports de l'Angleterre avec la Hollande. Cette puissance était, pour son bonheur, gouvernée par le grand pensionnaire Jean de Witt, auquel ses vertus, son génie, ses rares qualités donnaient la plus grande influence, et qui méritait si bien son pouvoir et sa grande renommée par la simplicité de ses mœurs, son ardeur infatigable pour le travail, l'ordre admirable qu'il faisait régner dans les affaires, ses vues si élevées et si sages en politique, son caractère de grand citoyen, et son zèle si désintéressé pour l'indépendance, la liberté et les succès de sa patrie. Elle était mal avec Charles II, qui ne pouvait lui pardonner le peu d'accueil qu'il en avait reçu pendant son exil; et la nation anglaise jalousait plus que jamais le commerce florissant de la Hollande. Le résultat des délibérations de la chambre des communes fut que les torts, les humiliations et les indignités que les Hollandais faisaient souffrir aux sujets de l'Angleterre dans les Indes, en Afrique et dans d'autres pays, détruisaient en grande partie le commerce de la nation; que sa Majesté serait suppliée de procurer aux Anglais la réparation de ces torts, ainsi que de prendre des mesures pour prévenir de semblables injures; et que les deux chambres la soutiendraient par tous les moyens qui seraient en leur pouvoir. Charles saisit avec empressement cette occasion de faire la guerre à la Hollande; il n'aimait pas cette puissance; il espérait pouvoir employer à ses plaisirs et à ses profusions une partie de l'argent qu'on destinerait à la guerre; il s'était fort occupé de la construction des vaisseaux; il avait l'ambition de rendre la marine anglaise supérieure à

celle des autres puissances maritimes de l'Europe; et le duc d'Yorck brûlait d'envie de faire valoir sa place de grand-amiral contre un peuple qu'il haïssait à cause de ses principes républicains, et parce qu'il le regardait comme le principal défenseur de la religion protestante.

Le roi répondit aux deux chambres que son ambassadeur à La Haye allait demander la réparation des torts que les Hollandais avaient fait éprouver au commerce anglais, dont la prospérité lui serait toujours si chère; et, en attendant la réponse des Hollandais, sir Robert Holmes reçut du duc d'Yorck, gouverneur de la compagnie royale d'Afrique, l'ordre d'aller avec une escadre attaquer les établissements hollandais sur la côte de Guinée, s'empara du cap Vert, bâtit un fort à l'embouchure de la rivière de Gambie, se rendit maître du cap Corse, prit plusieurs vaisseaux marchands, alla ensuite vers l'Amérique septentrionale, soumit le pays appelé la Nouvelle-Hollande, et lui donna le nom de New-Yorck, ou nouvelle Yorck. Les états généraux envoyèrent à Ruyter, qui était parti pour donner la chasse aux corsaires algériens, l'ordre de faire voile vers la Guinée, et d'user de représailles envers les Anglais. Ruyter rétablit les Hollandais dans tous leurs établissements, enleva aux Anglais plusieurs de leurs anciennes possessions, et se rendit maître de tous les vaisseaux de la Grande-Bretagne qu'il put rencontrer. Vangoch, ambassadeur extraordinaire des états généraux, se plaignit des hostilités commises par Holmes. « Ce n'est qu'une querelle entre deux compagnies, répondit Charles II; je ne veux pas en prendre connaissance; et si j'ai défendu, ajouta-t-il, l'importation des marchandises hollandaises en Angleterre, c'est que la peste s'était introduite dans vos possessions. »

Le roi continua ses préparatifs, emprunta cent mille

livres des citoyens de Londres, qui ne doutaient pas que la guerre ne ruinât le commerce de leurs rivaux, visita souvent les chantiers pour presser les constructions des vaisseaux, ordonna au duc d'York de tomber avec son escadron sur une flotte de vaisseaux marchands de Hollande dont cent trente furent pris, et refusa à la France, qui offrit sa médiation, de négocier avec les Hollandais avant d'avoir reçu une satisfaction complète pour les pertes et les injures que ses sujets avaient souffertes.

Les communes lui accordèrent deux millions cinq cent mille livres pour soutenir la guerre; et cette guerre, commencée sans aucune véritable déclaration, contre les lois auxquelles l'équité naturelle, la sûreté des peuples et la loyauté avaient soumis les nations civilisées, fut enfin déclarée solennellement contre l'avis de deux membres du conseil, le comte de Clarendon et le comte de Southampton, toujours opposés à une rupture avec la Hollande.

Le parlement, dans son zèle pour l'Eglise anglicane, et dans son antipathie contre les catholiques et les presbytériens, avait passé un acte d'après lequel toute personne qui aurait assisté à une assemblée religieuse de *non-conformistes* devait être condamnée pour la première fois, à une amende de 5 liv., pour la seconde, à une amende de 10 liv., et pour la troisième, à être transportée dans une colonie. Les membres du clergé anglican, reconnaissant d'un acte qui leur donnait un si grand triomphe, renoncèrent au droit ou à l'usage de se taxer eux-mêmes en *convocation* ou dans une de leurs assemblées, se soumirent à être taxés comme les autres citoyens; et un acte d'une déplorable intolérance produisit le retour à un des premiers principes d'une société bien organisée (1665).

Une flotte des provinces de Hollande et de Zélande, forte

de cent vingt vaisseaux, sans y comprendre les brûlots, et commandée par l'amiral Obdam, Cortnaer, Evertzen et Cornelius van Tromp, fils du fameux amiral de ce nom, parut dans l'Océan; elle avait été réunie par la vigilance du grand pensionnaire Jean de Witt, *homme de très-grands talents*, dit un historien anglais, *et animé de l'esprit d'un ancien républicain de la Grèce*. Les états généraux désiraient d'autant plus une bataille générale qu'ils ne doutaient pas que, si la victoire leur échappait, Louis XIV ne se déclarât en leur faveur; et ils ordonnèrent à l'amiral Obdam de livrer ce grand combat naval sous peine de mort. Obdam rencontra bientôt la flotte anglaise, composée de cent quatorze vaisseaux, de brûlots et de caïques; le duc d'Yorck la commandait, et avait sous ses ordres le prince Robert, le comte de Sandwich et quelques autres amiraux. L'action commence à quatre heures du matin; on combat avec la plus grande intrépidité. Le duc d'Yorck montre autant d'intelligence que de courage; il est couvert du sang de braves officiers qu'un boulet de canon met en pièces à ses côtés; il attaque le vaisseau du brave Obdam; ce vaisseau saute en l'air; le pavillon amiral hollandais est élevé sur le bâtiment de Cortnaer; ce courageux marin perd la vie; les Hollandais sont forcés de se retirer vers leurs rivages après avoir perdu près de six mille hommes et dix-neuf vaisseaux coulés à fond ou brûlés; van Tromp, digne de son illustre père, dirige la retraite avec autant d'habileté que de valeur; et les vainqueurs ont perdu trois ou quatre vaisseaux; quinze cents hommes et le vice-amiral Lawson.

Le duc d'Yorck met à la voile pour l'Angleterre, laisse sa flotte à l'ancre, entre dans Londres au milieu des acclamations, et aurait pu devenir l'idole des Anglais. Le roi ordonne que des actions de grâces soient rendues au

ciel, ne veut pas permettre que son héritier présumptif s'expose de nouveau aux dangers des combats, et donne le commandement de la flotte au comte de Sandwich.

Les Anglais tentent en vain de s'emparer des vaisseaux marchands hollandais qui, venant de Turquie ou des Indes orientales, s'étaient avancés vers le nord pour éviter les corsaires de la Grande-Bretagne, et s'étaient réfugiés dans le port norvégien de Bergen, dont le gouverneur, qui n'a reçu du roi de Danemarck aucun ordre de demeurer neutre, défend avec succès les vaisseaux de la Hollande.

Une maladie contagieuse, à laquelle on donne le nom de peste, règne dans la ville de Londres; le roi est obligé d'en sortir et de se réfugier à Oxford. Le parlement s'y assemble, accorde 1,200,000 livres au roi, 100,000 livres au duc d'Yorck, et, malgré le comte de Southampton et plusieurs autres pairs, passe un acte que le comte de Clarendon est accusé d'avoir provoqué, qui est devenu fameux dans les annales de l'intolérance, et par lequel tout prédicateur non-conformiste est banni du lieu où il a été ministre après l'acte d'amnistie, à moins qu'il ne prête le serment de *non-résistance*. Cet acte est adopté sous le prétexte que ces prédicateurs ont rempli l'esprit du peuple de principes de schisme et de rébellion; et la même persécution s'étendant en Écosse, malgré le nombre immense des presbytériens de ce royaume, les ministres *non-jurants* y reçoivent l'ordre de s'éloigner avec leurs familles à la distance de vingt milles des endroits où ils résident, sous peine d'être traités comme coupables de pratiques séditieuses.

Louis XIV cependant régnait véritablement en France; il avait reçu un grand sens et l'amour de la renommée. Fortement occupé des agitations de la fronde, dont il avait été le témoin, et rappelant toutes les guerres civiles qui avaient ensanglanté la France et failli à briser la

couronne de ses pères, il voit aisément que la puissance des grands vassaux avait produit et ces malheurs et ces dangers; il embrasse avec force le système suivi par les rois de France depuis Hugues Capet, veut détruire jusque dans ses racines l'arbre immense de la féodalité, pense que, pour achever de soumettre les plus grands seigneurs, il n'a plus besoin que de les appeler plus que jamais à la cour, de les y retenir par une ambition nouvelle que lui seul pourra satisfaire, de les charmer par des plaisirs qu'ils partageront, de les séduire par des scènes pompeuses où ils joueront un rôle brillant, de leur faire adopter de nouveaux désirs que les grâces émanées du souverain pourront seules remplir, et de les environner de tous les prestiges, pendant que, réunissant les plus grands talents autour de son trône, rassemblant autour de lui les hommes de génie dont il veut écouter la voix, il occupera la nation d'entreprises hardies, d'institutions mémorables, de monuments magnifiques, lui montrera tout ce qui peut élever l'âme, lui imprimera pour ainsi dire une civilisation nouvelle, la remplira du sentiment de sa grandeur, portera jusques à l'enthousiasme l'admiration que lui inspireront des merveilles, l'enivrera de tous les genres de gloire, et lui donnera tout hors la liberté.

Voilà le plan que Louis XIV conçoit, qui se développe successivement à ses yeux, et qui explique tous les grands événements de ce règne extraordinaire dont les ressorts devaient être brisés plus de trente ans avant la mort du prince qui les imagine.

Fouquet, marquis de Belle-Isle, était surintendant des finances. Le cardinal Mazarin l'avait signalé au roi comme un dissipateur peu digne de sa confiance; le roi témoigna des soupçons au surintendant, l'exhorta à diminuer ses dépenses, l'engagea à mettre plus d'ordre dans son administration, lui annonça qu'il surveillerait ses opé-

rations avec soin, et communiquait en effet les états du surintendant à Colbert, dont Mazarin lui avait vanté l'habileté et l'exactitude. Colbert montrait au monarque sur ces états l'exagération des dépenses et la diminution des recettes. Louis XIV parlait à Fouquet de ses infidélités; le surintendant les niait: ses profusions continuaient; son luxe paraissait s'accroître; il eut même l'inconcevable imprudence de donner au monarque, dans sa belle maison de Vaux, une fête si magnifique que Louis XIV indigné fut tenté de le faire arrêter au milieu de ces fastueux et extravagans témoignages de sa vanité et de ses énormes dépenses.

Des accusations d'un autre genre parvinrent au monarque. Fouquet avait, disait-on, en Bretagne, où il était né, des partisans nombreux, très-zélés, très-ardents, capables de soulever la province; il avait acquis Belle-Isle, et la faisait fortifier avec soin; presque tous les courtisans recevaient de lui des présents et même des pensions. Louis conçut des craintes, envoya des troupes en Bretagne, crut devoir y aller lui-même, y mena ses ministres; et, lorsqu'il fut arrivé à Nantes, fit arrêter Fouquet, voulut qu'on le conduisit au château d'Angers, et ordonna que le scellé fût mis dans toutes les maisons du surintendant.

Fouquet avait l'habitude de garder toutes les lettres et même tous les billets qu'il recevait. L'examen de ces papiers découvrit bien des liaisons secrètes et les prix magnifiques de faveurs accordées, et qu'on était très-éloigné de soupçonner; une note d'un genre bien différent fut trouvée derrière un miroir de sa maison de Saint-Mandé, couverte de poussière et comme une pièce entièrement abandonnée. Elle contenait l'énumération de tout ce que ses amis devaient faire s'il était arrêté; les démarches qu'il leur demandait étaient des crimes d'état; ceux qui y étaient nommés eurent besoin de la clémence du roi:

l'opinion publique s'éleva contre lui; on ne parla que de ses désirs coupables, de ses imprudences, de ses indiscretions; on répétait qu'il révélait aux Anglais les secrets de l'état, et qu'avec leur aide il voulait se faire une souveraineté de Belle-Isle et du duché de Penthièvre, qu'il avait acheté. Le roi donna un exemple funeste de cette autorité qu'il voulait se donner pour arriver au but vers lequel il avait résolu de se diriger sans cesse; et d'ailleurs ce pouvoir irrésistible ne se conciliait que trop avec ses dispositions naturelles et toutes les préventions de l'esprit et du cœur que la fronde lui avait inspirées. Il oublia que son premier devoir était de faire observer les règles imprescriptibles de la justice: trompé par l'envie de montrer un caractère ferme et une volonté constante, il ne vit pas combien il allait accrédi ter les bruits sours qui attribuaient en grande partie son animosité au désir de punir la téméraire entreprise du surintendant, qui avait cru pouvoir avec de l'or lutter contre le monarque lui-même auprès de celle que le jeune prince adorait. Il priva Fouquet de ses juges naturels; une chambre dite *de justice* fut érigée à l'arsenal pour lui faire son procès.

Quelques amis du surintendant s'honorèrent en prenant courageusement sa défense. « S'il a voulu, dirent-ils, » bâtir une ville dans Belle-Isle, et en rendre le port » très-sûr, c'est qu'il avait formé le noble et grand pro- » jet d'y attirer tout le commerce du nord, et d'en pri- » ver Amsterdam. » Parmi ces amis, qu'aucune crainte ne put forcer à être ingrats, on a cité le poète Loret, la célèbre Scudéri, le poète Brébeuf, le savant médecin et anatomiste Jean Pecquet, et l'immortel Lafontaine. Honneur aux lettres; auxquelles, par cette admirable conduite, ils ont donné un nouvel éclat! On a mis à la tête de ces savants ou littérateurs généreux, si dignes des éloges que la postérité leur a décernés, Pélisson, premier commis de Fouquet: il fut transféré à la Bastille avec le sur-

intendant; il parvint, à force de soins, à répandre dans Paris et dans la France des apologies écrites avec autant de prudence et de force que de talent et de sensibilité. L'opinion publique parut revenir en faveur du surintendant; on commençait de le plaindre : on crut reconnaître le style de Péliſson; il fut resserré plus étroitement. Il avait anéanti des papiers qui renfermaient des secrets dangereux pour son ami; mais Fouquet ignorait cette destruction, et pouvait faire de terribles aveux. Péliſson parvint, par de prétendues confidences, à être confronté avec Fouquet, l'accusa avec force de délits dont il était aisé de prouver la fausseté, et dit au malheureux surintendant, consterné de l'infidélité apparente de son ami : *Vous ne nieriez pas si hardiment si vous ne saviez pas que les papiers qui vous accusent ont été brûlés.*

La chambre de justice condamna Fouquet à un bannissement perpétuel et à la confiscation de ses biens.

On représenta au roi que le condamné pourrait compromettre la sûreté de l'état en communiquant à l'étranger des secrets importants. Louis XIV changea le bannissement en une prison perpétuelle, et Fouquet fut renfermé dans la citadelle de Pignerol.

La charge de surintendant fut supprimée, Colbert mis à la tête des finances avec le titre de contrôleur général. Ce nouveau ministre, peu accessible aux courtisans avides, procura bientôt au peuple une diminution de trois millions sur les tailles (1661). La nation conçut une grande idée de son administration, et les remerciements que les contribuables adressèrent à Louis XIV furent d'autant plus agréables à ce prince qu'ils lui annonçaient le commencement d'une heureuse exécution de son immense projet.

Deux circonstances solennelles se présentent; elles favorisent ses vues : il les saisit avec éclat. L'ambassadeur

d'Espagne à Londres emploie la violence, et prend le pas sur le comte d'Estrades, ambassadeur de France, à l'entrée d'un ambassadeur de Suède : plusieurs hommes sont tués ou blessés. Louis XIV demande une réparation publique de cette offense. Un ambassadeur extraordinaire, envoyé par Philippe IV, déclare, dans une audience à laquelle sont invités tous les ambassadeurs et ministres étrangers, que le roi son souverain *a défendu à ses ambassadeurs et ministres de concourir avec les ministres et ambassadeurs de France.*

Une rixe a lieu à Rome entre des domestiques du duc de Créquy, ambassadeur de Louis XIV, et des Corses de la garde du pape. Les Corses, maltraités et repoussés, reviennent en plus grand nombre accompagnés de *sbires* ou archers de la police, investissent le palais de l'ambassadeur, tirent sur le carrosse de l'ambassadrice, qui rentrait, tuent un page, et blessent plusieurs domestiques. Le duc de Créquy sort de Rome, et demande justice : le pape fait pendre un Corse et un sbire, et destitue le gouverneur de Rome comme coupable de négligence. Louis XIV. mécontent menace le siège apostolique, ordonne qu'une armée passe en Italie ; et le pontife effrayé s'empresse de se soumettre à tout ce qu'on exige, exile son frère, dont on se plaint, casse la garde corse, élève une pyramide, fait placer une inscription qui rappelle l'offense et la réparation, envoie en France son neveu le cardinal Chigi, et charge ce légat de faire en son nom des excuses au monarque irrité. Que de siècles écoulés entre Grégoire VII et Alexandre VII ! L'ambassade d'Espagne et celle du pape remplissent la France d'un noble orgueil : elle est reconnaissante envers le monarque qui défend avec tant de succès la dignité de sa nation.

Henriette d'Angleterre avait épousé Monsieur, le frère du roi : elle était enjouée, pleine de grâces et très-

liée avec la comtesse de Soissons, qui savait si bien faire naître autour d'elle les jeux et les plaisirs. La reine, très-réservée et dévote, allait peu chez Henriette, et passait la plus grande partie de sa vie auprès de la reine douairière, sa belle-mère et sa tante; mais, indépendamment de la politique de Louis XIV, si favorable aux réunions charmantes qui avaient lieu presque tous les soirs chez l'aimable Henriette, le jeune roi y était d'autant plus assidu qu'il y voyait cette touchante mademoiselle de La Vallière, l'une des *filles d'honneur* de la reine, si *tendre et si honteuse de l'être*, a dit madame de Sévigné, si célèbre par son amour, par ses scrupules et par son repentir, qui aimait Louis XIV et non pas le monarque, et pour laquelle le roi ressentait une passion si vive.

Les plaisirs ne faisaient oublier à Louis XIV ni ses devoirs ni sa politique. L'administration de la guerre pour laquelle il employait le marquis de Louvois, le fils du chancelier Le Tellier, présenta bientôt d'importantes améliorations; les troupes de ligne, réparties sur les frontières, remplacèrent les *troupes de garnison*, espèce de milice entretenue par les gouverneurs des places fortes; on donna des uniformes à l'armée; Martinet créa une nouvelle discipline; on accoutuma les soldats au travail; on les employa aux fortifications; des fonds réguliers furent assignés pour payer les travaux militaires; et les réquisitions arbitraires furent interdites aux gouverneurs.

Louis XIV alla visiter Dunkerque avec Vauban; il chargea ce grand homme de rédiger le projet des ouvrages dont il voulait environner cette place, si importante par sa position. Les habitants de Dunkerque avaient demandé la permission de construire un canal qui allât de leur ville à Calais en traversant l'Aa, unit les places maritimes du nord de la France, et rendit la na-

vigation intérieure et le commerce indépendants de la Belgique espagnole. Vauban adopte l'idée de ce canal qui devait rendre la circonvallation de la ville plus difficile, et faciliter les communications de la place avec les villes où les troupes voisines : il trouve dans les eaux de ce canal et des autres canaux qui aboutissent au port de Dunkerque un moyen de former des inondations ; des chasses défensives et une sorte de torrent artificiel propre à curer le port, et à l'ouvrir aux vaisseaux de cinquante canons ; il veut qu'un bassin tienne les vaisseaux à flot pendant les plus basses mées ; il environnera ce bassin et le havre de quais, d'un arsenal, de magasins, des machines nécessaires au commerce et à la marine ; des fortifications redoutables renfermeront les établissements civils et militaires ; des forts particuliers protégeront la rade et le chenal ; les forts Mardyck et Louis obligeront à de premiers sièges, et la citadelle sera perfectionnée.

Le chevalier de Clerville, commissaire général des fortifications, va, par l'ordre de Colbert recueillir les plaintes et les réclamations du commerce, sur les côtes de l'Océan et de la Méditerranée, visite les ports et projette les travaux nécessaires à la restauration ou à l'amélioration de ceux du Havre, de Brest, de Rochefort, de Bordeaux, de Marseille et de Toulon. « Le » commerce, lui disent les négociants, demande une » entière indépendance et la suppression des compa- » gnies privilégiées ; que l'on diminue les droits pour » augmenter les consommations ; que l'on rende les » douanes plus productives ; qu'on réprime les abus » introduits dans la perception ; qu'on encourage les » pêches, ces fécondes pépinières de matelots ; que l'on » forme des compagnies d'assurance ; que les étran- » gers ne fournissent plus les colonies, et qu'ils ne vien- » nent plus jusque sur nos côtes transporter nos pro- » pres denrées. »

« Qu'on ne détourne pas nos ouvriers pour des corvées, » ajoutent les manufacturiers ; que le monarque pré-
» fère pour son usage les produits des manufactures
» françaises , et inspire ainsi un véritable esprit na-
» tional. » Colbert fit entendre ce langage au roi. Le monarque se pénétra d'observations les meilleures de toutes , celles que pouvait faire naître à cette époque l'état des lumières et de la civilisation. Colbert trouva dans le souverain toutes les résolutions qui pouvaient seconder son génie et favoriser ses vues ; il établit ou encouragea un grand nombre de manufactures ; il voulait , comme Louis XIV , donner au commerce français le plus grand développement , le faire pénétrer jusque dans les contrées les plus lointaines ; et , n'espérant pas de trouver encore dans les efforts isolés des négociants les plus zélés et les plus riches les moyens nécessaires pour lutter avec avantage contre les Anglais et les Hollandais , et pour surmonter les obstacles sans nombre que devait rencontrer la grande entreprise qu'il méditait et qu'il croyait si utile à la prospérité de la France , il proposa et obtint du roi l'établissement d'une compagnie des Indes orientales et occidentales.

Et quel heureux accord que celui des projets du ministre et de la politique et des désirs du monarque ! Louis accorda aux savants et aux hommes de lettres de son royaume les plus grands encouragements ; et , ne cessant de rechercher tout ce qui pouvait ajouter de l'éclat à la gloire des Français , qu'il voulait confondre avec la sienne , il se plut à étendre ses bienfaits jusque sur des hommes de lettres et des savants étrangers , et à leur montrer dans le roi de France le souverain le plus empressé d'honorer la science et le talent , quel que fût le pays que le talent et la science illustrassent.

Il chargea Claude Perrault d'élever cette fameuse

colonnade du Louvre, l'un des plus beaux monuments de l'architecture, et que Louis de Vau construisit sur les desseins de Perrault. Il commença vers le même temps de vouloir orner et agrandir un pavillon situé au milieu de la grande forêt de Versailles, et où le goût de la chasse attirait très-souvent Louis XIII, et de montrer à l'Europe étonnée ce que devaient pouvoir contre la nature elle-même une volonté constante, une grande puissance, un riche trésor, l'art d'élever les eaux pour les transporter à de grandes distances, et les talents si renommés de Jules Hardouin Mansard, de Lebrun et de Le Nôtre.

La reine douairière ne devait pas voir terminer cette gigantesque entreprise ; elle mourut d'une maladie des plus douloureuses, montrant la plus grande résignation au milieu de ses horribles souffrances, donnant de grandes marques de dévotion, et témoignant à ses enfants et à tous ceux qui l'entouraient combien elle était touchée de leurs soins et de leur affliction.

(1666). Peu de temps avant la mort d'Aune d'Autriche Louis XIV, voulant montrer son attachement aux intérêts des Hollandais, dont l'alliance était nécessaire aux projets de sa politique, avait déclaré la guerre à l'Angleterre. Charles II dut aussi se préparer à combattre contre le roi de Danemarck, qu'un très-fort subside avait engagé à réunir trente vaisseaux à ceux de la Hollande. Il donna le commandement de sa flotte au prince Robert et à Monck, duc d'Albemarle. Le prince Robert partit avec quarante vaisseaux pour aller au-devant du duc de Beaufort, que l'on disait près d'entrer dans la Manche, et pour l'empêcher de joindre trente-six vaisseaux qui étaient sous ses ordres à la flotte des états généraux. A peine s'est-il éloigné que Ruyter paraît entre Newport et Dunkerque, avec soixante-onze vaisseaux de ligne, douze frégates et treize

brûlots. Le duc d'Albemarle les attaque , quoique inférieur en nombre ; les Hollandais et les Anglais combattent avec cette ardeur que donne le désir extrême de l'emporter sur ses rivaux. Le vaisseau de Ruyter et celui de Tromp , qui commande sous ses ordres , sont près d'être submergés. Evertzen , autre amiral hollandais , est tué d'un boulet de canon. Un vaisseau des états généraux saute en l'air ; les Anglais voient périr sir Guillaume Berckley , à qui obéit leur arrière-garde. Son vaisseau est brisé ; deux autres vaisseaux de la flotte d'Angleterre sont coulés à fond. La nuit sépare les combattants ; mais , dès l'aurore du lendemain , le combat recommence avec une nouvelle rage. Ruyter vole au secours de Tromp qui allait être pris par les Anglais : ils se couvrent l'un et l'autre d'une nouvelle gloire. Seize vaisseaux de Hollande viennent se réunir à Ruyter. Le duc d'Albemarle n'a plus que vingt-huit vaisseaux en état de servir ; il se retire vers les côtes d'Angleterre. Le vainqueur le poursuit ; un calme survient et empêche une nouvelle attaque , mais un vent du sud s'élève. Le duc découvre le prince Robert ; qui s'avance à toutes voiles : il se fait remorquer contre le vent , pour aller le joindre. Un vaisseau anglais de cent pièces de canon , commandé par sir Georges Ayscue , touche sur les sables de Galloper , est entouré et forcé de se rendre. L'obscurité arrive et suspend le terrible combat. Le lendemain , une quatrième bataille est livrée : le courage est admirable des deux côtés ; les Anglais néanmoins perdent plusieurs gros vaisseaux et se retirent à la faveur d'un bruyant épais.

On répare promptement les deux flottes. Ruyter se met en mer pour aller joindre le duc de Beaufort. Il rencontre près de l'embouchure de la Tamise la flotte anglaise , composée de plus de cent voiles : il n'a sous

ses ordres que quarante-huit vaisseaux de guerre et dix-neuf brûlots. Le combat commence avec le plus grand acharnement. Sir Thomas Allen, vice-amiral de l'escadre blanche, défait l'avant-garde hollandaise. L'amiral van Tromp bat sir Jérémie Smith, vice-amiral de la bleue, et le sépare entièrement du centre des Anglais. Ruyter, malgré le nombre de ses ennemis, soutient le combat jusqu'à la nuit avec une habileté et une valeur extraordinaires. Attaqué le lendemain, il oppose au choc de la flotte anglaise une constance héroïque et fait une retraite qui ajoute un nouveau degré à l'éclat de sa gloire. Le prince Robert et Albemarle le suivent jusqu'à Flessingue, et veulent ensuite joindre van Tromp; mais cet amiral hollandais rentre au Texel avec très-peu de perte. Il était de la faction d'Orange; Ruyter, qui est du parti opposé, l'accuse de l'avoir abandonné et privé de la victoire. Van Tromp est mis aux arrêts, et sa commission est donnée à un autre marin.

Holmes, détaché par le duc d'Albemarle, insulte les côtes de Hollande, brûle un grand nombre de vaisseaux, réduit une ville en cendres; une maladie épidémique fait de grands ravages parmi les matelots hollandais; et Ruyter, attaqué de cette maladie, court le plus grand danger et fait naître de vives alarmes (1666).

Pendant ces malheurs de la Hollande, une calamité effroyable tombe sur la ville de Londres; le feu prend dans la maison d'un boulanger; un vent d'est très-violent rend l'incendie indomptable; la capitale est pendant trois jours la proie des flammes. On fait inutilement les plus grands efforts pour arrêter le progrès de ces flammes dévorantes; c'est en vain que le roi et le duc d'Yorck, toujours à cheval, donnent les ordres les plus pressés; le feu détruit quatre-vingt-neuf églises, plusieurs hôpitaux, un grand nombre d'édifices publics, et trente mille maisons particulières. La capitale ne présente plus

que des monceaux de cendres et des débris fumants; et, au milieu de ces ruines, le désespoir accable des milliers de familles précipitées de l'opulence dans la misère et le dénuement.

On a cependant le courage de relever cette capitale, renversée par le plus affreux désastre. On soumet à un nouveau plan les rues qu'on rebâtit; on leur donne plus de largeur pour laisser à l'air plus de circulation, dissiper les vapeurs nuisibles, et préserver la ville des maladies que ne produisaient que trop souvent les miasmes délétères renfermés dans des espaces trop étroits; et on défend de construire en bois les maisons qu'on va relever.

Les passions s'emparèrent de ce terrible événement; les uns l'attribuèrent aux catholiques, les autres aux républicains; la multitude en accusa les catholiques. Un comité du parlement, chargé de faire à ce sujet une information rigoureuse, ne trouva aucune preuve contre les *papistes*; et cependant, lorsqu'on éleva un pilier pour constater la date du funeste incendie, l'inscription qu'on plaça sur ce monument désigna les catholiques comme les auteurs de cette horrible catastrophe; et les communes, en votant un million 800,000 livres pour le soutien de la guerre, demandèrent qu'on exécutât les lois rendues contre les jésuites et les prêtres romains.

Charles II publia une proclamation à ce sujet; mais il faisait traiter si favorablement ceux qui étaient l'objet de ces lois, que la nation et même le parlement commencèrent à soupçonner son administration. Deux archevêques d'Écosse, Sharp, archevêque de Saint-André, et Burnet, archevêque de Glasgou, rendaient le gouvernement odieux par les vexations qu'ils exerçaient contre les presbytériens. Il y avait eu des soulèvements dans les comtés occidentaux; les habitants de Lanerk, dans le Clidderdale, cédant à cette exaltation de sentiments reli-

gieux, qui ne seraient jamais devenus criminels sans les rigueurs de la persécution, et qu'une juste et douce tolérance aurait pu rendre si touchants. Ils commencent par un jeûne solennel, renouvellent le covenant, prennent les armes contre le souverain au nom duquel on les opprime, demandent que l'épiscopat soit aboli, et qu'on leur rende le presbytère, le covenant, et leurs ministres. Ils s'avancent vers Édimbourg, et voyant, contre leur attente, que les habitants de cette capitale ne veulent pas se réunir à eux, ils vont vers l'ouest de l'Écosse, n'insultant personne, payant exactement tout ce dont ils avaient besoin, chantant des psaumes et adressant des prières au ciel. Des troupes de cavalerie marchent contre eux; la terreur saisit le plus grand nombre de ces insurgés; ils se retirent; on attaque ceux qui restent; plusieurs sont tués, on en prend cent trente; les autres s'échappent à la faveur de la nuit. Quarante de ces malheureux presbytériens refusent avec courage de renoncer au covenant; on les immole; ils subissent la mort avec la fermeté des martyrs. On croit qu'un de leurs prédicateurs, nommé Maccaïl, peut déclarer les auteurs de l'insurrection; on le soumet à d'horribles tortures; il expire au milieu des transports d'une joie religieuse, et adresse de ferventes prières à la divinité, dont le séjour céleste paraît s'ouvrir à ses yeux mourants. Les anglicans, que la passion n'a pas aveuglés, n'apprennent ces barbaries qu'en frémissant. Les noms des deux archevêques sont maudits. « Je désire, écrit le roi au comte de Rothes, qu'il » n'y ait plus de sang répandu; que l'on mette en li- » berté ceux qui promettent d'obéir aux lois, et qu'on » envoie les autres dans les colonies. » Mais le coup était déjà porté, et les communes sont bien éloignées d'avoir pour le monarque la même complaisance qu'autrefois.

Le roi, fatigué d'une guerre dont il ne retirait aucun véritable avantage, avait fait des propositions de paix à la

Hollande, et la Suède avait offert sa médiation. Dès qu'il eut obtenu de nouveaux subsides, il désira d'en employer une partie à son propre usage, résolut en conséquence de traiter efficacement avec les états généraux, envoya des plénipotentiaires à Breda, où l'on vit arriver avec les ambassadeurs de la Suède, puissance médiatrice, les plénipotentiaires de la Hollande, de la France et du Danemarck, consentit, pour ne pas retarder la paix qu'il souhaitait vivement, à laisser aux Hollandais l'île des Indes orientales, fameuse par ses girofliers, et connue sous le nom de Poleron, et ordonna que l'on désarmât presque tous les gros vaisseaux de sa flotte (1667).

Le grand pensionnaire profita de cette circonstance; Ruyter sortit du Texel, d'après son avis, avec cinquante vaisseaux de ligne, arriva à l'embouchure de la Tamise, prit le fort de Sheerness, détruisit trois gros vaisseaux amarrés à l'entrée de la rivière Medway, réduisit le château d'Upnore, brûla trois vaisseaux de ligne, répandit l'effroi dans la ville de Londres, alla à Torbay, où il prit quelques vaisseaux, insulta Harwick, donna la chasse à une escadre anglaise, pénétra une seconde fois dans la Tamise, et jeta tant de terreur et de confusion dans tous les ports de la Manche que le peuple anglais indigné reprochait, avec la plus grande aigreur, à Charles II d'avoir laissé l'Angleterre sans défense, pour employer à ses prodigalités les sommes versées dans le trésor.

La Hollande, après cette expédition de Ruyter, aurait pu exiger, à Breda, des conditions plus avantageuses que celles qu'elle avait demandées; mais de grands événements avaient changé sa politique, et ce n'était plus l'Angleterre qu'elle croyait avoir à redouter.

Plus de quatre ans avant le congrès de Breda, le roi d'Espagne Philippe IV avait refusé la paix au Portugal, et, résolu de soumettre ce royaume à sa couronne, il avait donné le commandement de son armée à son fils naturel

don Juan d'Autriche ; et la cour de Portugal, ayant obtenu des secours de la France et de l'Angleterre, avait nommé général de ses troupes le comte de Schomberg, entré au service de France (1663). Don Juan avait pris Évora, et marchait vers Lisbonne ; Schomberg avait remporté sur lui une victoire complète, et, l'année suivante (1664), de nouveaux succès avaient couronné ses armes auprès de Castel-Rodrigo. Philippe IV, trompé par les artifices de sa seconde femme Marie-Anne d'Autriche, fille de l'empereur Ferdinand III, avait exilé à Consuegra don Juan, qui, malgré ses défaites, aurait pu réparer les malheurs de l'Espagne. Les Portugais, pendant que leur capitale était en proie aux dérèglements ou plutôt aux fureurs insensées de leur monarque Alphonse VI, auquel la reine-mère Louise de Gusman avait été forcée de céder l'autorité suprême, avaient, sous les ordres du comte de Schomberg et avec l'aide de leurs auxiliaires les Français et les Anglais, remporté une troisième victoire à Montes-Claros dans les plaines de Villa-Viciosa, tué dix mille Espagnols, fait mille prisonniers, pris les drapeaux, l'artillerie et les équipages de l'armée ennemie. Philippe IV, accablé d'infirmités, et affaibli par les chagrins que lui avaient causés les défaites de ses troupes et la perte du Portugal, du Roussillon, de la Catalogne, des Açores, du Mozambique et de plusieurs autres contrées, avait cessé de vivre, en laissant de son premier mariage avec Élisabeth, fille de Henri IV, Marie-Thérèse, épouse de Louis XIV, et de son second mariage avec la fille de Ferdinand III, empereur d'Allemagne, Charles II et Marguerite-Thérèse, femme de l'empereur Léopold. Charles II n'avait que quatre ans ; la reine fut régente et tutrice, avec un conseil de six personnes que le feu roi avait désignées (1665).

Louis XIV, en apprenant la mort de son beau-père, résolut, de plus en plus fidèle à son vaste plan, de faire

valoir les droits de la reine, et de montrer à l'Europe sa puissance militaire.

Marie-Thérèse avait renoncé à la succession de son père et de sa mère en considération de sa dot. Mais les termes du paiement de cette dot étaient passés depuis long-temps. *Point de paiement, point de renonciation*, disait la cour de France; « d'ailleurs, ajoutait-elle, une loi particulière » du Brabant annule toute renonciation de la reine aux » domaines de la maison d'Espagne, situés dans cette contrée. Marie-Thérèse étant le seul enfant restant du premier mariage de Philippe IV avec Elisabeth de France, » s'est trouvée, en vertu de cette loi, saisie des fiefs du » Brabant, dont son père n'était qu'*usufruitier héréditaire*. » Louis XIV demanda donc à son beau-frère Charles II le duché de Brabant, ainsi que toutes les autres contrées soumises aux lois ou aux coutumes brabannes, et par conséquent la seigneurie de Malines, la Haute Gueldre, le comté de Namur, celui de Limbourg, les places situées au-delà de la Meuse, l'Artois, le Cambresis, le Hainaut, le duché de Luxembourg, la Franche-Comté; et il prétendit en même temps que la reine Marie-Thérèse devait partager le reste de la succession de Philippe IV avec son frère Charles II et sa sœur l'impératrice Marguerite-Thérèse, toute renonciation de la reine de France ayant été annulée par le défaut de paiement de la dot.

A peine le roi a-t-il fait connaître les motifs de la guerre qu'il part pour la Flandre à la tête d'une armée. Le grand Turenne commande sous ses ordres; le célèbre Vauban et Deshoulières doivent diriger les opérations des sièges sous l'inspection du chevalier de Clerville. La reine et la cour suivent le monarque; il veut montrer Marie-Thérèse aux peuples sur lesquels il désire de régner en son nom. Il s'empare d'Armentières, de Charleroi, de Tournai, de Douai, d'Oudenarde, d'Alost, pendant que le maréchal

d'Aumont avec une seconde armée soumet Berguès, Furnes et le fort Saint-François, et entreprend le siège de Lille, dont Vauban conduit les travaux.

Le grand Condé avait commencé, au milieu de l'hiver, l'attaque de la Franche-Comté; Besançon, Salins et ses forts avaient ouvert leurs portes. Le roi arrive; Dôle, le château de Joux, celui de Sainte-Anne, Gray et tous les autres postes de la province tombent sous sa puissance: on dirait qu'il n'a qu'à se montrer pour que tout s'abaisse devant lui; il veut néanmoins s'occuper de la paix; des négociations commencent; les Hollandais sont médiateurs entre la France et l'Espagne, qui les a pendant si longtemps traités de rebelles. La rapidité des conquêtes de Louis XIV leur a inspiré des craintes; ils redoutent ses armées et son ambition. Ils avaient signé avec l'Angleterre un traité de paix, par lequel ils avaient cédé à Charles II le New-Yorck de l'Amérique septentrionale, ainsi que d'autres conquêtes qu'il avait faites, et restitué l'Acadie à la France, qui devait rendre l'île de Saint-Christophe et quelques autres îles des Indes occidentales, mais lorsqu'ils voient Louis XIV en possession de la Franche-Comté, ils ne se contentent pas d'avoir cessé de combattre contre le roi de la Grande-Bretagne; ils font avec ce monarque et Charles XI, roi de Suède, un traité auquel on donne le nom de *triple alliance*, et parlent avec tant de force, ainsi que la Suède et l'Angleterre, au congrès d'Aix-la-Chapelle, que Louis XIV, à qui il importe si fort de ne pas compromettre la réputation si imposante que ses armes viennent d'acquérir, consent à rendre la Franche-Comté à l'Espagne malgré l'avis de Turenne, et à se contenter de garder plusieurs places conquises et la ville de Lille ainsi que ses dépendances. Quel profond ressentiment cependant il garde au fond de son cœur contre les Hollandais, dont la politique est parvenue à suspendre le cours de ses victoires!

L'Espagne reçoit avec d'autant plus d'empressement les bienfaits des états généraux et du grand pensionnaire de cette Hollande qu'elle avait tant méprisée, menacée et combattue, que la mère de Charles II, Marie-Anne d'Autriche, avait mis à la tête du gouvernement et de l'inquisition le père Nithard, jésuite autrichien, et son confesseur, dont l'arrogance et l'incapacité ne cessaient de soulever tous les grands contre lui, et qui, attaqué auprès de la reine par don Juan et par tous les grands indignés, devait l'année suivante abandonner le ministère, *laisser le trésor sans argent, les villes de guerre sans remparts, les ports sans vaisseaux, les armées sans discipline*, et se retirer à Rome, où la pourpre romaine l'attendait (1669).

Le roi d'Angleterre avait eu la maladresse de laisser craindre aux Anglais une influence semblable à celle du père Nithard. Non seulement on lui reprochait les grands revers de la flotte, une paix peu glorieuse, malgré la promesse qu'il avait faite de ne déposer les armes qu'après avoir obtenu une ample satisfaction des ennemis de l'Angleterre, sa vie dissolue et la dissipation dans des plaisirs honteux, ainsi que pour des prodigalités condamnables, des subsides destinés au soutien de la guerre; mais encore on l'accusait d'avoir la plus grande partialité pour les catholiques, de les favoriser, de leur donner les places les plus importantes pour peu qu'ils dissimulassent leurs opinions religieuses, et d'avoir par exemple nommé secrétaire d'état le comte d'Arlington, que l'on regardait comme *papiste*. Il imagina de calmer les presbytériens en paraissant leur sacrifier une grande victime; mais on reconnut bientôt qu'il n'avait voulu satisfaire que les passions auxquelles il ne cessait de se livrer sans aucun frein. Il choisit pour le frapper le comte de Clarendon. Ce chancelier n'était plus pour lui qu'un censeur incommode qui nuisait à tous ses plaisirs.

sirs, et dont l'austérité, objet des railleries et des sarcasmes de la maîtresse favorite du duc de Buckingham et des autres courtisans qu'il préférait, était une critique perpétuelle de ses mœurs corrompues. Il avait été profondément blessé de l'opposition du comte au projet de quelques membres des communes de lui donner un revenu de deux millions, et il ne pouvait lui pardonner d'avoir engagé le duc de Richmond à épouser mademoiselle Stuart, dont il était si amoureux, que, n'ayant pu vaincre sa vertu, il avait résolu de l'élever sur le trône, dont il ferait descendre la reine par un divorce.

L'exécution de son projet contre le comte ne pouvait pas éteindre les mécontentements qu'il avait inspirés à la nation anglaise; mais elle devait éprouver peu d'obstacles. Les nombreux presbytériens haïssaient Clarendon comme l'auteur des persécutions qu'ils avaient souffertes; les catholiques le regardaient comme l'Anglais le plus opposé à leurs désirs, et la multitude lui reprochait d'avoir favorisé la vente de Dunkerque, d'avoir fait bâtir une belle maison pendant que la peste ravageait encore la capitale, et d'avoir employé des pierres destinées à l'église de Saint-Paul à la construction de cette maison qu'elle nommait par dérision *la maison de Dunkerque*.

Charles II lui ôta la place de chancelier, et donna le grand sceau à sir Orlando Bridgeman. Le parlement, cédant aux bruits populaires, à l'animosité des catholiques, à l'aversion de leurs partisans et à la haine des presbytériens, remercia le roi du renvoi du chancelier; et les communes, encouragées par le monarque lui-même, accusèrent Clarendon d'avoir conseillé au roi d'entretenir une armée, de dissoudre le parlement, et de se rendre absolu, d'avoir dit que le roi était papiste, d'avoir vendu des patentes contraires aux lois, accordé des injonctions pour arrêter le cours de la justice, banni illicitement plusieurs personnes, reçu des présents, enrichi

sa famille par des dons obtenus sur les terres de la couronne, extorqué des sommes d'argent de plusieurs corporations lorsque leurs chartes avaient été confirmées par le parlement, empêché des projets utiles à la conservation de l'Angleterre et à la réduction des colonies françaises, correspondu avec Olivier Cromwell et ses complices, eu la plus grande part à la vente de Dunkerque, altéré une patente revêtue du grand sceau, découvert à l'ennemi les secrets de sa Majesté, et conseillé dans la dernière guerre cette séparation de la flotte qui avait été si funeste.

Les communes ayant demandé aux lords l'arrestation du comte de Clarendon, et les lords ayant refusé d'admettre l'accusation, déclarèrent que les pairs du royaume avaient arrêté le cours de la justice et donné un exemple dangereux. Le comte, voyant combien les communes le détestaient et combien la cour désirait de le perdre, résolut de sortir du royaume. Le roi, qui n'avait vu qu'avec beaucoup d'inquiétude la manière dont le duc d'Yorck avait défendu le comte son beau-père dans le conseil et dans la chambre des pairs, apprit avec beaucoup de plaisir le projet de Clarendon, et lui fit dire que s'il se retirait sur le continent il recevrait bientôt des marques de sa faveur. Clarendon partit pour la France d'où il adressa à la chambre des pairs une justification de sa conduite, et où il travailla avec le zèle d'un véritable ami de sa patrie à son histoire très-estimée des guerres civiles qui avaient ravagé l'Angleterre depuis 1641 jusques en 1660.

La justification du comte déplut si fort non seulement à la chambre des communes, mais encore à celle des pairs, que les communes la firent brûler par le bourreau comme *un libelle scandaleux et malicieux*, et que, sur la proposition des pairs, le parlement adopta un bill qui bannissait du royaume le comte de Clarendon (1668).

Le roi sanctionna ce bill avec la satisfaction la plus vive; mais un des historiens les plus impartiaux de l'Angleterre a dit de Clarendon qu'il avait été *lord d'une vertu sans tache, juge incorruptible, et très-grand ministre dont l'attachement était égal à l'intégrité.*

Le renvoi du chancelier avait si peu diminué la méfiance inspirée au parlement par Charles II que, lorsque ce monarque fit part aux chambres de la triple alliance conclue avec la Hollande et avec la Suède, les communes, bien loin de le remercier de cette ligue contre la France, nommèrent un comité pour prendre des informations sur l'affaire de Bergen, la séparation de la flotte du duc d'Albemarle et de la flotte ou escadre du prince Robert, de faux ordres donnés par Brounker pendant un sommeil du duc d'Yorck, le désarmement de la plus grande partie de la flotte avant la fin de la guerre, les pertes éprouvées par les Anglais lors de l'entrée des Hollandais dans la rivière de Chatham, et qu'elles forcèrent pour ainsi dire le roi, lorsqu'il demanda des subsides, à presser par une proclamation l'exécution des lois rendues contre les conventicules, les non-conformistes et particulièrement les catholiques romains.

Le roi cependant, conseillé particulièrement par le duc de Buckingham, parut plus favorable aux presbytériens (1669). Il y eut des conférences entre deux de leurs ministres et deux membres de l'Église anglicane sur les moyens de les réunir, ainsi que les indépendants, à cette Église dominante. Charles II leur fit dire qu'il avait des vues très-favorables pour eux, les engagea à lui demander la tolérance de leur culte, reçut leur adresse chez le comte d'Arlington, y répondit d'une manière très-gracieuse, et le parlement se réunit de nouveau. Les communes résolurent d'examiner les comptes publics pour savoir de quelle manière on avait employé les sommes accordées par le parlement, et chargèrent un comité de

rendre compte de la conduite des non-conformistes, Le comité assura qu'il se tenait des conventicules et des assemblées séditieuses dans le voisinage même du parlement; les communes déclarèrent qu'elles adhéraient aux mesures prises par sa Majesté pour le soutien du gouvernement tant dans l'Eglise que dans l'état, adoptèrent plusieurs votes que la chambre des pairs regarda comme des violations de ses privilèges, et, une grande animosité régnant entre les deux chambres, le roi les provoqua.

Le parlement d'Ecosse passa un acte par lequel il expliqua la suprématie royale de manière à rendre la puissance du monarque absolue dans toutes les affaires ecclésiastiques, et un second acte qui donna au conseil royal d'Ecosse le pouvoir de faire marcher les milices dans toutes les circonstances où l'autorité du monarque pourrait être compromise.

Pendant les luttes préliminaires qui n'annonçaient que trop dans la Grande-Bretagne de nouvelles et violentes commotions, l'Europe vit le dénouement d'un siège rendu fameux par la valeur des combattants, le vif intérêt des puissances chrétiennes, les travaux des mines, l'emploi de la guerre souterraine, et la nouvelle influence que le succès devait donner à l'empire de Constantinople. Ce siège était celui de Candie, attaquée par les Turcs et défendue par les Vénitiens et par leurs alliés. Plus de vingt ans avant la fin de ce siège mémorable, une escadre maltaise, ayant enlevé une riche caravane turque qui allait de Constantinople au Caire, était entrée dans un port de l'île de Céphalonie qui appartenait aux Vénitiens; le grand-sultan Ibrahim saisit avec avidité ce prétexte de rompre la paix avec la république de Venise, et d'attaquer l'île de Candie, cette ancienne Crète si fameuse, et dont il désirait depuis long-temps la possession. Cinquante mille musulmans débarquèrent dans cette grande île à

quelques milles de La Canée, et donnèrent un assaut au fort Saint-Théodore. Blaise Juliani, qui commandait dans ce fort, voyant que l'assaut allait réussir, mit le feu aux mines et sauta en l'air avec ceux qui l'attaquaient. Les Turcs frappés d'étonnement admirèrent son courage, mais se hâtèrent de commencer le siège de La Canée. Le pape, le grand-duc de Toscane Ferdinand II, l'Espagne et la France envoyèrent des secours trop faibles, et La Canée capitula (1645). Une flotte vénitienne de plus de cent trente voiles ne remporta presque aucun avantage sur les musulmans (1646); les Turcs battirent les Vénitiens auprès de Retimo; plusieurs combats peu importants succédèrent à cette victoire; mais le musulman Cussein ayant entrepris le siège de la ville de Candie (1648), le capitaine général Louis-Léonard Mocenigo la défendit avec tant de courage et d'habileté que les Turcs furent obligés de lever le siège après avoir perdu plus de vingt mille hommes.

Ils imaginèrent, l'année suivante, de construire vis-à-vis de la place dont ils avaient voulu s'emparer une forteresse régulière qu'ils nommèrent la *Nouvelle Candie* (1649). La guerre continua; les Vénitiens remportèrent sur mer trois grandes victoires, l'une près de l'île de Scio en 1651, l'autre au détroit des Dardanelles en 1655, et la troisième dans le canal de Constantinople en 1656 et sous les ordres du capitaine général Laurent Marcello, qui prit quatre-vingt-quatre navires, et fit plus de cinq mille prisonniers.

Ce fut après ces grands succès que le sénat de Venise, espérant terminer heureusement la guerre avec le secours de la France et du pape, céda aux instances d'Alexandre VII et de Mazarin, et consentit, quoique avec peine, au rappel des jésuites dans les états vénitiens (1657).

Dix ans s'écoulent cependant, et Mahomet IV étant

sur le trône de Constantinople, le grand-visir, le célèbre Achmet ou Ahmed Kioprili ou Kiuprili ou Cuprogli, arrive dans l'île de Candie avec trente-six mille hommes (1667). Il commence le siège de la capitale, ouvre la tranchée, donne trente-deux assauts, perd vingt mille hommes, suspend les attaques jusques à la fin de l'hiver, et les recommence vers le printemps avec une nouvelle ardeur. Le marquis de Montbrun-Saint-André arrive au secours de la place avec des ingénieurs et plusieurs volontaires français (1668); quelques mois plus tard, six cents gentilshommes de France pénètrent dans Candie sous les ordres du duc de La Feuillade, qui s'était couvert de tant de gloire en combattant contre les Turcs à Saint-Gothard dans la Hongrie. Ils signalent leur bravoure par des exploits brillants; mais un grand nombre de ces chevaliers français périssent : ceux qui restent ne peuvent plus supporter l'absence de leur patrie, se rembarquent et partent pour la France.

L'habile ingénieur français Castellan dirige les travaux des assiégés; le duc de Beaufort, grand-amiral, et le duc de Navailles, à la tête de cinq mille hommes, succèdent à La Feuillade. Leur présence ranime la confiance des assiégés; mais les fortifications extérieures sont prises, et les murs de la place présentent de larges brèches. Les Français font une sortie; leur impétuosité répand l'effroi parmi les Turcs; rien ne leur résiste; ils parviennent jusques au parc d'artillerie des musulmans. Deux barils de poudre prennent feu et font sauter trente des leurs; ils se croient sur des mines qui vont éclater, se retirent en désordre vers la place, et sont poursuivis jusques aux portes de Candie par les musulmans, qui ont repris courage. Le duc de Beaufort est tué en faisant des prodiges de valeur pour ramener ses compatriotes au combat. Le duc de Navailles se rembarque avec sa troupe, malgré les instances du capitaine général Morasini, appelé la ter-

reur des musulmans, et qui commande dans la ville. Les assiégés, abandonnés à eux-mêmes, sont forcés de capituler, et les Turcs entrent dans la capitale, dont le siège a coûté la vie à trente mille chrétiens et à plus de cent mille musulmans (1669).

Le pape Clément IX meurt de chagrin en apprenant cette nouvelle, qu'il regarde comme funeste à la religion dont il est le chef; ce pontife suprême avait suspendu, avec le secours de Louis XIV, une guerre d'un autre genre qui avait commencé d'agiter la France et qui pouvait produire des malheurs bien déplorables dans un siècle où l'on voyait si peu combien la tolérance religieuse est nécessaire à la tranquillité des états et au bonheur des individus. Jansénius, évêque d'Ypres, avait publié un livre théologique dans lequel il avait traité de l'accord de la *grâce efficace* divine avec le *libre arbitre* de l'homme; Alexandre VII avait condamné par une bulle cinq propositions comme renfermées dans le livre de Jansénius, ordonné qu'on en fit mention dans un *formulaire* qui les proscrivait, et envoyé en France, ainsi que dans toute la chrétienté soumise à son siège, ce formulaire déclaré règle de foi, et dont la signature devait être regardée comme un témoignage du catholicisme romain.

Plusieurs évêques exigèrent cette signature des prêtres, des religieux et des corps chargés de l'enseignement. Mais quelques personnes, ayant lu le livre de Jansénius, prétendirent qu'on n'y trouvait pas les cinq propositions; elles consentirent à réprouver le sens des propositions condamnées par le pape, mais refusèrent d'affirmer, par leur signature et par le serment qu'on leur demandait d'y joindre, qu'elles étaient dans l'ouvrage de l'évêque d'Ypres. Des évêques admirèrent les signatures par lesquelles on rejetait la doctrine renfermée dans les propositions; ce qu'on appelait *le droit*, sans les déclarer extrai-

tes du livre, ce qu'on nommait *le fait*. D'autres prélats crurent plus conforme aux maximes évangéliques de ne demander aucune signature; mais, malgré les efforts des amis de la paix, les discussions sur le formulaire se multiplièrent à un tel degré et devinrent des disputes si vives que le gouvernement craignit que la tranquillité publique ne fût troublée. Louis XIV fit proposer au pape la distinction *du droit et du fait* : Clément IX eut la sagesse de l'admettre. Le roi se crut obligé de faire enregistrer au parlement, comme loi de l'état, un formulaire arrangé d'après cette distinction conciliatrice; et cette mesure civile, si contraire aux véritables principes de la liberté des opinions religieuses, apaisa les dissensions ecclésiastiques qui avaient inquiété les bons citoyens.

Louis XIV, cependant, profita de la paix avec les puissances de l'Europe pour ajouter à ses forces et s'avancer avec plus de facilité vers ce but éclatant qu'il ne perdait jamais de vue; il demanda, fit placer dans la galerie du Louvre et allait souvent visiter des plans en relief d'un grand nombre de places du royaume; Vauban, dans le génie duquel il a une grande confiance, dirige les travaux de Lille, projette la citadelle d'Arras, s'occupe de l'amélioration des fortifications de Saint-Quentin, visite les places du Roussillon, accompagne le marquis de Louvois que le monarque a chargé d'une mission importante auprès du duc de Savoie, donne à ce prince des plans pour fortifier Turin, Verceil et Verrue, retourne dans le nord de la France, règle les travaux de trente mille soldats que le roi a voulu qu'on employât aux fortifications de Dunkerque, et y reçoit le monarque, qui voulant tout voir par lui-même, vient y passer un mois, parcourt les ateliers, encourage les troupes et anime leur zèle par ses éloges et ses bienfaits.

Dans toutes les places de la Flandre soumises aux lumières et à la direction de Vauban, il s'applique à

tirer un grand parti des ressources particulières de ce pays très-bas et très-arrosé , à perfectionner les manœuvres d'eau , à tendre des inondations , à tenir les fossés secs ou pleins à volonté , à former des chasses , à produire des torrents artificiels ; il établit pour la première fois à Lille des tenailles sur les courtines , y ménage entre la citadelle , les endroits inondés et la place , de vastes terrains inaccessibles à l'ennemi , éloignés des attaques , où la garnison peut camper , faire paître ses chevaux , nourrir des bétiaux , cultiver des légumes ; et , à la prière de Louvois , publie ce premier ouvrage sur la conduite des sièges dans lequel il recommande le développement des tranchées , les feux croisés , l'usage du canon pour commencer les brèches , et l'emploi de boulets creux pour disperser les terres.

Colbert rivalise avec Louvois pour remplir les intentions de Louis XIV ; le chevalier de Clerville , envoyé par Colbert , visite ou règle les travaux des ports et des côtes de France ; il examine les rivières navigables qui se jettent dans la Garonne , les mines qu'on vient d'ouvrir dans les Pyrénées , et ce fameux canal du Midi qui a immortalisé le nom de Riquet. La rigole qui conduit les eaux du Sor et de la montagne Noire au point de partage de ce canal , destiné à unir les deux mers et que l'Europe admire , est déjà achevée. Une triple muraille , terrassée dans les intervalles de maçonnerie et percée d'aqueducs éclusés , barre le vallon de Vaudreuil et forme le vaste bassin de Saint-Férial , destiné à verser ses eaux dans la rigole ; plusieurs parties du canal sont terminées entre le point de partage et Toulouse. Clerville rend compte de ces succès avec beaucoup d'éloge ; Riquet se rend adjudicataire de tous les travaux , et développe une ligne d'ateliers de soixante lieues de longueur. Le prince de Danemarck visite ce canal , célébré par les étrangers comme par les Français.

L'habile géomètre Andreossi en publie une carte et une savante description ; Colbert jouit de ses soins multipliés et glorieux ; et personne ne doute de l'heureuse terminaison d'une entreprise immense , sans exemple , si importante pour le commerce et l'agriculture , et si digne d'une grande nation ainsi que du monarque qui la gouverne.

Louis XIV veut présider lui-même un conseil composé de Condé , de Turenne , de Villeroi , de Colbert , et où le chevalier de Clérville vient expliquer les projets qu'il a formés pour fortifier Brisach et Philisbourg.

Colbert fait voyager en Hollande , en Angleterre ou dans d'autres pays , l'inspecteur de La Feuille ; Chertemps , directeur des places de Picardie , l'ingénieur de Bragelogne , et Arnoul , intendant des fortifications et des galères des ports de la Méditerranée ; il les charge d'étudier avec soin tout de qui est relatif à la marine , aux travaux des ports et au commerce ; il maintient et perfectionne les règles établies par Sully au sujet de l'emploi et des devoirs des ingénieurs , des administrateurs ou intendants , et des entrepreneurs.

Louvois fait observer les mêmes règles dans le département de la guerre , et prend les mesures les plus convenables pour l'entretien des fortifications.

Louis XIV , au milieu des travaux de la paix , conservait dans le fond de son cœur le plus vif ressentiment contre les Hollandais ; il ne pensait qu'en frémissant de courroux à la ligue qu'ils avaient formée contre lui , à l'orgueil que leur inspiraient leurs succès , à leurs inscriptions fastueuses , à leurs médailles hautesaines , aux titres qu'ils se donnaient de pacificateurs de l'Europe et d'arbitres des rois , au ton arrogant de leurs ambassadeurs , aux écrits dans lesquels ils se vantaient d'avoir arrêté son ambition et borné ses conquêtes , aux

gravures insolentes et aux allusions injurieuses dont la publication paraissait tant leur plaire. Il résolut non seulement de les vaincre, d'abattre leur fierté, de diminuer leurs forces, mais encore de les soumettre à sa domination et de les réunir à son royaume avec le reste des Pays-Bas. Cette conquête devait être une vengeance éclatante, accroître sa puissance et l'environner d'une nouvelle renommée si capable d'imposer aux étrangers, de remplir les Français d'un plus grand délire de gloire; et de les empêcher de s'apercevoir de la perte de leurs droits et de leurs libertés. Pour réussir avec plus de facilité, il fallait réduire les Hollandais à leurs propres ressources et détruire la triple alliance. Il commença par essayer de faire renouer le roi d'Angleterre à cette ligue qu'il voulait anéantir; Charles II avait toujours besoin d'argent: Colbert alla en Angleterre; proposa de très-fortes sommes au roi et à ses ministres, et leur persuada qu'en abaissant la Hollande républicaine, la royauté de la Grande-Bretagne deviendrait bien plus puissante. Louis XIV voulut d'ailleurs employer auprès du monarque anglais la grande influence de la sœur de Charles II, Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans. La cour fit un voyage vers les côtes de la Manche et les frontières du Nord, sous prétexte de montrer la reine aux Belges devenus Français. On arriva à Calais au milieu des fêtes: Charles II était venu à Douvres; Henriette traversa la Manche; vit son frère, passa quelques jours auprès de lui; et le laissa dans les meilleures dispositions pour les projets de Louis XIV.

La cour revint vers la capitale. Peu de jours après son retour, Henriette était à Saint-Cloud: elle avait été malade dans le commencement du voyage; mais elle paraissait guérie. Tout d'un coup des douleurs affreuses la saisissent au moment où elle achève de boire un

verre d'eau de chicorée ; elle croit avoir pris du poison , et bientôt dit le contraire , d'après une observation de son confesseur. Le roi accourt avec Mademoiselle , fille de feu Gaston , le frère de Louis XIII. « Presque personne ne paraissait affligé , dit Mademoiselle dans ses mémoires ; Monsieur semblait fort » étonné. » Madame était près d'expirer : on allait , on venait , on riait dans la chambre où elle luttait contre la mort. « La malade , continue Mademoiselle , » voyait avec peine cette tranquillité de tout le monde. » Le roi questionne les médecins : ils ne savent que lui répondre. *Mais* , dit le roi , *on ne laisse pas ainsi périr une personne sans aucun secours*. Ils se regardent , et ne disent mot. Bossuet vient auprès d'Henriette , lui parle de Dieu , l'exhorte et la console. Bientôt Saint-Cloud retentit de ces mots terribles : *Madame se meurt ; Madame est morte* (1670). Ces paroles fatales sont consacrées par le grand Bossuet dans l'admirable oraison funèbre qu'il prononce : il fait parler toutes les douleurs que fait naître la perte d'une princesse douée des qualités les plus aimables ; il immortalise ces qualités touchantes dont la postérité conserve avec respect le souvenir ; et l'histoire , en donnant à cette mort si inattendue une grande place au milieu des mémorables événements du règne de Louis XIV , a retracé , sans les partager ni les combattre , les soupçons du crime odieux qui aurait fait couler un breuvage mortel dans le sein d'une princesse si jeune , si bonne , si aimante , si digne d'être heureuse , et que son tempérament , affaibli par des imprudences , ses chagrins domestiques , la jalousie de Monsieur , l'insolence des favoris de ce prince , avaient condamnée , dans les dernières années de sa vie , aux souffrances et au malheur.

La mort de Madame plongea son frère dans la désol-

lation, mais n'interrompit pas les négociations commencées. Elles flattaient les passions de Charles ; et d'ailleurs il avait vu mademoiselle de Kérouet, qui avait accompagné la duchesse d'Orléans par ordre de Louis XIV. La beauté et les grâces de cette jeune personne avaient séduit son cœur : il l'avait nommée duchesse de Portland ; elle exerçait un grand empire sur son esprit, était fortement attachée à la France et dévouée à ses intérêts. Un traité fut signé, la triple alliance abandonnée par Charles II, qui promit de fournir contre les Hollandais six mille hommes, cinquante gros vaisseaux et six brûlots ; et Louis XIV s'engagea à joindre à la flotte anglaise, commandée par le duc d'Yorck, dix brûlots et trente vaisseaux, à donner trois millions par an au roi de la Grande-Bretagne, et à céder à l'Angleterre, après la conquête projetée, quelques îles de la Hollande et de la Zélande.

Des subsides engagèrent aussi la Suède à contracter avec la France, contre les Hollandais, une alliance offensive et défensive ; d'autres subsides et la promesse d'une part dans les dépouilles des vaincus, firent entrer dans cette alliance l'évêque de Munster, prélat guerrier qui avait déjà combattu contre les Hollandais, l'archevêque électeur de Cologne, et quelques autres princes de l'empire. Louis XIV s'assura de la neutralité de l'empereur d'Allemagne, en arrêtant avec lui un partage secret de la monarchie espagnole pour l'époque de la mort de Charles II, roi d'Espagne, qu'on regardait comme très-prochaine. L'électeur de Bavière et l'électeur palatin contractèrent une alliance avec Louis XIV : il fut décidé que la fille de l'électeur palatin, Charlotte-Élisabeth, épouserait le duc d'Orléans, que la fille aînée de l'électeur de Bavière recevrait la main du dauphin ; et la ruine de la Hollande paraissait inévitable.

L'empereur Léopold d'Autriche s'était déterminé d'autant plus facilement à la neutralité que les grands de la Hongrie, les protestants de ce royaume et la nation presque entière n'attendaient qu'une occasion favorable pour secouer le despotisme persécuteur des agents de Léopold, repousser les garnisons impériales qui les maintenaient dans l'oppression, reconyrer leurs privilèges, leurs droits et leurs libertés.

Ce qui était arrivé en Portugal ajoutait d'ailleurs aux inquiétudes de plusieurs souverains. Le roi don Alphonse avait continué ses extravagances ; la reine Marie-Françoise-Isabelle de Savoie, fille de Charles-Amédée, duc de Nemours, s'était retirée dans un monastère, et avait écrit à don Alphonse que, pressée par sa conscience, elle avait résolu de retourner en France, et qu'elle le priait de lui faire rendre sa dot, « Votre » Majesté sait bien, avait-elle ajouté dans sa lettre, » que je ne suis pas sa femme. » Don Alphonse furieux avait couru au monastère, ordonné qu'on en brisât les portes, et n'était retourné au palais royal que forcé de céder aux prières les plus vives de son frère don Pierre. La reine annonça au conseil d'état et aux principaux officiers de la couronne qu'elle était résolue à faire déclarer son mariage nul, et à partir pour sa patrie ; le conseil saisit avec empressement cette occasion de délivrer le Portugal d'un roi que ses folies rendaient incapable de régner. On arrêta don Alphonse dans son appartement ; ses fureurs parurent céder à la crainte : il abdiqua en faveur de son frère (1667). On le relégua dans les îles Tercères ; on proposa à la reine d'épouser don Pierre. Le chapitre de l'église patriarcale de Lisbonne, exerçant les droits du patriarche, dont le siège était vacant, déclara nul son mariage avec don Alphonse. Le cardinal de Vendôme, oncle de la reine, légat du saint-siège en France, et revêtu des pouvoirs aposto-

liques les plus grands non seulement pour la France, mais encore pour les royaumes voisins, envoya à sa nièce la dispense la plus complète, qui fut d'ailleurs confirmée par le pape Clément IX : elle épousa don Pèdre, et conserva le titre de reine, quoique ce prince ne voulût prendre que celui de régent (1668). Le gouvernement espagnol ne crut pas devoir continuer plus long-temps, avec un pays gouverné par don Pèdre, une guerre qui pouvait, dans les circonstances où était l'Europe, lui ôter les moyens de défendre son pouvoir, ses possessions, et peut-être même son existence, et, par un traité, reconnut le Portugal royaume libre et indépendant.

L'année suivante, néanmoins, don Juan d'Autriche parut aux portes de Madrid avec deux mille chevaux; la reine consentit à tout ce qu'il demanda. Il fit avoir des grâces à ses amis, forma un conseil chargé de proposer tous les moyens de soulager les peuples, reçut de leur reconnaissance le nom si glorieux de *Père de la patrie*, et obtint le titre de vicaire général du roi dans l'Arragon, la Catalogne, le royaume de Valence, les îles Baléares et la Sardaigne (1669).

Des plaintes très-vives continuaient de se faire entendre relativement aux impôts qui accablaient les peuples des Espagnes : on prit de nouvelles mesures pour tâcher de les calmer. Mais à quel déplorable état la passion de chercher la fortune et de former des établissements dans les colonies avait réduit la péninsule ! Elle languissait sans agriculture et sans industrie; les peuples, plongés dans la misère, gémissaient sous le fardeau des contributions; l'état n'avait que sept millions de revenu pour l'éclat du trône; la solde de l'armée et toutes les autres dépenses publiques; le clergé et les grands du royaume avaient seuls conservé des richesses au milieu des malheurs des peuples (1670).

La nation anglaise était dans une situation bien diffé-

rente : le commerce l'enrichissait ; mais son roi ne voyait pas combien il amoncelait sur son royaume d'éléments de tempête. Il ne cessait de favoriser les *papistes* : le parlement lui demanda avec force de faire exécuter avec plus d'exactitude les lois rendues contre les catholiques, qu'il détestait. Charles II fut obligé de sanctionner un acte qui déclarait *conventicule* toute assemblée composée de *dix-sept non-conformistes réunis pour servir Dieu sous une forme différente de celle de l'Eglise anglicane*, et établissait des amendes contre le propriétaire de la maison où la réunion aurait lieu, le prédicateur et les assistants. Ses immenses profusions le tenaient dans la dépendance des chambres : il ne pouvait, malgré toutes leurs concessions, satisfaire des courtisans avides et nombreux. Son frère le duc d'Yorck le portait à se rendre indépendant, et à s'emparer d'une autorité absolue qui ferait cesser ses inquiétudes et ses besoins, si souvent renouvelés. *Soumettez*, lui disaient des conseillers imprudents, *cette usurpation insolente que des sujets rebelles ont élevée sur les ruines des prérogatives royales*. Ces conseillers si dangereux étaient Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington et Lauderdale, à l'union desquels on donna le nom de *cabal* (*cabale*) ; mot formé des lettres initiales de leurs noms. Sir Thomas Clifford avait un caractère entreprenant, beaucoup d'éloquence et d'habileté dans l'intrigue. Lord Ashley, ancien membre du long parlement, avait eu beaucoup de crédit parmi les presbytériens : partisan de Cromwell, dont il avait eu la confiance, il s'était ensuite réuni à ceux qui favorisaient la restauration ; puissant par ses talents, turbulent, actif, ambitieux, plein d'audace, il n'était, suivant Smollett, ni sensible à la honte, ni susceptible de crainte, ni guidé par aucun principe. Le duc de Buckingham, gai, capricieux, rempli d'esprit, ministre des plaisirs du monarque, prodigue et livré à la débauche, était regardé

comme sans religion, sans honneur, sans principes et sans discrétion. L'esprit d'Arlington n'était comparable ni à celui de Clifford, ni à celui d'Ashley, ni à celui de Buckingham; mais on louait son intégrité et le courage avec lequel il modérait la vivacité et l'emportement de ses collègues; et on a écrit de Lauderdale qu'il était ambitieux, passionné, vindicatif, implacable, insolent, et, dans certaines circonstances, soumis jusques à la bassesse.

A la tête de ces membres de la *cabale*, était le duc d'Yorck; cette faction funeste avait beaucoup favorisé l'alliance avec la France, et la guerre contre les Hollandais. Elle ne cessait de dire au roi que cette guerre contre des républicains devait le conduire au rétablissement de la puissance monarchique; c'est à-dire, suivant cette *cabale*, au pouvoir absolu.

Le monarque, depuis quelque temps, se rendait très-souvent à la chambre des pairs sans aucune cérémonie, dans l'espérance d'influer par sa présence sur leurs délibérations. Il assistait à la séance de la chambre, le jour où on y lut un bill envoyé par la chambre des communes, et qui établissait une taxe sur les terres (1671). Sa présence n'empêcha pas lord Lucas de prononcer la harangue la plus forte. « Depuis la restauration, dit-il, les fardeaux » que portent les sujets sont beaucoup plus pesants que » dans les temps antérieurs; les grandes sommes accor- » dées au roi ont enrichi un petit nombre de personnes, » qui s'étaient éloignées de lui dans les temps de trouble. » Ceux qui ont risqué leurs fortunes et leurs vies » pour le service de sa Majesté sont réduits à la pauvreté » et au mépris.... La nation, ajouta-t-il, est plus mal- » heureuse à plusieurs égards qu'à si elle avait été sou- » mise à un ennemi vainqueur....; les Anglais ne cessent » d'être dans l'incertitude la plus cruelle : en donnant » un jour ce qu'on leur demande, ils ignorent s'ils ne » seront pas obligés le lendemain de donner le double,

» jusqu'au moment où ils seront entièrement épuisés....
 » Il est devenu nécessaire de faire une sorte d'estimation
 » pour savoir ce que chacun peut appeler le sien ; pour
 » moi, je consentirai volontiers, si on l'exige, à aban-
 » donner la moitié de mes biens au roi, pourvu que je
 » sois assuré de jouir tranquillement du reste..... Les
 » bills adoptés par les communes accordent un subside
 » énorme de trois millions. C'est aux lords à modérer la
 » libéralité excessive des communes, en réduisant l'im-
 » pôt sur les terres. Si vous n'avez pas assez de pouvoir
 » pour retrancher l'excès des impôts, vous pouvez dire
 » que vous ne possédez plus rien, et que tous vos biens
 » sont à la disposition des communes.»

Cette harangue fut imprimée et publiée; l'auteur, à
 qui on la présenta après l'impression, ne voulut en
 avouer qu'une partie. Les pairs, sur la demande du roi
 que cette opinion avait violemment irrité, ordonnèrent
 qu'elle fût brûlée par le bourreau comme un libelle
 faussement attribué à lord Lucas.

Les communes adoptèrent un bill qui augmentait
 les droits perçus sur certaines marchandises; les négo-
 cians de Londres présentèrent une pétition contre ce
 projet. La chambre des pairs proposa des changements;
 les communes prétendirent que les lords n'avaient pas
 le droit d'*amender* les bills relatifs aux impôts. Les
 pairs soutinrent le contraire; la dispute devint très-vive
 entre les deux chambres. Des conférences tenues pour
 les concilier furent inutiles; le roi ajourna leurs séances
 (1671).

La duchesse d'Yorck, Anne Hyde, fille du comte de
 Clarendon, vint à mourir; elle avait embrassé la reli-
 gion catholique pendant sa dernière maladie. Son mari
 était devenu catholique romain pendant son séjour sur
 le continent; mais il avait caché ses opinions religieuses,
 et voulu paraître attaché à l'Eglise anglicane. Le roi

désirait depuis long-temps de rompre son mariage avec la reine Catherine de Portugal, de laquelle il croyait ne pouvoir pas avoir d'enfants; et l'on est tout étonné que, chef suprême de l'Église anglicane, et professant ses maximes et ses dogmes avec un grand zèle apparent, il ait fait faire des démarches auprès du pape, comme l'ont dit des historiens anglais, pour obtenir que le souverain pontife déclarât nul son mariage avec Catherine. Quoi qu'il en soit, on a écrit que les jésuites d'Angleterre avaient menagé le duc d'Yorck d'une décision pontificale, d'après laquelle Charles II aurait le droit de se remarier, et l'espérance d'avoir des enfants qui priveraient le duc de la succession au trône, s'il ne se hâtait pas de reconnaître solennellement la religion qu'il avait embrassée, et qu'il professait secrètement. On a ajouté que le duc s'était d'abord refusé à une démarche qui devait le rendre odieux à une grande partie de la nation anglaise; mais, peu de temps après la mort de sa femme, il renonça formellement à la religion anglicane, entre les mains du père Simon, jésuite anglais.

Les séances des chambres étaient toujours *prorogées*; le roi, en vertu du pouvoir suprême que divers actes du parlement lui avaient conféré dans les affaires ecclésiastiques, suspendit les lois pénales contre les non-conformistes, permit aux protestants d'exercer publiquement un culte différent de celui de l'Église anglicane, et donna aux catholiques le droit de *servir Dieu à leur volonté*, pourvu que ce fût en particulier. Le garde des sceaux Bridgeman, ayant refusé de sceller la proclamation émanée à ce sujet du trône, perdit sa place; et lord Ashley, un des cinq membres de la cabale, devenu comte de Shaftesbury, fut nommé lord chancelier d'Angleterre (1672).

Les désirs de cette cabale sont remplis; les rois de France et d'Angleterre déclarent la guerre à la Hollande,

sous le prétexte d'inscriptions injurieuses et pleines de faussetés contre eux et leurs sujets, de peintures, de médailles de ce genre, exposées en public par le commandement même des états. Louis XIV se plaint d'ailleurs du peu de reconnaissance des Hollandais pour les services que ses ancêtres leur avaient rendus; et Charles II, de peu d'égards pour son pavillon, de pêches faites sur les côtes d'Angleterre, et de contravention aux conventions commerciales.

Charles II avait ordonné, en déclarant la guerre à la Hollande, que l'on saisis tous les vaisseaux hollandais dans les ports d'Angleterre; mais, les états généraux n'ayant pas voulu imiter cette violation de la foi publique, il fait remettre en liberté la plupart de ces vaisseaux.

Un ordre du conseil établit la loi martiale dans l'armée; et l'on publie un ordre royal pour prendre de force et employer sur la flotte les matelots des bâtiments du commerce, dont la navigation se trouve arrêtée par cette mesure.

Des craintes politiques avaient diminué la vigilance ordinaire du grand pensionnaire de Witt : redoutant sans cesse de voir sa patrie asservie par le prince d'Orange et par les troupes qui lui seraient dévouées, il n'avait pas préparé une défense proportionnée à l'invasion dont la Hollande était menacée; mais, voyant de plus près le danger que sa nation allait courir, il prend toutes les mesures nécessaires pour opposer une flotte puissante à celles des ennemis, pendant que le prince d'Orange ferait de nombreuses levées, et rétablirait la discipline dans l'armée de terre.

De Ruyter se met en mer à la tête de quatre-vingt-dix vaisseaux de guerre, et de quarante frégates ou brûlots; et Corneille de Witt, le frère du grand pensionnaire, s'embarque avec l'amiral comme député des états.

De Ruyter rencontre à Solebay la flotte d'Angleterre dont l'escadre bleue était aux ordres du comte de Sandwich, et la flotte française commandée par le maréchal d'Étrées. Le duc d'York était le chef suprême des deux flottes alliées : les Anglais, attaqués avec la plus grande promptitude, sont obligés de couper leurs câbles pour se mettre en ligne ; et leurs vaisseaux manœuvrent dans une telle confusion qu'ils se heurtent les uns les autres. Le comte de Sandwich se met à l'avant-garde, soutient une attaque des plus furieuses, repousse le vaisseau de l'amiral Vanghent, au moment même de perdre la vie avec la gloire, coule à fond un gros vaisseau de guerre et trois brûlots, a six cents hommes tués ou blessés, continue de se battre avec la plus grande ardeur, ne peut empêcher son vaisseau, criblé de coups de canon, d'être accroché par un brûlot, et saute en l'air avec tout son équipage. Le duc d'York et l'amiral de Ruyter se battent l'un contre l'autre pendant deux heures avec le plus grand acharnement le vaisseau du duc perd toutes ses manœuvres, le prince fait porter son pavillon sur un autre vaisseau, et sa division est près d'être accablée lorsque sir Joseph Jourdan, qui a remplacé le brave comte de Sandwich, arrive à son secours. La bataille recommence, et dure jusqu'à la nuit ; les Hollandais se retirent : les deux partis prétendent à la victoire (1672).

Louis XIV s'avance vers la Hollande à la tête de ses armées ; Turenne, Condé, le duc de Luxembourg et l'évêque de Munster les commandent. On traverse le Rhin à Tollhuis ; on passe à gué la Meuse et l'Yssel ; on jette des ponts sur le Waal ; toutes les places, excepté Maestricht, ouvrent leurs portes, ou ne résistent que pendant peu de temps aux attaques des armées françaises. Les troupes de Louis XIV ne sont plus qu'à une lieue d'Amsterdam ; les provinces d'Utrecht, de Gueldre et d'Over-Yssel sont soumises. Le roi tient un conseil ; Tu-

renne et Condé sont d'avis de démolir la plupart des places dont on s'est emparé : le marquis de Louvois s'oppose à leur opinion , et l'emporte. Le grand nombre de garnisons que l'on envoie dans ces places qu'on veut garder, affaiblissent les armées de Louis XIV : les Hollandais ouvrent les fameuses écluses qui retiennent les eaux de l'Océan. Les environs d'Amsterdam, de Leyde, de Bois-le-Duc, de Delft, de Breda sont inondés; les Français sont obligés de reculer devant ces inondations qui changent en une vaste mer une si grande partie de la Hollande. Le grand pensionnaire, néanmoins, engage ses compatriotes à demander la paix. Ils offrent de céder à Louis XIV Maestricht, ainsi que toutes les villes frontières non comprises dans les sept Provinces-Unies, et de payer une très-grosse somme pour les frais de la guerre : le roi de France demande que les marchandises de son royaume puissent entrer en Hollande sans payer aucun droit; que les états généraux permettent l'exercice public du culte catholique; que la moitié des églises soit mise à la disposition des catholiques romains; que leurs prêtres reçoivent des honoraires; qu'on lui cède, indépendamment des villes frontières que les états proposent d'abandonner, Nimègue, deux autres places, une partie du Guelderland, les îles de Bommel et Voorn, et les forts de Saint-André, de Louvertem et de Crèvecoeur; que vingt millions de livres soient donnés pour les frais de la guerre; qu'une ambassade annuelle présente une médaille d'or pour reconnaître que la Hollande doit la conservation de sa liberté au monarque dont les ancêtres l'ont aidée si puissamment à l'acquiescer; que les Hollandais donnent au roi d'Angleterre une entière satisfaction, et que ses propositions soient acceptées avant dix jours.

Que les Hollandais, disent les ambassadeurs de Charles II, rendent honneur au pavillon d'Angleterre dans

toutes les circonstances, que l'on bannisse les ennemis et les calomniateurs du monarque anglais, que la Hollande partage avec l'Angleterre le commerce des Indes orientales, qu'elle donne un million sterling pour les dépenses de la guerre, qu'elle paie chaque année 10,000 livres sterling pour la liberté de pêcher sur les côtes de la Grande-Bretagne; et que le prince d'Orange soit déclaré stathouder héréditaire.

L'énormité des demandes des deux rois jette les Hollandais dans le désespoir. Le prince d'Orange et ses partisans échauffent les esprits contre le grand pensionnaire et son frère; on leur impute tous les malheurs de la république : ils deviennent l'objet de l'exécration de la multitude. On réclame avec force la cassation de l'édit d'après lequel on s'était engagé à ne jamais reconnaître le prince d'Orange pour stathouder. Les deux frères de Witt, ne consultant que leur patriotisme, s'opposent avec fermeté à cette révocation; la multitude ne connaît plus de frein : elle prend les armes à Dort, à Amsterdam, à Rotterdam; à Middelbourg, à La Haye; elle oblige les magistrats à se déclarer pour le prince d'Orange. L'édit est annulé; Guillaume III, de Nassau, proclamé stathouder et capitaine général de la Hollande; Jean de Witt attaqué et laissé pour mort; Corneille malade à Dort, assiégé dans sa maison par des scélérats; et l'immortel Ruyter, insulté dans le pays auquel il a rendu de si grands services, et à la gloire duquel il a ajouté tant d'éclat. Un infâme ose accuser Corneille d'un complot contre le prince d'Orange; la multitude demande à grands cris qu'on le juge. Les magistrats effrayés le condamnent à la torture; il la souffre avec un courage admirable, proteste de son innocence, et, au milieu des tourments, dit avec enthousiasme la fameuse strophe dans laquelle Horace peint en si grand poète le courage de l'homme juste et inébranlable que ne peuvent effrayer ni le courroux

d'un tyran, ni la fureur d'une multitude égarée qui commande le crime. La violence l'emporte; on condamne Corneille au bannissement. Le grand pensionnaire veut partager l'exil de son frère; il se rend à sa prison. Une populace cruelle se rassemble en tumulte, force les portes du cachot, poignarde les deux frères, et traite avec une atroce barbarie les cadavres de ces deux grands citoyens.

Le prince d'Orange avait été invité par les états à quitter son camp d'Alphen et à venir à La Haye arrêter les insurrections. Il n'arrive que lorsque le grand attentat contre les deux frères est consommé. On lui demande la punition des coupables. *Le grand crédit des auteurs des troubles ne le permet pas*, répond-il aux citoyens indignés du massacre des deux frères. On a prétendu qu'il avait, long-temps après, accordé des faveurs aux metteurs en scène de Jean et de Corneille; il n'a pu échapper au terrible soupçon d'avoir été leur complice.

Fagel est nommé grand pensionnaire; le prince d'Orange, soutenu par Fagel et autorisé par les états, remplace, dans la plupart des villes, les magistrats dont il ne se croit pas sûr du dévouement.

L'électeur de Brandebourg marche au secours de la Hollande; l'Espagne s'est alliée avec les Hollandais qu'elle a pendant si long-temps voulu punir comme des rebelles contre la France qui avait soutenu la Hollande insurgée. Le gouverneur des Pays-Bas espagnols met les troupes et l'artillerie de ces provinces à la disposition de l'électeur. Louis XIV quitte l'armée; Turenne passe le Rhin avec douze mille hommes, et s'avance contre l'électeur de Brandebourg; Luxembourg reste en Hollande : quinze mille hommes sont sous ses ordres. Le prince d'Orange, battu par Luxembourg, traverse la Flandre avec audace et vient attaquer Charleroi; il ne peut le prendre et se retire. L'hiver arrive; les eaux qui couvrent la Hollande

se gèlent; Luxembourg fait passer son armée sur les glaces, prend Zwammerdam et Bodegrave, menace Leyde et La Haye; mais le dégel survient, Luxembourg est obligé de faire reculer ses troupes, et la Hollande est de nouveau sauvée.

Le roi cependant pressait les travaux qui devaient terminer les fortifications de toutes les places frontières de la France, et bientôt il se met à la tête d'une armée, s'approche du canal de Bruges, menace Bruxelles, et tombe sur Maëstricht qu'il avait fait investir. C'est pendant ce mouvement que le roi, dont les opérations avaient été souvent arrêtées par le défaut de vivres pendant l'invasion de la Hollande, fit employer des fours que l'on montait en six heures, et qui fournissaient promptement à ses troupes le pain dont elles avaient besoin. Le monarque préside lui-même au tracé des lignes; il veut qu'on relègue hors de la circonvallation les marchés où, dans plusieurs sièges précédents, on avait vu des paysans, des espions déguisés, et même des soldats ennemis travestis, observer les dispositions que l'on voulait tenir les plus secrètes. Il ordonne que tous les travaux soient uniquement dirigés par Vauban. Ce grand ingénieur ne néglige rien pour répondre à la confiance du roi. On ne faisait, avant le siège de Maëstricht, qu'une seule parallèle où l'on plaçait une *batterie royale* composée d'une ou de deux lignes de bouches à feu. La nécessité avait forcé les Turcs, au siège de Candie, où ils étaient obligés d'avancer avec lenteur sur un terrain perpétuellement disputé, à multiplier les tranchées et les places d'armes. Vauban profite en homme de génie de l'invention de la nécessité; il essaie un nouveau système. « On allait vers la place, dit Louis XIV lui-même » dans ses mémoires, quasi en bataille, avec de grandes » lignes parallèles qui étaient larges et spacieuses, de » sorte que, par le moyen des banquettes qu'on y avait,

» on pouvait marcher aux ennemis avec un grand front.
 » Le gouverneur et les officiers qui étaient dedans n'avaient jamais rien vu de semblable, quoique Farjaux (le gouverneur) se fût trouvé en cinq ou six places assiégées, mais où l'on avait été par des boyaux si étroits qu'il n'était pas possible de tenir dedans à la moindre sortie. »

Des feux plongeants et d'écharpe, des mines conduites par Castelan avec les mineurs qu'il avait ramenés de Candie, et l'audace héroïque des Français combattant sous les yeux d'un roi qu'ils aimaient avec enthousiasme, abrègent d'ailleurs le siège; et Maestricht capitule le treizième jour de tranchée.

Dès que la ville est prise, Vauban fait un plan admiré du grand Condé des ouvrages dont il faut environner cette place pendant la guerre, et à la paix si la France doit la conserver.

La Hollande venait d'acquiescer un nouvel allié; l'empereur d'Allemagne partage les craintes d'une grande partie de l'Europe. On veut arrêter les triomphes de Louis dont on redoute la puissance et l'ambition. Naarden est pris par le prince d'Orange; Montecuculli, le vainqueur de Saint-Gothard, s'empare de la ville de Bonti. Turenne, avec sa petite armée et sa grande habileté, ralentit les progrès d'un adversaire digne de lui; mais les Français évacuent les places de la Hollande; ils ne conservent que Maestricht, Maseik et Grave. Les ingénieurs se hâtent sur les frontières de faire achever les fortifications commencées. On rompt les gués de la Meuse, de la Somme et de l'Auflie, et l'on met en état d'être défendus les passages de ces rivières.

(1675) Les communes d'Angleterre désapprouvaient l'alliance de Charles II avec la France et la guerre contre la Hollande; elles votèrent une taxe de 60,000 livres sterling par mois, payable pendant un an et demi;

mais elles ne voulurent pas parler d'une guerre qu'elles n'auraient pas consenti à paraître approuver, et présentèrent une adresse contre la déclaration du roi relative à la liberté de conscience. « Les lois pénales, dirent-elles, » ne peuvent être suspendues que par un acte du parlement. — Je suis très-fâché, leur répondit Charles, » que les mesures que j'ai prises pour la paix du » royaume aient mécontenté la chambre des communes, » et vous aient fait mettre en question la puissance » incontestable que j'ai dans les affaires ecclésiastiques, » et dont je n'ai jamais pensé à faire usage que pour le » bien de mes sujets. Mon intention n'est pas de renoncer aux avis de mon parlement. Si vous voulez me » proposer dans un bill les moyens les plus efficaces » pour conserver la tranquillité dans l'Église et dans » l'état, et si ce bill m'est adressé d'une manière convenable, vous me trouverez prêt à concourir avec » vous à toutes les mesures jugées nécessaires pour » l'avantage du royaume. » Les communes dirent au roi dans une seconde adresse : « La réponse de votre » Majesté ne peut apaiser les craintes et les soupçons » inspirés par le droit qu'elle s'est attribué de dispenser » des lois pénales. Ses prédécesseurs n'ont jamais entrepris de l'exercer. Il ne tend qu'à interrompre le » cours des lois et à changer la puissance législative » qui réside dans le monarque et les deux chambres du » parlement. Nous supplions votre Majesté, sire, de » donner une réponse plus claire et plus satisfaisante. » Le roi demanda du temps pour examiner l'adresse des communes.

Mais quel ne fut pas l'étonnement de la *cabale* en apprenant ce que pensaient les presbytériens sur lesquels elle avait compté ! « Les vues de la cour, disaient-ils, sont de favoriser les catholiques romains » sous le prétexte de tolérer le presbytérianisme.

» Le ministère prend les mesures les plus arbitraires. Le roi a engagé la nation dans une guerre injuste et dispendieuse contre ses alliés naturels ; et l'armée qu'il a rassemblée n'est campée dans les environs de Londres que pour maîtriser les délibérations du parlement. » L'aldermen Love, un des chefs des presbytériens, parla même dans la chambre des communes, contre la déclaration royale, avec une telle force que la chambre, touchée des sentiments généreux qu'il exprima, adopta un bill en faveur des *protestants* non-conformistes. Les lords demandèrent quelques changements à ce bill. Les communes ne voulurent pas y consentir ; mais les deux chambres présentèrent une adresse contre les catholiques romains, et demandèrent que les lois fussent exécutées à la rigueur relativement aux prêtres et aux jésuites, et que tous les officiers, ainsi que tous ceux qui possédaient des emplois dans l'armée, prêtassent le serment d'allégeance et de suprématie, et reçussent la communion suivant la forme prescrite par l'Eglise anglicane. Le roi fit paraître une proclamation semblable à celles qu'il avait déjà publiées (1675). Les communes peu satisfaites résolurent de ne s'occuper des subsides que lorsque la déclaration royale relative à la liberté de conscience serait annulée. Le roi prorogea le parlement.

Mais le trésor de Charles était vide ; ses prodigalités et la guerre exigeaient de très-fortes sommes d'argent ; sa situation était des plus critiques : presque tous les membres de la cabale, excités par leurs passions, voulaient le porter à employer la violence, à se retirer auprès de son armée, à faire venir d'Ecosse un gros corps de troupes, à secouer le joug des lois, à soumettre le parlement à son autorité, et à faire arrêter les membres des communes qui étaient le plus opposés à ses volontés. Il hésite, et paraît séduit par les attrait si trompeurs du

pouvoir absolu ; mais l'emploi de la force l'effraie. Quelques conseillers, sages ou timides, augmentent ses craintes ; il se souvient de son malheureux père. Le roi de France l'exhorte à faire la paix avec son parlement ; et les femmes, auxquelles le soumet son penchant pour les plaisirs et la débauche, emploient le pouvoir de leurs charmes à le détourner d'une guerre civile dont la confusion et les dangers paraissent devoir leur être si funestes. Le comte de Shaftesbury, auparavant lord Ashley, ce membre de la cabale, qui avait été nommé chancelier, frappé de l'irrésolution de Charles et de ce qu'il appelle la faiblesse du monarque, ne voit plus son salut que dans un changement de parti, se jette dans l'opposition qui l'accueille avec joie, se range parmi ceux qui défendent avec le plus de zèle les libertés nationales, et engage le roi à satisfaire le parlement. Charles II annule la déclaration, réunit le parlement, se rend à la chambre des pairs, mène les communes, leur demande de s'occuper des subsides le plus promptement possible, et promet de donner son consentement à tous les bills que les chambres lui présenteront pour réprimer les abus.

Les chambres allèrent en corps remercier sa Majesté, et adoptèrent le fameux acte du *test* ou de *l'épreuve*, d'après lequel toute personne possédant un emploi devait prêter les serments d'allégeance et de suprématie, recevoir le sacrement dans son église paroissiale, en présence de témoins compétents, renoncer à la croyance de la présence réelle dans l'eucharistie ; et, comme de tous les maux qui peuvent affliger l'humanité l'intolérance est un de ceux qui connaissent le moins de bornes, et que Charles II augmentait chaque jour la méfiance des Anglais par ses prédilections pour les catholiques, les chambres approuvèrent un autre bill destiné à empêcher les mariages des catholiques avec les protestants. Les

communes demandèrent aussi qu'on supprimât un droit imposé sur le charbon par un ordre du conseil, que les soldats ne fussent plus mis en quartier dans les maisons des particuliers, que les troupes fussent congédiées à la fin de la guerre, et que l'on n'enrolât plus de soldats par force. Le roi consentit à tout; les officiers catholiques quittèrent leurs emplois. Le duc d'Yorck se démit de la place si lucrative de grand-amiral. Le lord Clifford cessa d'être grand-trésorier. Les chambres adoptèrent un bill d'*indemnité* pour garantir les ministres de toute recherche relativement au passé; et les subsides furent accordés sans aucune opposition.

Le duc d'Yorck pensa à épouser la princesse Marie, sœur de François d'Est, duc de Modène; la cour de France en fut instruite. Louis XIV déclara Marie d'Est fille adoptive de France, et s'engagea à payer sa dot. Charles II accepta cette adoption avec reconnaissance, et le mariage du duc d'Yorck et de la princesse fut célébré par procureur.

Les communes demandèrent au roi d'Angleterre d'empêcher cette union. « Que le frère de votre Majesté, » ajoutèrent-elles, « n'épouse aucune princesse catholique. — Le mariage de mon frère est terminé, répondit le monarque; la bénédiction nuptiale a été reçue » par un procureur du duc d'Yorck; et comment aurais-je pu croire que ce mariage vous déplairait, puis-que la proposition de l'union de mon frère avec une autre princesse catholique n'a paru vous causer aucun mécontentement? »

Les communes, bien loin d'être satisfaites de cette réponse, résolurent de n'accorder aucun nouveau secours au roi, avant que le royaume ne fût en sûreté contre les desseins des papistes, et que tous les abus ne fussent réformés; elles prièrent le monarque d'ordonner un jeûne général, comme si la nation courait le plus grand danger,

et se rendant en corps auprès du roi pour lui présenter une nouvelle adresse contre le mariage du duc d'York, elles lui dirent : « Cette union, sire, produit des doutes, » des inquiétudes et du mécontentement dans les esprits; » elle engagerait votre Majesté dans des alliances préjudiciables à la religion protestante; elle augmenterait le » nombre des prêtres et des jésuites en Angleterre. Les » espérances du parti catholique renaitraient; l'affection » du peuple pour son altesse royale serait très-diminuée. » Les nombreux parents de la princesse de Modène, attachés à la cour de Rome, trouveraient le moyen de » pénétrer dans les conseils les plus secrets de votre » Majesté. Les mariages célébrés par procureur ont souvent été rompus; que votre Majesté empêche la conclusion de celui de son frère, héritier présomptif » de la couronne. »

Les communes votèrent ensuite que l'armée de terre était un *abus* et un fardeau pour la nation. Le roi se rendit à la chambre des pairs, et manda les communes. « Quels avantages, dit-il aux chambres, nos ennemis ne » retireraient-ils pas d'une division apparente entre votre roi et le parlement! » Il prorogea les chambres, ôta le grand sceau au comte de Shaftesbury, et accueillit la princesse de Modène, qui arriva en Angleterre avec sa mère, et dont le mariage avec le duc d'York fut consommé. Mais il fit sortir de sa cour tous les *papistes récusants*, et publia une proclamation pour l'exécution des lois portées contre les catholiques (1675).

Charles II, cependant, rassembla le parlement. « Les » états généraux, lui dit-il, ne cherchent qu'à me tromper par des propositions vagues de paix; ils fondent leur » espérance sur nos prétendues désunions. Le meilleur » moyen d'obtenir une paix avantageuse est d'équiper » une grande flotte; on ne peut y parvenir sans argent, » et j'espère un secours prompt, abondant, accordé de

» bonne volonté et avec affection. » Les chambres ne pensaient qu'à déjouer les projets qu'elles supposaient à Charles pour arriver à la puissance arbitraire; les lords obtinrent que tous les papistes fussent obligés de sortir de Londres et de Westminster pendant la session du parlement. Le roi n'osa refuser aux deux chambres la publication d'un jeûne pour implorer la protection de Dieu contre les progrès du papisme. Les communes demandèrent que toutes les milices fussent tenues en état de marcher pour s'opposer aux soulèvements que les papistes pourraient exciter, et résolurent de prier sa Majesté d'éloigner pour toujours de sa personne et de ses conseils le duc de Lauderdale et le duc de Buckingham, comme dangereux et suspects.

Charles, voyant qu'il lui était impossible de continuer une guerre devenue odieuse au parlement, se résolut à écouter les propositions des états généraux pour une paix séparée. Il communiqua ces propositions aux deux chambres, et d'après leur avis il conclut un traité qui renouvelait celui de Breda, en ajoutant que les Hollandais rendraient honneur au pavillon anglais arboré sur une flotte, sur une escadre ou sur un simple vaisseau, et qu'ils paieraient 300,000 livres pour les frais de la guerre.

Un congrès réuni à Cologne traitait toujours de la paix générale sous la médiation de la Suède. L'empereur Léopold fait enlever de cette ville, et conduire prisonnier à Vienne le prince Guillaume Égon de Furstenberg, qui avait toute la confiance de l'électeur archevêque, et qu'il accusait de retenir ce prince dans l'alliance de la France, d'avoir un régiment au service de Louis XIV, et de traverser les projets de son souverain. Le prince Guillaume Égon n'était néanmoins ni sujet ni vassal de l'Autriche, et la diète de l'empire germanique n'avait pris aucun parti contre la France. Cet attentat contre le droit des

gens sert de prétexte pour rompre le congrès; et la guerre continue avec une nouvelle violence.

La Hollande met en mer deux grandes flottes; le roi de France fait ajouter aux fortifications des ports et des côtes de son royaume, et marche vers la Franche-Comté qu'il veut conquérir de nouveau. Le duc de Navailles s'était emparé de plusieurs postes de cette province; Louis XIV assiège Besançon. Vauban dirige le siège; il fait hisser quarante pièces d'artillerie sur des hauteurs regardées comme inaccessibles, et les travaux sont poussés avec tant de vigueur, malgré les difficultés du terrain et l'abondance des pluies, que la place se rend aux Français; Dole se défend avec plus d'acharnement; Vauban fait construire une galerie blindée pour protéger les approches contre les bombes et les artifices; le canon et la mine ouvrent plusieurs brèches; la place capitule, et la Franche-Comté est soumise.

Frédéric-Armand de Schomberg arrête dans le midi de la France les Espagnols qui s'étaient emparés de Belle-Garde, et couvre les places du Roussillon.

Le grand Condé était en Flandre occupé à résister au prince d'Orange. Quelque bouillant que soit son courage, il manœuvre de manière à éviter une bataille dont le nombre de ses troupes, inférieur à celui de l'ennemi, lui fait craindre le succès; le stathouder ayant exposé à Senef une aile de son armée, le génie rapide de Condé saisit cette circonstance avec vitesse, et le général français se précipite sur les troupes hollandaises. Le prince d'Orange déploie, pour réparer sa faute, toute l'habileté d'un grand homme de guerre et tout le courage d'un jeune soldat; il rallie ses troupes, les ramène à la charge, se bat avec le plus grand ordre, montre une constance admirable, et mérite les plus grands éloges de Condé; mais rien ne peut résister au grand capitaine, et les Français sont vainqueurs.

Le prince d'Orange va assiéger Oudenarde ; Vauban se jette dans la place, attaque les assiégeants dont les quartiers sont séparés par de grandes inondations, les taille en pièces ; Condé s'approche, et le stathouder quitte la Belgique et va presser le siège de Grave, déjà attaqué par Rabenhaupt. Ce siège devait être célèbre ; Chamilly, déjà fameux par ses exploits à Candie, en Portugal et dans d'autres contrées, défend Grave avec quatre mille hommes ; il va s'immortaliser ; il avait, avant d'être attaqué, perfectionné tous les ouvrages, revêtu les parapets de fascines, pratiqué sous les terre-pleins des magasins blindés pour les poudres, fortifié le chemin couvert par une double palissade, des traverses et des barrières, étendu jusques au-delà même des avant-fossés des fascines hérissées de piquets et enterrées, des chevaux de frise, des sacs et des traînées de poudre et de grenades, des fougasses dans les digues, des flèches, des logements de contre-approche, de vieux bateaux convertis en redoutes flottantes, et fait entrer dans la place les vivres, les bestiaux et tous les matériaux des environs. Rabenhaupt avait néanmoins surpris en arrivant des amas de fourrage et un convoi de vin destiné pour la garnison ; Chamilly avait attaqué à la nage l'ennemi retranché dans une île, et ramené les munitions dans la ville ; il avait multiplié les sorties avec le plus grand succès, détruit plus d'une fois les logements des assaillants, rasé plus de cent toises de digues, accoutumé ses troupes à mépriser les attaques et à charbonner les ennemis, inspiré l'ardeur la plus vive à des soldats un moment ébranlés, en leur offrant des passe-ports, et taillé en pièces les assiégeants qui avaient voulu tenter un assaut à un bastion.

Le prince d'Orange arrive ; les Hollandais s'avancent sur les digues, et passent l'avant-fossé sur des ponts de jonc ; mais les poudres et les grenades semées sous leurs pas éclatent, et jettent parmi eux un grand désordre :

ceux qui s'élancent dans le chemin couvert sont percés par les piques des Français. Ces longues armes, soutenues par la mousqueterie, arrêtent les Hollandais derrière les palissades et les barrières. Le reste de l'infanterie et la cavalerie de la garnison fondent sur ceux qui traversent les glaci8, les culbutent, les précipitent dans les avant-fossés on les font prisonniers. Les Hollandais reviennent à la charge, parviennent à se loger sur ces glaci8, mais n'osent plus attaquer le chemin couvert.

La garnison cependant s'affaiblit chaque jour ; les meilleurs officiers et les ingénieurs sont morts en combattant avec gloire ; toute la ville est en ruines ; neuf cents blessés et un grand nombre de malades sont dans les caves ; la garnison est forcée de manger ses chevaux ; les troupes bivouaquent dans les dehors de la place ; les bombes, les boulets rouges, les grenades lancées avec des mortiers, ne laissent aucun repos aux soldats épuisés de fatigues : l'héroïque Chamilly ne voit que l'ennemi rebuté, les dehors intacts, l'hiver qui s'approche, les pluies qui vont grossir la Meuse, les inondations qui vont s'étendre. Il ne prend conseil que de son courage ; il refuse de se rendre : mais Louis XIV, qui préfère à la conservation de la place le salut de ce qui reste d'une aussi brave garnison, envoie à Chamilly l'ordre de capituler ; Chamilly obéit malgré lui. Le prince d'Orange s'empresse de lui accorder toutes les conditions qu'il propose ; la garnison, précédée de ses canons et des dépouilles ennemies, défile devant le prince d'Orange, qui l'admire, revient comme en triomphe vers les frontières de la France, trouve tous les chemins bordés d'une multitude avide de voir Chamilly et ses valeureux soldats, reçoit de Louis XIV les plus honorables récompenses militaires, et le bâton de maréchal est donné à Chamilly.

La glorieuse défense de Grave est l'objet de l'admini-

ration de l'Europe; mais les électeurs de Mayence et de Trèves quittent le parti de la France, et l'électeur palatin conclut une alliance offensive et défensive avec l'empereur. Louis XIV ne peut contenir son ressentiment; Louvois ordonne que le Palatinat soit livré à une horrible dévastation; pendant plus d'un siècle les ruines de ce pays, si favorisé par la nature et si ravagé par la violence, ont attesté le crime commis contre l'humanité par une vengeance cruelle. Et voyez quelles ont été les suites de cet attentat; les cercles de Franconie, de Souabe et du Haut Rhin se liguent pour la défense de l'électeur; la diète de l'empire déclare bientôt la guerre à Louis XIV; le roi de Danemarck se réunit à l'empire, et Louis XIV est abandonné de tous ses alliés.

Seul il va lutter contre presque toute l'Europe : sa position néanmoins lui inspire une grande joie secrète; il voit sa gloire s'accroître et son vaste plan se réaliser de plus en plus.

L'armée de Léopold, commandée par Charles IV duc de Lorraine, s'avance vers le Rhin. Turenne, qui avait passé ce fleuve après avoir pris Germersheim, bat le duc de Lorraine à Sintzheim ou Wiseloch entre Heilbronn et Philisbourg, et le force à se retirer derrière le Necker. Les troupes des cercles commandées par le margrave de Bade-Dourlarch et celles de Brunswick-Lunebourg arrivent au secours des Impériaux; Turenne est obligé de se replier jusques en Alsace : le duc de Bournonville le suit à la tête de l'armée combinée; le maréchal, plus faible de moitié, livre néanmoins la bataille d'Ensheim, près de Strasbourg, et remporte une nouvelle victoire. L'électeur de Brandebourg, à la tête de vingt-cinq mille hommes, vient joindre les Impériaux vaincus; Turenne, inférieur de plus des deux tiers à ses ennemis, abandonne l'Alsace, se retire par les défilés des Vosges, et va couvrir la Lorraine, que Charles IV avait cédée à la

France, qu'il avait voulu ensuite conserver, dont la France s'était emparée, et que Charles, toujours aussi audacieux que bizarre, espérait de conquérir. Les Impériaux se répandent dans l'Alsace, y entrent dans des quartiers d'hiver; Turenne prend les siens en Lorraine, et cache avec la plus grande attention le hardi projet que médite son génie.

Louis XIV, d'autant plus fidèle aux projets secrets qu'il avait adoptés que leur exécution favorisait son goût pour les plaisirs, alliait les fêtes et les intrigues amoureuses aux soins de la guerre, de la politique et de l'administration : depuis long-temps la marquise de Montespan était parvenue à lui plaire par ses charmes et par son esprit. Se permettant dans ses conversations particulières tout ce qu'une piquante malignité pouvait lui inspirer, elle avait commencé par amuser le roi; qui la voyait chez madame de La Vallière et chez la reine, dont elle était dame du palais. Sa hauteur et sa fierté n'avaient pu se contenter d'un second rôle; elle était parvenue à être aimée : la tendre duchesse de La Vallière ne s'était que trop aperçue du commencement de cette nouvelle passion de Louis XIV; les plaintes de son cœur avaient été mal reçues; elle avait abandonné une seconde fois la cour; et s'était retirée à Chaillot dans le couvent des filles de Sainte-Marie. Colbert et Lauzun, envoyés par le roi, étaient parvenus à lui persuader de reparaitre auprès du trône; mais sa douceur, sa patience, son amour pour Louis, sa tendresse pour les enfants qu'elle avait eus de ce monarque, le comte de Vermandois et Marie-Anne de Bourbon, mariée depuis au prince de Conti, ne purent lui faire supporter plus long-temps le triomphe de sa rivale. Elle se renferma dans le couvent des carmelites de la rue Saint-Jacques, voulut se séparer entièrement d'un monde où son affection pour Louis l'avait fait tant

souffrir, pronença des vœux solennels, se consacra pour toujours à ces devoirs les plus rigoureux de la vie religieuse, qu'elle devait remplir de la manière la plus touchante pendant plus de trente ans, et mérita par son repentir et ses vertus chrétiennes l'estime du public, l'intérêt des âmes sensibles et les éloges impérissables du grand Bossuet.

Louis XIV conserva un tendre souvenir de madame de La Vallière : mais madame de Montespan avait subjugué son cœur ; elle était bien loin de l'emporter sur la politique secrète du monarque , et sur la gloire , qui n'avait pas encore de rivale dans les affections du roi ; et néanmoins un de ces hommes accoutumés à voir de loin , et auxquels les mouvements les plus cachés du cœur humain ne sont pas inconnus, aurait pu , en voyant l'empire de madame de Montespan , prévoir cet autre empire si funeste que Louis XIV devait subir dix ans plus tard , et qui devait mettre un terme à son règne glorieux.

Le moment cependant était arrivé où Turenne devait exécuter son projet. Tout d'un coup l'orage, si peu prévu par les Impériaux, éclate avec force ; Turenne repasse les Vosges , descend des montagnes , surprend et détruit , à Mulhausen , un corps de cavalerie , marche aux ennemis , qui se rassemblent sous Colmar , les taille en pièces à Turckheim , les frappe partout comme la foudre , et force l'armée impériale et germanique , réduite à près de vingt mille hommes , à chercher un asile au-delà du Rhin. L'Europe est saisie d'étonnement , et la France de joie. Louis XIV veut revoir Turenne ; il l'appelle : le héros arrive à Versailles au milieu de flots nombreux de Français remplis d'enthousiasme ; les hommages qu'on lui décerne le déconcertent et l'attristent. *Il était, dit Pellisson, un peu plus honteux qu'il n'avait l'habitude de l'être.*

Le roi, à la tête d'une armée, couvre les sièges de Dinant, de Huy et de Limbourg ; la mine fait tomber les remparts de ces villes ; elles sont prises par les Français : leur conquête non seulement sépare les ennemis de Namur et de Charlemont, mais encore rattache Maestricht à la frontière. Le roi retourne à Versailles, et envoie une partie de son armée au maréchal de Turenne.

Le maréchal de Créqui défend la Sarre et la Moselle ; le prince de Condé, laissé dans la Flandre, déconcerte, par ses savantes manœuvres, tous les projets du prince d'Orange ; et dans le Roussillon, Schomberg s'empare de Figuières et recouvre Bellegarde.

Turenne menace la Germanie ; l'empereur envoie Montecuculli pour le combattre. Quel spectacle pour tous ceux que leurs lumières et leurs sentiments élevés rendent dignes de contempler les merveilleuses combinaisons du génie rassemblant toutes ses ressources pour décider du sort des empires, et que celui de Turenne et de Montecuculli, s'observant avec une attention extrême, cherchant à deviner les plans d'un illustre adversaire, essayant ses forces, présentant souvent la bataille et refusant de la livrer ! Montecuculli passe et repasse le Rhin ; Turenne le suit en Allemagne, y maintient la guerre pendant deux mois contre ce grand général, ne le perd pas de vue ; le presse, par ses démonstrations l'amène à l'endroit où il veut frapper le dernier coup, se croit assuré de la victoire, monte sur une hauteur à Saspach, auprès de la ville d'Acheren, examine le camp ennemi, et, au moment où l'espoir du succès s'élève plus que jamais dans son âme, est frappé d'un boulet de canon, et reçoit la mort la plus digne d'envie, celle qui termine une vie glorieuse au milieu de l'accomplissement des ses devoirs. Nous avons perdu *notre père* ! s'écrient les soldats français déses-

pérés ; la France entière va répondre à leur cri de douleur. *Quel honneur, dit Montecuculli, cet homme faisait à l'homme !* et quel hommage l'Europe rendra au héros ! Les lieutenants de Turenne ramènent sur le Rhin l'armée française désolée ; Montecuculli la suit, l'attaque devant Allenheim ; elle se met d'elle-même en bataille, et, digne du général qui l'a tant de fois conduite à la victoire, elle repousse l'ennemi. Le duc de Lorges conduit en Alsace cette armée si digne des éloges de la postérité ; il en dirige la retraite avec autant d'habileté que de courage, et en remet le commandement au duc de Duras, qui couvre le passage des Vosges et arrête les Impériaux. Montecuculli assiège Haguenau et Saverne. Condé laisse le duc de Luxembourg en Flandre, accourt en Alsace, fait lever les sièges entrepris par les Impériaux, oblige par ses mouvements Montecuculli à repasser le Rhin, et rend ce dernier hommage à celui pour lequel il avait une si haute estime et dont il pleure la perte. Le roi, profondément affligé, ordonne que le corps de Turenne soit déposé dans l'église de Saint-Denys, au milieu des tombes royales. Il veut que des prières solennelles s'élèvent pour ce grand homme dans la métropole de Paris, comme pour le premier prince du sang. Fléchier prononce l'oraison funèbre de Turenne ; et dans cette même métropole, douze ans plus tard, on entend le grand Bossuet, versant des larmes sur les restes inanimés du grand Condé, préférer ces paroles mémorables, que l'histoire a gravées sur ses tables, et que la postérité conserve comme un monument, bien plus durable que l'airain, de la gloire de Turenne et de Condé. « L'un » paraît agir par des réflexions profondes, et l'autre » par de soudaines illuminations : celui-ci par conséquent plus vif, mais sans que son feu eût rien de » précipité ; celui-là d'un air plus froid, sans jamais rien

» avoir de lent, plus hardi à faire qu'à parler, résolu
 » et déterminé au dedans lors même qu'il paraissait
 » embarrassé au dehors. L'un, dès qu'il parut dans
 » les armées, donne une haute idée de sa valeur, et
 » fait attendre quelque chose d'extraordinaire, mais
 » toutefois s'avance par ordre, et vient, comme par
 » degrés, aux prodiges qui ont fini le cours de sa vie :
 » l'autre, comme un homme inspiré, dès sa première
 » bataille s'égale aux maîtres les plus consommés. L'un,
 » par de vifs et continuels efforts, emporte l'admi-
 » ration du genre humain, et fait taire l'envie : l'autre
 » jette d'abord une si vive lumière qu'elle n'osait l'at-
 » taquer. L'un enfin, par la profondeur de son génie
 » et les incroyables ressources de son courage, s'élève
 » au-dessus des plus grands périls, et sait même profiter
 » de toutes les infidélités de la fortune : l'autre, et par
 » l'avantage d'une si haute naissance, et par une
 » espèce d'instinct admirable dont les hommes ne con-
 » naissent pas le secret, semble né pour entraîner la
 » fortune dans ses desseins et forcer les destinées.....
 » Quel spectacle de voir et d'étudier ces deux hommes,
 » et d'apprendre de chacun d'eux toute l'estime que
 » méritait l'autre ! »

Vers le temps de la mort de Turenne, les ennemis de la France, commandés par le duc Charles IV de Lorraine, en passant la Sarre sur un pont à moitié démolí, et se servant de gués qu'on n'avait pas reconnus, avaient surpris le maréchal de Créquí à Consarbruck. Séparé de son armée dans un combat imprévu et malheureux, le maréchal se jeta dans Trèves, s'y défendit avec vigueur, et refusa de se rendre malgré la grandeur de la brèche que venaient de faire les ennemis. Quelques officiers osèrent capituler à son insu : la garnison sortit libre, mais sans armes. Le maréchal indigné se précipita dans une église, et, malgré sa va-

leur, fut pris par le duc Charles, qui rendit un éclatant hommage à son courage héroïque; et Louis XIV ordonna que les auteurs de la capitulation fussent décimés (1675).

L'électeur de Brandebourg Frédéric-Guillaume attaqua, avec sa seule cavalerie, l'armée suédoise près de Tehrleben sur le Havel, la mit en fuite, et en rejeta les débris jusque dans la Poméranie; l'empire déclara la guerre à la Suède; le roi de Danemarck se ligua avec l'électeur de Brandebourg, l'évêque de Munster, le duc de Brunswick et celui de Lunebourg, pour enlever aux Suédois les conquêtes qu'ils avaient faites en Allemagne. Les Suédois perdirent un grand nombre de places dans la Poméranie, dans la principauté de Verden, dans le duché de Brême.

Ce fut pendant cette campagne que Coehorn, habile et célèbre ingénieur hollandais, fâché de n'avoir pas obtenu un régiment que le prince d'Orange lui avait promis, vint trouver Chamilly, alors gouverneur d'Oudenarde, et lui demanda d'entrer au service de la France.

Chamilly écrivit à Louvois : Vauban ajouta à sa gloire en pressant le ministre de la guerre d'accepter les offres de Coehorn. Mais le prince d'Orange, apprenant que son meilleur ingénieur allait lui échapper, fit arrêter sa femme et ses huit enfants, le força de revenir en Hollande, et lui fit oublier cet acte de violence en le comblant de bienfaits.

Charles IV, duc de Lorraine, avait terminé sa carrière; son neveu Charles V avait hérité de ses prétentions sur le duché dont la France s'était emparée; un grand homme avait remplacé le brave, généreux, inconstant et malheureux Charles IV. Le nouveau duc de Lorraine qui avait déjà montré son grand courage et ses talents éminents au passage du Raab et à la bataille de Senef,

prit Philisbourg après un siège très-meurtrier et très-long, et malgré la belle résistance de Dufay.

Un congrès était réuni à Nimègue pour travailler à la paix générale. La France en avait exclu les plénipotentiaires de Charles IV; elle consentit à y voir admettre ceux du nouveau duc de Lorraine.

Vauban présenta à Louis XIV le système remarquable d'une triple ligne de défense à élever sur les frontières septentrionales de la France, et qui se composerait de forteresses liées ensemble par leur position, les routes, les canaux et les rivières, de manière à se soutenir mutuellement et à braver, avec des garnisons peu nombreuses, tous les efforts des ennemis. Ce système avait un caractère de grandeur qui le fit aisément adopter du monarque. La prise de la ville de Condé était nécessaire pour l'exécution de ce plan; le roi en fit le siège, ayant sous ses ordres Vauban et les maréchaux de Créquî, de Schomberg, de Lorges, d'Humières et de La Feuillade: le prince de Condé ne suivit pas le monarque; son âge et ses infirmités ne lui permettaient plus de cueillir de nouveaux lauriers. La ville assiégée par le roi se rendit après cinq jours de tranchée. Monsieur investit Bouchain; le prince d'Orange s'approcha, mais n'osa attaquer Louis XIV, qui couvrait le siège. Bouchain fut pris; et le maréchal d'Humières et Vauban forcèrent la ville d'Aire à capituler.

Le roi avait quitté l'armée, envoyé une partie de ses troupes au maréchal de Luxembourg, qui défendait l'Alsace contre le duc de Saxe-Eisenach, détaché le maréchal de Créquî contre Charles V, qui attaquait le duché de ses pères, et chargé le maréchal Schomberg d'observer le prince d'Orange, qui voulait reprendre Maestricht. L'armée qui avait pris la ville d'Aire alla renforcer celle de Schomberg; les Espagnols avaient joint le prince d'Orange: ce prince, quoique blessé

d'un coup de feu, n'avait pas moins continué de coucher dans la tranchée; un grand nombre de sorties n'avaient pu arrêter ses progrès; il avait attaqué plusieurs ouvrages avec une rare intrépidité; ses troupes avaient bravé des mines multipliées, dont les explosions terribles bouleversaient les ruines et les brèches sur lesquelles elles voulaient se loger, et, cherchant tous les moyens de surmonter la résistance de la valeureuse garnison, du brave Calvi qui la commandait, de Choisi et d'autres ingénieurs qui secondaient Calvi; il avait voulu qu'un corps d'officiers montât à l'assaut : cette troupe d'élite est repoussée par les Français; et le canon de Schomberg se fait entendre. Montal, le défenseur de Charleroi, qui précède Schomberg, arrive avec huit mille grenadiers : Maestricht est ravitaillé : le prince d'Orange lève le siège, mais va fièrement se placer entre Maestricht et la France, et, par cette inspiration d'un grand général, Schomberg se voit coupé. Le maréchal oppose une grande habileté à tant de hardiesse, manœuvre de manière qu'il passe le Jaar à la vue du prince, qui n'ose l'attaquer, gagne Charleroi, toujours couvert par des rivières, et, fortement secondé par Montal, force le prince d'Orange à la retraite.

Le duc de Lorraine est battu par le maréchal de Créqui, qui, ayant combiné son plan de campagne en homme de guerre consommé, sort des quartiers dans lesquels il était entré après la victoire, attaque Fribourg et s'en empare avant que le duc de Lorraine ait pu rassembler son armée. Les Danois et les troupes de Munster et de Lunebourg sont taillés en pièces près de Landscron par les Suédois, et toute la Scanie retourne sous l'obéissance de la Suède : leur flotte s'empare néanmoins de l'île de Rugen; mais le célèbre vice amiral français le marquis Duquesne remporte une nouvelle victoire navale en

combattant dans la Méditerranée contre les Hollandais, et dans cette bataille mémorable Ruyter meurt glorieusement d'un coup de canon. Louis XIV, toujours aidé de Vauban, pour lequel son estime, son affection et sa confiance augmentent chaque jour, soumet à ses armes Valenciennes, Cambrai et Saint-Omer. Monsieur bat le prince d'Orange à Cassel; le maréchal de Luxembourg oblige ce prince à lever le siège de Charleroi, défendu de nouveau par Montal d'une manière des plus brillantes; le maréchal d'Humières, qui obtient d'avoir Vauban avec lui, et à qui Louis XIV recommande secrètement la conservation de ce grand homme avec un soin des plus honorables pour le monarque et pour l'homme de génie, force la ville de Saint-Guilain à se rendre à la France (1677); et, en Amérique, le comte d'Estrées s'empare du fort et de l'île de Tabago.

La campagne de l'année suivante commence pour les Français par des succès nouveaux : Gand et Ypres tombent au pouvoir de Louis XIV, qui les assiégeait; le maréchal de Créquy bat les Impériaux à Rhinfelden et à Gengenbach, prend d'assaut les forts qui défendent le pont de Strasbourg, se rend maître du château de Lichtenberg, qu'on regardait comme impenetrable; les maréchaux de Luxembourg et de Schomberg s'établissent dans l'électorat de Cologne et dans le duché de Juliers, de manière à empêcher les alliés de la Basse Saxe de rien entreprendre sur la Moselle, et les Suédois reprennent l'île de Rugen et font prisonniers quatre mille Danois.

L'électeur de Brandebourg avait achevé néanmoins la conquête de la Poméranie, et le prince d'Orange brûlait plus que jamais du désir de continuer la guerre; mais le plus grand nombre des Hollandais commençaient à craindre le pouvoir que lui donnait le commandement suprême de l'armée de terre, des places fortes, et même de la flotte, dont il était grand-amiral, en même temps que capi-

tain général des troupes de la république; et leur inquiétude à ce sujet était augmentée par le mariage du stathouder avec la princesse Marie, fille du duc d'York; on trouvait d'ailleurs en Hollande que l'on s'était engagé à payer à l'Angleterre des subsides bien considérables pendant la durée des hostilités. Louis XIV vit aisément quels avantages il aurait sur les Espagnols, l'empereur et l'empire, pour les forcer à la pacification la plus conforme aux intérêts de la France, s'il profitait des dispositions des Hollandais, et tous ses anciens ressentiments, calmés par la victoire, s'évanouirent avec rapidité. Ses ambassadeurs agirent à Nimègue conformément à ses vues; et, pendant que les princes d'Allemagne, excités par le prince d'Orange, tenaient des conférences à Cologne sur les moyens de s'opposer aux armes françaises, un traité de paix fut signé entre la France et la Hollande, à laquelle Louis XIV rendit la ville de Maestricht, la seule place hollandaise qui lui restât (1678).

Cette défection des Hollandais, qui abandonnèrent la ligue européenne formée pour les sauver, consterna les Espagnols; et quelle énergie aurait pu montrer le cabinet de Madrid! Le gouvernement de l'Espagne avait été entre les mains de Valenzuela, que la reine-mère avait fait nommer grand d'Espagne et premier ministre, que, fiers de leur naissance, les grands du royaume n'avaient vu qu'en rougissant au faite des honneurs, et qui n'avait cherché à gagner le peuple qu'en lui procurant des vivres en abondance et des places gratuites à des spectacles où il faisait jouer des comédies de sa composition (1676). Le roi Charles II, déjà âgé de dix-sept ans, et ne voulant plus supporter la servitude dans laquelle sa mère le tenait, était sorti seul de son palais pendant la nuit, s'était rendu à Buen-Retiro, et avait nommé premier ministre don Juan d'Autriche, qui avait fait conduire la reine dans un couvent de Tolède dont elle ne pouvait sortir;

et où elle ne devait recevoir aucune visite (1677). Mais don Juan ne remplissait pas les espérances qu'on avait conçues de sa nomination; la corruption était extrême; on vendait les charges, les dignités, les gouvernements, et le trésor royal pouvait moins que jamais suffire à la solde de l'armée. Le roi et le premier ministre se regardèrent donc comme très-heureux d'obtenir la paix en cédant à la France la Franche-Comté et la plus grande partie des villes que les Français avaient conquises dans la Flandre et dans le Hainaut.

L'empereur et l'empire restèrent seuls exposés aux armes de la France. Louis XIV exigea que les alliés du nord de l'Allemagne restituassent à la Suède toutes les conquêtes qu'ils avaient faites sur cette puissance : les états, qui avaient partagé ces conquêtes, s'opposèrent avec la plus grande chaleur dans la diète germanique à la demande de Louis XIV; mais, dès le mois de février de l'année suivante, l'empereur Léopold, à qui les succès de l'électeur de Brandebourg avaient inspiré une jalousie secrète très-vive, fit signer à Nimègue, sans en avoir prévenu les états de l'empire, un traité qui ne diffère de celui de Munster qu'en ce que Louis XIV renonça au droit de tenir une garnison dans Philipsbourg, et garda la forteresse de Fribourg en échange de ce droit.

Louis promit d'ailleurs de rétablir le duc de Lorraine dans ses états; mais Charles V ne voulut pas accepter les conditions auxquelles cette restitution devait être faite.

Il fut aussi réglé dans le traité que l'empereur ni l'empire ne pourraient pas troubler la France ni la Suède dans les mesures qu'elles allaient prendre pour forcer leurs ennemis à se conformer au traité de Westphalie; et Léopold s'engagea, par une convention particulière avec la Suède, à lui faire rendre les provinces que les alliés du nord de la Germanie lui avaient enlevées, et à

maintenir contre le Danemarck la souveraineté du duc de Holstein-Gottorp.

La diète ratifia le traité de Nimègue, après avoir pris acte des excuses que l'empereur lui adressa pour l'avoir conclu sans la participation des États (1679). Les ducs de Brunswick et de Lunebourg et l'évêque de Munster persistaient à refuser d'exécuter les conditions du traité relativement à la Suède. La France consentit à donner aux deux premiers princes une indemnité de 300,000 écus, et à l'évêque de Munster une autre indemnité de 300,000 livres; et ils accédèrent à la pacification générale.

L'électeur de Brandebourg ne pouvait pas se résoudre à suivre leur exemple; mais les Français lui enlevèrent le duché de Clèves, la principauté de Minden et ses autres états de Westphalie. Il craignit d'être attaqué par les Saxons, les Bavares et l'empereur; il se détermina à signer un traité de paix, céda à la Suède la Poméranie septentrionale, ne conserva de ses conquêtes qu'un petit nombre de villes sur la gauche de l'Oder, et reçut une indemnité de 300,000 écus que la France lui paya. Le roi de Danemarck abandonné de tous ses alliés, fit aussi sa paix avec la France et la Suède. Les trois puissances rendirent les conquêtes faites depuis le commencement de la guerre, et le duc de Holstein-Gottorp fut rétabli dans tous ses droits de souveraineté.

Quelle reconnaissance la Suède devait à Louis XIV! mais combien les princes alliés du nord de l'Allemagne étaient loin d'éprouver ce sentiment pour l'empereur Léopold! Ils ne cessaient de se plaindre d'avoir été délaissés par un prince qui les avait pour ainsi dire forcés à la guerre, et qui venait de sacrifier leurs intérêts à sa politique; mais, indépendamment d'autres motifs, Léopold était pressé de faire la paix avec la France pour tâcher d'éteindre le dangereux incendie qui venait de s'allumer en Hongrie. Une grande insurrection avait éclaté dans ce royaume; le comte de Tep-

kely était à la tête des mécontents; les Hongrois ne voulaient plus supporter l'infraction de leurs privilèges, les persécutions des protestants et la licence des troupes autrichiennes qui gardaient leurs forteresses; ils s'étaient emparés de plusieurs villes de la Haute Hongrie, et ravageaient la Moravie et les frontières de l'Autriche (1679).

Un grand roi gouvernait un royaume voisin; Jean-Casimir V, fatigué de ses querelles sans cesse renouvelées avec les nobles polonais, avait déposé la couronne qu'ils avaient mise sur sa tête, et s'était retiré en France, où il avait reçu de Louis XIV l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés (1668), et où il était mort (1672). Les Polonais avaient élevé sur le trône, dont Jean-Casimir venait de descendre, Michel Wiernowieski, issu du sang des Jagellons, mais indigne du rang suprême. Les cosaques menacent les Polonais dont ils méprisent le chef; on leur oppose le grand-maréchal Jean Sobieski: il enlève aux cosaques tout le pays situé entre le Bog et le Dniester; ils réclament le secours du grand-sultan, et se déclarent ses tributaires. Mustapha IV entre dans la Podolie à la tête de cent cinquante mille hommes, et assiège Kaminieck. La diète polonaise se repent du choix qu'elle a fait de Michel, et veut le détrôner; Michel parvient à réunir sur les bords de la Vistule cent mille nobles polonais des moins riches, et ne veut reconnaître ni Sobieski, ni l'armée de la couronne confédérée, sous les ordres de ce général. Le gouverneur de Kaminieck refuse de recevoir le secours que Sobieski lui envoie, et les Turcs s'emparent de la place. Michel, facilement entraîné par des conseils funestes, met à prix la tête de Sobieski et celle du primat; et cependant cent mille Tartares commencent à ravager la Pologne. Michel effrayé court se renfermer dans Lublin, et son armée se disperse. La Pologne paraît perdue. Sobieski, supérieur à tous les dangers, cherche les Tartares, les défait en plusieurs combats, les

poursuit, remporte sur eux une grande victoire, délivre trente mille Polonais qu'ils emmenaient captifs, et se dirige vers les Turcs pour les combattre et les vaincre. Le roi Michel, ne voulant pas que la Pologne doive sa délivrance à Sobieski qu'il déteste, se hâte de signer un traité par lequel il abandonne à Mahomet IV la Podolie et l'Ukraine, et lui promet un tribut annuel de 20,000 rixdales.

La diète de Varsovie, ne pouvant résister à l'éloquence patriotique de Sobieski, déclare nul ce traité honteux; la guerre recommence; Sobieski s'avance contre les Turcs, retranchés sous les murs de Choczim, force de nuit leurs retranchements, les taille en pièces, disperse ceux que le glaive n'a pas immolés, et prend la ville de Choczim (1675).

Le roi Michel meurt le jour même ou le lendemain de cette victoire si éclatante. Les Polonais s'occupent de lui donner un successeur; le grand Condé, le duc de Lorraine et le duc de Neubourg sont sur les rangs: Sobieski est préféré (1674); mais on exige qu'il promette de payer le douaire d'Éléonore-Marie d'Autriche, fille de l'empereur Ferdinand III et veuve du roi Michel, de renoncer en faveur de la république à une prétention de 150,000 florins, de racheter les pierreries de la couronne, engagées pour 338,000, de fonder une école militaire, et de faire fortifier deux villes.

Le grand-visir Cuprogli donne ordre aux Tartares d'entrer dans l'Ukraine, et réunit à leur armée douze mille janissaires. Sobieski marche contre les janissaires et les Tartares; mais le grand-général de Lithuanie, jaloux de sa gloire militaire et de son élévation au trône, l'abandonne avec ses Lithuaniens, et le roi est obligé de se renfermer dans Braclau (1675).

Le grand-visir Cuprogli cesse de vivre; son successeur Kara-Mustapha envoie en Pologne une grande armée sous les ordres d'Ibrahim, beau-frère de Cuprogli. Ce

seraskier ou *commandant plénipotentiaire* perd beaucoup de temps et de soldats aux sièges de quelques petites villes des confins de l'Ukraine. Un corps de Tartares va attaquer cependant l'armée polonaise; elle est très-inférieure en nombre, mais elle va combattre pour sa patrie, et Sobieski la commande; douze mille Polonais font mordre la poussière à quinze mille ennemis; les autres Tartares sont mis en fuite; et les musulmans lèvent le siège de Tramboula.

Au commencement de la campagne suivante deux cent mille Turcs paraissent sur les bords du Dnièster; leur général est un Ibrahim que sa cruauté a fait surnommer *le Diable*. Sobieski ne peut leur opposer que trente-huit mille hommes; mais son courage est inébranlable, et il connaît celui des Polonais. Il va secrètement dans une position naturellement très-forte auprès de Zurawno dans la Pokutie. Les Turcs l'assiègent dans son camp comme dans une ville de guerre; ils creusent des tranchées; d'autres tranchées leur sont opposées par Sobieski (1676); ils ne peuvent le forcer, désespèrent de le vaincre, écoutent les propositions de puissances amies de la Porte, et qui veulent être médiatrices entre la république et le grand-sultan; et l'empereur de Constantinople adopte un traité de paix qui assure à la Pologne les deux tiers de l'Ukraine et une partie de la Podolie.

Pendant que Jean Sobieski sauvait sa patrie, la mort terminait dans un empire voisin le long règne d'Alexis, fils de Michel, le premier, des czars de la maison de Romanof. Combien d'efforts n'avait-il pas faits pour tirer sa nation de la barbarie dans laquelle elle était plongée en si grande partie! On lui devait un code de lois; l'agrandissement de Moscou, la construction de villages dans les déserts du Volga, la fondation de plusieurs bourgs considérables, l'établissement de quelques manufactures, la traduction en langue russe de plusieurs

livres relatifs aux sciences, la discipline de ses armées. Sa mémoire a dû être d'autant plus honorée qu'il avait été assez mal élevé pour conserver les habitudes grossières et indignes de son rang.

Mais quelle n'est pas la destinée des princes dont aucune sage institution ne soumet la puissance au règne des lois ! Il avait témoigné la plus grande estime au célèbre Nikon, dont il admirait la piété, l'éloquence et le savoir ; il l'avait élevé dès la sixième année de son règne à la suprême dignité de patriarche (1652). Nikon, placé à la tête de tout le clergé de la Russie, s'était appliqué à réformer ses églises et leurs ministres, avait établi des séminaires, fait venir des manuscrits grecs du mont Athos, ordonné la réimpression de la Bible en langue esclavone, et voulu qu'on ôtât des temples les portraits des personnes décédées, auxquels un peuple ignorant et superstitieux rendait des honneurs réservés à la divinité. Le clergé, tel qu'il était alors en Russie, s'éleva avec force contre des changements trop contraires à ses mœurs et à ses habitudes. Nikon, ne voulant pas lutter contre l'orage, donna en vain sa démission du patriarchat. La haine et l'envie ne furent satisfaites que lorsqu'elles l'eurent fait déposer par un synode jaloux et passionné, abandonner par Alexis que les ennemis de Nikon aveuglèrent, et renfermer dans un monastère (1658). Nikon illustra sa retraite ; il termina dans la solitude une collection complète des annales de la Russie depuis celles du moine Nestor, qui remonte au neuvième siècle, jusques au règne d'Alexis.

Le czar de Russie avait, au milieu des glaces du nord, travaillé avec zèle à la civilisation de son empire. Ce noble apanage de l'espèce humaine commençait à se perfectionner au milieu de ces contrées boréales, si disgraciées par la nature. Mais combien cette civilisation, l'objet des vœux et des travaux des hommes de génie,

avait à lutter contre de terribles obstacles dans cette fameuse Sicile, enrichie par tous les dons de la nature, et embellie par le climat le plus heureux ! La guerre civile y exerçait ses ravages. Un ordre de la cour d'Espagne, dominatrice de la Sicile, avait renouvelé en faveur des Messinois le privilège que leur avait accordé Philippe II, et en vertu duquel les soies du royaume ne pouvaient être exportées que par le port de Messine : Palerme et d'autres villes de la Sicile s'étaient plaintes avec force de ce privilège odieux. La régente d'Espagne avait cru devoir le suspendre ; les Messinois mécontents avaient pris les armes, s'étaient insurgés contre Charles II et sa mère, et avaient imploré le secours de la France (1674). Louis XIV leur envoya une escadre commandée par le marquis de Valavoire et le commandeur de Valbelle. « Mon dessein, dit Louis XIV dans un manifeste remarquable, n'a pas été de faire vivre les Messinois sous les lois françaises, qui leur sembleraient toujours étrangères... Mais, à l'exemple de mes prédécesseurs, qui ont donné deux fois des rois à Naples et à la Sicile dans deux branches de la maison royale de France, mon intention est de donner à cette île un souverain qui tire son origine du même sang. Je lui remettrai tous les droits qui sont acquis à la France sur ce royaume, et tous ceux que le consentement des peuples m'a déjà déferés et pourrait me déferer à l'avenir. Ce prince prendra les mœurs, les coutumes et les lois de son état, et rétablira chez les Siciliens un trône que leurs ancêtres ont vu avec douleur transporté en Arragon et en Castille..... »

Les Messinois furent très-contents de ce manifeste ; mais les Palermitains rappelèrent dans une proclamation les excès que, dans le temps, les Français avaient commis en Sicile, et déclarèrent qu'ils mourraient plutôt que de cesser d'être infidèles à Charles II (1676).

Ce fut vers cette époque que les Hollandais envoyèrent dans la mer de Sicile au secours des Espagnols une flotte commandée par Ruyter, et qu'après une bataille des plus terribles, où chaque parti s'attribua la victoire, Ruyter, dans un second combat naval, si vaillamment soutenu comme le premier par le célèbre Duquesne, trouva une mort si glorieuse.

Peu de temps après la mort de ce fameux vice-amiral hollandais, la flotte des Espagnols et de leurs alliés, attaqua Duquesne une troisième fois : la bataille eut lieu près du port de Palerme et du fort de Castellamare; la victoire se décida pour les Français; les alliés perdirent douze vaisseaux, six galères, l'amiral espagnol don Diego d'Ibarrá et le vice-amiral Degaen, qui avait remplacé Ruyter (1676).

Le maréchal duc de Vivonne, frère de madame de Montespan, et que Louis XIV avait nommé vice-roi de Sicile, fut remplacé dans sa vice-royauté par le duc de La Feuillade. Le roi d'Espagne, de son côté, nomma vice-roi de cette île le cardinal Porto-Carrero, archevêque de Tolède. De violentes et funestes dyssenteries avaient forcé les Hollandais à se retirer dans leur patrie : les Français, ne doutant plus de la durée de leur triomphe, les jeunes officiers de leur armée, emportés par des passions violentes trop excitées par le climat et par une vanité aussi imprudente que coupable, ne négligeaient rien pour séduire les femmes et les filles des familles les plus puissantes, et se vantaient de leurs succès. La jalousie des Siciliens ne respira que la vengeance; des conspirations se formèrent contre les Français : les Espagnols fomentaient leur terrible ressentiment : Louis XIV, informé des dangers qui menaçaient ses troupes, n'espérant pas un succès facile pour une entreprise à laquelle il n'attachait pas d'ailleurs une très-grande importance, et ayant besoin en France de tous ses guerriers, envoya à La Feuillade l'ordre secret de ramener dans leur patrie les

troupes françaises qu'il commandait. Le duc rassembla tous les Français comme pour une grande et nouvelle entreprise, s'embarqua avec eux, fit prier les sénateurs de Messine de venir sur son bord, leur annonça son départ, offrit un asile sur ses vaisseaux, et ensuite en France; à tous les Siciliens qui redoutaient les vengeances de la cour d'Espagne, en reçut, suivant plusieurs historiens, près de dix mille, et s'éloigna des côtes de la malheureuse Sicile (1678). Messine consternée n'osa plus se défendre; le comte de Saint-Istévan y arriva en qualité de vice-roi; les châtimens et les calamités fondirent sur cette cité, auparavant si florissante (1679). Le sénat fut supprimé, et l'hôtel-de-ville démoli; les habitants furent désarmés, les biens des sénateurs réfugiés en France confisqués, leurs maisons abattues, plusieurs citoyens punis de mort; d'autres exilés, d'autres condamnés aux galères.

Les malheurs de la guerre civile paraissaient près de désoler aussi la Grande-Bretagne, et de bouleverser de nouveau ce royaume, qui avait été si souvent le théâtre de discordes funestes.

Les communes avaient accusé le duc de Lauderdale d'avoir dit dans le conseil qu'on devait obéir aux *édits* du roi plutôt qu'aux lois du royaume, et d'avoir été l'auteur de l'acte relatif à la milice adopté par le parlement d'Écosse, et qui exposait continuellement l'Angleterre à des invasions; elles avaient supplié le monarque de l'éloigner de ses conseils et de sa personne (1675); elles avaient demandé que le roi rappelât les troupes anglaises qu'il avait envoyées comme auxiliaires sur le continent, et le roi avait répondu qu'il ne pouvait pas les rappeler sans rompre avec ses alliés, mais qu'elles ne seraient pas recrutées.

Le monarque, à l'ouverture de la session suivante, demanda un subside pour construire de nouveaux vais-

seaux, et rembourser les sommes qu'il avait prises par anticipation sur ses revenus. Les communes refusèrent de payer ses dettes; mais elles accordèrent 500,000 livres pour la construction de vingt vaisseaux, dont la grandeur fut déterminée, et appliquèrent les droits de tonnage et de poundage à l'entretien de la marine.

Une fermentation violente se manifesta bientôt dans les communes; un catholique, qui avait embrassé la religion protestante, porta ses plaintes à leur chambre contre un jésuite français nommé le P. Saint-Germain. Ce jésuite, dit-il, l'avait menacé de la mort s'il ne renonçait pas au protestantisme. « Le roi est catholique dans le cœur », avait ajouté le P. Saint-Germain; la cour fait de grands efforts pour procurer la liberté de conscience; et, dans moins de deux ans, la plus grande partie de la nation anglaise reconnaîtra l'autorité du pape. Les plus petites causes produisent les plus grands effets sur les esprits disposés à les épronver. Les communes exprimèrent une si grande indignation que le roi, par une proclamation, promit 200 livres à celui qui pourrait arrêter le P. Saint-Germain; mais ce jésuite s'était sauvé sur le continent. Les communes de plus en plus animées reprirent la discussion du bill qu'elles avaient projeté en faveur des presbytériens. Le duc de Buckingham prononça dans la chambre des pairs une harangue contre la persécution, et obtint la permission de présenter un bill en faveur des protestants non-conformistes. Des contestations très-vives, renouvelées entre les deux chambres au sujet de leurs privilèges; et soutenues surtout avec chaleur dans la chambre des pairs par les évêques, qui craignaient à chaque instant de voir reparaître la république et l'épiscopat s'évanouir, empêchèrent l'adoption des mesures favorables aux presbytériens, et le roi ajourna le parlement pour quinze mois. Mais que la cour était loin de l'habileté, de la prudence et de la bonne-foi nécessaires

pour gouverner convenablement l'Angleterre pendant un temps aussi long sans l'assistance du parlement !

La conduite privée de Charles II. était si contraire aux bonnes mœurs, sa conduite publique si opposée aux intérêts de la nation, sa prédilection pour les catholiques si marquée, que la nation le détestait et le méprisait. On publia des libelles et des chansons contre lui ; il eut la maladresse d'en augmenter l'effet en promettant des récompenses à ceux qui en découvriraient les auteurs, et en faisant fermer tous les cafés comme servant aux réunions des mécontents.

Ce prince adressa néanmoins au parlement, dans la session de 1667, de nouvelles demandes d'argent pour le soutien des alliances qu'il croirait utiles à l'Angleterre. Les chambres lui dirent, dans une adresse, que l'usage du parlement n'était pas d'accorder des subsides pour des alliances avant de savoir de quelle nature elles étaient ; elles indiquèrent celles qu'elles regardaient comme les plus avantageuses à leur patrie ; mais le monarque se plaignit de ce qu'elles violaient sa prérogative par cette désignation, et il les ajourna.

Lorsque les délibérations des chambres recommencèrent, elles n'en insistèrent qu'avec plus de force sur les alliances demandées par les intérêts de la nation.

Lauderdale cependant exerçait en Écosse l'autorité la plus arbitraire ; non content des actes du parlement écossais relatifs à la milice ainsi qu'à la suprématie du roi, et qui lui donnaient un si grand pouvoir, il fit passer de nouvelles lois en vertu desquelles il condamnait à l'amende, emprisonnait ou bannissait les prétendus ou véritables non-conformistes. Sharp, archevêque de Saint-André, était le promoteur de sa cruelle inquisition. Quelles restrictions Lauderdale ne mettait-il pas d'ailleurs sur le commerce ? Il imposait de très-grands droits, accordait des monopoles à ses créatures, et brû-

tant de se venger de ceux qui s'étaient plaints au roi de son administration, il porta le conseil privé d'Écosse à changer les maisons de ceux qui avaient élevé leurs voix contre sa conduite en corps-de-garde destinés à la suppression des *conventicules*, et dont on poussait les soldats à piller les meubles des propriétaires. Des avocats d'Edimbourg, ayant soutenu que les appels au parlement étaient conformes aux lois, furent bannis à douze milles de la ville; on déclara douze des principaux magistrats incapables de remplir des emplois publics, parce qu'ils avaient refusé d'obéir servilement aux ordres de Lauderdale; des propriétaires de terres n'ayant pas voulu être garants des *conventicules*, et répondre pour ceux qui dépendaient d'eux, des hommes armés vécurent chez eux à discrétion, et y commirent de cruels outrages; on proscrivit un grand nombre de prédicateurs et de ceux qui suivaient leurs sermons: la trahison la plus ennemie n'aurait pu rien imaginer de plus propre à faire exécuter les Stuart et à renverser leur trône. Heureusement pour Charles II, le duc d'Hamilton et deux autres lords écossais parvinrent auprès de lui, et lui exposèrent l'affreuse situation de leurs compatriotes. Ce prince s'empressa d'arrêter les poursuites et les proscriptions; mais, par une faiblesse et un aveuglement des plus déplérables, Lauderdale ne fut pas puni, et les états d'Écosse, tremblants devant cet indigne ministre, et n'osant pas secouer leurs chaînes honteuses, eurent la lâcheté de témoigner au roi, dans une adresse, *le plus parfait contentement* de l'administration du tyran de leur pays.

Et dans quelles circonstances cette tyrannie de Lauderdale s'exerçait-elle? Lorsque la haine et le mépris régnaient avec tant de force en Angleterre contre le gouvernement que l'on était prêt à croire les accusations les plus défavorables aux papistes, qu'il protégeait

et qu'on détestait. Titus Oates, appelé *scélérat* par des historiens anglais très-impartiaux, d'abord ministre de la religion anglicane, puis catholique jésuite, chassé du collège de Saint-Omer, revenu à Londres, lié avec deux personnes qui avaient eu connaissance, disaient-elles, d'un complot contre la personne du roi, et l'avaient révélé, cherchant à sortir de l'état d'indigence auquel il était réduit, et à se venger des jésuites qui l'avaient maltraité, s'adressa à sir Edmundsbury Godfrey, juge de paix de Westminster, et lui fit une déclaration dont il affirma la vérité avec serment (1678).

« Le pape, dit-il, réclame la souveraineté de l'Angle-
 » terre comme patrimoine de saint Pierre; il a délégué
 » son autorité sur ce royaume à Oliva, général des
 » jésuites, qui a expédié des commissions pour tous
 » les offices civils et militaires de la Grande-Bretagne
 » et de l'Irlande; les dignités ecclésiastiques seront
 » conférées à des prêtres catholiques anglais ou étran-
 » gers. Le pape a jugé le roi sous le nom de *Bâtard*
 » *noir*, l'a condamné comme hérétique, et a résolu
 » de lui faire ôter la vie. Il a été tenu une assemblée
 » générale de jésuites au cabaret du *Cheval blanc* dans
 » le Strand. Ils y ont résolu de faire périr le roi par le
 » fer ou par le poison; plusieurs attentats ont été déjà
 » essayés, mais sans aucun succès. Goleman, secrétaire
 » du duc d'Yorck, est instruit de ces projets, et cor-
 » respond à ce sujet avec le P. La Chaise, confesseur du
 » roi de France. »

Un grand nombre de jésuites nommés par Oates furent arrêtés; Coleman se remit entre les mains du secrétaire d'état, et plusieurs de ses papiers furent saisis. Oates, dans le cours de l'information, parla de plusieurs choses comme en ayant été témoin oculaire, et néanmoins de manière à montrer qu'il ne les avait pas vues. « Les jésuites, » dit-il ensuite, ont contrefait le sceau du duc d'Yorck

» pour s'en servir suivant les circonstances; ils lui ôtent la vie et il devient réfractaire; un grand nombre de prélats et d'autres pairs sont destinés à la mort. »

Le peuple de Londres, frappé des plus grandes craintes, devint comme furieux en apprenant les circonstances de la conspiration; auxquelles il ajouta la plus grande foi. La multitude fut surtout confirmée dans sa croyance par la mort de sir Edmundsbury Godfrey, qui, après avoir disparu pendant quelques jours, fut trouvé sans vie dans un fossé. On regarda les papistes comme les auteurs du meurtre de Godfrey : la colère du peuple devint extrême; on craignit un massacre général des catholiques. Le cadavre de Godfrey fut porté dans les rues, précédé de soixante ecclésiastiques, suivi d'une foule immense; et personne, sans risquer sa vie, n'aurait pu témoigner le moindre doute sur son assassinat ni sur la déposition d'Oatès.

Le parlement venait de se réunir. Charles ne lui parle de la conjuration que d'une manière vague; il aurait voulu que l'on ne poursuivît pas une information qui pouvait nuire à son frère; mais les chambres délibèrent avec chaleur; les partisans de la cour consternés n'osent rompre le silence. Une adresse du parlement demande que l'on ordonne un jour de jeûne, que les papistes *récusants* sortent de Londres, et qu'il ne soit permis à aucun étranger d'approcher de sa Majesté. Les communes entendent Oatès; il ajoute à sa première déclaration; il nomme les lords et les autres personnes auxquels le pape a envoyé des commissions pour les premières charges du royaume; il rapporte différentes circonstances que Smollett et d'autres historiens anglais ont regardées comme absurdes. Mais les craintes que Charles avait inspirées relativement à la religion protestante s'étaient accrues avec tant de force que les deux chambres déclarent la conjuration très-dangereuse. Les lords nommés par Oatès comme

ayant reçu des commissions du pape sont renfermés dans la Tour; les milices de Londres reçoivent l'ordre de se tenir prêtes à marcher. Les chambres s'assemblent tous les jours pour examiner l'affreux complot; un comité de lords, chargé d'entendre les témoins, reçoit des *warrants* en blanc pour faire arrêter ceux qui leur inspireraient de graves soupçons. Oates, recommandé au roi par le parlement, et protégé par une garde, obtient une pension de 1,200 livres; on le considère comme le sauveur de la nation. Le monarque fait sortir les catholiques de Londres; il congédie ceux qui faisaient partie de ses gardes. Ce que les personnes éclairées, sages et amies de leur pays avaient prévu lorsqu'ils gémissaient de la conduite de Charles, paraît près de se réaliser. Les communes préparent des bills pour prévenir le danger de la présence des *papistes* dans la chambre des pairs, et pour demander que le roi éloignât son frère de sa personne et de ses conseils. Le monarque se croit obligé de déclarer aux chambres qu'il est disposé à sanctionner les bills qu'on lui présentera; pourvu qu'ils ne tendent pas à détruire le droit de succession au trône; à diminuer son autorité, à restreindre les droits légitimes de ses successeurs protestants.

Un nommé Bedloe, entendu comme témoin, ajoute de nouveaux détails à ceux dont le public est déjà convaincu. La passion dont on est animé est si grande, qu'on ne remarque en aucune manière ni le défaut de preuves, ni l'invraisemblance des circonstances, ni l'absurdité des assertions. Les communes demandent que le roi fasse prêter le serment d'allégeance et de suprématie à ses domestiques, à ceux du duc d'York, à tous ceux qui résident dans les palais de Whitehall, de Saint-James et de Somerset. Charles II témoigne vainement le désir qu'on excepte les domestiques du duc et de la duchesse d'York (1678). Il accorde des commissions à des officiers qui n'ont pas prêté les deux serments. Les communes font

arrêter et mettre à la Tour le secrétaire Williamson, qui les a contre-signées; le roi lui rend la liberté. Les communes se plaignent; Charles II promet de congédier tous les officiers *papistes*. Un bill qui déclare les catholiques incapables de siéger au parlement est envoyé par les communes à la chambre des pairs. Le duc d'Yorck conjure les lords, les larmes aux yeux, de faire une exception en sa faveur; on délibère sur sa demande; la chambre n'y consent qu'à la majorité de deux voix; le roi sanctionne le bill ainsi que celui qui congédie l'armée.

Édouard Coleman est déclaré convaincu sur les témoignages d'Oatès et de Bedloe; il proteste jusques à son dernier moment de son innocence.

Le roi, n'osant pas résister au torrent, promet 200 livres à chacune des personnes qui donneront de nouveaux éclaircissements au sujet de la conjuration. Oatès et Bedloe ne craignent pas d'accuser la reine d'être entrée dans la conjuration; les communes demandent que cette princesse et ses domestiques quittent à l'instant le palais de Whitehall; plusieurs membres de la chambre se déterminent d'autant plus facilement à voter pour cette mesure que le roi n'aimait pas la reine, que son mariage pourrait être cassé et qu'une nouvelle épouse, en lui donnant des enfants, exclurait du trône le catholique duc d'Yorck, et dissiperait toutes les alarmes relativement à la religion protestante.

Le roi assure cependant la reine qu'elle peut compter sur sa protection, et ordonne qu'Oatès soit gardé très-étroitement. Les communes réclament la liberté d'Oatès, décident qu'elles présenteront une adresse au monarque pour demander l'arrestation de tous les papistes du royaume, et accusent à la barre de la chambre des pairs les cinq lords détenus dans la Tour.

Trois jésuites sont jugés comme prévenus d'avoir voulu assassiner le roi; on les condamne sur la déposition d'Oatès

et de Bedloe; ils ne cessent de prendre le ciel à témoin de leur innocence jusques au moment où ils sont exécutés.

Montague, ambassadeur d'Angleterre en France, était revenu à Londres sans congé pour occuper une place dans la chambre des communes. Charles annonce à la chambre, par un message, qu'il a résolu de faire informer contre Montague, qui avait entretenu une correspondance avec un nonce du pape en pays étranger, et de faire saisir ses papiers. Plusieurs membres de la chambre disent avec beaucoup de chaleur que c'est attenter à leurs privilèges que de saisir les papiers d'un de leurs collègues, qu'aucun témoin ne charge de trahison. Montague, ennemi du lord trésorier le comte de Danby, que haïssaient plusieurs membres du parlement, fait porter à la chambre des communes une cassette dans laquelle sont deux lettres par lesquelles le comte de Danby le chargeait de traiter avec Louis XIV pour une somme de 600,000 livres, que le roi de France paierait au roi d'Angleterre pendant trois ans, après la paix de Nimègue, en considération de ce que Charles II avait favorisé les intérêts de la France dans le congrès. La lecture de ces lettres produit une violente agitation dans la chambre; les communes accusent le comte de Danby d'avoir donné des instructions aux ambassadeurs de sa Majesté sans l'aveu des secrétaires d'état ni du conseil, voulu renverser le gouvernement et introduire le pouvoir arbitraire, négocié avec la France une paix désavantageuse, vendu les intérêts de la nation; caché par affection pour les papistes le complot horrible qu'ils avaient formé, dissipé les fonds du trésor public, et obtenu des dons excessifs de la couronne. Le comte de Danby ne peut répondre à certains articles de l'accusation sans compromettre le roi, qui lui a défendu de parler de ses négociations secrètes; mais il assure que c'est Montague qui a conseillé et commencé les traités secrets : « Le

» ministère français, dit-il à la chambre des pairs, m'a
» toujours regardé comme ennemi de ses intérêts. Je me
» suis empressé d'informer le parlement de la conjura-
» tion, et je n'ai pu dissiper aucun fonds du trésor pu-
» blic, puisque ce trésor n'existe pas. » Les lords refu-
sèrent de le faire arrêter; les communes insistent pour qu'il
soit envoyé à la Tour. La contestation entre les deux
chambres s'anime, et le roi, qui craint que la violence
des communes ne fasse découvrir des circonstances qu'il
lui importe tant de cacher, dissout le parlement et en
convoque un nouveau.

Un orfèvre catholique, nommé Miles Prance, est ac-
cusé par Wren, un de ses locataires, d'avoir en part au
meurtre de sir Edmundsbury Godfrey. Conduit devant le
comité des lords, il soutient son innocence de la manière
la plus forte; mais Bedloe affirme que Prance est un de
ceux qu'il a vus auprès du cadavre dans la maison de Som-
merset. Le comité envoie l'orfèvre à Newgate, où on le
charge de fers, et où on le renferme dans le cachot froid,
humide et obscur des prisonniers condamnés. Prance,
livré au désespoir, assure en gémissant qu'il n'est pas
coupable, et demande d'être conduit devant le comte de
Shaftesbury, président du comité des lords. Effrayé,
suivant l'opinion de quelques personnes, par les repro-
ches et les menaces de ce pair, il avoue quelques cir-
constances, et promet un aveu plus étendu s'il est assuré
du pardon. On le lui promet. Un comité des deux cham-
bres l'examine et l'interroge : il paraît ensuite devant le
roi et son conseil; il déclare que Godfrey a été tué dans
le palais de Sommerset par deux prêtres irlandais nommés
Gérald et Kelby, Robert Green, garde des coussins de la
chapelle de la reine, Laurence Hill, valet de pied du
docteur Godden, trésorier de la même chapelle, et Henri
Berry, portier du palais. Mais dans une audience particu-
lière qu'il obtient du roi, il se jette à genoux, déclare

sur son salut éternel que son aveu est entièrement faux, qu'il n'a jamais connu Bedloe, et que Wren ne l'a accusé que pour se venger de la demande qu'il lui avait faite du paiement de son loyer. On le renvoie à son cachot. De nouvelles frayeurs le saisissent; il fait dire au roi que sa première déposition est exacte. Le monarque charge le docteur Loyd d'aller le visiter: ce docteur le trouve demimort de froid et de terreur. Il lui fait donner du feu et un lit; et France lui répète ses aveux. « Les assassins de » Godfrey, dit France, l'ont tué parce qu'il était un » violent persécuteur des catholiques, et ennemi de » ceux qui étaient attachés à la reine. Il a été mis à mort » auprès de la porte du palais de Sommerset. Le cadavre » est resté plusieurs jours dans une chambre haute de » l'appartement du docteur Godden, ou dans une autre » chambre où il a été vu par Bedloe. On l'a porté en- » suite dans la campagne; on l'a jeté dans un fossé; on » lui a laissé des anneaux aux doigts, et on l'a percé de la » propre épée de Godfrey pour faire croire que le juge » de paix s'était tué lui-même. » Berry, Green et Hill sont condamnés sur le témoignage de France et de Bedloe, malgré leurs protestations, les contradictions de l'accusation et les dépositions de témoins qui nient avec serment la possibilité de plusieurs circonstances des allégations de Bedloe et de France.

Vers le même temps, un Étienne Dugdale, qui avait été intendant de lord Ashton, affirme que deux cent mille papistes anglais sont prêts à prendre les armes. Il accuse cinq jésuites et un prêtre d'être du complot. Le roi publie une proclamation contre ces six ecclésiastiques. Ils prennent la fuite; un d'eux, nommé Gavant, est seul arrêté.

Les mesures prises par le roi ne produisent aucun effet sur l'esprit de la nation. Les Anglais ne voyaient la cour que comme une ennemie, et le peuple était si animé, qu'il confondait dans sa haine Charles II avec les

catholiques, qu'on accusait de vouloir l'assassiner. Le monarque emploie en vain tous les moyens que la loi ne lui interdit pas pour influencer sur les élections des nouveaux membres de la chambre des communes. L'ardeur des presbytériens et la passion qui animait presque tous les électeurs l'emportent sur les efforts du roi. Charles II voit avec un profond chagrin que l'opposition du parlement va être plus violente que jamais ; ses craintes deviennent vives. Il veut prévenir l'orage qu'il redoute, et voyez quel moyen il croit devoir prendre pour écarter la foudre ; il ordonne par écrit à son frère le duc d'Yorck de se retirer à Bruxelles avec la duchesse sa femme et la princesse Anne sa fille. Le duc d'Yorck se soumet à l'ordre du roi. Cet exil si remarquable de l'héritier présomptif de la couronne, obligé de sortir du royaume parce qu'il est catholique, est comme un présage sinistre d'une malheureuse destinée.

Si, d'après les principes d'une civilisation plus avancée, et d'une tolérance véritablement évangélique, les lois anglaises, uniquement dirigées contre des actes civils, n'eussent pas mêlé des idées religieuses avec l'obéissance à l'expression légitime de la volonté générale, et se fussent bornées, en établissant une limite qu'aucun pouvoir spirituel ne pût franchir, à garantir des efforts de toute puissance étrangère l'indépendance nationale, le pouvoir royal, l'autorité parlementaire et les droits du peuple, à combien d'événements funestes la Grande-Bretagne aurait échappé !

Charles II, toujours occupé du soin d'empêcher qu'on ne divulgue ses négociations secrètes, fait expédier un pardon en faveur du comte de Danby, que la crainte de la mort pourrait déterminer à de grandes révélations.

Il s'empresse, en ouvrant la session, de parler des peines qu'il s'est données pour faire punir les conspirateurs et les meurtriers de Godfrey ; il annonce au

parlement qu'il a ordonné à son frère de sortir du royaume, et demande des subsides pour pouvoir congédier l'armée et entretenir la flotte (1679).

La chambre des communes cite à sa barre Tongue, Oates, Bedloe, et un autre témoin nommé Everard, pour les entendre sur la conspiration. Elles demandent que Bedloe reçoive les 500 livres promises au premier qui découvrirait les meurtriers de Godfrey; et les deux chambres, après avoir déclaré que les papistes avaient formé une horrible conjuration pour assassiner le roi, détruire la religion protestante et renverser le gouvernement, présentent une pétition au monarque pour obtenir *un jour de jeûne et d'humiliation*.

Le roi intercède auprès du parlement en faveur du comte de Danby. « Il a obéi, dit-il, aux ordres qu'il » a reçus. Je le dépouillerai de tous ses emplois, je l'écarterai de ma personne; mais j'insiste sur le pardon » que je lui ai accordé. »

Les deux chambres étaient remplies d'ennemis du comte et du gouvernement, et leur dessein était de faire dévoiler les secrets de l'état, dans l'espérance que la manifestation de ces secrets influencerait sur la réputation et l'ascendant du monarque. Les communes envoient une députation pour savoir du chancelier de quelle manière la grâce a été scellée; la députation annonce que le roi lui-même a mis le sceau royal à l'acte du pardon. On entend dans les deux chambres les plus grandes invectives contre le comte de Danby. « Le papisme et l'es- » clavage, dit le comte de Shaftesbury dans la cham- » bre des pairs, sont deux frères qui se tiennent par » la main. L'un de ces frères entre quelquefois le pre- » mier, et d'autres fois le second; mais ils ne se séparent » jamais. En Angleterre, le papisme prépare le chemin » à l'esclavage; en Écosse, c'est l'esclavage qui marche » à la tête, et qui est suivi du papisme. » Danby, pour

obéir à une décision des deux chambres, suit de lui-même l'huissier de la verge noire, qui le conduit à la Tour.

Charles II était dans une inquiétude extrême. Sir Guillaume Temple lui conseilla d'affaiblir l'opposition en faisant entrer ses principaux membres dans le conseil : le roi adopta cet avis ; le comte d'Essex fut nommé lord trésorier, et le comte de Sunderland secrétaire d'état ; lord Halifax entra dans le conseil ; Shaftesbury en fut nommé président ; mais le roi fit une grande faute en ne témoignant aucune confiance à Shaftesbury, et ce comte conserva sa haine contre le monarque et le duc d'Yorck.

Une servante nommée Elisabeth Oakely, ayant mis le feu à la maison d'un nommé Bird, et ayant été arrêtée, déclara que le catholique Stubbs l'avait engagée à commettre ce crime. Stubbs, interrogé par le magistrat, dit que le père Gifford son confesseur l'avait assuré qu'il n'y avait aucun péché à brûler les maisons des hérétiques. Stubbs et Oakely déclarèrent d'ailleurs que les catholiques d'Angleterre étaient disposés à prendre les armes, et espéraient d'être soutenus par une armée de soixante mille Français. Les communes présentèrent une adresse au monarque pour demander l'exécution des jésuites condamnés, et déclarèrent par un acte qu'il avait été aisé de prévoir que le duc d'Yorck, étant catholique et héritier présomptif de la couronne, était le principal encouragement des complots des papistes contre le roi et la religion protestante.

Le comte de Danby, amené à la barre de la chambre des pairs, y soutint la validité du pardon qu'il avait reçu du roi. Les communes déclarèrent qu'il n'y avait aucun exemple d'accusé qui eût entrepris à la barre des lords de faire valoir un pardon obtenu ; elles demandèrent si le comte voulait s'appuyer entièrement

sur le pardon du monarque. Danby réclama quelques jours pour répondre à cette question ; on lui en accorda quatre.

Le roi répondit à l'adresse des communes que, toujours opposé à l'effusion du sang, il voulait prendre du temps pour examiner mûrement leur requête. Blessé de leur déclaration contre son frère, il leur dit d'exposer promptement toutes les particularités de la conspiration : « Trouvez des moyens, ajouta-t-il, pour » congédier l'armée et entretenir une flotte qui puisse » servir à la défense du royaume ; et, pour vous mon- » trer mon attention à conserver votre religion, j'ai » ordonné à mon chancelier de soumettre à votre déli- » bération les propositions que vous allez entendre.

« — Sa Majesté, dit le chancelier, propose, pour li- » miter la puissance d'un successeur papiste, de régler » par une loi qu'il ne pourrait accorder de bénéfice » ecclésiastique ni d'office spirituel qu'à de pieux et » savants protestants. Le parlement réuni lors de la » mort du roi continuerait ses séances pendant un cer- » tain temps, et, si le nouveau monarque n'en con- » voquait pas un nouveau, on assemblerait un parle- » ment sans qu'on eût besoin de *writs* royaux pour » les élections. Aucun membre du conseil privé ni au- » cun juge ne pourrait être choisi ni déplacé que par » l'autorité du parlement ; les juges de paix seraient » de la religion protestante. Un ordre du parlement » serait nécessaire pour priver un lieutenant de comté » de son office ; et quoique la puissance d'un succes- » seur papiste ne puisse être mieux limitée que par » l'obligation d'avoir recours au parlement pour avoir » un revenu, le roi consentira volontiers à ce que les » chambres croiront devoir ajouter pour la sûreté de » leur religion ainsi que de leurs libertés, et qui ne » portera aucune atteinte au droit de succession. »

Les communes, peu satisfaites des offres du monarque, adoptèrent néanmoins un bill qui, après avoir réglé qu'à l'avenir les soldats ne seraient pas logés dans les maisons des particuliers, donnait au roi les sommes nécessaires pour congédier l'armée. Mais les lords leur ayant annoncé qu'ils avaient fixé un jour pour entendre le conseil sur la validité du pardon de Danby, elles s'irritèrent et déclarèrent que quiconque entreprendrait de soutenir la validité de ce pardon serait regardé comme ayant trahi les libertés de la nation. Elles exposèrent au roi que Londres et Westminster étaient remplis de papistes, demandèrent que la milice fût armée, et, ne voulant garder aucune mesure pour préserver leur patrie des dangers qui la menaçaient, dirent au monarque qu'elles le soutiendraient de tout leur pouvoir, jurèrent, si elles avaient le malheur d'apprendre qu'il eût péri de mort violente, de la venger sur les catholiques, et entendirent la première et la seconde lecture d'un bill qui déclarait incapable de monter sur le trône Jacques, duc d'York, séduit par les émissaires du pape, entraîné dans la religion catholique, et engagé en diverses négociations avec le pape, les cardinaux et les nonces pour l'intérêt de cette religion. « C'est par ces moyens, ajoutait le bill, qu'ils ont augmenté le pouvoir du roi de France au danger de » l'Angleterre; et par l'avènement au trône d'un prince » papiste soutenu par des alliances étrangères, ils se » mettraient en état d'exécuter leurs damnables entreprises. Dans le cas de la mort du roi, ou de rési- » gnation de la couronne, le trône appartiendrait à la » personne la plus proche dans la ligne de la succession; comme si le duc d'York était mort. Tous » les actes de souveraineté et de royauté faits par ce » duc seraient nuls et punissables de trahison; quiconque entreprendrait de le mettre en possession

» de quelqu'un des royaumes d'Angleterre, d'Écosse et
 » d'Irlande, ou entretiendrait une correspondance avec
 » lui à ce sujet, serait jugé comme prévenu de haute
 » trahison; le duc lui-même, s'il entrait dans un de
 » ces royaumes, serait coupable du même crime; toutes
 » personnes seraient autorisées à l'arrêter, et, en cas
 » de résistance, à le soumettre lui et ses adhérents par
 » la force des armes. »

Les communes recherchèrent ensuite avec beaucoup de sévérité ceux de leurs membres qui recevaient des pensions de la cour; en découvrirent dix-huit, déclarèrent contraires aux lois l'existence de l'armée et même celle des gardes, et rédigèrent le fameux bill connu sous le nom d'*habeas corpus*, qui fut bientôt une des lois fondamentales de la Grande-Bretagne, et que les Anglais ont toujours regardé comme *l'un des plus fermes remparts de leur liberté*. En vertu de cet acte, tout juge est obligé, sous des peines très-sévères, d'accorder un *writ d'habeas corpus* à la requête de tout prisonnier, pour obliger le concierge de la prison de le produire à la cour de justice, et de certifier la cause de son emprisonnement.

Bientôt les communes s'occupèrent de rédiger, sur les abus dont se plaignait la nation, une remontrance semblable à celle qui avait été présentée à Charles I^{er} avant le commencement de la guerre civile. Le roi conçut les craintes les plus vives, prorogea le parlement, se détermina à dissoudre les communes, publia des *writs* pour de nouvelles élections, et, sans cesse entouré d'alarmes, devint triste, sombre et rêveur.

Cinq jésuites et l'avocat Langhorn furent jugés comme prévenus d'avoir pris part à la conjuration formée pour ôter la vie au monarque. Dugdale, France, Bedloe et Oates déposèrent contre eux. Ces malheureux accusés firent en vain entendre des témoins pour prouver la fausseté

et même l'absurdité des accusations portées contre eux par quatre déposants appelés *insâmes* par des protestants historiens d'Angleterre. La méfiance et la crainte de perdre leur religion et leur liberté avaient allumé dans les esprits une passion trop violente; les six accusés furent déclarés convaincus, et moururent en s'écriant qu'ils étaient innocents, Sir George Wakemann, médecin de la reine, fut néanmoins acquitté malgré les dépositions et les clamours d'Oates et de Bedloe. Le courage et les protestations des six infortunés qui venaient de subir la mort avaient agi fortement sur les esprits les plus prévenus, et les avaient frappés comme le commencement d'une vive lumière.

Le crédit du duc de Lauderdale s'affaiblissait cependant chaque jour; d'Hamilton et plusieurs autres lords écossais avaient prouvé au conseil d'Angleterre que l'administration de Lauderdale était la plus arbitraire et la plus tyrannique. Les vexations portées au comble produisent l'insurrection; les covenantaires écossais prennent les armes pour la défense de leurs conventicules. Ils regardaient le cruel Sharp, archevêque de Saint-André, comme un apostat persécuteur du peuple de Dieu : une troupe armée de covenantaires rencontre le prélat à quelque distance de Saint-André, l'arrache de sa voiture, le massacre malgré les cris de sa fille; et cet assassinat est célébré comme une légitime vengeance, une juste punition, un acte méritoire aux yeux de Dieu. Les covenantaires s'emparent de Glasgow, chassent le clergé établi, et annoncent par une proclamation qu'ils ont pris les armes contre la suprématie ecclésiastique du roi, le papisme, l'épiscopat et le successeur papiste. Charles II fait partir pour l'Écosse son fils naturel le duc de Monmouth avec quelques troupes de cavalerie, auxquelles se joignent les gardes écossais et des régiments de milice. Monmouth rencontre entre

Glasgow et Hamilton les insurgés, qui sont au nombre de huit mille, et que leurs ministres commandent, les met en fuite, leur fait douze cents prisonniers, renvoie ceux qui promettent de vivre paisiblement sous le gouvernement établi, fait embarquer les autres pour les colonies, et détermine le roi son père à donner une amnistie en faveur de ces insurgés qui n'ont pris les armes que pour résister à la tyrannie de Lauderdale.

Les comtes d'Essex et d'Halifax pressent cependant le roi de convoquer un parlement; Charles II redoute trop les mouvements que ce parlement peut donner à la nation pour céder à leurs vœux. Ils prévoient de grands malheurs, et se retirent du conseil ainsi que le lord Russel, un des hommes les plus vertueux de l'Angleterre. Lord Shaftesbury en est exclu, et un autre membre de ce conseil, sir Guillaume Temple, se retire à la campagne.

Le duc d'York, qui, pendant une maladie du roi, était venu secrètement en Angleterre, avait obtenu de son frère que le duc de Monmouth, dont la grande popularité et l'ambition l'effrayaient, eût ordre de quitter le royaume. Lord Shaftesbury conseille à Monmouth de repasser en Angleterre, même sans la permission du roi. Le fils naturel de Charles II arrive à Londres; le monarque refuse de le voir, et lui fait donner l'ordre de sortir du royaume. Monmouth, au lieu de se conformer à la volonté de son père, parcourt avec Shaftesbury un grand nombre de comtés; partout le peuple accourt pour voir ce favori de la nation. Les émissaires de Shaftesbury excitent le plus grand mécontentement contre le monarque et le ministère; il arrive au roi, des différentes parties de l'Angleterre, des pétitions qui demandent la réunion d'un parlement; tous les membres des communes opposés au gouvernement sont choisis par les électeurs; le lord Cavendish, sir Henri Capel et Powel cessent d'assister au conseil; plusieurs places de l'amirauté sont abandonnées;

et Charles II, affligé de tant de retraits, indigné contre son fils, et inquiet de la disposition générale des esprits, voit partout ces signes sinistres précurseurs de grands bouleversements le menacer du renversement de son trône.

A peine le parlement est-il réuni qu'il le proroge. « Dans un moment, dit-il à son conseil, où l'on agite des » questions qui intéressent si fortement mon frère, je » lui ai ordonné de revenir auprès de moi. » Il reçoit le duc d'York avec la plus grande affection; les partisans de la cour font présenter des adresses dans lesquelles on témoigne combien on déteste la liberté licencieuse de ceux qui ont réclamé un parlement, et qu'on nomme *pétitionnaires*; on distingue par le nom d'*abhorrants* les signataires de ces adresses. L'apimose des partis devient extrême : les amis de l'opposition comparent les courtisans aux bandits irlandais qu'on nomme *torys*; leur en donnent le nom; et les courtisans, voulant montrer leur mépris pour les partisans de l'opposition, les désignent par un nom qu'on avait donné aux rigides covenantaires d'Écosse, appelés *whigs* parce qu'ils étaient réduits à boire une boisson très-peu recherchée, et nommée *whig* dans leur patrie (1680).

Le comte de Shaftesbury, voulant profiter de ces circonstances si critiques pour éloigner à jamais le duc d'York du trône, et y faire monter à sa place le duc de Monmouth après la mort de Charles II, fit répandre le bruit que le roi, long-temps avant son avènement à la couronne et son mariage avec la princesse Catherine de Portugal, avait épousé mistress Walters (Marie Barlow), mère du duc de Monmouth. « Le contrat de » mariage, disait-on, est dans une boîte noire confiée » à la garde de Gilbert Gérard. » Le roi dit à son conseil que ce bruit n'avait aucun fondement; Gilbert Gérard attesta avec serment qu'on ne lui avait point

remis le prétendu contrat, et qu'il n'en avait jamais entendu parler; et Charles II publia une déclaration portant qu'il n'avait jamais épousé que la reine Catherine, ni signé de contrat de mariage qu'avec cette princesse.

Le *commun conseil* de Londres engagea le lord maire à demander au roi d'assembler le parlement; le roi convoqua les chambres. Shaftesbury et plusieurs autres lords ou baronnets présentèrent au grand jury de Middlesex un bill d'*indictment* ou d'accusation contre le duc d'York; les jurés furent congédiés par le grand justicier; mais le roi, espérant de rendre le parlement moins implacable contre son frère, déterminà, quoique avec beaucoup de peine, le duc d'York à partir pour l'Écosse, et à y séjourner jusques au moment où le calme aurait reparu.

Les communes commencèrent par exclure de leur chambre quelques membres qui avaient souscrit l'adresse des *abhorrants*. Les lords Russel et Capel attribuèrent les mesures funestes que le gouvernement avait prises aux conseils des papistes, et parlèrent avec force des dangers auxquels un successeur catholique exposerait la nation; la chambre renouvela les déclarations faites contre le duc d'York dans le parlement précédent; lord Russel proposa de charger un comité de présenter un projet de bill pour exclure ce prince de la succession au trône des trois royaumes; le comte de Sunderland se montra très-favorable à cette proposition, et elle fut même recommandée par la duchesse de Portsmouth, qui espérait que son fils monterait sur le trône si le duc d'York en était exclu.

Les débats relatifs au bill d'exclusion furent très-violents. « On n'a jamais abandonné le droit de succession », dirent les adversaires du bill, sans s'exposer aux convulsions les plus terribles, à moins que toute la

» nation n'ait concouru au changement. Toute légis-
 » lation qui s'écarterait d'un point fondamental de la con-
 » stitution renverse les principes sur lesquels elle est
 » fondée; un parti puissant s'opposera à la violation de
 » la constitution; et quels malheurs n'en verra-t-on pas
 » résulter! Le duc d'York a promis solennellement
 » que sa religion n'influerait pas sur sa conduite pu-
 » blique : son propre intérêt l'empêcherait de rétablir
 » une religion aussi opposée que la catholique au génie
 » de la nation anglaise; les limitations que le roi a pro-
 » posées seraient d'ailleurs des moyens efficaces d'arrêter
 » ce qui pourrait être inspiré par la superstition; et sa Ma-
 » jesté étant décidée à tout risquer pour défendre le droit
 » de succession, dans quelles calamités ne pourrait-on
 » pas précipiter l'Angleterre en poussant le souverain
 » à l'extrémité! »

Le bill passa néanmoins à une grande majorité, et fut porté à la chambre des pairs. Il y fut soutenu en présence du roi par Shaftesbury, Essex et Sunderland; mais tous les évêques, à l'exception de trois, se prononcèrent contre l'exclusion; et le bill fut rejeté à la pluralité de trente suffrages (1686). Les communes très-mécontentes; et irritées contre le comte d'Halifax, qui s'était opposé avec beaucoup d'éloquence à l'avis de son oncle Shaftesbury, demandèrent au roi par une adresse de l'exclure pour toujours de ses conseils et de sa présence, parce que, dirent-elles, le parlement avait été prorogé d'après son avis. Au lieu d'accorder au roi les secours qu'il avait demandés pour la conservation de Tanger, assiégé par le roi de Maroc, elles firent une récapitulation de tous les reproches qu'on pouvait faire au règne de Charles. « Si on lui accorde pour défendre » Tanger une somme d'argent, dirent plusieurs mem- » bres, elle sera employée à d'autres usages; on a levé » plus d'un million pour une nouvelle marine, et le

» roi n'a pas fait construire un seul vaisseau; deux mil-
 » lions accordés pour le soutien de la triple alliance ont
 » été employés à la détruire; et le roi a reçu un million
 » pour faire la guerre à la France dans le temps où il
 » s'engageait secrètement avec Louis XIV à conclure
 » la paix. »

Les communes adoptèrent une *remontrance* composée de dix-huit articles, et dans laquelle elles insinuèrent que le roi lui-même était entré dans une conspiration contre la religion protestante et la liberté des Anglais.

Bientôt commença le procès de lord Stafford, un des prisonniers de la Tour. Dugdale, Oates et Turberville déposèrent contre lui; Stafford se défendit avec beaucoup de fermeté malgré ses infirmités et son grand âge; il dévoila devant les pairs qui le jugeaient la conduite infâme et la corruption des témoins qui osaient l'accuser. « Pendant quarante années, dit-il, j'ai conservé
 » ma fidélité au milieu des difficultés, des dangers et des
 » guerres civiles; serait-il croyable que, parvenu à la
 » vieillesse, et ayant le corps usé par de graves infir-
 » mités, j'eusse renoncé à la tranquillité et à l'abondance
 » pour démentir ma première conduite, et m'engager
 » dans une horrible conspiration contre mon souverain,
 » qui m'a toujours donné des marques de bonté? » Il fut néanmoins déclaré convaincu de haute trahison à la pluralité de vingt-quatre voix. Le grand-sénéchal lui dit que la cour des pairs demanderait à sa Majesté que sa peine fût commuée, et qu'il fût décapité; il s'attendrit, et remercia les pairs. Peu de temps après il demanda de reparaitre devant la cour, lui fit part de plusieurs projets dans lesquels il était entré pour obtenir la tolérance en faveur des catholiques, et dit que le comte de Shaftesbury était un de ceux qui avaient entrepris de la leur procurer; la cour des pairs ne voulut pas en entendre

davantage, et le renvoya à la Tour. Monté sur l'échafaud, il protesta qu'il était innocent des crimes dont on l'avait accusé, pardonna aux témoins qui avaient déposé contre lui; désavoua tous les principes condamnables et la mauvaise conduite qu'on reprochait aux catholiques : « Bientôt, dit-il, le public désabusé me rendra justice. » Les assistants étaient vivement touchés de sa douceur, de sa pitié, de sa résignation. Il s'écria de nouveau : *Je suis innocent*; ils lui répondirent avec l'émotion la plus grande : *Nous le croyons, milord; Dieu vous accorde sa bénédiction.* L'exécuteur troublé ne leva qu'en tremblant la hache fatale, et lorsqu'il montra la tête du respectable veillard la consternation fut générale.

Après ce triste événement les communes préparèrent un bill d'association pour défendre, contre une invasion, la personne du roi, la religion protestante et tous ceux qui la professaient, et pour empêcher le duc d'York ou tout autre prince papiste de monter sur le trône d'Angleterre; elles projetèrent plusieurs autres bills pour restreindre la prérogative royale; et supplièrent le monarque de donner son acte de consentement à un acte du parlement qui excluait son frère de la succession à la couronne; elles dressèrent ensuite un acte d'accusation contre Scroggs, lord grand-justicier, pour avoir voulu passer la conspiration sous silence, et renvoyé le grand jury de Middlesex d'une manière irrégulière; déclarèrent avec les lords qu'il existait encore en Irlande une horrible conjuration, tendant à massacrer les protestants et à renverser le gouvernement établi, tramée par les papistes et fomentée par l'espérance de voir le duc d'York sur le trône; et reçurent la réponse du roi à leur adresse. « Je suis aussi affligé qu'étonné, leur dit le monarque, » de vous trouver si fortement attachés à un bill d'exclusion, » contre lequel mon sentiment a été confirmé par celui » des pairs du royaume. Proposez-moi d'autres moyens

» de maintenir la religion protestante, et prenez con-
 » naissance de la situation de l'Angleterre et de l'état du
 » christianisme, de manière à me donner les moyens de
 » secourir Tanger, d'entretenir mes alliances, et d'assu-
 » rer la paix du royaume.»

(1681) De violents débats s'élèvent dans la chambre
 des communes : elles déclarent que l'acte d'exclusion est
 le seul moyen d'assurer la vie de sa Majesté, la religion
 protestante et le gouvernement établi. « Tant que cet
 » acte ne sera pas sanctionné, disent-elles dans leur dé-
 » claration, nous ne pourrons accorder aucun sub-
 » side sans mettre en danger la personne du roi, ainsi
 » que la religion protestante, et sans trahir le peuple
 » que nous représentons. Tous ceux qui conseil-
 » lent au roi de s'opposer au bill d'exclusion sont des
 » fauteurs de papisme et des ennemis du roi et du
 » royaume; et quiconque prêterait de l'argent au roi ou
 » en procurerait sur les dîmes, les excises, ou les au-
 » très taxes, ou qui accepterait ou achèterait des tailles
 » ou anticipations sur les revenus du roi, serait tenu
 » pour ennemi des parlements, et poursuivi comme tel
 » par les deux chambres.»

Elles prennent en conséquence, la résolution de de-
 mander à Charles II d'éloigner de ses conseils et de sa
 présence le comte d'Halifax, Worcester, Clarendon,
 Feversham et Laurence Hyde.

La duchesse de Portsmouth se jette aux genoux du
 roi, et le conjure de ne pas se perdre en soutenant le duc
 d'Yorck. Sidney, ambassadeur d'Angleterre à La Haye,
 envoie au monarque un mémoire dans lequel Fagel,
 grand pensionnaire de Hollande, prouve que le roi ne
 peut soutenir son frère sans abandonner les intérêts de
 l'Europe. Les raisonnements du grand pensionnaire ni
 les charmes de la duchesse de Portsmouth ne peuvent
 contrebalancer l'ascendant de son frère et de ses conseil-

lors, cet asservissement lui donne un air de force : on le détermine à proroger le parlement. Les communes, informées de son dessein, adoptent la résolution suivante : « Ceux qui conseillent à sa Majesté de proroger » le parlement sont traîtres au roi, au royaume, à la » religion protestante, pensionnaires de la France, et » dévoués aux intérêts de cette couronne. L'opinion de la » chambre est que les actes passés sous le règne d'Elisa- » beth contre les *papistes récusants* ne peuvent s'étendre » aux protestants non-conformistes ; et les poursuites » qu'on ferait contre eux seraient des actes d'oppres- » sion, affaibliraient la religion protestante, encourage- » raient le papisme, et auraient des suites très-dangereuses » pour le royaume. Il sera fait des remerciements à la » ville de Londres sur sa fidélité et sa vigilance pour la » conservation du roi et de la religion protestante. La » chambre ne doute pas que l'incendie de cette capitale » n'ait été allumé par les catholiques pour introduire le » papisme et la puissance arbitraire : sa Majesté sera sup- » plée de rétablir le duc de Monmouth dans tous les » emplois dont il a été dépouillé par le crédit du duc » d'Yorck. »

Le parlement est prorogé ; trois jours après, le maire et le *commun conseil* de Londres supplient le monarque de rassembler le parlement ; le roi s'indigne de cette demande, dissout le parlement, en convoque un nouveau, et en indique l'ouverture à Oxford. Les citoyens de Londres élisent les quatre députés qu'ils avaient choisis pour les deux parlements précédents ; leur adressent des remerciements pour les efforts qu'ils ont faits en faveur de l'acte d'exclusion, leur font connaître combien ils espèrent qu'ils ne consentiront à aucun subside avant que le royaume ne soit en sûreté contre le papisme et la puissance arbitraire, et les assurent qu'ils les soutiendront de leurs fortunes et de leurs vies.

Presque toutes les corporations du royaume suivent l'exemple de la ville de Londres. Le duc de Monmouth et quinze autres pairs supplient le roi de ne pas assembler le parlement à Oxford, où les chambres seraient exposées aux attentats des papistes, dont un grand nombre s'est déjà introduit dans les gardes de sa Majesté. Charles ne répond pas à une demande qui l'irrite; le parlement se réunit à Oxford; les membres des deux partis y paraissent armés et entourés de leurs adhérents; et les députés de Londres sont environnés de cavaliers distingués par des rubans sur lesquels on lit : *Point de papisme, point d'esclavage.*

Le roi, dans son discours d'ouverture, se plaint de la conduite de la dernière chambre des communes. « Je n'ai jamais eu, dit-il, l'intention d'exercer le pouvoir arbitraire; je ne veux pas qu'on l'exerce contre moi. Si vous rappelez les insultes que j'ai souffertes, vous serez bien plus étonnés de ma longue patience que du ressentiment que j'ai montré; mais aucune irrégularité ne peut me dégoûter des parlements. Le mauvais succès de vos animosités vous engagera, je l'espère, à examiner avec plus de modération les mesures à prendre dans la conjoncture actuelle. J'ai le plus grand désir d'éloigner tous les sujets de crainte raisonnable que pourrait donner la possibilité d'un successeur papiste, et je me prêterai volontiers à tous les moyens praticables pour mettre entièrement le gouvernement entre les mains des protestants, pendant la vie de quelque prince que ce soit qui professerait la religion catholique. »

Les communes ordonnèrent d'abord une information très-exacte au sujet de la soustraction d'un bill adopté par les deux chambres pour annuler un statut de la reine Elisabeth, rendu contre les protestants non-conformistes, et s'occupèrent ensuite des moyens proposés par le gouvernement pour tenir lieu du bill d'exclusion. Voici quels

étaient ces moyens, dignes d'une grande attention : « Le
 » duc d'Yorck serait banni pour sa vie à la distance de einq
 » cents milles de quelque partie que ce fût des états de
 » la Grande-Bretagne ; le gouvernement serait remis
 » entre les mains d'un régent ; la régence serait con-
 » fiée à la princesse d'Orange, et après sa mort à la
 » princesse Anne Stuart, sa sœur. Si le duc d'Yorck
 » avait un fils élevé dans la religion protestante, le régent
 » ou la régente gouvernerait pendant la minorité du jeune
 » prince ; le royaume serait gouverné sous le nom de
 » Jacques II ; mais la peine de mort serait prononcée
 » contre ceux qui prendraient les armes pour lui, qui
 » s'armeraient en vertu de ses commissions, ou qui sou-
 » tiendraient que le simple titre de roi pourrait faire
 » éluder les obligations exprimées dans le statut qui se-
 » rait publié à ce sujet ; tous les officiers civils et mili-
 » taires prêteraient serment d'observer ce statut ; des
 » lois semblables seraient adoptées en Écosse et en Irlande.
 » Si le duc d'Yorck entrait dans l'un des trois royaumes,
 » il serait exclu du trône *ipso facto*, et la souveraineté
 » serait acquise au régent ou à la régente ; tous les papis-
 » tes de quelque considération seraient d'ailleurs bannis
 » du royaume, et leurs enfants élevés dans la religion
 » protestante. »

Les amis éclairés de la tolérance commandée par l'E-
 vangile, par la raison, par l'humanité et par la justice
 auraient pu ne pas admettre plusieurs des dispositions
 proposées. Mais quelles passions entretenaient dans les
 communes et dans la nation anglaise la méfiance funeste
 inspirée par le roi, la haine de son gouvernement, les
 préventions dont plusieurs catholiques étaient l'objet, les
 craintes inspirées par les autres, et l'aversion qu'on avait
 contre le duc d'Yorck, puisque ces passions furent assez
 fortes pour faire rejeter des articles dont l'ensemble équi-
 valait au bill d'exclusion !

Ce bill fut lu dans la chambre des communes; un seul membre osa se déclarer contre ce projet de loi; la chambre ordonna qu'il en serait fait une seconde lecture.

Elle avait, cependant, accusé devant la chambre des pairs un catholique irlandais nommé Fitz-Harris, prévenu d'avoir voulu faire attribuer aux partisans de l'opposition un libelle violent contre le roi, et qui avait fait et révoqué ensuite des aveux terribles contre la cour et ses adhérents. Les lords avaient rejeté l'accusation, et renvoyé le jugement de Fitz-Harris aux tribunaux ordinaires; les communes, blessées d'un refus sans exemple, avaient déclaré qu'elles avaient le droit incontestable d'accuser devant la chambre des pairs quelque personne que ce fût, et pour toute espèce de crime; que les lords, en renvoyant l'accusation, avaient violé les constitutions parlementaires, et qu'aucune cour inférieure ne pourrait juger Fitz-Harris sans attenter aux droits du parlement.

Charles saisit avec vitesse le prétexte de la dispute, élevée entre les chambres, dissout le parlement avant qu'on n'eût aucune connaissance de son dessein, et se plaint dans une proclamation de l'encouragement donné par les communes à l'esprit de sédition, qui voulait renverser les bases de la monarchie, et élever une puissance arbitraire sur les ruines de la constitution. La rapidité du coup porté par le roi étonne les chefs de l'opposition; et semble abattre leurs forces; ses adresses, dictées par la plus basse adulation et envoyées par les amis de la cour, félicitent le monarque sur la vigueur qu'il vient de montrer; les courtisans vantent ce qu'ils appellent son triomphe. Enivré par leur encens, il s'attribue une fermeté bien éloignée de son caractère, croit réelle la puissance apparente dont on ne cesse de l'entretenir, traite avec mépris les adresses qui lui parviennent et qui expriment des sentiments différents de ceux que la cour lui témoigne, ne voit pas les précipices qui l'environnent, et, plus faible que jamais,

obéit lorsqu'il croit commander en maître, cède sans s'en douter à de perfides insinuations; et prépare d'autant plus la ruine de sa famille qu'après avoir été doux et compatissant, il devient tout d'un coup despote, sévère et cruel.

Les témoins trop fameux dont les dépositions avaient fait répandre tant de sang croient durable la victoire remportée par la cour, viennent lui offrir leurs infâmes services, et sont reçus très-favorablement. Le roi ordonne qu'on conduise à la Tour le comte de Shaftesbury et plusieurs autres personnes de l'opposition. Un protestant nommé Collège, et qui avait souvent parlé avec force contre le roi et sa famille, est amené devant le grand jury de Londres. *Ignoramus*, répond le grand jury, et l'accusation est rejetée; mais les agents de la cour continuent de le poursuivre : on l'opprime d'une manière inhumaine; on le transfère à Oxford sous le prétexte qu'il a tenu dans cette ville des discours tendant à la trahison. Dugdale, Turberville et quelques autres témoins, vendus pendant si long-temps aux passions d'un parti, l'accusent avec force. Il se défend avec vigueur, prouve son innocence de manière à convaincre ceux qu'aucune prévention n'a veuglé : on le déclare néanmoins coupable aux acclamations d'une populace égarée ou vendue; il subit la mort avec une grande constance, et en ne cessant de nier le crime pour lequel il a été condamné à perdre la vie.

De tous les accusateurs dont la mémoire est flétrie, Titus Oates est le seul dont on rejette les services. Le ministère prodigue l'argent pour trouver et même pour suborner des témoins contre le comte de Shaftesbury; ceux qui paraissent attestent sous le serment des faits si incroyables, que cette audace aurait suffi pour les faire regarder comme d'odieux et vils parjures. Le grand jury rejette l'accusation intentée contre Shaftesbury; et, ce qui aurait dû faire faire de graves réflexions à Charles II, les rues de Londres retentissent d'acclamations.

Les intrigues, les promesses et les menaces de la cour de Charles II égarent le parlement d'Écosse ; la présence du duc d'York achève de l'entraîner. Non seulement ce parlement reconnaît que, d'après les lois fondamentales du royaume, la couronne d'Écosse a toujours passé à l'héritier du sang, et qu'aucune loi ni aucune considération ne peut changer l'ordre de la succession au trône ; mais encore il ordonne la prestation d'un nouveau serment relatif à la suprématie du roi et à la renonciation au covenant. La formule de ce serment renferme des contradictions si absurdes et de telles promesses qu'un grand nombre d'ecclésiastiques abandonnent leurs bénéfices plutôt que de le prêter. Le comte d'Argyle jouissait de la plus grande estime, suivait la doctrine presbytérienne, et néanmoins était demeuré attaché au roi pendant tous les malheurs de ce monarque. On lui présente le nouveau serment. « Engagé par ma fidélité et par ma conscience, » répond-il, je ne puis me lier de manière à renoncer » aux efforts que je pourrais faire pour procurer des » changements avantageux à l'Église et à l'état. » On l'arrête ; on le juge comme parjure ; et, d'après un ancien statut *très absurde*, dit l'historien Smolett, on le déclare coupable ; on le condamne à mort. Le roi ordonne qu'on suspende l'exécution de la sentence ; mais le comte s'échappe de sa prison, et se réfugie en Hollande.

Le duc d'York persécute les presbytériens. L'histoire lui a reproché d'avoir eu la barbare curiosité de voir appliquer à la torture quelques-unes de ces victimes de la tyrannie. La persécution produit la plus grande exaltation des idées religieuses, intimement mêlées à cette époque avec les idées politiques. Plusieurs croient obtenir par leur résistance la palme du martyre ; quinze presbytériens ne veulent voir dans Charles II que celui qui a détruit le covenant ; ils souffrent la mort plutôt que de dire *Dieu bénisse le roi* ; ils se glorifient de leurs souffran-

ces; ils meurent dans les transports d'une joie céleste. Combien d'autres sont condamnés à de rudes travaux dans des maisons de correction!

Le duc d'Yorck revient à Londres auprès de son frère; et son ascendant devient si grand que c'est lui seul qui y gouverne les trois royaumes. Le comte d'Aberdeen, chancelier d'Écosse, et le comte de Queensbury, trésorier de ce royaume, le gouvernement, pendant l'absence du duc, avec *des verges de fer*, dit l'impartial Smolett. Le duc d'Yorck revient en Écosse; on exige le serment du test avec la plus grande rigueur (1682). Plusieurs milliers d'Écossais sortent d'un royaume où on leur refuse la liberté de conscience; un grand nombre de ces infortunés vont chercher un asile jusque dans la Caroline de l'Amérique septentrionale. Et quels reproches la postérité n'a-t-elle pas adressés aux évêques d'Écosse, qui, au milieu des calamités si déplorables sous lesquelles le despotisme fait gémir leur nation, ne paraissent occupés que de la protection que le duc d'Yorck leur accorde, et célèbrent de la manière la plus forte, dans une lettre adressée à l'archevêque de Cantorbéry, la douceur du duc, l'équité de son administration et l'affection de ce prince catholique pour leur Église épiscopale, mais protestante!

Cette douceur si vantée n'empêche pas le duc de donner à son frère les conseils les plus violents contre les protestants non-conformistes; ils sont poursuivis en vertu d'un statut passé sous le règne de la reine Élisabeth, et que la chambre des communes avait voulu faire annuler plus d'une fois. Tous les magistrats, les justiciers, les juges de paix et les lieutenants des comtés, soupçonnés de pencher vers les principes des presbytériens, sont dépouillés de leurs emplois, et remplacés par des *torys*. Les évêques et les autres ecclésiastiques anglicans, redoutant de déplaire à une cour qui les effraie, et ne voulant pas voir que la persécution des presbyté-

riens, qu'ils n'aient pas et qu'ils ont craints pendant long-temps, ne fera, si l'on ne parvient pas à l'arrêter, que le commencement de la persécution de leur Église, font retentir les chaires de la doctrine de l'obéissance passive.

La ville de Londres était un peu à l'abri des violences exercées contre les presbytériens. Les shérifs désignaient les membres du grand jury; et ces membres, peu courtisans, rejetaient les accusations portées contre les protestants non-conformistes. La cour parvient à gagner le lord maire sir Jean Moer; il nomme pour shérifs deux personnes agréables au ministère. Le conseil de ville et les citoyens s'alarment, et exigent que l'élection des shérifs ait lieu d'une manière conforme aux lois. Papillon et Dubois réunissent une grande majorité de suffrages: mais le maire fait faire une élection particulière; North et Rich sont nommés. Le ministère soutient leur élection: on ne doute plus que le successeur du maire ne soit un homme entièrement dévoué au pouvoir arbitraire. Le comte de Shaftesbury quitte le royaume, et se réfugie en Hollande.

Le duc d'York fait attaquer l'alderman Pilkington en vertu du statut relatif au *scandalum magnatum* (diffamation des grands). L'alderman est condamné à payer 100,000 livres pour avoir dit, en apprenant le retour du duc à Londres: *Il a déjà brûlé la ville, il revient nous égorger*; et sir Patience Ward, qui avait servi de témoin en sa faveur, est accusé de parjure, déclaré convaincu, et mis au pilori.

Le roi, cependant, malgré ce pouvoir despotique et terrible devant lequel tous les obstacles étaient brisés ou renversés, se trouvait dans un si grand embarras à cause des dettes énormes qu'il avait contractées qu'il ne pouvait plus se passer de secours parlementaires; il redoutait l'influence des presbytériens dans les élections qu'il

serait obligé de faire faire, et pour la détruire, il résolut de se donner une autorité despotique sur toutes les corporations du royaume. Il commença par la ville de Londres; il ordonna des informations sur la validité des chartes de cette capitale; il prétendit qu'elles avaient été annulées deux fois, et d'ailleurs il fit accuser les membres de la corporation de cette ville d'avoir imposé un péage pour faire rebâtir les marchés après le grand incendie, et d'avoir présenté au roi une adresse contenant des réflexions scandaleuses contre le monarque et son administration (1685). L'affaire fut portée à la cour du banc du roi; deux conseillers de la ville prouvèrent dans leur défense que toutes les corporations avaient le droit de faire des statuts. « Tous les sujets, dirent-ils, ont un droit inhérent de présenter des pétitions au roi. Les réflexions qu'on traite de scandaleuses ne tombaient pas sur sa Majesté, mais sur les conseillers *pernicieux* qui l'avaient portée à proroger le parlement. Et quelle injustice n'y aurait-il pas à détruire une corporation pour les fautes de ses magistrats qu'on peut poursuivre comme des particuliers! Les juges, vendus au ministère, n'en décidèrent pas moins que la ville de Londres avait perdu ses privilèges, et que ses chartes étaient à la disposition du roi.

Ce jugement consterna les habitants de la capitale; une sorte de terreur panique se répandit parmi eux. Le *commun conseil* s'assembla; on présenta une pétition au monarque. Charles II offrit de rendre ses chartes à la ville de Londres; mais voici à quelles conditions. « L'élection du maire et celle de tous les officiers municipaux devront être confirmées par le roi. Si le premier ni le second choix ne sont pas approuvés par sa Majesté, elle nommera elle-même aux places vacantes; le maire et la cour des aldermen pourront avec la permission du roi priver un alderman de sa

» place. Si le quartier nommé, pour remplacer l'alder-
 » man exclu, un sujet qui ne convienne point à la cour
 » dont il devrait faire partie, la même cour nommera
 » à sa place; et les juges de paix de Londres n'agiront
 » qu'en vertu de commissions du roi. » La terreur
 panique n'était pas dissipée. Le *commun conseil* accepta
 les conditions proposées, et plusieurs corporations du
 royaume, partageant les craintes de celle de Londres,
 s'empressèrent de payer de grandes sommes d'argent
 pour conserver leurs chartes.

Une manière de gouverner aussi tyrannique avait
 fait former une vaste conspiration. Shaftesbury était
 mort à Amsterdam; mais à la tête de cette conjuration
 étaient, disait-on, le duc de Monmouth, le comte
 d'Essex, lord Russel, lord Howard et Jean Hambden.
 Ils correspondaient; ajoutait-on, avec Argyle et les
 autres mécontents de l'Écosse; le nombre des autres
 conspirateurs était considérable. Quelques-uns d'eux
 proposèrent d'assassiner le roi sur le chemin de New-
 market; ils convinrent d'exécuter ce projet devant une
 ferme nommée la maison de Rye, située sur ce chemin,
 et appartenant à Rumbald, un des conjurés; ils de-
 vaient y arrêter le carrosse du roi en faisant verser un
 chariot dans le chemin, et faire feu sur Charles au
 travers des haies. Mais à quels petits événements mat-
 tendus tiennent les destinées humaines! le feu prit à
 la maison que le roi habitait à Newmarket; ce prince
 quitta sa maison plus tôt qu'il ne l'avait résolu; et les
 conjurés ne purent exécuter leur complot.

Un de ces conspirateurs découvrit le complot aux mi-
 nistres; les chefs de la conjuration surent que l'on avait
 donné des ordres pour les arrêter. Monmouth se cacha;
 Howard eut la bassesse de trahir ses amis pour avoir son
 pardon; il déposa contre Essex, Hambden, et même
 contre Algernon Sidney: on s'assura d'eux, ainsi que

de lord Russel et de quelques autres personnes. Celui qui avait découvert la conjuration et deux de ses associés, qui s'étaient empressés de sauver leur vie en se rendant témoins pour le roi et contre ceux dont ils avaient partagé les résolutions, accusent lord Russel d'être entré dans le projet de soulèvement. Le lord Howard se joint à eux ; mais tous assurent qu'il n'a eu aucune connaissance du complot tramé pour l'assassinat du monarque. Lord Russel, dont aucune crainte ne pouvait l'emporter sur la franchise et la candeur, avoua la part qu'il avait prise au dessein de former une insurrection ; il fut condamné : il était un des pairs d'Angleterre les plus aimés de la nation anglaise ; ses ennemis même rendaient hommage à ses vertus : sa grâce est demandée au roi avec les plus vives instances. Son père le comte de Bedford offre à la duchesse de Portsmouth un présent de 100,000 livres pour obtenir le pardon de son fils. La femme de lord Russel, fille du comte de Southampton, se jette aux pieds du roi, et le conjure tout en larmes de se souvenir en faveur de son mari des services de son père. Charles est inexorable ; il craint les principes et la popularité du malheureux lord ; il commue seulement sa peine en celle d'être décapité. Le lord Cavendish, intime ami de Russel, lui propose de le faire échapper en changeant d'habits avec lui, et en prenant sa place dans la prison. Le duc de Monmouth lui écrit du fond de sa retraite. « Je suis prêt » à me mettre entre les mains du roi, si je puis par » cette démarche vous sauver la vie. » Lord Russel, profondément ému, s'oppose à ce généreux dévouement, et se soumet à son sort avec un courage admirable ; sa femme montre l'héroïsme de l'amour conjugal, craint d'ébranler sa constance, se sépare de lui sans verser une larme, et à peine a-t-elle cessé de pouvoir être vue de celui qui a reçu ses derniers adieux qu'elle tombe dans

toutes les horreurs du désespoir. *Voilà l'amertume de la mort passée*, s'était écrié Russel. La tranquillité de son esprit est extrême, plusieurs de ses paroles paraissent même inspirées par une sorte de gaieté ; il traverse toute la ville de Londres pour aller à l'échafaud. Le docteur et historien Burnet l'accompagne ; le peuple est attendri en voyant passer le lord, qu'il chérit et vénère. Au moment de recevoir le coup mortel, lord Russel témoigne à haute voix son zèle contre le papisme, proteste de son innocence sur tout complot contre la vie du roi, et prie Dieu de conserver sa Majesté et la religion protestante.

Après la mort de lord Russel commence le procès d'Algernon Sidney, dont la mémoire devait être si honorée par la postérité. Ce frère du comte de Leicester avait l'âme de ceux des anciens Romains qui ont le plus illustré leur république ; ardent défenseur de la liberté, il avait combattu contre Charles I^{er}, mais s'était opposé avec la plus grande force à l'élévation de Cromwell, et avait préféré un exil volontaire à la nécessité de plier sous l'autorité du protecteur. Le lâche Howard est le seul qui dépose contre lui. On ne peut le condamner ; ses ennemis frémissent de rage. On trouve dans ses papiers un écrit dans lequel il avait soutenu la théorie du contrat primitif sur lequel le gouvernement est établi, et d'où dérive toute puissance, de la légitimité de la résistance à la tyrannie et l'oppression, et de la supériorité du gouvernement républicain sur le monarchique. *Rien n'approchait de la trahison dans cet ouvrage*, dit Smolett, partisan néanmoins du gouvernement royal : il paraissait écrit depuis long-temps ; on ne pouvait prouver qu'il fût de sa main, ni que jamais il l'eût communiqué même à des amis intimes. « Voilà, s'écrient ses ennemis, un témoignage bien » plus fort que la déposition d'un second témoin exi-

» gée par la loi. » Un homme qui déshonorait la place de grand-justicier, et dont la postérité n'a prononcé le nom qu'avec horreur, George Jeffries, le poursuit avec l'acharnement de l'ambition la plus vile et la plus cruelle. Sidney est condamné; et l'auteur d'ouvrages historiques et politiques, élevé si haut dans l'opinion des hommes les plus éclairés de l'ancien et du nouveau monde, perd la vie en se glorifiant de mourir pour la cause des peuples et particulièrement de sa patrie.

Jeffries, du haut de son tribunal, insulte sir Thomas Armstrong, et le condamne à subir la mort des traîtres. Bailie de Jerviswood, l'un des correspondants des malheureux covenantaires d'Écosse, est envoyé prisonnier à Édimbourg; il prend le ciel à témoin de son innocence, déclare qu'il a en horreur tout complot contre la vie de sa Majesté, mais refuse d'obéir, dit Smolett, à l'acte de tyrannie par lequel on veut l'obliger à répondre, sous serment; à toutes les questions qu'on pourrait lui faire : on le condamne à une amende de 6,000 livres, et on le retient en prison dans un danger évident pour sa vie. Le duc d'Yorck, continue Smolett, ne trouve pas la punition de Bailie assez forte; il charge le ministère de chercher des témoins contre lui, et *l'on emploie les moyens les plus injustes et les plus scandaleux pour satisfaire sa vengeance*. Deux personnes arrêtées pour la conspiration ne peuvent résister à la crainte que leur inspirent les plus grandes menaces; ils *jurent* que Bailie a concerté avec eux les moyens de former une révolte : on le déclare convaincu de trahison. Les mauvais traitements qu'il avait éprouvés avaient entièrement détruit sa santé; il était presque mourant : les juges ne veulent pas que la victime échappe; on le traîne au supplice : il proteste de nouveau de son innocence, montre un courage héroïque, et ne voit dans la mort que la fin de ses tourments.

Les partisans de la cour trouvent le moyen de faire confondre, par beaucoup d'Anglais, le complot formé pour assassiner le roi avec le projet d'insurrection. L'indignation de ces Anglais les porte vers la cour : la terreur s'accroît ; l'indignation et surtout ces vives alarmes dictent un grand nombre d'adresses de félicitations qu'on fait parvenir au monarque, et à l'aide desquelles on espère éviter des soupçons funestes. L'université d'Oxford rend un décret contre les maximes et les opinions républicaines de plusieurs écrivains, et déclare leur doctrine damnable, impie, propre à corrompre les mœurs et les esprits du peuple, à exciter des tumultes, à faire naître des révoltes, à renverser les états, à encourager le régicide et l'athéisme.

La puissance du duc d'York devient de plus en plus formidable : Charles II, livré à ses plaisirs, laisse le gouvernement à son frère; le comte d'Halifax tâche de contrebalancer l'influence du duc par celle de Monmouth. Ce fils de Charles II cède aux conseils d'Halifax, qui était parvenu à découvrir sa retraite, déclare son repentir, promet de n'entrer à l'avenir dans aucun projet criminel, obtient son pardon, apprend que sa conduite le rend odieux à son parti, nie ses aveux, reçoit du roi irrité l'ordre de sortir du royaume, se retire en Hollande, y est bien reçu du prince d'Orange, calme son père, et entretient avec lui une correspondance que Charles II cache avec beaucoup de soin au duc d'York (1683).

Pendant qu'on entassait en Angleterre tant d'éléments de troubles et de malheurs, la discorde secouait ses torches sur les rives du Rhin. Depuis long-temps il subsistait une grande contestation entre la France et l'empereur, ainsi que l'empire d'Allemagne, relativement à l'étendue des cessions que la France avait obtenues par le traité de Westphalie. Louis XIV prétendait que, les

trois évêchés ou principautés ecclésiastiques de Metz, de Toul et de Verdun lui ayant été cédées avec toutes leurs dépendances, la souveraineté de tous les fiefs situés en Allemagne, et qui relevaient de ces principautés, appartenait à la couronne de France; le traité de Westphalie assurait d'ailleurs à cette couronne la suprématie sur tous les états auparavant immédiats, qui étaient compris dans la province d'Alsace. Louis établit en conséquence à Metz une chambre royale, dite de *réunion*. Cette chambre adjugea à la France, comme dépendances féodales des trois évêchés, le Hundsruok, le duché de Deux-Ponts, les comtés de Sarrebruck, de Salm, de Spanheim, de Bitsch, de Hambourg, de Créange, une partie des états des rhingraves, ainsi que des comtes de Linanges, et un grand nombre de terres et de seigneuries immédiates; elle déclara réunis à la même puissance, comme d'anciens fiefs du duché de Bar, arrière-fiefs du comté de Champagne, ou en vertu d'autres titres plus ou moins analogues, un grand tiers du duché de Luxembourg, ainsi que la souveraineté du duché de Bouillon, du pays situé entre Sambre et Meuse; et de quelques autres districts de l'évêché de Liège. Le conseil supérieur d'Alsace, établi à Brisach, prononça la réunion à la France de l'évêché princier de Strasbourg, des abbayes de Murbach, de Lure, d'Andlau, de la prévôté de Weissembourg, d'une grande partie de l'évêché de Spire, des comtés de Harbourg, de Lichtenberg, de Dabo, de la Petite-Pierre, de la préfecture de Guermersheim, et des terres de la noblesse immédiate de toute la province; et le parlement de Besançon ordonna la réunion à la couronne du comté de Montbéliard, et de quatre seigneuries dont la souveraineté avait appartenu à la maison de Wurtemberg.

Le comte de Mansfeld fut chargé par l'empereur de faire de vives représentations à Louis XIV sur ces diffé-

rentes réunions : le roi les renvoya aux tribunaux qui avaient prononcé. Des plaintes multipliées s'élevèrent contre l'empereur : on lui reprocha avec force de n'avoir pas prévu ces décisions judiciaires en faisant interpréter à Nimègue les stipulations obscures et contradictoires du traité de Westphalie. La diète lui refusa de déclarer la guerre à Louis XIV, et demanda qu'un congrès réuni à Francfort discutât les fondements et la justice des prétentions de la France (1680).

La ville de Strasbourg se rendit à Louis XIV, conserva tous ses privilèges, mais consentit à voir l'exercice de la religion catholique rétabli dans ses murs, et l'église cathédrale rendue à l'évêque, dont le siège était à Molsheim depuis plus d'un siècle. Cet arrangement produisit la plus grande sensation en Allemagne ; l'empereur, la Suède et plusieurs états de l'empire pressèrent la diète de prendre les armes. L'électeur de Brandebourg, qui venait de s'allier avec la France, à l'exemple du roi de Danemarck, calma le ressentiment de la diète : elle persista dans sa première résolution, et continua de préférer à la guerre le congrès de Francfort.

Un grand nombre de séances de ce congrès furent perdues en discussions sur des titres, des honneurs, des préséances et des manières de délibérer : le congrès fut rompu, et l'affaire des réunions renvoyée à la diète elle-même (1681).

Les cercles du Haut Rhin, de la Souabe et de la Franco-nie conclurent entre eux une association particulière pour la défense de l'empire, et l'abolition des réunions. L'empereur accéda à cette ligue, ainsi que le roi de Suède, l'électeur de Saxe, celui de Bavière, les ducs de Lunebourg et le landgrave de Hesse-Cassel.

Une nouvelle réunion fut prononcée par la chambre royale de Metz, celle du marquisat de Franchimont et de l'abbaye de Stavelot. L'empereur, les états de l'empire

déjà associés, la Suède, la Hollande et l'Espagne insistèrent auprès de la diète, plus fortement que jamais, pour l'engager à déclarer la guerre à la France. L'électeur de Brandebourg détourna l'attention de la diète vers les Ottomans qui menaçaient la Germanie.

L'insurrection de la Hongrie avait inspiré des alarmes à la cour de Vienne. Le comte Émeric Teckely avait battu les Impériaux, et obtenu de la Porte ottomane la promesse d'un puissant secours. L'empereur avait été obligé de convoquer une diète à OEdenbourg, de rétablir l'ancienne forme de gouvernement qu'il avait détruite, et de renoncer à toutes les usurpations de la violence et de la force (1682). Teckely n'avait pas voulu prendre part aux résolutions de cette diète. Soutenu par les Turcs, il avait continué les hostilités, soumis la ville de Cassovie et plusieurs autres places, et entrepris la conquête des villes des montagnes. La Porte, au lieu de renouveler la trêve avec la cour de Vienne, avait déclaré la guerre aux Impériaux. Léopold effrayé avait désiré de conclure une ligue offensive et défensive avec Jean Sobieski, roi de Pologne. Sobieski n'avait pas voulu s'allier avec un prince qui le traitait avec peu d'égards, et lui refusait le titre de Majesté. La reine néanmoins était parvenue à le déterminer à signer le traité proposé par Léopold (1683). Le grand-visir Karâ Mustapha entra dans la Hongrie à la tête de deux cent mille hommes, fait investir Javarin, et marche droit à Vienne. Jean Sobieski vole au secours de la place, suivi seulement de vingt mille hommes. L'électeur de Saxe, celui de Bavière, et les troupes des cercles, commandées par le prince de Waldeck, se joignent à Sobieski. Il attaque les Turcs : une terreur panique les saisit; ils prennent la fuite, et abandonnent aux vainqueurs leur camp et leurs richesses. Jean Sobieski, conduit en triomphe à l'église métropolitaine, y entonne le *Te Deum*. Un prédicateur commence son

discours par ces paroles de l'Évangile : *Un homme dont le nom est Jean a été envoyé de Dieu.* L'empereur arrive, après la cérémonie, de Passaw, où il s'était réfugié. Moins occupé du salut de ses royaumes que de la conservation de l'étiquette impériale, il ne veut voir qu'à cheval et en pleine campagne le sauveur de sa capitale et de ses états, prononce à peine le mot de reconnaissance, et s'éloigne promptement de Sobieski, que tant d'orgueil et de froideur indigne. Le roi de Pologne cependant poursuit les Turcs avec ses Polonais. Il est battu près de Barkan; mais le surlendemain, le duc de Lorraine l'ayant joint avec les troupes impériales, il remporte une grande victoire, prend la ville de Gran ou de Stragonie, ne peut obtenir de l'ingrat Léopold des quartiers d'hiver en Hongrie, et ramène en Pologne son armée libératrice de l'Autriche, au travers des neiges et des glaces des monts Krapacks. La branche aînée de la maison d'Autriche qui régnaît en Espagne et sur une si grande partie du Nouveau-Monde avait toujours pour chef Charles II, si faible de corps et d'esprit, et dont l'ignorance était si grande qu'il ne connaissait pas même toutes les villes d'Europe soumises à sa domination. Il avait épousé à Burgos, à l'âge de dix-huit ans, Marie-Louise d'Orléans, fille de Monsieur et d'Henriette d'Angleterre (1679). Elle réunissait les grâces et l'esprit de sa mère; elle avait espéré d'épouser le dauphin. Quelle union que celle de cette aimable princesse avec un roi presque imbécile! La politique de don Juan lui avait fait imaginer ce mariage. Il n'avait pas joui du succès de ses négociations; il était mort deux mois avant l'arrivée de la princesse à Burgos, et la reine-mère était revenue triomphante à la cour de son fils.

Une mesure désastreuse suivit de près le retour de la reine-mère. Philippe IV avait eu recours, dans l'embarras où étaient ses finances, à une de ces ressources qui

supposent une grande ignorance de la nature du commerce, de celle de l'agriculture et des véritables sources de la prospérité publique; il avait doublé la valeur nominale des espèces d'or et d'argent; de grands maux en étaient résultés. Le ministère de Charles II supprima la monnaie de billon, qui était montée presque au pair de la monnaie d'argent, et diminua des deux tiers la valeur des espèces d'argent et des espèces d'or (1680). Voyez les suites de l'édit royal : le commerce du royaume tomba tout d'un coup; la valeur de toutes les denrées augmenta; les étrangers emportèrent des sommes immenses; et, dans cette Espagne à laquelle appartenaient les mines les plus riches du Nouveau-Monde, on fut réduit à échanger les denrées contre d'autres denrées, comme si l'usage de la monnaie y était inconnu; et remarquez les contrastes de cette position si funeste et si extraordinaire; les appointements et les pensions accordés aux ministres, aux grands et aux membres du conseil étaient énormes; le marquis de Cerralvo avait un traitement de 70,000 piastres; on accordait des places de surnuméraire et des survivances pour *plusieurs vies*; ceux qui les obtenaient jouissaient des mêmes appointements que les titulaires, et le luxe de ces favoris d'un pouvoir aussi aveugle que la fortune était devenu si grand, qu'on *s'estimait pauvre* lorsqu'on n'avait que huit cents douzaines d'assiettes d'argent et deux cents plats du même métal. Et quelle est encore la législation de l'Espagne! La jeune reine était tombée de cheval, et, son pied s'étant engagé dans un étrier, elle était traînée dans la cour du palais. On tremble pour sa vie; mais une loi semblable à une de celles qui régnaient dans l'Afrique, voisine de la péninsule, condamnait à la mort tout homme qui oserait toucher la reine. Deux nobles espagnols se déterminent néanmoins à exposer leur vie pour sauver les jours de leur souveraine; ils arrêtent le cheval

dégagent le pied de la reine, et prennent la fuite avec la plus grande vitesse. La reine, qui s'était évanouie, revient à elle et demande ses libérateurs : on lui dit qu'ils ont disparu pour échapper à la rigueur des lois, et elle est obligée d'obtenir leur grâce avant de leur témoigner toute la reconnaissance qu'ils lui ont inspirée.

Les tempêtes de la mer ajoutent aux calamités de l'Espagne; cinq vaisseaux de la flotte des Indes sont engloutis dans l'Océan avec vingt millions en or dont ils étaient chargés. Le duc de Medina-Celi, premier ministre, ne voit que l'expédient honteux et corrompé de vendre la grandesse; les grands se plaignent, mais ne proposent aucun moyen de préserver l'état de la perte qui le menace. La grandesse reste pour ainsi dire à l'enchère (1682).

La misère du peuple était extrême à côté des richesses concentrées dans les mains de quelques particuliers; et dans le Portugal son sort était le même. Les vols et les assassinats s'y multipliaient tous les jours. Alphonse VI étant mort dans le château de Cintra, où on l'avait transféré de l'île de Tercère, son frère don Pierre II, qui depuis dix-sept ans gouvernait le royaume sous le titre de régent, fut proclamé roi et couronné avec solennité (1683).

De quel éclat cependant brille encore la France quand on la compare surtout aux deux royaumes de la péninsule ! Vauban venait de faire commencer les jetées et le curement du port de Dunkerque, de préparer et d'assurer les manœuvres d'eau, de diriger les chasses destinées à creuser le chepal, et de couper le banc de sable qui en barrait l'entrée. Colbert et son fils le marquis de Seignelai, auquel il avait cédé la marine et les fortifications, félicitent Vauban. Quelques mois après, des vaisseaux de quarante canons franchissent cette barre, que les chaloupes ne traversaient qu'avec peine, et du port créé par

le génie sortiront bientôt de terribles galiotes à bombes, les escadres triomphantes du célèbre Jean Bart, et ces corsaires si nombreux et si redoutables pour le commerce des ennemis de la France.

Vauban quitte Dunkerque pour aller à Toulon adopter et agrandir les travaux projetés par le chevalier de Courville et par le vicomte d'Apremont, faire ensuite de Perpignan et de sa citadelle le centre de la défense de la frontière du Roussillon et de la Catalogne, lier entre eux tous les postes de la chaîne des Pyrénées orientales, et placer au sommet la nouvelle place de Mont-Louis pour soutenir une aile de toutes les positions et maîtriser toutes les vallées. Revenant vers le nord, dans les environs de Calais, il augmente les fortifications de toutes les places situées entre la mer et les bassins de l'Aa et de l'Iper, et combine les rivières, les canaux, les ports et les écluses de manière que les eaux qui coulent sur la terre se réunissent à volonté sous les murs des places maritimes, et que les eaux de l'Océan puissent inonder les environs des places de l'intérieur. Parcourant sans cesse les frontières du royaume, il réunit Sedan, Thionville, Bitche, l'Escaut, la Meuse, la Moselle, les Vosges, l'Alsace et le Jura par le moyen des places de Charlemont, de Maubeuge, de Longwi, de Sarrelouis, de Phalsbourg, de Belfort, d'Huningue, et par les nouveaux ouvrages de la ville de Strasbourg, sa citadelle, le fort de Kehl, les redoutes du Rhin et les moyens d'inonder les environs de cette place si importante par sa position. Des travaux immenses s'exécutent sur toute la circonférence de la France. Le génie de Vauban soumet au grand plan qu'il a formé, et que Louis XIV, Colbert et Louvois se sont empressés d'adopter pour la défense du royaume, la prospérité du commerce, l'accroissement et la sûreté des forces navales, les ports, les anses, les fleuves, les rivières, les canaux, les marais, les défilés des montagnes, les pas-

sages qu'elles offrent, et les rochers escarpés qui les couronnent.

Un grand nombre d'habiles ingénieurs le secondent et le multiplient pour ainsi dire; le canal des deux mers est terminé: une solennité civique célèbre cet événement. D'Aguesseau, intendant du Languedoc, les fils de Riquet, Andréossy, de La Feuille, le P. Matthieu de Morgues, d'autres habiles ingénieurs ou mathématiciens, le cardinal de Bonzy, plusieurs évêques assistent à cette cérémonie. Depuis quelques mois Riquet avait cessé de vivre. On rend hommage à sa gloire sur ce canal déjà si fameux, et l'un des plus grands monuments hydrauliques que l'art de l'homme ait essayé de construire.

Renau donne de nouveaux modèles pour la construction des vaisseaux: Colbert l'appelle au conseil de marine, présidé par le roi lui-même. Les modèles imaginés par Renau sont approuvés.

Louis XIV veut punir Alger et ses pirates: Renau propose de bombarder cette ville, et donne le dessin de ses galiotes à bombes; on regarde d'abord son projet comme absurde; Renan le défend avec l'éloquence que donne une conviction profonde: le roi adopte ses espérances; les galiotes sont construites; une expédition est ordonnée; le grand Duquesne la commande. Les premiers essais n'ont pas tout le succès que Renau avait annoncé; presque tous les marins se méfiaient de l'invention; Duquesne partageait leur crainte; mais il seconde Renau de son autorité, l'aide de ses lumières, prépare une seconde expédition avec zèle. La seconde entreprise réussit: la foudre française écrase Alger; la ville est réduite en cendres, et les esclaves chrétiens sont rendus à la liberté.

Mais pendant que ce nouveau tonnerre répand la consternation sur les rives africaines, Louis XIV éprouve un des plus grands malheurs; Colbert est frappé par la mort; le roi perd le grand ministre si digne de secondar ses

vastes et nobles projets par sa prévoyance, sa sagesse, la fécondité de son esprit, par l'instinct de son génie, qui devine, pour ainsi dire, les principes de cette économie publique qui n'existe pas encore, par son amour pour la splendeur de la France et la gloire de son roi, par le talent de distinguer les hommes habiles, de les mettre à leur véritable place, de diriger leur amour-propre et toutes leurs facultés vers la prospérité publique, et par son constant dévouement aux progrès des lettres, et des arts.

Louis XIV avait fait entrer une armée dans la Belgique, pour appuyer ses prétentions sur le comté d'Alost; l'Espagne lui déclare la guerre. Le maréchal d'Humières et Vauban prennent Courtrai et Dixmude; le maréchal de Bellefond prend le commandement de l'armée française en Roussillon; il remporte la victoire au combat du Tër; il assiège Gironne. Mais quel admirable exemple donnent les habitants de cette ville! elle avait, dans l'espace de quatre siècles, soutenu vingt-trois sièges sans se fendre ni être prise. Les habitants ont hérité du courage de leurs pères; ils veulent partager leur gloire : la brèche est ouverte au corps de la place; le lendemain une demi-lune et un bastion, dont les communications avec l'enceinte ne sont pas assurées, cèdent à la valeur française; leurs garnisons sont forcées de se rendre à discrétion. On va donner l'assaut à l'enceinte : les Français passent à gué un premier fossé, sautent par-dessus le second, et se précipitent dans le troisième, dont le fond marécageux est garni de planches armées de pointes de fer. Plusieurs des assiégeants se blessent de manière à être mis hors de combat : les autres s'avancent avec intrépidité, arrivent sur la brèche, et pénètrent jusqu'au milieu de la ville, malgré le feu des ennemis retranchés; mais vers le centre de la place se montrent les habitants armés et soutenus par un corps de cavale-

rie; cet obstacle imprévu étonne, déconcerte, décourage les vainqueurs; le désordre se met parmi eux; on essaie en vain de les rallier : ils traversent la brèche, les fossés, les ouvrages extérieurs, regagnent la tranchée, enlèvent les canons, brûlent les fourrages, et abandonnent le siège d'une place sauvée par l'inébranlable fermeté de ses braves habitants.

Pendant cet événement si glorieux pour les citoyens de Gironne, le maréchal de Créquy investissait Luxembourg, et Louis XIV couvrait le siège, ayant sous ses ordres le maréchal de Schomberg; Vauban conduit toutes les opérations. La nature et l'art opposent à ses efforts des obstacles qu'il n'avait pas encore rencontrés : son génie fécond les surmonte; de vastes places d'armes sont développées avec une perfection nouvelle. On élève sur les glacis plusieurs étages de gabions remplis de sacs de terre; espèce de cavaliers, du haut desquels des grenadiers, recevant de la tranchée des grenades et des fusils chargés, poursuivent de leurs feux plongeants les assiégés rangés le long des branches du chemin couvert. Un nombre immense de bombes écrasent les ouvrages de la place; des explosions terribles de mines détruisent les conduits souterrains par lesquels les ouvrages extérieurs communiquent entre eux ou avec le corps de la place; et ouvrent de larges brèches, auxquelles de nouvelles explosions donnent l'étendue la plus alarmante. Des mineurs habiles, exercés et commandés par Goulon, travaillent et se battent dans leurs galeries souterraines avec le même héroïsme que si tous les braves pouvaient être témoins de leurs exploits; Goulon, d'après les ordres de Vauban, les développe sur tout le front d'attaque : un volcan immense va s'allumer sous les remparts, les faire voler en éclats, disperser leurs ruines et les faire retomber sur les assiégés qui auront échappé à la mort : Luxembourg capitule.

Le maréchal de Créqui s'avance en vainqueur vers la Moselle; Louis XIV fait revivre l'avouerie de la ville de Trèves, qui avait appartenu aux ducs de Luxembourg; il ordonne la démolition de toutes les fortifications de Trèves, et l'électeur archevêque, qui ne peut résister à l'armée victorieuse, consent à cette démolition (1684).

La république de Gènes avait depuis long-temps des intelligences avec l'Espagne; les grandes terres que la plupart des nobles génois possédaient dans le royaume de Naples donnaient au ministère de Charles II d'Autriche la plus grande influence dans les conseils de la république; elle armait en faveur des Espagnols; elle favorisait le projet qu'ils avaient formé d'incendier les ports et les vaisseaux de Toulon et de Marseille. Louis XIV veut la forcer à se séparer de ses ennemis; une flotte composée de vaisseaux, de galères, de brûlots et de galiotes à bombes, sort du port de Toulon; Duquesne la commande; Seignelai est sur la flotte ainsi que Renau. On arrive devant Gènes : Seignelai offre la paix à la république; elle en refuse les conditions : des colonnes françaises débarquent, conduites par le duc de Mortemar, le comte de Tourville et Léry; elles s'avancent vers le faubourg de Saint-Pierre-d'Arena, emportent et démolissent un mur que les Génois défendaient, marchent vers un fort avec un petard et des échelles, s'en emparent, en pourquivent la garnison jusque sous les murs de Gènes, incendient les maisons du faubourg, et, du milieu des feux, des débris et des cendres, lancent sur la ville plus de treize mille bombes qui écrasent ses palais et ses principaux édifices.

La flotte revint à Toulon; le pape Innocent XI charge le nonce qui est à Paris de travailler à la réconciliation de la république avec la France; et, malgré tous les efforts du ministère d'Espagne, la république s'engage à congédier les troupes espagnoles qui sont sur son territoire,

à supprimer toutes les augmentations qu'elle a faites dans sa marine depuis 1683, et à charger son doge et quatre sénateurs de témoigner en son nom à Louis XIV la douleur qu'elle ressent d'avoir encouru son indignation. Le doge François-Marie Impériale arrive à Versailles; le roi de France le reçoit avec beaucoup d'égards, au milieu de tout l'appareil de sa puissance (1685).

Quelques mois auparavant, une trêve de vingt ans avait été signée à Ratisbonne entre la France, l'empereur qui avait besoin d'opposer toutes ses forces aux Turcs, et l'Espagne, abandonnée à sa faiblesse par Léopold. L'Espagne avait cédé à la France la ville de Luxembourg, les dépendances de cette place, le comté de Beaumont et la principauté de Chimai; on lui avait rendu les conquêtes et les réunions faites dans ses états par la France depuis le 20 août 1683; et la France, en s'arrangeant avec l'empire, avait conservé la ville de Strasbourg, le fort de Kehl et toutes les réunions prononcées avant le 1^{er} août de cette même année 1683 (1684).

Deux ans auparavant, une querelle s'était élevée à Rome entre le pape et l'ambassadeur de France le marquis de Lavardin; le souverain pontife avait voulu détruire les privilèges ou *franchises* dont jouissaient dans Rome les ambassadeurs des princes chrétiens. L'Espagne, l'empire et d'autres puissances y avaient consenti; l'ambassadeur de France s'y était refusé, et avait introduit des soldats dans son palais pour se défendre contre les attaques que l'on pourrait tenter: le pape n'avait opposé que des armes spirituelles à celles de l'ambassadeur; il avait excommunié le marquis de Lavardin. Cette excommunication n'avait produit aucun effet dans Rome; mais elle avait irrité Louis XIV: il avait voulu montrer au pape quelles limites la France avait toujours mises à son pouvoir; et une assemblée du clergé de France, invitée par le monarque à déclarer à ce sujet l'ancienne doctrine

de l'Église gallicane, avait adopté la rédaction que lui avait proposée le grand Bossuet de quatre fameux articles de son antique croyance. « Le pape, suivant la déclaration solennelle de l'assemblée du clergé, n'a aucune » autorité sur le temporel des rois. Le concile est au » dessus du pape; l'usage de la puissance apostolique doit » être réglé par les canons : il appartient principalement » au pape de décider en matière de foi. Ses décrets obligent toutes les Églises; mais ils ne deviennent irréfra- » gables que lorsque toute l'Église les a adoptés. »

Louis XIV était parvenu au plus haut degré de sa puissance et de sa gloire ; l'Europe se taisait devant lui. Secondé par Colbert et par ses autres ministres, il avait diminué les *tailles*, un des impôts les plus oppressifs, étendu le commerce français sur les côtes d'Afrique; dans l'Asie, dans les Indes occidentales et dans la mer du Nord, donné une grande valeur à la propriété mobilière, cette source si féconde de civilisation, rendu des rivières navigables, ouvert de grandes routes, creusé des canaux, établi des manufactures où les ouvrages de l'industrie française rivalisaient avec les glaces de Venise, les tapisseries de Flandre, les points d'Angleterre et les tapis de la Turquie, créé une marine redoutable, fait naître la science de l'administration, corrigé d'anciennes lois, réformé le droit français par des ordonnances relatives à la procédure civile, à l'instruction criminelle, au commerce, aux eaux et forêts, à la marine, ajouté à l'Académie française l'Académie des inscriptions et belles-lettres, celle des sciences, celle de peinture, de sculpture et d'architecture, fondé dans Rome même une école des beaux arts, fait naître comme par une sorte de magie, et orné de chefs-d'œuvre de la sculpture les magnifiques jardins de Versailles et des Tuileries, élevé l'Observatoire, le péristyle du Louvre, et l'hôtel des Invalides. Son grand éclat va diminuer; il va descendre insensiblement du sommet où il commande

l'admiration au monde; le monarque occupera encore le trône; mais un nouveau règne va pour ainsi dire commencer; une femme suffira pour produire ce grand changement : de sages institutions auraient pu le garantir de cet abaissement ; mais il avait toujours craint de réunir les anciens états généraux ; il n'avait pas vu qu'en donnant à sa puissance la limite des lois il l'aurait rendue indestructible ; et il avait pensé à tout ce qui peut immortaliser un grand roi , excepté à se préserver , par l'intervention des grands corps de l'état , des perfidies , des erreurs , des injustices , des violences , et de tous les maux qu'elles font naître. Des souvenirs inquiétants vont se réveiller ; le peuple de Paris , ne pouvant pardonner à Colbert plusieurs monopoles ou impôts établis sur le tabac , les boissons , les ventes de la halle , et les échoppes , avait entouré la maison du ministre mourant , voulu mettre son cadavre en pièces , et présenté ces mouvements terribles d'une multitude d'autant plus irritée dans un gouvernement absolu qu'elle ne peut être rassurée par aucune garantie légale. On va rappeler la création des *chambres de justice* , dont les arrêts avaient conduit par les supplices aux spoliations , l'usurpation d'une grande partie des octrois des villes , des traitements diminués par un odieux arbitraire , des offices supprimés sans indemnité ; d'autres offices onéreux et ridicules imaginés et vendus ; la confiscation ou la réduction des rentes dues par l'état , l'emprisonnement des créanciers qui ont réclamé leurs droits , le recours à d'autres emprunts d'autant plus usuraires que le crédit avait été détruit , et plus de 500 millions obtenus par des mesures funestes , connues sous le nom d'*affaires extraordinaires*.

Et dans quelles circonstances tous ces grands moteurs de l'opinion publique devaient-ils être agités !

La reine Marie-Thérèse était morte. La passion que

madame de Montespan avait inspirée à Louis XIV s'affaiblissait chaque jour ; des scrupules , des repentirs , des remords , le caractère de madame de Montespan , les effets du temps sur la beauté , ne cessaient de combattre avec plus ou moins d'avantage cette passion que le monarque avait ressentie avec tant de vivacité. Auprès de la favorite était la veuve Scarron , petite-fille de Théodore-Agrippa d'Aubigné , amiral de Bretagne , maréchal-de-camp , favori de Henri IV , et célèbre par sa valeur ainsi que par un grand nombre de satires ou d'écrits historiques ; elle était née dans une prison où son père était retenu pour les dettes qu'il avait contractées ; conduite en Amérique , ramenée en France , privée de toute ressource par la mort de son père , et ensuite de celle qui lui avait donné le jour , elle avait épousé , à l'âge de seize ans , le poète Paul Scarron , célèbre par ses ouvrages burlesques , mais accablé d'infirmités , paralytique , et souvent tourmenté par de vives douleurs ; elle avait soigné ses maux et charmé ses souffrances par les soins les plus tendres , et par l'assiduité la plus constante ; devenue son secrétaire et son lecteur , elle avait appris auprès de lui l'art de bien raconter , celui d'écrire purement , et trois langues , le latin , l'italien et l'espagnol ; veuve à vingt-cinq ans , remarquable par son esprit , son instruction et sa beauté , mais dénuée de toute fortune , elle avait sollicité une pension : madame de Montespan , qui l'avait connue , lui avait confié l'éducation du duc du Maine et du comte de Toulouse , qu'elle avait eus du roi. Louis XIV , d'abord prévenu contre elle , avait fini par se plaire à converser avec cette veuve si spirituelle et si belle ; elle lui avait inspiré une grande confiance ; et , plein de reconnaissance pour toutes les obligations que lui avaient le duc du Maine et le comte de Toulouse , il lui avait donné le marquisat de Maintenon. Le roi cependant , malgré son âge , était devenu

passionnément amoureux de la jeune, belle et si aimante mademoiselle de Fontange; une maladie de langue lui avait enlevé ce nouvel objet de son amour; il avait reçu les adieux les plus touchants de celle qui lui avait consacré sa vie; madame de Montespan avait montré une joie cruelle en apprenant la mort de sa malheureuse rivale: Louis XIV, profondément blessé du contraste de ce triomphe avec des regrets aussi amers que les siens, la force par ses froideurs à s'éloigner de sa présence. La marquise de Maintenon devient plus que jamais nécessaire au monarque; elle est la confidente de tout ce que son cœur éprouve, le calme, le console, lui fait goûter cette douceur que la nature a attachée à l'amitié d'une femme, et lui inspire insensiblement un sentiment plus tendre; encore belle, remplie de grâces, et ayant l'esprit et les connaissances les plus propres à rendre si intéressants ses entretiens avec le roi, elle peut remplacer madame de Montespan, et faire même oublier mademoiselle de Fontange; mais elle réveille tous les scrupules qu'ont si souvent donnés à Louis XIV les sentiments religieux dans lesquels il a été élevé, se montre pénétrée d'amour, et cependant oppose aux desirs du roi cette vertu qu'il honore, cette religion qu'il vénère, et, favorisée par de grands personnages qui veulent concilier les habitudes de Louis avec le respect dû aux bonnes mœurs, et par des prélats qui espèrent qu'elle fera tout pour eux lorsqu'ils auront tout fait pour elle, elle voit le premier roi du monde lui promettre la fidélité conjugale, et recevoir avec elle en secret la bénédiction nuptiale que leur donne François de Harlai, archevêque de Paris, en présence du P. de La Chaise, confesseur du monarque, et de deux autres témoins (1686).

Quelle va être maintenant l'influence de l'épouse secrète de Louis XIV ou plutôt de ceux qui ont concouru

à sa fortune et qui comptent sur sa reconnaissance ! Aux yeux de l'homme d'état c'est leur règne qui commence et qui remplace celui de Louis-le-Grand.

Depuis long-temps les protestants étaient l'objet de l'inquiétude et de l'envie d'un grand nombre de catholiques ; on était parvenu à les représenter à Louis XIV comme des ennemis cachés de la monarchie. Le roi n'avait rien négligé pour les engager à renoncer à leur croyance ; ceux qu'on appelait *les nouveaux convertis* étaient comblés de faveurs ; exempts de tailles, de tutelle et de contributions locales, ils avaient des *surséances* pour le paiement de leurs dettes ; ils pouvaient se marier sans le consentement de leurs parents protestants ; on les préférait pour les magistratures, les charges de finance et même les grades militaires.

Quelque temps après, on avait exclu les protestants des fonctions judiciaires ou municipales, des corps de métiers, des maîtrises, des apprentissages, du barreau, des offices de sergent, d'huissier, de greffier et de procureur, des fermes du roi, des universités, des maisons du roi et des princes, et de l'exercice de la médecine, de la chirurgie et de la pharmacie ; on avait défendu à leurs pasteurs de se mêler des affaires publiques, de porter l'habit ecclésiastique, de s'intituler *ministres de la parole de Dieu*, de nommer leur religion *la religion réformée* sans ajouter l'épithète de *prétendue*, de prêcher hors des temples, d'exercer leur ministère dans le même endroit pendant plus de trois ans, d'entrer chez les malades, de visiter les prisons, de dire dans leurs sermons quelque chose de contraire à la religion catholique, de célébrer avec trop d'éclat les mariages, les baptêmes et les enterrements, et d'enseigner les langues, la philosophie et la théologie. Le gouvernement n'avait pas craint de transférer aux hôpitaux catholiques les donations ou les legs faits en faveur des consis-

loires protestants. On avait disputé à plusieurs seigneurs le droit d'avoir des prêches dans leurs châteaux ; le nombre et la qualité de ceux qui pouvaient y assister avaient été réglés ; et par une sorte de profanation de la loi et de la foi publique , indigne et d'un roi tel que Louis XIV et d'une nation telle que la nation française , les exclusions , les interdictions , les défenses qui s'étaient succédé avaient toutes été publiées comme des interprétations de l'édit de Nantes , donné par Henri IV en faveur des protestants. Le moment est enfin arrivé où ce monument que Richelieu avait respecté va s'écrouler sous la puissance cachée qui poursuit depuis long-temps les réformés , et que l'aveuglement des uns et l'ambition des autres servent avec d'autant plus de zèle que l'épouse secrète du monarque est la première sujette de cette puissance , en quelque sorte invisible qui parle au nom du ciel. Louis XIV est environné de manière à ne pouvoir plus résister : il signe la fatale révocation de l'édit de son grand-père (1685) ; et un autre édit supprime tous les privilèges accordés aux *prétendus réformés* par Henri IV et par Louis XIII , interdit dans tout le royaume l'exercice de leur religion , ordonne à tous les ministres de sortir de France avant quinze jours , promet des récompenses à ceux qui se convertiront , prescrit aux pères , aux mères et aux tuteurs de faire élever leurs enfants et leurs pupilles dans la religion catholique , assure une amnistie et la restitution de leurs biens aux *émigrants* qui reviendront avant quatre mois , et renouvelle les peines afflictives déjà prononcées contre les *relaps*. Et comment cet édit désastreux est-il exécuté ? la violence est employée au lieu de la persuasion ; des missionnaires catholiques sont accompagnés de dragons qui , sous le prétexte de chercher les protestants pour les mener au catéchisme , ou à la messe , s'établissent dans leurs maisons comme dans un

pays ennemi , pillent les meubles , consomment les provisions et s'abandonnent aux excès les plus révoltants. Combien de manufacturés, d'ateliers et de métiers abandonnés par les malheureux proscrits, et combien de milliers de protestants fuient, loin de leur patrie, les horreurs d'une persécution insensée !

L'Allemagne voit arriver dans son sein un grand nombre de ces protestants fugitifs qui portent dans plusieurs états germaniques, et particulièrement dans l'électorat de Brandebourg, une industrie, des arts et des manufactures dont on n'avait encore aucune idée dans ces états de l'empire.

La sagesse ne dirigeait plus les conseils de la France. Louis XIV, cédant à l'ascendant de madame de Maintenon, entraînée elle-même par un ascendant plus puissant, embrasse ce que propose un zèle emporté, comme il avait embrassé les plaisirs et la gloire. Le Tellier et Louvois saisissent avec force le nouveau moyen d'exercer et de maintenir une grande puissance. Seignelai peut à peine obtenir que le grand Duquesne conserve sa place dans la marine ; le vieux et illustre maréchal de Schomberg est obligé d'aller demander du service au prince d'Orange ; et Goulon, l'un des élèves les plus distingués de Vauban, se réfugie chez l'empereur Léopold, qui le nomme chef de ses ingénieurs et officier général.

Ceux des protestants qui, espérant d'échapper aux dangers dont on les environne, ne peuvent se résoudre à s'éloigner pour toujours des contrées si chéries qui les ont vus naître, des cendres de leurs pères et de cette France que leurs travaux ont enrichie, se réunissent secrètement dans des solitudes écartées, au centre de forêts immenses, au fond de vallées presque inaccessibles, dans de vastes cavernes, de très-hautes montagnes, où quelques pasteurs, bravant la mort pour le salut de

leurs frères, vont *faire la cène* avec eux, leur parler du ciel, les consoler, les exhorter à la persévérance, et leur annoncer des temps plus heureux.

Les maux des protestants s'aggravent; plusieurs d'eux veulent résister à l'oppression cruelle qui ne cesse de les poursuivre; ceux des Cévennes s'insurgent; on fait marcher contre eux des troupes; le sang français rougit ces montagnes, pendant si long-temps l'asile de la paix et du bonheur. Les supplices suivent les succès des soldats, et on couvre de fortifications un pays dévoué à l'infortune par l'impolitique d'un parti dominateur.

L'Europe cependant retentissait de plaintes contre Louis XIV; des écrits violents lui reprochaient sa tyrannie envers les protestants, et ses ennemis profitaient avec habileté de la haine que faisaient naître des plaintes qui n'étaient que trop justes, pour persuader plus que jamais que Louis XIV voulait parvenir à la monarchie universelle.

Charles, électeur palatin et dernier rejeton de la branche de Simmeren, venait de mourir. Ses états, d'après la bulle d'or, les anciens pactes de famille et une convention récente, conclue à Halle en Souabe, devaient appartenir au comte palatin Philippe-Guillaume, duc de Neubourg. L'empereur, qui avait épousé sa fille, et les électeurs le reconnurent comme l'héritier de tous les états de Charles; mais la seconde femme du duc d'Orléans, sœur de l'électeur qui venait de mourir, réclama les biens-méubles et les allodiaux de son frère en vertu du testament de son père, de son propre contrat de mariage, de la convention de Halle; et la France voulait comprendre sous la première dénomination non seulement les meubles proprement dits, mais encore l'artillerie des forteresses; et, sous la seconde, toutes les terres allodiales et tous les fiefs féminins que Charles avait possédés. L'électeur rejetait cette dernière prétention comme contraire à l'observance

général de l'Allemagne, au droit féodal germanique, au pacte de famille de la maison palatine et aux usages de cette maison, et il refusait d'autant plus de s'y conformer qu'en l'admettant il ne conservait pas la dixième partie des fiefs qui avaient appartenu à l'électeur Charles. La France consentit à terminer le différent par une négociation : les meubles furent rachetés pour 100,000 francs; mais le duc d'Orléans demanda comme biens allodiaux la principauté de Simmeren, celle de Lautern, le comté de Spanheim et plusieurs autres terres, villes et seigneuries. L'électeur implora l'assistance de l'empire : ses réclamations augmentèrent les craintes déjà répandues en Allemagne sur les vastes desseins de Louis XIV; et le prince d'Orange saisit avec avidité une circonstance aussi favorable pour armer une grande partie de la Germanie contre le monarque dont la puissance lui était odieuse. Il redoubla d'efforts, et forma la fameuse ligue d'Ausbourg, destinée à faire observer dans toute leur étendue les traités de Münster, de Nimègue et de Ratisbonne, et dans laquelle entrèrent avec chaleur l'empereur, le roi d'Espagne, le roi de Suède, la Hollande, l'électeur palatin, ceux de Saxe, de Bavière et de Brandebourg, et les cercles de Souabe, du Haut-Rhin, de Franconie, de Bavière et de Haute Saxe.

Louis XIV fit offrir à Léopold de convertir la trêve de Ratisbonne en un traité de paix perpétuelle; Léopold le refusa. Le cardinal de Furstemberg, évêque de Strasbourg, venait d'être nommé coadjuteur de l'archevêché de Cologne, sur les instances de l'électeur archevêque, et par la grande majorité du chapitre métropolitain. La ligue d'Ausbourg, sachant avec quel intérêt la France avait favorisé l'élection du cardinal, ne voulut pas la reconnaître; et Innocent XI, à qui la révocation de l'édit de Nantes n'avait pas fait oublier l'affaire des franchises ni la doctrine du clergé de France, déclara

cette élection nulle, comme contraire aux saints canons, et nuisible au bien de l'empire. L'archevêque mourut; le cardinal de Furstemberg, dont la nomination à la place de coadjuteur n'avait pas été confirmée par le pape, fut obligé de réclamer une nouvelle élection. Il eut pour concurrent le prince Joseph-Clément de Bavière, évêque de Ratisbonne, qui était à peine âgé de dix-sept ans. Les électeurs accordèrent une dispense d'âge à ce jeune prince; il l'emporta sur le cardinal; et toute la Germanie témoigna de la manière la plus vive la joie que lui inspirait cette espèce de victoire remportée sur la France.

La guerre succéda à cet événement. Louvois fit décider que les opérations militaires commenceraient sur le Rhin. On investit Philisbourg au milieu de l'automne. M. de Staremberg le défendait avec deux mille hommes de garnison et un corps d'excellents canonniers. Un grand nombre de bouches à feu garnissaient les remparts de cette place, située au milieu de marais, et entourée de belles fortifications, dont une partie avait été construite par Lalonde, par Clervillé ou par Vauban. (1688). Le roi donna le commandement de l'armée au dauphin, déjà âgé de vingt-sept ans, et dont l'éducation avait dans le temps été confiée au vertueux et si respectable duc de Montausier, et au grand Bossuet, qui avait composé pour l'instruction de cet héritier présomptif de la couronne ses immortels Discours sur l'Histoire universelle.

Le dauphin avait sous ses ordres le duc de Duras, le savant Chamlay, Catinat, chargé de tous les détails relatifs aux troupes, Vauban, nommé lieutenant général, Lalonde, qui avait défendu Philisbourg en 1676, Renau et un grand nombre d'autres ingénieurs.

Vauban employa pour la première fois le *tir à ricochet*, qu'il vient d'imaginer, et dans lequel un boulet, lancé par une charge plus faible que la charge ordinaire,

fait une suite de bonds comme les pierres qu'on jette de manière à leur faire raser la surface de l'eau, et va frapper plusieurs fois, le long d'une branche d'ouvrage, les troupes et l'artillerie. Les troupes travaillaient avec ardeur aux tranchées. La présence du dauphin, le calme de son courage, son affabilité, sa libéralité envers les travailleurs, et sa sollicitude pour les blessés redoublaient le zèle des officiers et des soldats. Mais on avançait lentement sur un terrain marécageux que rien ne paraissait pouvoir contenir. Les pluies d'ailleurs faisant s'écrouler les parapets, et remplissant d'eau les tranchées, on avait été obligé de paver ces tranchées si souvent inondées et si boueuses, et de soutenir les talus avec des fascines. Louvois, qui ne croyait pas à tant d'obstacles, écrivait des lettres pleines d'humeur et d'impatience; les ingénieurs les plus habiles avaient été tués ou mis hors de combat. Un boulet de canon avait emporté Lalonde : Vauban était sans cesse au milieu des boulets et des balles, préférait le salut des troupes au sien, ne voulait pas tenter, en versant des flots de sang, une victoire incertaine, et luttait avec une admirable fermeté contre le ministre, et contre l'armée. Le temps nécessaire s'écoule; toutes les combinaisons de Vauban se réalisent : les effets du ricochet sont aussi effrayants que nouveaux; deux grands ouvrages sont emportés, et les assiégés rendent la place.

Louis XIV écrit de sa main à Vauban : *Vous savez depuis long-temps ce que je pense de vous, et la confiance que j'ai en votre savoir et en votre affection.... Si vous êtes aussi content de mon fils qu'il l'est de vous, je vous crois fort bien ensemble; car il me paraît qu'il vous connaît, et qu'il vous estime autant que moi. Je ne saurais finir sans vous recommander absolument de vous conserver pour le bien de mon service.*

Le vénérable duc de Montausier écrit au dauphin,

son élève : *Je ne vous félicite pas de votre bravoure, vertu héréditaire; et d'avoir pris Philisbourg, vous aviez une brave armée, une excellente artillerie et Vauban, mais de ce que vous êtes libéral, généreux, humain, faisant valoir les services d'autrui, et oubliant les vôtres.* Pourquoi tous ceux qui entouraient Louis XIV ne ressemblaient-ils pas à Vauban et à Montausier?

Heidelberg et les autres villes ou châteaux du Palatinat étaient tombés au pouvoir des Français. Boufflers avait pris Kreusnach, et mis des garnisons dans les places ou forts des électors de Trèves et de Mayence. Mannheim et Franckenthal furent obligés de se rendre; et le marquis de Feuquières, que ses *Mémoires sur la guerre* ont rendu célèbre, parcourut pendant l'hiver avec mille chevaux un pays immense au-delà du Rhin, alla des rives du Mein à celles du Danube, répandit partout l'effroi, escalada des châteaux et des villes, et leva de très-fortes contributions (1688).

Quatre ans avant ces événements, l'empereur, le pape Innocent XI, le roi de Pologne, et la république de Venise s'étaient ligués contre les Ottomans; le duc de Lorraine avait défait les Turcs près de Weitzen (1684); le général Schultz avait surpris et mis en fuite Teckely; l'année suivante il s'était emparé d'Éperies, et le duc de Lorraine avait pris Neuhausel (1685). Le comte Caraffe, général des Impériaux, donne des soupçons contre Teckely au séraskier Heitam, pacha de Waradin : Teckely est arrêté par l'ordre du pacha; une grande partie des troupes ottomanes, indignées de la détention de Teckely, vont se rendre aux armées impériales. Le pacha s'empresse de mettre Teckely en liberté; mais le duc de Lorraine entreprend de nouveau le siège de Bude; on forme plusieurs attaques séparées et indépendantes pour ménager l'amour-propre des princes d'Allema-

gue qui commandent en personne leurs troupes auxiliaires ; Bude est emportée d'assaut, après un siège de quatre mois. On y trouve renfermée dans une cage de fer la tête du grand-visir Kara-Mustapha, que le grand-sultan, irrité de la défaite de ce grand-visir, avait fait étrangler trois ans auparavant. La consternation se répand dans l'empire turc ; mais la division qui règne parmi les chefs des troupes chrétiennes empêche que les vainqueurs de Bude ne profitent de cette consternation (1686).

Le duc de Lorraine cependant et l'électeur de Bavière livrent à quatre-vingt mille Turcs la fameuse bataille de Mohatz, remportent une victoire éclatante et soumettent l'Esclavonie : les Vénitiens, de leur côté, s'emparent de l'île de Sainte-Maure, de la province de Carnia, du château de Prevesa sur la côte d'Albanie, de Modon ; de Naples de Saçanie, capitale de la Morée, d'une grande partie de cet ancien Péloponèse et de la Dalmatie, et battent deux fois l'armée turque. Tant d'avantages, redevables à leur célèbre François Morosini, qu'ils nomment doge après la mort de Marc-Antoine Giustiniani, et auquel ils élèvent une statue avec cette inscription : *à François Morosini le-Péloponésiaque, encore vivant*, excitent les plus violents murmures du peuple de Constantinople : les ministres sont sacrifiés ; mais le sultan subit le sort des despotes auxquels des sujets irrités reprochent leurs malheurs ; il est déposé, renfermé dans le palais, et son frère Soliman III est élevé sur ce trône dont un souverain absolu ne peut que trop arroser les marches de sang, mais où rien ne peut garantir sa tête de la foudre.

Léopold, fier de ses succès et de ceux de ses alliés, veut réaliser un projet qu'il roule depuis long-temps dans sa tête ; il veut rendre héréditaire dans sa famille la couronne de Hongrie : le sang de plusieurs mécontents

avait coulé sur l'échafaud, et la crainte de ses armes était extrême; il convoqua les états de Hongrie à Presbourg; il leur propose d'unir à leur royaume les conquêtes que ses troupes ont faites sur les Turcs, de confirmer les anciens privilèges de la nation, et d'accorder aux protestants le libre exercice de leur religion, à condition qu'ils cassent la loi rendue par le roi André II en 1222, et qui leur permet de déposer leurs rois s'ils violent les droits des états; de rendre la couronne héréditaire en faveur des mâles de la maison d'Autriche, et de recevoir des garnisons impériales dans toutes les places du royaume. Les membres des états ne voient pas, ou feignent de ne pas voir les conséquences de ces concessions; ils adoptent à l'unanimité les propositions de Léopold (1687); et l'archiduc Joseph, fils aîné de l'empereur, est couronné roi de Hongrie par l'archevêque de Gran, quoique n'étant encore que dans sa huitième année.

Le roi de Pologne Sobieski était parvenu, malgré les efforts des musulmans, à élever une citadelle contre l'importante place de Kaminiék; les Turcs avaient d'ailleurs été battus dans la forêt Bucovine par Jablonowski, grand général de Pologne: le grand-sultan fit offrir à Sobieski de lui céder Kaminiék (1686), s'il voulait se détacher de la ligue autrichienne; Léopold, informé de cette proposition, s'empressa de promettre à Sobieski de l'aider à conquérir la Moldavie et la Valachie, et de rendre ensuite ces principautés héréditaires dans sa maison. Sobieski, à qui on a reproché d'avoir, dans cette circonstance, préféré l'intérêt de sa famille à celui de la Pologne, s'empara facilement de la Valachie et de la Moldavie; mais il s'efforça en vain pendant cinq ans de consolider sa conquête. Obligé par ses infirmités de céder le commandement des troupes polonaises au grand général, il dirigea encore l'administration des affaires pendant

cinq ans, au bout desquels il fut emporté par une apoplexie (1689). Deux ans auparavant, ce grand monarque avait marié avec l'électeur Maximilien de Bavière sa fille Cunégonde, qu'il avait eue de la reine Marie-Casimir de La Grange, veuve du palatin Jacques Radziwil, prince de Zamoski, et fille du marquis d'Arquien.

Le czar Fédor était mort en 1682 ; son règne sur la Russie n'avait été que de six ans ; mais plusieurs entreprises remarquables avaient signalé ce règne : il avait introduit dans les églises grecques un chant qui avait beaucoup de ressemblance avec ceux que l'on entendait dans les temples des états voisins, adopté pour lui le costume polonais, que ses courtisans s'empressèrent à son exemple de préférer, établi des haras dans les différentes provinces de son empire, fait venir à grands frais des écuyers qui pussent montrer aux Russes l'équitation européenne, et frappé un coup d'état bien extraordinaire et dont les résultats, heureux pour sa puissance, auraient pu avoir des conséquences favorables à la nation entière si la condition sociale de cette nation avait été changée, son ignorance remplacée par une instruction convenable, et sa liberté garantie par des lois protectrices. Depuis long-temps les nobles russes, agités par de vives querelles sur le mérite et les droits de leurs ancêtres, ne cessaient de disputer de prééminence à la cour et dans les camps. Fédor II les convoqua, leur ordonna d'apporter leurs généalogies, leurs chartes et leurs privilèges, s'empara de toutes ces pièces, et, de l'avis du patriarche, des métropolitites et des boïards, les fit brûler en sa présence (1682).

Fédor avait laissé une sœur nommée Sophie, un frère nommé Ivan plus jeune que Sophie, né comme cette princesse et comme Fédor de Marie, première femme d'Alexis, et un autre frère nommé Pierre, qu'Alexis avait eu de sa seconde femme Natalie de la maison

de Narischkin. Ivan avait dix-neuf ans, mais son esprit était très-faible, et sa santé chancelante; Pierre n'en avait que dix, mais il donnait les plus grandes espérances, et semblait annoncer le surnom glorieux que l'Europe lui décernerait un jour : les grands et les chefs du clergé reconnaissent Pierre pour leur souverain. La princesse Sophie aurait régné sous le nom d'Ivan; son ambition ne conserve aucune espérance après le choix de Pierre.

On voit tout d'un coup s'élever un de ces orages violents qui renversent si souvent les trônes des princes absolus. On s'écrie dans les quartiers des strélitz que les Narischkins ont étranglé le prince Ivan; vingt mille strélitz, animés par ces cris, courent au Kremlin tambour battant et enseignes déployées, et demandent avec fureur qu'on leur livre les traîtres meurtriers du czar Ivan: Pierre, sa mère, les ministres et Ivan lui-même paraissent en vain devant ces forcenés; ils ne reconnaissent pas Ivan qui leur parle, se précipitent dans le palais, jettent par une fenêtre Aphanosi Narischkin, frère de la czarine, se répandent dans la ville, massacrent tout ce qui leur est suspect, immolent un autre frère de Natalie, enferment son père dans un cloître, veulent qu'Ivan partage le trône avec Pierre, et remettent le gouvernement à Sophie. Le patriarche Adrien couronne les deux frères; Sophie choisit pour son premier ministre Vassili Galitzin, Lithuanien de la famille des Jagellons, et abandonné Pierre à une troupe de flatteurs, qui servent l'ambition de Sophie en entraînant le jeune prince dans les excès de la débauche les plus propres à détruire sa santé, énerver son âme et affaiblir son esprit. Un Gênois nommé Le Fort, homme habile et officier expérimenté, sauve Pierre et la Russie en obtenant la confiance du jeune czar, en l'arrachant souvent du milieu de ses corrupteurs, et en l'instruisant dans l'art militaire.

Des ennemis de Kouanski, chef des strélitz, l'accusent, dans un placard affiché à la porte du palais, de vouloir donner la mort aux deux czars, à leur famille et aux personnes les plus élevées en dignité. La cour s'alarme, se retire à quelques lieues de Moscou dans le couvent fortifié de la Trinité, y attire Kouanski sous un prétexte spécieux, et lui fait trancher la tête. Les strélitz prennent les armes, veulent venger leur chef, et marcher contre la cour. Les boïards, un grand nombre de nobles et plusieurs corps de troupes courent défendre le couvent. La crainte saisit les strélitz; ils se soumettent, se rendent au palais, reconnaissent qu'ils ont mérité la mort, demandent humblement leur grâce à Sophie, et l'obtiennent (1685).

Le gouvernement paie un million à la Pologne, lui en promet un second; et la Pologne lui cède la possession perpétuelle de Smolensko, de Kief, de Tschernigof, et du duché de Séverie, que la Russie n'avait qu'en dépôt.

Deux campagnes des Russes contre les Tartares de la Crimée ne procurent que de faibles avantages. Pierre s'emporte avec violence contre le général Boris Galitzin, craint le ressentiment du premier ministre, veut sauver sa puissance et sa liberté, ne prend conseil que de son courage, se rend au couvent de la Trinité, y est joint par un grand nombre de ses partisans, leur dit avec véhémence ; *J'ai dix-sept ans ; il est temps que je prenne les rênes du gouvernement*; reçoit leurs serments, envoie à Moscou des ordres que l'on s'empresse d'exécuter, exile Vassili Galitzin et sa famille, fait conduire Sophie dans un couvent, où l'on doit la traiter avec honneur, mais la garder avec sévérité, arrive à Moscou, traite son frère avec beaucoup d'égards, accepte l'offre d'Ivan qui lui remet l'exercice de l'autorité souveraine, porté seul le titre de czar, et, génie brut ; mais créateur,

jeté pour ainsi dire au milieu des glaces du nord et des déserts de la Russie, va commencer l'ère si remarquable de la gloire et de la puissance des Russes (1688).

Mais pendant qu'à la voix de Pierre les arts et les sciences de l'Europe vont pénétrer dans ces vastes contrées boréales où l'Asie commence, quel grand événement, si digne de l'attention de tous les siècles, se passe sur le théâtre de la Grande-Bretagne! Des actes de rigueurs s'étaient succédé en Angleterre; Charles II, voyant dans quel abîme son frère pouvait l'entraîner, paraissait avoir résolu de secouer l'influence du duc d'Yorck, et de se conduire d'après des principes bien différents de ceux de ce prince. Il avait, dans une déclaration relative aux chartes qu'il avait annulées, assuré les Anglais qu'il userait avec modération de son autorité, et que *les plus obstinés républicains seraient convaincus que la couronne, étant l'origine des droits du peuple, était aussi le plus ferme soutien de ses libertés*. Il devait renvoyer le duc d'Yorck en Écosse ou sur le continent, rappeler Monmouth, et convoquer un parlement libre; il aurait pu éviter la perte de sa dynastie; mais la mort le frappa au milieu de ces tardives résolutions. Il ne résista que pendant peu de jours à une attaque d'apoplexie, et, suivant Smolett, reçut pendant cette courte maladie les sacrements de l'Église catholique, pour la défense de laquelle il avait écrit de sa main deux opuscules que l'on trouva dans ses papiers. Ses malheurs ou plutôt ceux de l'Angleterre étaient venus de son amour désordonné pour les plaisirs, de la légèreté de son esprit, de la faiblesse de son caractère, de l'opinion où il était, et que lui avait donnée son défaut de principes, que tous les hommes étaient faux, perfides et intéressés, de son mépris et de sa haine pour un grand nombre de ses sujets, qu'il regardait comme des fanatiques, des hypocrites et des républicains, et de la croyance funeste où il était que les

droits réclamés par les Anglais étaient incompatibles avec sa propre sûreté.

D'abord après la mort de Charles, le duc d'Yorck fut proclamé sous le nom de Jacques II. « Je suis opposé, » dit-il dans un conseil tenu à Whitehall, à toute conduite arbitraire; je veux maintenir la religion établie par les lois, et défendre les libertés du peuple pour lesquelles j'ai plusieurs fois exposé ma vie. » Son discours fut imprimé et applaudi dans toute l'Angleterre. Il conserva dans leurs fonctions tous ceux qui possédaient des emplois à la mort de son frère; sa déclaration et ce premier acte de son règne allaient lui donner une grande popularité; mais bientôt il commença de courir à sa perte. Il continua, par une proclamation, l'accise et d'autres droits qui n'avaient été accordés que pour le temps de la vie Charles II; il alla publiquement à la messe, et il ordonna de publier une relation de la mort de son frère dans l'exercice de la religion catholique, et des deux écrits que ce prince avait composés en faveur de cette religion.

Le parlement d'Écosse concourut fortement, par sa lâche servilité, à pousser Jacques II dans la route où il venait de s'engager, et qui conduisait dans un précipice. Les membres de ce parlement confirmèrent l'acte passé sous le règne précédent pour le maintien de la religion établie, annexèrent l'accise à la couronne, ordonnèrent la peine de trahison et de confiscation non seulement contre ceux qui assisteraient à des *conventicules*, mais encore contre ceux qui ne déclareraient pas les traîtres et les non-conformistes, et témoignèrent la plus grande horreur de tous les principes contraires à la *sacrée, suprême, souveraine et absolue puissance du roi*.

Le parlement d'Angleterre fut convoqué. *Il fallait,* dit un historien anglais, *que l'art de la corruption eût*

été exercé d'une manière bien honteuse pour que les membres des communes fussent aussi portés qu'ils l'étaient à entrer dans toutes les vues du nouveau roi.

Le parlement accorda au monarque, pour le temps de sa vie, tous les revenus dont jouissait le dernier roi; et les communes déclarèrent qu'elles se reposaient entièrement sur la promesse du monarque de maintenir l'Église anglicane conformément aux lois, dont la conservation leur était plus chère que la vie.

Le comte d'Argyle attendait en Hollande une occasion favorable pour soulever les Écossais, ses compatriotes, contre Jacques II, l'auteur de tous ses malheurs. Il engagea le duc de Monmouth à le seconder, reçut une somme d'argent d'une riche veuve d'Amsterdam, acheta des armes et des munitions, mit à la voile, débarqua en Écosse auprès de Dunstaffnage, vieux château de son territoire, y fut joint par deux ou trois mille de ses vassaux ou de ses partisans, passa dans l'île de Bute, revint dans le comté d'Argyle, s'avança vers Dumbarton, apprit que les troupes ou l'escadre de Jacques s'étaient emparés de ses vaisseaux, de ses munitions, de son artillerie, ne douta plus de la ruine de ses espérances, tâcha de s'échapper, fut pris par un paysan qui le découvrit dans un marais où il s'était caché, fut conduit à Édimbourg, se prépara à la mort, et eut la tête tranchée d'après la première sentence rendue contre lui.

Le duc de Monmouth avait débarqué à Lyme, dans le comté de Dorset, avait pris possession de la ville sans éprouver aucune résistance, et, dans un manifeste, accusé Jacques II de l'incendie de Londres, du complot papiste, du meurtre de Godfréy, de l'assassinat du comte d'Essex, de la dissolution des parlements, de la subornation des juges, d'autres actes de la tyrannie la plus odieuse, et de la mort de Charles, qu'il lui avait reproché d'avoir empoisonné. « Je viens, avait-il ajouté dans ce manifeste,

» pour réformer les abus sous lesquels gémit la nation.
 » Ma mère a été la femme légitime de Charles; que le
 » peuple anglais se joigne à moi pour sa délivrance. »

Le parlement assura le roi de son zèle, lui promit son secours contre la rébellion, adopta un bill d'*atteinder* contre le duc de Monmouth, pria le monarque de promettre une récompense de 5,000 livres à celui qui prendrait le duc mort ou vif, et vota en faveur de Jacques II un don de 400,000 livres.

Le peuple de la campagne cependant acconrait sous les drapeaux de Monmouth. Le duc oblige d'Albemarle à se retirer vers Taunton, entre dans Anminster, est reçu au milieu de vives acclamations, voit son armée s'augmenter, prend le titre de roi, est proclamé solennellement, met à prix la tête de Jacques II, déclare le parlement qui était réuni une assemblée tumultueuse, est accueilli dans Bridgewater et dans Froone, ne veut pas donner le temps à plusieurs pairs de rassembler les milices, forme la résolution d'attaquer un corps de trois mille hommes d'infanterie ou de dragons, que commandait pour Jacques II le comte de Feversham, se met en marche vers les onze heures du soir dans l'espérance de surprendre l'ennemi, rencontre dans un poste avancé un régiment qui donne l'alarme, attaque Feversham à la pointe du jour, ne peut retenir sa cavalerie, qui prend la fuite au premier choc, se met à la tête de son infanterie, combat avec la plus grande valeur, est chargé en flanc par la cavalerie ennemie, est abandonné par ses troupes, se retire avec cinquante cavaliers, que les royalistes dispersent, change d'habits avec un berger, s'enfuit à pied, tombe épuisé de faim et de fatigue, se couvre d'un tas de paille, est découvert et amené à Jacques II, perd tout son courage, implore la compassion du roi dans une lettre très-soumise, a recours à l'intercession de la reine-donairière, et, à la prière de cette princesse, obtient une

audience de Jacques. Le duc demande la vie au monarque avec les plus humbles supplications. « Signez, » lui dit le roi, ce papier, dans lequel vous déclarerez que Charles n'a jamais épousé votre mère. » Monmouth signe la déclaration. « Votre crime, continue Jacques, est de nature à ne pas être pardonné ; » vous n'avez plus qu'à vous préparer pour une autre vie. »

Le duc ne peut obtenir aucun délai, et, ayant perdu toute espérance, retrouve une grande partie de sa fermeté, et monte sur l'échafaud avec calme.

Les officiers du roi se conduisent de la manière la plus inhumaine envers les prisonniers faits dans le dernier combat; Faversham en fait pendre plus de vingt. Le colonel Kirke, qui avait été soldat à Tanger, condamne à la mort dix-neuf de ces prisonniers à Bridgewater, et, comme pour un amusement barbare, en fait exécuter d'autres de temps en temps avec *des circonstances de barbarie infâme, qui, suivant l'historien Smolett, font rougir la nature humaine* (1685).

Jeffries, dont le nom a été prononcé par la postérité avec tant d'exécration, est envoyé dans l'Ouest pour y servir de ministre à la vengeance royale. La soif qu'il a du sang humain est augmentée par son ivresse continue, disent les historiens. « Si vous voulez, dit-il aux » prisonniers, m'épargner la peine des informations, » vous pourrez espérer quelque faveur ; sinon, ce sera » avec la plus grande rigueur que j'exécuterai les lois » contre vous. » Plusieurs de ces malheureux, trompés par cette fausse promesse, avouent leur crime, et n'obtiennent aucune grâce. Jeffries menace les jurés, intimide les témoins, rejette toute intercession, ne se plaît qu'au milieu des supplices, fait exécuter vingt-neuf prisonniers à Dorchester, deux cent quatre-vingts dans sa propre ville, plus de deux cents à Exeter ou à Taunton.

Lady Lisle, veuve d'un de ceux qui avaient jugé Charles I^{er}, est arrêtée dans un âge très-avancé pour avoir caché dans sa maison deux fuyards de la bataille de Sedgemore, perdue par le duc de Monmouth. Elle prouve que, dès qu'elle a eu connaissance de l'entreprise dans laquelle ils s'étaient engagés, elle a ordonné à une femme qui la servait d'aller faire sa déclaration devant le juge de paix : les juges prononcent deux fois qu'elle est innocente. Jeffries fait recommencer le procès, et adresse aux juges des menaces si terribles que la terreur les saisit, et qu'ils condamnent la veuve à la mort. On demande en vain au roi la grâce de cette femme respectable : elle subit le dernier supplice.

Mistriss Gaunt, anabaptiste de Londres, vénérée pour sa bienfaisance, cache un fugitif dans sa maison. Ce monstre dénonce sa protectrice, dans l'espérance d'obtenir le pardon promis aux révélateurs : il obtient sa grâce ; on lui accorde une récompense ; et mistriss Gaunt est brûlée vive.

Jacques n'a pour ainsi dire qu'un désir, celui de rétablir la religion catholique en Angleterre ; son ardeur extrême pour cette entreprise est entretenue par la reine, dont la conscience est dirigée par les jésuites ; et cependant Charles II, peu de moments avant de mourir, avait tâché de le détourner de ce projet comme d'un dessein trop dangereux et impraticable. L'ambassadeur d'Espagne don Pedro Rondillo, remarquant dans sa première audience un grand nombre de prêtres catholiques autour du roi, n'avait pas pu s'empêcher de lui dire : « Que votre Majesté, sire, se tienne en garde contre leurs importunités. — Est-ce que votre roi, lui avait répondu Jacques II avec humeur, ne consulte pas les prêtres ? — Et c'est pour cette raison, sire, avait dit Rondillo, que nos affaires vont si mal. »

Le pape Innocent XIII lui-même, en adressant à Jac-

ques II un bref au sujet de son avènement, lui avait témoigné combien il craignait que son zèle ne l'emportât trop loin, et ne fût aussi nuisible aux intérêts de la religion qu'à ceux de sa couronne.

Jacques II persiste néanmoins dans sa résolution, et son obstination est d'autant plus grande que la conversion des Anglais lui paraît le moyen le plus sûr de parvenir au pouvoir absolu.

Le duc d'Ormond était vice-roi d'Irlande : on le trouve trop favorable à la religion anglicane; on le rappelle; on introduit un grand nombre de catholiques dans le conseil privé irlandais. Les protestants d'Irlande sont violemment opprimés sous le prétexte d'avoir favorisé le duc de Monmouth; la milice de ce royaume est désarmée; le colonel Talbot, *papiste* furieux et chargé de l'organisation de l'armée irlandaise, renvoie la plus grande partie des officiers protestants, et les remplace par des catholiques.

Le parlement anglais s'assemble. « L'expérience m'a » prouvé, lui dit Jacques II, que la milice est tellement inutile : je la remplacerai par l'armée, que » je porterai de sept mille hommes à quinze mille; » je vous demande les subsides nécessaires pour son » entretien. Les officiers catholiques que j'emploie » sont d'une fidélité éprouvée; j'ai recueilli les fruits » de leurs services dans les temps de danger; je ne » veux pas m'exposer au chagrin d'en être privé, si » une nouvelle rébellion était excitée; j'exposerai » ma vie pour les véritables intérêts du royaume, et » j'espère que rien ne troublera l'harmonie qui règne » entre moi et mon parlement. »

L'adresse au roi éprouve de grandes difficultés dans les deux chambres. Elles commencent à s'alarmer des progrès du *papisme* et de la puissance arbitraire; l'adresse passe néanmoins dans la chambre des

pairs et dans celle des communes, mais à une faible majorité.

Les communes accordent 700,000 livres pour l'entretien de l'armée; et cependant elles représentent au roi que, d'après l'acte du *test*, les *papistes* récusants ne peuvent exercer aucun emploi. « Nous préparerons un bill, » ajoutent-elles, pour exempter des peines qu'ils ont » encourues les officiers catholiques romains employés » par votre Majesté; mais, en les continuant dans leurs » emplois, votre Majesté s'est attribué le pouvoir de » dispenser des lois, pouvoir le plus dangereux pour la » liberté du peuple, ainsi que pour la sûreté de la religion, et au sujet duquel nous vous supplions de » calmer les inquiétudes de vos fidèles sujets. — Je ne » m'attendais pas, répond le monarque, à la remontrance de la chambre des communes : quelque abus » cependant qu'elle puisse faire de ma confiance, j'exécuterai toujours ponctuellement mes promesses. » La réponse du monarque glace de terreur les membres des communes; le plus profond silence règne dans l'assemblée; Cook, député de Derby, l'interrompt, et dit : « Je » me flatte que nous sommes tous de vrais Anglais; quelques mots durs ne sont pas capables de nous détourner » de remplir nos devoirs. » La chambre, de plus en plus effrayée, l'envoie à la Tour; le roi proroge le parlement (1685).

La nouvelle de la révocation de l'édit de Nantes arrive en Angleterre; tous les efforts de Jacques II ne peuvent empêcher les Anglais de donner des larmes aux malheurs des proscrits de France, de s'indigner contre Louis XIV, et de manifester plus de haine que jamais contre les catholiques.

Le monarque recommande au parlement d'Écosse les catholiques romains, toujours fidèles à la royauté; il demande qu'ils ne soient plus obligés de faire un serment

contraire à leur conscience. Le parlement écossais ajourne, après de violents débats, un bill qui permet aux catholiques l'exercice particulier de leur culte; le roi proroge le parlement d'Écosse, et, en vertu, dit-il, de sa prérogative royale, établit la liberté de conscience dans tout le royaume (1686).

Le comte de Tyrconnel, vice-roi d'Irlande, y exerce de si grands actes d'oppression contre les protestants et encourage si fortement contre eux l'insolence des catholiques qu'ils craignent un nouveau massacre : plusieurs milliers de ces protestants abandonnent leurs terres; les négociants anglais retirent leurs effets, et l'Irlande est réduite à la plus grande détresse.

Sir Édouard Hales est accusé d'être *papiste récusant* employé en qualité de colonel; il allègue pour sa défense le pouvoir royal de dispenser de l'observation des lois. Des avocats plaident avec la plus grande chaleur contre cette prétention; les juges, tremblants devant la cour, déclarent que ce pouvoir de dispenser est une prérogative inséparable des rois d'Angleterre. Quel mal irréparable fera aux intérêts de Jacques II cette décision qui renverse tous les fondements de la sécurité des Anglais!

La volonté de Jacques II ne connaît plus de bornes; il admet dans son conseil le comte de Tyrconnel et trois autres lords *papistes*. Le culte catholique est exercé publiquement; les jésuites établissent plusieurs collèges; quatre évêques catholiques, sacrés dans la chapelle du monarque, vont dans différentes parties de l'Angleterre exercer les fonctions de *vicaires apostoliques*; leurs instructions pastorales sont imprimées par l'imprimeur du roi, et distribuées dans les différents comtés. Un grand nombre de prêtres et de religieux débarquent en Angleterre; des moines paraissent à la cour avec les habits de leur ordre. Le roi écrit aux évêques anglicans de défendre aux ministres qui leur

sont subordonnés de prêcher sur des sujets de controverse ; mais les théologiens protestants , bien loin de se conformer aux ordres du roi , parlent avec plus de véhémence que jamais contre la religion romaine et en faveur de leur religion , qu'ils veulent préserver du danger dont Jacques la menace. Le roi et son conseil , courroucés de leur résistance , établissent une nouvelle cour ecclésiastique , à laquelle ils donnent le pouvoir d'exercer une sorte de juridiction spirituelle , de corriger les abus , d'informer des délits , de censurer , d'excommunier , de suspendre et de déposer les délinquants , de corriger et de changer les statuts et les réglemens des collèges et des communautés religieuses. On introduit dans cette cour des catholiques ; on nomme membre de ce tribunal l'archevêque de Cantorbéry ; mais il refuse d'y paraître ; et , à l'éternelle honte du gouvernement de Jacques , on voit siéger dans cette cour le sanguinaire Jeffries qu'on n'avait pas rougi de nommer lord chancelier.

L'évêque de Londres est suspendu de ses fonctions épiscopales par le nouveau tribunal , pour avoir refusé de suspendre un de ses ecclésiastiques sans un procès en forme ; ce jugement excite des murmures d'autant plus grands qu'on est irrité de voir en pleine paix quinze mille hommes campés à Hounslow-Heat.

Jacques II ne s'arrête pas dans la route qu'il a résolu de suivre. Il envoie le comte de Castlemain en ambassade à Rome ; il le charge d'assurer le pape de son obéissance spirituelle , et de le prier de réconcilier ses royaumes avec la religion romaine. Innocent XIII était entré dans la ligue qui faisait la guerre à Louis XIV ; il regardait Jacques II comme un partisan et un pensionnaire de Louis ; il connaissait d'ailleurs le véritable état de l'Angleterre , les dispositions civiles et religieuses des Anglais , et toutes les liaisons de Jacques avec les jésui-

tes, qu'il n'aimait pas et qu'il redoutait. Il reçut l'ambassadeur avec la plus grande indifférence, et même avec une sorte de dérision, envoya un nonce en Angleterre, mais n'accorda presque rien de ce que Jacques désirait.

Le roi d'Angleterre, cependant, avait imaginé d'opposer les presbytériens et les non-conformistes aux anglicans et aux épiscopaux, d'anéantir leurs forces en les animant les uns contre les autres, et de faire profiter les catholiques de tout ce qu'il aurait l'air d'accorder d'une manière durable aux non-conformistes protestants. Il commença par l'Écosse, et en vertu de son autorité souveraine, de sa prérogative royale et de sa *puissance absolue, à laquelle ses sujets étaient obligés d'obéir sans réserve et sans restriction*, il accorda la liberté de conscience à tous les Écossais, abrogea tous les serments, dont le refus rendait les non-conformistes incapables de remplir aucun emploi, et annula toutes les lois rendues contre les catholiques. Les covenantaires furent si contents d'être délivrés des sujétions dont ils se plaignaient depuis si long-temps qu'ils ne firent presque aucune attention à cette autorité absolue de laquelle seule ils tenaient le bienfait qui leur était si cher; et le conseil d'Écosse remercia le roi au nom de la nation.

Jacques s'empressa alors de donner en Angleterre la même liberté de conscience; et comme il eut la précaution de moins parler dans sa déclaration de son pouvoir absolu, et de dire qu'il ne doutait pas que sa déclaration royale ne reçût l'approbation du parlement, il obtint des résultats presque semblables à ceux qu'il avait obtenus en Écosse. Les presbytériens, les indépendants, les anabaptistes, les quakers remplis de reconnaissance, lui firent parvenir des adresses affectueuses, parlèrent avec enthousiasme de l'exercice de

l'autorité royale, et publièrent même des plaintes violentes contre l'Église anglicane. Jacques fomentait leur animosité, blâmait hautement les injustices que l'Église anglicane leur avait fait éprouver, et poussa la dissimulation jusques à ordonner la révision des condamnations prononcées contre les non-conformistes dans les cours ecclésiastiques.

Il s'applaudissait du succès de sa feinte; mais bientôt le prestige se dissipa. Le but de Jacques fut reconnu; toutes les divisions des protestants se calmèrent. Le roi, croyant néanmoins ne plus trouver que de faibles obstacles à ses projets, voulut forcer l'université de Cambridge à conférer un grade à un religieux bénédictin : l'université refusa; le vice-chancelier de cette institution fut dépouillé de son office; et sous le prétexte de punir la résistance des membres du collège de la Madeleine de l'université d'Oxford, qui avaient refusé avec constance de nommer à la présidence de leur corps la personne qu'il leur avait recommandée, il fit chasser du collège les professeurs qui n'avaient pas voulu voter contre leur serment, et les fit remplacer par des catholiques.

Les efforts inutiles qu'il fit pour s'assurer des élections lors de la convocation d'un nouveau parlement auraient dû, cependant, lui montrer le mécontentement général qui s'élevait dans la nation; mais, quoiqu'il se crût forcé de renoncer à convoquer une nouvelle chambre des communes, il manifesta plus que jamais ses desseins contre la religion anglicane. Personne, d'après les lois, ne pouvait prendre le titre de nonce du pape sans encourir les peines de haute trahison; Jacques II, *dispensant* de l'observation de ces lois, voulut que le nonce Ferdinand Dada fit une entrée publique à Windsor : ce nonce parut revêtu de ses habits pontificaux, précédé de la croix, suivi d'un grand nombre de moines portant les costumes de leurs ordres; et le duc de Sommerset,

gentilhomme de la chambre, ayant refusé de conduire le nonce pour ne pas désobéir aux lois établies, le roi lui ôta sa place et son régiment (1687).

Jacques ne négligea rien pour engager son gendre le prince d'Orange, qui était très-aimé en Angleterre, à concourir avec lui à l'abolition des lois pénales contre les non-conformistes par un bill qui confirmerait sa *déclaration*. Fagel, grand pensionnaire de Hollande, répondit solennellement : « Le prince et la princesse » approuveraient volontiers que les catholiques jouissent de la liberté de conscience, et ils désirent ardemment que les protestants non-conformistes aient le libre exercice de leur religion ; mais ils ne consentiront jamais à l'abolition du *test* ni des lois pénales portées pour exclure les catholiques du parlement, et les mettre hors d'état de détruire la religion protestante. »

Cette réponse de l'héritière présomptive de la couronne et du prince son mari acheva de convaincre une grande partie de la nation que le royaume serait réduit en esclavage, et la religion protestante détruite si l'on ne prenait contre le ministère des mesures promptes et efficaces ; ses alarmes augmentèrent lorsqu'elle apprit la grossesse de la reine. Les catholiques firent éclater une joie excessive ; les jésuites annoncèrent que la reine accoucherait d'un fils, et que sa grossesse était l'effet d'un vœu de sa Majesté et de la princesse sa mère : les créatures des ministres firent parvenir de toutes les parties du royaume des adresses de félicitation rédigées au nom de la nation anglaise. Jacques parut ne plus chercher qu'un prétexte pour faire la guerre aux Hollandais ; il soutint les Algériens contre la Hollande, augmenta sa marine, et voulut rappeler six régiments anglais qui étaient au service des états généraux. Les états opposèrent à ce rappel les conditions des traités ; Jacques n'en

rappela pas moins tous ceux de ses sujets qui étaient au service de la Hollande. Le prince d'Orange s'empressa d'offrir des passe-ports à tous les officiers anglais ou écossais qui voudraient quitter son service, et de retrancher ainsi de son armée ceux dont il n'était pas sûr de l'attachement.

Jacques, chaque jour plus hardi, publia une nouvelle déclaration, accorda à tous les Anglais la liberté de conscience, abolit les lois pénales, ordonna aux évêques de faire lire sa déclaration dans toutes leurs églises (1688). Six évêques qui étaient à Londres se réunirent avec l'archevêque de Cantorbéry, et présentèrent une pétition au roi. « Nous ne pouvons, dirent-ils au monarque, » faire lire votre déclaration royale dans nos églises. » Nous n'avons aucun esprit d'opposition aux volontés » de votre Majesté; nous sommes pleins de tendresse » pour les non-conformistes; mais la déclaration est » fondée sur le pouvoir *de dispenser* que le parlement » a plusieurs fois déclaré contraire aux lois. La conscience et l'honneur ne nous permettent pas d'obéir » à l'ordre du conseil, et nous supplions *ardemment* » *et respectueusement* votre Majesté de nous en dispenser. — Votre adresse, leur répondit le roi, n'est » l'ouvrage que d'un petit nombre de membres de » l'Eglise anglicane. Je vous ferai savoir si j'ai changé » de sentiment; mais si je persiste dans ma volonté, » je compte que vous obéirez à mes ordres. — Nous » sommes résignés, dirent les évêques, à la volonté du » ciel. »

L'évêque de Durham et celui de Rochester étaient membres de la cour ecclésiastique; ils ordonnèrent la lecture de la déclaration. Aucun des assistants ne voulut rester dans les églises pour l'entendre.

Le conseil manda les sept prélats qui avaient présenté la pétition. « Avouez-vous votre adresse? leur dit-on.

» — Elle est écrite de ma main, répondit l'archevêque
 » de Cantorbéry. — Voulez-vous donner caution que
 » vous paraîtrez devant la cour du banc du roi? — Non,
 » répondirent-ils; nous sommes obligés de soutenir les
 » droits des pairs du royaume comme les intérêts de
 » l'Église; nous l'avons juré. — Vous irez à la Tour,
 » dit le chancelier, si vous ne rétractez à l'instant vos
 » assertions et ne retirez votre adresse. — Nous irons où
 » il plaira au roi de nous envoyer; nous espérons que
 » le roi des rois sera notre protecteur. Nous ne craignons
 » pas les hommes; nous n'avons rien fait de contraire
 » aux lois; aucune menace ne peut nous faire changer
 » de résolution. »

On donna l'ordre de les mettre en prison, et le procureur général fut chargé de les poursuivre comme ayant publié un libelle séditieux contre le gouvernement du roi. Toute la ville fut en rumeur. Le roi voulut qu'on les conduisît par eau à la Tour; les bords de la rivière furent couverts d'une multitude immense. Dès qu'elle vit les prisonniers elle se précipita à genoux, leur demanda leur bénédiction, pria le ciel de les protéger, les exhorta à souffrir courageusement. « Craignez Dieu, s'écriaient les évêques, honorez le roi, et soyez-lui toujours fidèles. » Le peuple se pressait aux environs de la Tour; les soldats qui gardaient les évêques se prosternèrent devant eux et les conjurèrent de leur pardonner.

L'affection des Anglais avait abandonné Jacques. De quels dangers n'était pas menacé son trône!

La reine accoucha d'un fils qui fut nommé prince de Galles. Les catholiques furent transportés de joie; les amis du ministère envoyèrent de tous les côtés les adresses les plus serviles; on fit des réjouissances publiques dans tout le royaume; la nation se consola, suivant plusieurs historiens, en se persuadant que l'événement était supposé.

Les sept évêques cependant sont conduits dans la salle de Westminster, où l'on doit les juger. Le jugement est attendu avec d'autant plus d'anxiété que la nation le regarde comme devant décider de sa liberté ou de son esclavage. Vingt-neuf pairs et un grand nombre de personnes de toutes les classes accompagnent les juges, entendent les plaidoiries, se retirent pour délibérer, passent la nuit entière à discuter l'affaire si importante sur laquelle ils doivent prononcer, remontent sur leurs sièges et déclarent que les évêques sont innocents : les acclamations les plus vives se font entendre, sont répétées dans toutes les rues de Londres, retentissent jusque dans le camp de Hunslow, où le roi dinait dans la tente de lord Feversham. Jacques, inquiet et courroucé, furieux, revient à Whitehall, et a la maladresse de défendre les rassemblements ; mais, bien loin d'exécuter ses ordres, les habitants de la capitale témoignent leur allégresse par des feux de joie et des illuminations, et les mêmes réjouissances expriment les mêmes sentiments dans les principales villes du royaume.

L'aveuglement de Jacques commence à se dissiper ; il voit combien les dispositions de la nation sont contraires à ses projets ; mais il compte encore sur ses troupes. Il veut montrer jusques où va leur obéissance ; il va au camp, fait avancer un régiment catholique, et, plein de confiance dans sa soumission, fait ordonner par le major à tous ceux qui ne voudraient pas consentir à l'abolition *du test et des lois pénales* de mettre bas leurs mousquets : tout le régiment dépose ses armes, excepté les officiers et quelques soldats catholiques romains. Quel n'est pas l'étonnement du monarque ! Sa colère lui dicte la mesure la plus impolitique ; il congédie la plupart des officiers et des soldats protestants, les remplace par des catholiques, et, malgré les préjugés de la nation anglaise et son aversion pour les auteurs du mas-

sacré des protestants exécuté en Irlande, il place cinq soldats irlandais dans chaque compagnie.

Des chansons et des pamphlets circulent parmi le peuple d'Angleterre, et l'animent de plus en plus contre le *papisme*. Un amiral veut faire dire la messe sur son vaisseau; ce n'est qu'avec la plus grande peine qu'il empêche les matelots de jeter les prêtres dans la mer.

Jacques n'en ordonne pas moins de poursuivre tous les ecclésiastiques qui ont refusé de lire sa déclaration. L'évêque de Rochester, voyant que le roi marche à grands pas vers sa ruine, donne sa démission de membre de la cour ecclésiastique, en disant que sa conscience ne lui permettait pas de sévir contre ceux qui avaient refusé de lire la déclaration royale.

Cette retraite est comme le signal des grands événements que Jacques aurait dû prévoir et prévenir. Les wighs et les torys conviennent secrètement de renoncer à leurs divisions, et de se réunir pour s'opposer à la puissance arbitraire d'un souverain qui se laisse conduire par les conseils les plus pernicioeux : ils jettent les yeux sur le prince d'Orange; ils regardent Guillaume comme le protecteur naturel de leurs libertés et de leur religion. Ce prince connaissait les murmures de l'Angleterre; il avait envoyé Dyckvelt à son beau-père pour lui faire des remontrances sur les dangers de sa conduite. Les anglicans et les non conformistes témoignèrent à Dyckvelt la plus grande confiance et le plus grand attachement pour le prince. L'amiral Herbert quitta son emploi, se retira à La Haye, et dit à Guillaume combien la marine anglaise était mécontente. Henri Sidney, frère d'Algeron, et lord Dunblains, fils du comte de Danby, firent des voyages en Hollande sous différents prétextes, eurent plusieurs conférences avec Guillaume, lui donnèrent les plus fortes assurances de dévouement de la part de plusieurs lords, ainsi que de plusieurs autres personnes

très-distinguées; ils lui remirent de fortes sommes d'argent; et le prince d'Orange reçut enfin une invitation formelle par laquelle l'évêque de Londres et un grand nombre de pairs et d'autres citoyens des plus recommandables le prièrent de les aider à recouvrer leurs libertés, et lui promirent de soutenir ses efforts de leur fortune et de leur sang.

Guillaume trouva aisément dans les circonstances où était l'Europe des prétextes pour augmenter son armée de terre et préparer une flotte formidable. Il eut une entrevue à Minden avec l'électeur de Saxe, celui de Brandebourg, les princes de Lunebourg et le landgrave de Hesse-Cassel, leur communiqua les propositions qu'il avait reçues, et les trouva si disposés à favoriser son entreprise pour le salut de la religion protestante qu'ils s'engagèrent à défendre la Hollande contre la France pendant son expédition.

Jacques II feignit de vouloir convoquer un nouveau parlement, chargea son ambassadeur à La Haye de demander pourquoi les états généraux faisaient un si grand armement, reçut une réponse qui augmenta ses soupçons, donna les gouvernements de Portsmouth et de Hull à des catholiques romains, refusa une armée de trente mille Français, dans la crainte de révolter les Anglais par la présence de ces étrangers, et crut pouvoir dissiper l'objet de ses alarmes en déclarant, par une proclamation, que son dessein était de procurer une entière liberté de conscience à tous ses sujets, de maintenir l'Eglise anglicane, de confirmer ses actes relatifs à l'*uniformité*, de n'annuler que les lois pénales rendues contre ceux qui n'étaient pas promus aux bénéfices ecclésiastiques, et de consentir à une loi qui exclurait les catholiques romains de la chambre des communes. Cette déclaration arrivait trop tard; elle ne produisit aucun effet sur une nation qui n'attendait son salut que du prince d'Orange.

Les courtisans de Jacques et ses conseillers ne pouvaient pas cependant lui cacher plus long-temps sa véritable position. Il a recours de nouveau à la force ; mais que peut la force contre une nation qui hait son gouvernement et veut conserver ses droits ? Il ordonne d'armer les vaisseaux, de faire de nouvelles levées, d'appeler quelques régiments qui sont en Irlande ; il confie l'armée de terre au comte de Feversham, et l'armée navale au comte de Dartmouth ; il charge le marquis d'Albeville, son ministre à La Haye, d'assurer les états généraux qu'il n'y a pas de traité particulier entre lui et le roi de France, et qu'il est prêt à concourir avec eux au maintien du traité de Nimègue. « Le prince d'Orange, répond le grand pensionnaire, a résolu, sur l'invitation de la noblesse anglaise, d'aider les Anglais à rétablir la constitution si altérée par le roi Jacques depuis son avènement. »

Cette réponse consterne le roi et son conseil ; il demande à l'archevêque de Cantorbéry et à sept autres prélats leur avis et leur secours, exhorte ses sujets à renoncer à toute animosité, les engage à se joindre à lui contre l'ennemi commun qui veut les réduire en esclavage, promet d'assembler un parlement lorsque l'orage sera passé, ordonne de réintégrer l'évêque de Londres dans ses fonctions, et nomme maire de la capitale un citoyen qu'il croit agréable aux habitants de cette ville.

L'archevêque de Cantorbéry et les autres évêques consultés présentent au roi leur opinion. « Que votre Majesté, lui disent-ils, remette les gouvernements des différents comtés à des personnes qui aient les qualités exigées par les lois du royaume ; que la cour ecclésiastique soit abolie ; que votre Majesté annule toutes les dispenses, en vertu desquelles différents sujets ont été admis à des emplois civils ou ecclésiastiques ; qu'elle révoque les permissions données aux catholiques pour ouvrir des écoles ; qu'elle renonce au pouvoir de *dispen-*

» *ser* : qu'elle défende aux quatre vicaires apostoliques
 » de continuer d'envahir la juridiction ecclésiastique ;
 » qu'elle confère les évêchés et les bénéfices vacants à
 » des sujets savants et pieux ; qu'elle rende les chartes
 » enlevées aux corporations ; qu'elle assemble un parle-
 » ment libre, et qu'elle permette aux évêques de lui
 » exposer les raisons d'après lesquelles elle pourrait se
 » réconcilier avec l'Église anglicane, dans laquelle elle
 » est née et dans laquelle elle a été élevée.»

Le roi commence de se conformer à ces avis, supprime la cour ecclésiastique, rétablit l'ancienne charte de la ville de Londres et celles des corporations, rend au collège de la Madeleine, d'Oxford tous ses privilèges, change plusieurs gouverneurs des comtés, et prive de leurs places, les justiciers et les magistrats catholiques. Malheureusement pour lui on lui dit que la flotte hollandaise a été dispersée par une tempête ; il paraît vouloir revenir sur toutes les démarches que la crainte l'a forcé d'adopter. Il apprend bientôt que la flotte n'a pas été dispersée ; il confirme tous les ordres qu'il a donnés ; il veut qu'on détruise les chapelles catholiques établies dans Londres ou dans Westminster : mais il a perdu pour jamais la confiance de la nation.

Il ordonne de lever dix nouveaux régiments, d'armer les milices, d'éloigner tous les bestiaux de tous les endroits où l'on tenterait une descente ; il fait entendre quarante témoins devant lui et devant la reine douairière, les lords spirituels et temporels, le lord maire, les aldermen et les juges, pour prouver l'accouchement de la reine ; mais il ne peut dissiper l'aveuglement des passions ni les préventions de la haine ; et confirme par cette preuve extraordinaire les soupçons ou les croyances relatifs à la supposition du prince de Galles.

Le prince d'Orange, dans un manifeste, avait rappelé les griefs de la nation anglaise ; les tentatives

infructueuses faites pour en obtenir la cessation, et
l'imposture de la naissance du prince de Galles. « L'An-
 » gleterre; avait-il dit, au secours de laquelle j'ai été
 » appelé par tant de lords spirituels et temporels et
 » par tant d'autres personnes des plus recommanda-
 » bles, connaît mon attachement et celui de la prin-
 » cesse; mon intention est de visiter la Grande-Bre-
 » tagne avec un corps de troupes suffisant pour me
 » garantir des entreprises de ceux qui voudraient tra-
 » verser mes mesures, et de convoquer pour l'An-
 » gleterre, comme pour l'Écosse et l'Irlande, des
 » parlements libres auxquels sera confié le soin de
 » régler les affaires de ces royaumes. » Ayant eu con-
 naissance de la proclamation de Jacques II, il se hâta
 d'ajouter à son manifeste : « Mes troupes seraient bien
 » loin de suffire à la conquête de la Grande-Bretagne;
 » et pourrait-on croire que les Anglais, engagés dans
 » la même entreprise que moi, voulussent concou-
 » rir à l'assujettissement de leur patrie? La réforme
 » que le roi Jacques vient de faire de quelques abus
 » est un véritable aveu de l'oppression de l'Angleterre.
 » Ce n'est qu'un expédient passager pour amuser le
 » peuple; la nation ne peut trouver de sûreté pour
 » ses droits que dans les actes d'un parlement libre. »

Les états généraux avaient dit dans un autre mani-
 feste : « Nous avons prêté nos troupes et nos vaisseaux
 » au prince d'Orange à cause de l'invitation qu'il a
 » reçue de la noblesse et du clergé d'Angleterre, et
 » pour empêcher le roi Jacques de se joindre au monar-
 » que français, après s'être emparé du pouvoir absolu de
 » détruire la religion protestante, et d'*exterminer* le
 » peuple des Provinces-Unies. »

Le prince s'embarque avec sept pairs d'Angleterre,
 ainsi qu'avec Sidney, Russel, le docteur Burnet; plu-
 sieurs autres Anglais, le comte de Schomberg qui, lors de

la révocation de l'édit de Nantes, avait rendu à Louis XIV son bâton de maréchal, et quitté la France pour ne pas abandonner sa religion, le fils de Schiomburg et trois cents officiers français et protestants que la révocation avait fait sortir de leur patrie. Sa flotte est composée de cinquante vaisseaux de ligne, de vingt frégates, de plusieurs brûlots, et de près de quatre cents bâtimens de transport. L'amiral anglais Herbert commande l'avant-garde, et l'arrière-garde est sous les ordres d'Evertzen. Autour du pavillon du prince on lit ces mots : *La religion protestante et les libertés de l'Angleterre*, et au-dessous brille la devise des Nassau : *Je maintiendrai*. Une violente tempête assaillit la flotte ; les vaisseaux dispersés sont plusieurs jours sans se rejoindre : ils ont éprouvé peu de dommages ; mais les états généraux font imprimer dans leurs gazettes que le prince est obligé de remettre son expédition au printemps. Jacques, trompé par ces gazettes, révoque quelques-unes des concessions qu'il a faites ; le mécontentement de la nation augmente, et deux lettres produisent contre le roi les effets les plus remarquables. Le prince d'Orange écrit à l'armée, et l'amiral Herbert à la marine, dont il est très-aimé. « Vous ne continuerez pas, disent » le prince et l'amiral, de servir d'instruments à la » tyrannie contre la religion et les libertés de votre pays. »

Le prince débarque auprès de Torby, et se rend à Exeter : Jacques II ordonne à ses troupes de se rassembler dans la plaine de Salisbury, déclare qu'il regardera comme ses ennemis ceux qui lui proposeront de faire un accommodement avec Guillaume, et accuse formellement ce prince de vouloir usurper la couronne d'Angleterre. La crainte qu'inspire encore aux habitans d'Exeter et des contrées voisines le souvenir des cruautés exercées contre les partisans de Monmouth, empêche pendant quelques jours le peuple de ma-

nifester ses dispositions pour le prince ; mais bientôt Édouard Seymour vient joindre Guillaume avec plusieurs autres Anglais d'une grande influence ; ils forment une association pour la défense des lois et des libertés du royaume. Le prince avec lequel ils viennent de se lier , part pour Salisbury ; chaque jour il voit arriver auprès de lui les persennagès les plus importants ; et le lord Cornbury , fils du comte de Clarendon et colonel de dragons , se déclare pour Guillaume avec la plus grande partie de quatre régiments.

Les deux archevêques , cinq évêques et douze pairs séculiers supplient Jacques de convoquer un parlement libre , et de prendre des mesures pour satisfaire le prince d'Orange ; le roi promet de convoquer un parlement dès que le prince d'Orange ne sera plus en Angleterre où sa puissance pourrait influer sur les élections. Il va à son armée agité de mortelles inquiétudes ; les officiers protestent de leur attachement et de leur fidélité , et lui témoignent combien ils sont indignés de la désertion de lord Cornbury ; mais bientôt ils prient le comte de Feversham de dire au roi qu'ils ne peuvent en conscience servir contre le prince d'Orange , dont l'unique but est d'assurer la religion protestante et les libertés du peuple. Jacques II est frappé comme d'un coup de foudre ; lord Churchill , qu'il avait comblé de faveurs , le duc de Grafton , le colonel Berkelay et plusieurs autres officiers vont joindre le prince. Jacques se voit , par l'infidélité de son armée , qui se retire à Reading , privé de la seule ressource sur laquelle il a compté , et retourne à Londres dans le plus grand abattement.

Guillaume entre dans Salisbury au milieu des acclamations du peuple ; le comte de Bath , gouverneur de Plymouth , reçoit la flotte hollandaise dans son port , un grand nombre de villes et de comtés se déclarent pour Guillaume. La princesse Anne , seconde fille de

Jacques, quitte en secret Whitehall, se rend à Oxford, et y est jointe par son mari le prince George de Danemarck. *Ma fille aussi m'abandonne*, s'écrie Jacques en fondant en larmes : Peters, le confesseur du roi, s'était retiré en France. La reine est consternée. Jeffries dans l'épouvante, et l'ambassadeur de France reprochent à Jacques d'avoir refusé le secours de Louis XIV.

Jacques II, dans sa détresse, consulte les pairs qui se trouvent à Londres, et, d'après leur avis, ordonne qu'on élise un nouveau parlement, déclare que tous les Anglais pourront exercer leur droit de voter aux élections des membres des communes, quand même ils se seraient réunis au prince d'Orange, ôte la lieutenance de la Tour au catholique Hales, et nomme le marquis d'Halifax, le comte de Nottingham et le lord Godolphin pour traiter avec Guillaume; ce prince envoie des passe-ports à ces trois députés, les reçoit, et leur dit : « Voici mes » propositions : que toutes les proclamations faites » contre moi soient annulées; que tous les *papistes* » soient désarmés et privés de leurs emplois; que le » commandement de la Tour soit remis au lord maire; » que, pendant la tenue du nouveau parlement, le roi » et moi nous résidions à une égale distance de la capi- » tale, ou si le roi veut rester à Londres, que j'y sois » aussi avec un égal nombre de gardes; que les deux » armées en soient éloignées à trente milles; qu'on ne » fasse entrer aucune nouvelle troupe dans le royaume; » qu'une partie du revenu public soit provisoirement » employée à l'entretien de mes troupes, et que la for- » teresse de Portsmouth soit confiée à un gouverneur » également agréable au monarque et à moi. »

Le roi paraît disposé à accepter ces propositions; mais, pendant la nuit, ses conseillers privés disent à Jacques II : « Votre Majesté doit se retirer en France, où elle sera » protégée par un monarque puissant et généreux; qui

» la mettra en état de reprendre les rênes du gouverne-
 » ment; si au contraire elle demeure en Angleterre,
 » elle ne jouira que d'une ombre de royauté, et sera
 » forcée de rétracter toutes ses concessions en faveur
 » des catholiques; et vous, madame, continuent-ils en
 » s'adressant à la reine, vous verrez le parlement dé-
 » clarer votre accouchement une imposture, regarder
 » le prince de Galles comme illégitime, et peut-être
 » vous accuser de trahison pour avoir favorisé les
 » catholiques contre les lois du royaume: » La reine
 effrayée prend la résolution de se retirer sans délai
 en France avec son fils, réunit ses prières à celles des
 conseillers, fait changer toutes les résolutions du roi,
 obtient que le monarque lui promette de la suivre le
 plus tôt possible, traversé la rivière dans un bateau
 découvert exposée au vent et à la pluie, arrive à Lambeth,
 va à Gravesend, y monte sur un petit vaisseau, dé-
 barque à Calais, et se rend à Versailles, où Louis XIV
 la reçoit avec tous les égards dus au rang et aux malheurs
 de cette princesse.

Bientôt après le départ de la reine, Jacques II envoie
 au comte de Feversham l'ordre de congédier les trou-
 pes, fait brûler les *writs* royaux relatifs aux élections,
 se déguise, entre, long-temps avant le jour, dans une
 barque avec sir Édouard Hales, Sheldon et Abadie, son
 valet de chambre, jette dans la Tamise le grand sceau
 du royaume, et descend jusques à l'embouchure du
 fleuve, où l'attend un petit vaisseau.

A peine sait-on le départ du roi que des lords, des
 évêques et d'autres personnes se réunissent avec le lord
 maire et les aldermen, et signent une délibération qu'ils
 envoient à Guillaume, et par laquelle ils déclarent leur
 attachement à ce prince. Le *commun conseil* lui demande
 sa protection, et le prie d'honorer la ville de Londres
 de sa présence. La populace pille, brûle ou démolit

les chapelles des catholiques; le chancelier Jeffries, découvert en habit de matelot, n'est sauvé qu'avec beaucoup de peine des outrages de la multitude, et, conduit à la Tour, y trouve bientôt la mort qui termine son exécrable vie.

Le prince d'Orange, par une proclamation que confirment les lords assemblées à Londres, ordonne aux officiers de l'armée que Jacques II a congédiée de rassembler leurs soldats, et de prendre des quartiers.

Le petit vaisseau sur lequel Jacques s'était embarqué est cependant retenu à Feversham par la multitude, qui découvre sir Édouard Hales à bord de ce bâtiment, prend le roi pour le chapelain de Hales, et le dépouille de quelques bijoux et de 500 guinées. Un constable reconnaît le monarque : la multitude témoigne un grand repentir, et veut rendre ce qui a été enlevé; Jacques lui laisse l'argent, reprend les bijoux, voit le comte de Winchester, et, d'après son avis, se décide à retourner à Londres (1688).

La nouvelle du retour du roi produit un effet heureux pour ce prince sur la noblesse et les magistrats de Londres; les malheurs du monarque semblent avoir calmé la haine du peuple : des députés vont prier Jacques II de revenir à Whitehall. Guillaume, qui s'était déjà avancé jusques à Windsor, se hâte d'envoyer un message au roi, et de l'engager à se retirer à Rochester jusques au moment où l'on aurait pris les mesures les plus convenables relativement à la situation de l'Angleterre; Jacques était déjà arrivé à Londres; il y avait été reçu au milieu des acclamations et des réjouissances; il envoie le comte de Feversham au prince d'Orange, et invite ce prince à se rendre à Saint-James avec les gardes qu'il jugerait nécessaires, et à conférer avec lui sur les moyens d'apaiser les troubles de la nation. Guillaume fait arrêter Feversham; le régiment des gardes de ce prince reçoit

l'ordre d'aller prendre possession du palais de Whitehall et de celui de Saint-James; le comte de Salms, colonel de ces gardes hollandais, arrive à dix heures du soir avec son régiment au palais de Whitehall; un bataillon de ce corps se range en bataille, les *mèches allumées*, devant les gardes du roi; Jacques défend à la garde de combattre, et lui ordonne de se retirer; les gardes de Guillaume prennent possession du palais. Vers minuit le marquis d'Halifax, le comte de Shrewsbury et le lord de La Mère, envoyés par Guillaume, annoncent au roi qu'il est convenable que sa Majesté se retire dans la maison de Ham, près de Richmond, avec sa propre garde, qui veillera à la sûreté de sa personne : Jacques demande d'aller plutôt à Rochester; Guillaume y consent avec d'autant plus de facilité que cette préférence lui fait croire que l'intention du roi est de sortir du royaume; Jacques part le lendemain, se rend à Rochester, et, peu de temps après, sort de cette ville avec son fils naturel le duc de Berwick et deux domestiques, va sur le bord de la mer, y trouve un vaisseau prêt à le recevoir, s'embarque pour la France, débarque à Ambleteuse, et arrive à Saint-Germain, où il se réunit à la reine et au prince de Galles.

On trouve à Rochester, sur la table de sa chambre, un papier sur lequel il avait écrit de sa main : « Com-
 » bien peu de respect m'a témoigné le prince d'Orange !
 » il a rejeté les propositions dont le comte de Feversham
 » était porteur, fait arrêter ce lord contre les lois des
 » nations, ordonné à ses gardes de s'emparer de mon
 » palais, chargé ses députés de venir à minuit me com-
 » mander de sortir de ma propre maison, envahi mes
 » états, et répandu des bruits injurieux pour priver mon
 » fils de la succession au trône. Je suis né libre, et je
 » veux conserver ma liberté; j'ai souvent exposé ma
 » vie pour l'honneur de mon pays, et j'espère l'ex-

» poser encore une fois pour le délivrer de l'assujettissement..... Je serai toujours prêt à voler au secours
 » de mes sujets aussitôt qu'ils ouvriront les yeux, et
 » qu'ils reconnaîtront combien on les a trompés sous le
 » prétexte de la liberté et de la religion. J'espère que
 » Dieu touchera leur cœur, qu'il leur inspirera des
 » sentiments de modération, et que, pour le plus grand
 » bonheur de l'Angleterre, un parlement libre pourra
 » accorder la liberté de conscience à tous les non-confor-
 » mistes.»

Le prince d'Orange cependant avait établi sa résidence au palais de Saint-James. Les sentiments que l'infortune de Jacques avait inspirés au peuple étaient effacés; de grandes réjouissances avaient célébré l'arrivée de Guillaume dans la capitale; la noblesse et le lord maire lui avaient présenté leurs hommages; il leur avait dit de prendre les mesures les plus promptes et les plus sûres pour la convocation d'un parlement libre qui pût assurer la religion protestante, les droits et les libertés du royaume. Les pairs, comme possesseurs d'une autorité héréditaire, résolurent d'agir en qualité de conservateurs de l'état; ils prièrent Guillaume, par différentes adresses, de prendre l'administration suprême, et particulièrement celle de l'armée; des revenus publics et de l'Irlande, jusques à l'assemblée de la *convention*, et d'envoyer des ordres dans tous les endroits qui avaient le droit d'élire des députés, pour que dans dix jours on choisît des représentants qui pussent composer cette convention, et régler comme un parlement les affaires de la nation anglaise.

Guillaume convoqua tous ceux qui avaient été membres des communes sous Charles II, le lord maire, les aldermen et cinquante personnes du *commun conseil* de Londres (1688). Ils se réunirent le 26 décembre, et prièrent le prince de se charger de l'administration du royaume jusques à la tenue de la *convention*, qu'ils l'en-

gagèrent à convoquer pour le 22 janvier. Le prince, d'après leur invitation et celle des pairs, convoqua la convention désirée, voulut que l'ambassadeur de France sortît sans délai du royaume, reçut la communion suivant le rit de l'Eglise anglicane, autorisa tous les protestants qui avaient des emplois publics à continuer de les remplir jusques à la réunion de la convention anglaise, réforma tous les officiers catholiques, et, sur la prière de la reine-douairière, fit mettre en liberté le comte de Feversham.

Dès qu'on avait su à Edimbourg le départ du roi Jacques, le chancelier d'Ecosse avait remis le grand sceau, et s'était retiré de la capitale; le peuple avait insulté les catholiques et les évêques; démolit leurs chapelles et pillé leurs maisons. Plusieurs pairs d'Ecosse et plusieurs autres grands personnages d'Ecosse arrivent à Londres; Guillaume les assemble dans le palais de Saint-James, et leur demande leur avis sur les affaires de leur patrie. Ils se réunissent à Whitehall pour délibérer sur la réponse qu'ils doivent faire au prince; leur assemblée se compose de trente lords et de quatre-vingts gentilshommes; ils nomment le duc d'Hamilton leur président; ils prient Guillaume de prendre les rênes du gouvernement, et de convoquer les états de l'Ecosse pour le 14 mars: le prince leur dit qu'il se conformera à leur avis.

L'archevêque de Cantorbéry et huit autres évêques se rendent auprès de Guillaume, lui offrent leurs services, souscrivent l'association, et quatre-vingt-dix ministres presbytériens lui présentent leur respect (1689).

La convention tient sa première séance le 22 janvier; chacune des deux chambres nomme son orateur. Guillaume leur écrit: « J'ai rempli vos intentions en rétablissant la paix et la sûreté publique dans le royaume: c'est à vous maintenant à établir votre religion, vos lois et vos libertés sur des fondements solides. La situation dange-

» reuse des protestants en Irlande demande de prompts
» secours ; et , avant peu de temps , les états gé-
» raux auront besoin des troupes qu'ils vous ont en-
» voyées ; ils réclameront même votre assistance contre
» un ennemi puissant. Non-seulement en vertu des
» engagements pris par les traités , mais encore en qua-
» lité de protestants et d'amis , vous soutiendrez les
» Hollandais qui ont montré tant d'ardeur pour conser-
» ver votre constitution. » Les chambres lui répondent :
« Après Dieu , c'est à vous que la nation doit sa déli-
» vrance : nous approuvons votre administration ; nous
» vous prions de continuer de vous charger du gouver-
» nement de l'Angleterre jusques au moment où nous
» vous présenterons une nouvelle adresse , et nous au-
» rons la plus grande déférence pour tous les objets de
» votre lettre. » Les chambres de la convention ordon-
nent ensuite des actions de grâces , et , d'après un ordre
de la chambre des pairs , les évêques insèrent dans l'office
de ces actions de grâces publiques et solennelles une
prière pour le prince d'Orange.

Jacques II écrit à la convention , et promet une am-
nistie générale , à l'exception d'un très-petit nombre de
personnes : les chambres refusent de lire sa lettre.

La chambre des communes déclare que Jacques II ,
ayant fait ses efforts pour anéantir la constitution du
royaume en annulant le contrat originel entre le roi et
le peuple , ayant violé les lois fondamentales par le con-
seil des jésuites et d'autres gens pervers , et ayant quitté
ensuite le royaume , a abdiqué la royauté ; que le trône
est devenu vacant , et que l'expérience a fait connaître
qu'un royaume protestant ne peut pas subsister sous un
monarque papiste.

Les comtes de Rochester et de Nottingham , chefs du
parti des torys dans la chambre des pairs , proposent de
conservcr la ligne de la succession , et de nommer un

régent pour le temps de la vie de Jacques, comme si ce prince était en démence; ils citent l'exemple du Portugal. Le marquis d'Halifax, orateur de la chambre, et le comte de Damby s'étendent sur les difficultés, la confusion et les troubles qui naîtront d'une régence combattue par le prince au nom duquel elle agirait; les torys parlent de tous les orages qui peuvent accompagner ou suivre l'élection d'un roi; les wighs insistent sur le contrat originel en vertu duquel le peuple a le droit de prendre les armes contre l'oppression, et de chasser un tyran du trône. « Ne serait-il pas absurde, » ajoutent-ils, de résister aux partisans d'un homme » qu'on reconnaîtrait pour le souverain légitime, et de » les punir s'ils agissaient conformément aux commis- » sions que ce souverain leur auraient accordées? Et » d'ailleurs, si nous n'élisons pas un nouveau roi, ne se- » rons-nous pas obligés de reconnaître la succession d'un » enfant dont la naissance royale est douteuse, qui au- » rait été élevé dans des principes destructeurs de la » religion et de la liberté, et qui perpétuerait ces maxi- » mes parmi ses descendants? »

Après de longs débats, l'opinion de choisir un nouveau souverain l'emporte seulement de deux voix, et on ne compte dans la majorité que deux évêques, celui de Londres et celui de Bristol.

Les lords examinent, le lendemain, la question de savoir s'il y avait réellement un contrat originel entre le roi et le peuple; la chambre se prononce pour l'existence de ce contrat à la majorité de sept voix; elle examine ensuite si, dans la supposition que Jacques II eût violé le contrat originel et abandonné le gouvernement de l'Angleterre, le trône était *vacant*. Les torys, en soutenant que, par les lois de l'Angleterre, *le roi ne peut jamais mourir*, font décider à la majorité de onze voix que le trône ne serait pas vacant dans la supposition

adoptée; mais quarante pairs protestent contre cette décision.

Enfin, le 2 février, le vote des communes est renvoyé avec quelques changements; les communes refusent de les approuver; les deux chambres nomment des députés pour tenir des conférences conciliatrices. Le résultat de ces conférences occasionne encore de violentes discussions dans la chambre des pairs; mais la majorité des lords consent à se désister des changements proposés par leur chambre, et les lords adoptent le vote des communes, portant que *le roi Jacques a abdiqué le gouvernement du royaume, et que le trône est vacant.*

Pendant tous ces débats, le prince d'Orange avait montré la plus grande réserve, et n'avait fait aucun effort pour augmenter le nombre de ses partisans: il appelle auprès de lui le marquis d'Halifax, le comte de Danby, le comte de Shrewsbury et quelques autres lords. « J'ai » gardé jusques à présent le silence, leur dit-il, pour » ne pas troubler la liberté de vos délibérations; je sais » que quelques personnes inclinent pour la régence; » je n'ai rien à objecter contre cette détermination; » mais je ne me chargerai jamais de cet emploi. Je sais » aussi que d'autres personnes ont le projet d'élever sur » le trône la princesse d'Orange, et de me donner par » cette élévation la direction du gouvernement et même » la couronne; j'ai la plus grande estime pour la princesse; mais je ne consentirai jamais à posséder une » couronne qui dépende de quelque femme que ce soit. » Je ne prendrai aucune part au gouvernement, à moins » que je ne sois revêtu de la royauté pour toute ma vie. » Si vous voulez vous conduire différemment, je n'y » mettrai aucune opposition; mais je retournerai en Hollande, et ne pourrai plus me mêler de vos affaires; si » au contraire vous me donnez la royauté pour ma vie, » je consentirai à ce que les enfants de la princesse Anne

» Stuart soient préférés, après moi, à ceux que je pour-
» rais avoir d'un second mariage. »

On donne connaissance de ce discours du prince aux deux chambres de la convention; les débats se renouvellent, et deviennent très-animés. Le comte de Danby envoie un exprès à la princesse Marie Stuart, et l'assure que si elle veut régner seule il aura assez de crédit pour lui faire décerner la couronne. « Je suis la femme du » prince d'Orange, lui répond-elle, et je n'aurai jamais » d'intérêts séparés de ceux de mon mari. »

Enfin les deux chambres s'accordent, et chacune vote séparément que le prince et la princesse d'Orange régneront conjointement en qualité de roi et de reine d'Angleterre, et que le prince seul dirigera l'administration. Ce vote ne passe à la chambre des pairs qu'à une faible majorité, et un grand nombre de lords protestent contre cette résolution.

La princesse d'Orange arrive cependant à Londres; les deux chambres se rendent en corps au palais où sont le prince et la princesse; on lit avec solennité l'acte fameux, connu sous le nom de *bill des droits*, et qui est la sauvegarde et le complément de la grande charte; le préambule de cet acte rappelle les ordres arbitraires, despotiques et illégaux reprochés à Jacques II, ainsi que les mesures prises pour sauver la religion et les libertés de l'Angleterre; et les dispositions suivantes comprennent les déclarations les plus propres à prévenir le retour des mêmes dangers. « Le » prétendu pouvoir de suspendre les lois ou l'exécution » des lois par l'autorité royale, sans le consentement » du parlement, est illégal; le prétendu pouvoir de » dispenser des lois ou de l'exécution des lois par l'autorité royale, tel qu'il a été pris et exercé depuis peu, » est illégal; la commission créée pour ériger la dernière cour des commissaires relativement aux causes

» ecclésiastiques et toutes les autres commissions et cours
» de semblable nature sont illégales et pernicieuses ;
» toutes les levées d'argent faites pour la couronne,
» sans qu'elles aient été accordées par le parlement
» ou pour un temps plus long ou en d'autres manières
» qu'elles n'ont été accordées, sont illégales ; il est du
» droit des sujets de présenter des pétitions au roi , et
» tous emprisonnements ou poursuites en raison de
» ces pétitions sont illégaux ; lever ou entretenir une
» armée dans le royaume en temps de paix , à moins
» que ce ne soit par le consentement du parlement ,
» est contre les lois ; les sujets professant la religion
» protestante doivent avoir des armes pour leur pro-
» pre défense , convenablement à leurs conditions ,
» et ils y sont autorisés par les lois ; les élections des
» membres du parlement doivent être libres ; la liberté
» des harangues et des débats ou procédés en parlement
» ne peut fournir matière à aucune accusation ni à
» aucun interrogatoire devant aucune cour ni en aucun
» lieu hors du parlement ; il ne doit pas être exigé de
» cautions excessives , ni imposé d'amendes exorbi-
» tantes , ni infligé de châtimens cruels et inusités ;
» les jurés doivent être dûment qualifiés et examinés ,
» et les jurés établis pour connaître des crimes de haute
» trahison doivent être possesseurs de fiefs ; toutes les
» concessions et promesses d'amendes sur des personnes
» particulières avant la conviction sont illégales et nul-
» les ; pour réformer tous les griefs et pour corriger
» les lois , leur donner la force et les maintenir , il doit
» être tenu fréquemment des parlements.... Ayant une
» entière confiance que son altesse le prince d'Orange
» achèvera la délivrance qu'il a tant avancée et qu'il
» préservera les Anglais de la violation de leurs droits ,
» tels qu'ils viennent d'être déclarés , et de tous autres
» attentats sur leur religion , droits et libertés , les lords

» spirituels et temporels , assemblés à Westminster ,
 » ont résolu que Guillaume et Marie, prince et prin-
 » cesse d'Orange, seront déclarés roi et reine d'Angle-
 » terre, de France et d'Irlande, et des états y apparte-
 » nants, pour tenir la couronne et la dignité royale
 » des susdits royaumes et états pendant le temps de
 » leur vie et la vie du survivant des deux ; que le
 » plein exeroice de la puissance royale sera attribué
 » au prince d'Orange et *exécuté* par lui seul au nom
 » des susdits prince et princesse pendant leur vie , et
 » qu'après leur décès la couronne et dignité royale
 » des susdits royaumes et états passeront aux héritiers
 » du corps de la susdite princesse, et, au défaut de telle
 » issue , à la princesse Anne de Danemarck et aux
 » héritiers de son corps, et enfin à défaut de telle issue
 » aux héritiers du corps du prince d'Orange. Les sus-
 » dits lords spirituels et temporels et les communes
 » prient le prince et la princesse d'Orange d'accepter
 » les susdites conditions, et ordonnent que les serments
 » d'allégeance et de suprématie soient requis dans les
 » termes suivants au lieu de tous autres serments de
 » suprématie et d'allégeance qui sont abrogés : *Je jure*
 » *que je serai fidèle à leurs Majestés le roi Guillaume*
 » *et la reine Marie ; je jure que de tout mon cœur*
 » *j'abhorre, déteste et abjure, comme impie et héré-*
 » *tique, la damnable doctrine et proposition que les*
 » *princes excommuniés ou privés par le pape ou par*
 » *quelque autorité du siège de Rome doivent être dé-*
 » *posés ou tués par leurs sujets ou par quelque autre*
 » *personne que ce soit ; je déclare qu'aucun prince ni*
 » *aucune autre personne, prélat, état ou potentat*
 » *étranger n'a ni ne doit avoir aucune juridiction,*
 » *supériorité, prééminence ou autorité ecclésiastique*
 » *ou spirituelle dans ce royaume.* »

Le marquis d'Halifax, en qualité d'orateur de la

chambre des pairs, offre la couronne à leurs altesses au nom des pairs et des communes d'Angleterre; le prince et la princesse l'acceptent, expriment leur reconnaissance et sont proclamés avec pompe (1689).

Quelque mémorable que soit ce grand changement, il sera plutôt effacé de la mémoire des hommes que le nom du grand Newton, qui, à cette époque, faisait la gloire de l'Angleterre. L'immortel Descartes avait pour ainsi dire créé une nouvelle science mathématique par l'application de l'algèbre à la théorie des courbes et des *fonctions variables*; les bases de l'analyse infinitésimale étaient dans les méthodes de Fermat relatives aux *maxima* et aux tangentes; Galilée avait découvert les lois de la chute des gravés, Kepler entrevu la gravitation universelle; et Robert Hook reconnu que les mouvements planétaires sont le résultat d'une force primitive de projection combinée avec la force attractive du soleil; les travaux de Chrétien Huyghens avaient suivi de près ceux de Kepler et de Galilée; il avait appliqué le pendule aux horloges, perfectionné les télescopes, découvert l'anneau de Saturne, reconnu un des satellites de cette planète, et publié ses découvertes sur les développements et sur la force centrifuge; l'astronome Jean Hevelius de Dantzick s'était rendu célèbre par ses immenses travaux, et particulièrement par ses observations sur les taches et la libration de la lune; Flamsteed, un des ornements de la Société royale de Londres, avait commencé ses belles et nombreuses observations astronomiques, Wallis donné au public son arithmétique des infinis, Richér montré par l'expérience que la pesanteur des corps diminue à mesure qu'on s'approche de l'équateur, Röemer fait connaître son travail sur la vitesse de la lumière, et Picard mesuré en France un degré du méridien. Louis XIV avait eu le bonheur de conquérir pour la France, par son estime et ses bienfaits, ce célèbre Huy-

ghens dont nous venons de parler, et l'illustre Jean-Dominique Cassini, l'auteur du fameux gnomon de l'église de Sainte-Pétronne de Boulogne et auquel l'astronomie a dû la théorie des satellites de Jupiter, la découverte de la rotation de cet astre, de celle de Mars, de la lumière zodiacale et de quatre satellites de Saturne, la connaissance très-approchée de la parallaxe du soleil, une table très-exacte de réfraction et une théorie complète de la libration de la lune.

Huyghens et Cassini avaient été nommés membres de cette Académie des sciences de Paris dont l'établissement est l'un des plus beaux titres de gloire de Louis XIV et de Colbert, et qui, de même que la Société royale de Londres et d'autres académies de l'Europe, avait, dès les premiers temps de sa formation, commencé cet enchaînement éclatant et non interrompu de travaux, d'encouragements et de nobles récompenses, consacrés à la précision des expériences, à l'importance des observations, à la beauté des découvertes, à la justesse des théories et au développement de cet esprit philosophique qui allait produire, dans les sciences, de si grands et de si rapides progrès. Newton révèle enfin au monde savant le principe général des lois des mouvements célestes; il proclame la loi générale de la pesanteur, sur laquelle il avait tant médité dans la solitude, et se déterminant, après beaucoup d'hésitation, à publier les admirables résultats de ses expériences, de ses réflexions et de ses calculs, il enrichit l'Europe et la postérité des *principes mathématiques de la philosophie naturelle* (1681), de l'optique, de l'arithmétique universelle, de la méthode des *fluxions* et des autres dons de son profond génie. Professeur de mathématiques dans l'université de Cambridge, il est nommé par cette université son représentant à la convention anglaise; et l'homme qui vient de dévoiler la grande loi physique qui régit l'univers con-

court à la rédaction de ce *bill des droits* qui assure les libertés de l'Angleterre.

Depuis plus de trente ans les sciences avaient perdu le célèbre Pierre Gassendi, chanoine de Digne et professeur de mathématiques au collège royal de France. Il avait adopté le fond des systèmes physiques d'Épicure, les avait réformés, et leur avait imprimé une si grande autorité qu'il avait eu la gloire de partager avec Descartes l'empire de la philosophie cultivée à cette époque, et qu'on disait les *gassendistes* et les *cartésiens*; il avait composé plusieurs éloges, et particulièrement celui de son compatriote Nicolas-Claude Fabri de Peiresc, dont les antiquaires admiraient les profondes connaissances dans la science des antiques, et particulièrement des médailles; et on avait compté parmi ses amis, et en quelque sorte ses disciples, l'astronome et mathématicien Montanari, professeur de mathématiques à Bologne.

Mais dans le temps où Newton découvrait les lois du système du monde, vivait en Allemagne un homme prodigieux par l'étendue de son génie; l'immensité de ses connaissances et la variété de ses travaux; cet homme était Leibnitz : savant dans la jurisprudence, dans les belles-lettres et dans l'histoire, auteur de grands ouvrages qui seuls auraient acquis une haute réputation à des historiens, à des littérateurs, à des jurisconsultes, à des diplomates, il publie ou prépare pour la postérité un traité de théologie contre Wisovatius, un des chefs des sociniens, des essais de *Théodicée*, sur la bonté de Dieu et la liberté de l'homme, plusieurs écrits de métaphysique sur l'espace, le temps, le vide, les atomes et les *monades*, un grand nombre de traités sur le mouvement ainsi que sur d'autres sujets de physique, de cosmogonie ou de mathématiques, ses fameuses règles du *calcul différentiel*, et des recueils précieux de lettres

sur divers objets, donne le plan de l'Académie de Berlin, qui vas s'élever à l'instar de celle de Paris et de la Société royale de Londres, est nommé comme Newton associé étranger de l'Académie des sciences fondée par Louis XIV, et ajoute un fleuron éclatant à la couronne immortelle qu'il a conquise en plaidant la cause de la tolérance religieuse dans des lettres célèbres adressées à Pellisson, l'ami si fidèle et si dévoué de Fouquet.

L'invention ou le perfectionnement de la machine pneumatique, et les expériences que l'on peut faire sur le vide avec cette machine, consacrent les noms d'Othon de Guericke, bourgmestre de Magdebourg, et de l'Irlandais Robert Boyle, fils du comte de Corke, et auquel on doit principalement l'établissement de la Société royale de Londres; et Gregory fait connaître le télescope qui porte son nom.

Un élève de Galilée ajoute à l'illustration de l'Italie; le géomètre Vincent Viviani retrouve ou plutôt devine les vérités relatives aux sections coniques, et qu'avaient renfermées quatre livres d'Aristée, un des prédécesseurs d'Euclide, et le cinquième livre d'Apollonius de Perge en Pamphylie.

Dominique Guglielmini, professeur de mathématiques à Bologne, et ensuite à Padoue, et intendant général des eaux de l'état de Bologne, mérite par ses ouvrages sur l'hydrostatique d'être nommé; comme Viviani, associé étranger, de l'Académie des sciences de Paris.

Jean-Baptiste Tavernier et Jean Chardin font des voyages en Turquie, en Perse, dans les Indes, et en publient les relations.

Jean-Alphonse Borelli de Naples donne son ouvrage sur les mouvements des animaux.

On jouissait depuis long-temps des travaux du célèbre botaniste Charles de L'Écluse. Guy de La Brosse, médecin de Louis XIII, avait acquis de grands droits à la recon-

naissance des naturalistes en obtenant l'établissement de ce jardin du roi appelé d'abord *Jardin des plantes médicinales*, et qui, par les soins du grand Buffon et de tant d'autres savants si justement célèbres, devait devenir le plus beau et le plus riche musée d'histoire naturelle. Ragon professa la botanique et la chimie dans cet établissement, qui devait tenir de ses soins tant d'accroissement et de renommée; le célèbre Guichard-Joseph Duverney y donna des leçons d'anatomie qui remplissent d'enthousiasme et initient dans cette science si importante un nombre immense d'élèves; et dans le même temps l'illustre Tournefort commence d'y acquérir, par ses cours de botanique, la grande réputation qui l'attend.

Robert Morison dirige pendant long-temps le jardin de botanique que Gaston, duc d'Orléans, avait établi à Blois, retourne ensuite dans l'Angleterre, sa patrie, y est nommé professeur de botanique dans l'université d'Oxford, et publie sur cette science des ouvrages importants. On doit au savant Hollandais Swammerdam une histoire générale des insectes, bien remarquable surtout pour l'époque où elle est écrite, et des traités sur plusieurs organes de l'homme.

D'autres savants ajoutent aux progrès de l'anatomie, de la chirurgie et de la médecine; Etienne-Rodrigue de Castro publie des commentaires sur Hippocrate; le juif portugais Zacutus donne des ouvrages recommandables sur l'histoire et la pratique de la médecine; tout Paris court aux leçons de médecine données au collège de France par Guy Patin, si connu d'ailleurs par ses lettres satiriques; Prosper Martian enrichit la science médicale d'ouvrages estimés; Jean Magow, Jean Riolan, Nicolas Stenon et Thomas Bartholin font imprimer divers traités anatomiques; Mareel Malpighi de Bologne, que son *Anatomie des plantes* aurait seule rendu célèbre, accroît sa gloire par ses découvertes sur le dévelop-

pement de l'embryon dans l'œuf, sur le cerveau, les poumons, le cœur, les viscères et plusieurs autres organes. Raimond de Vieussens, médecin de Montpellier, et ensuite membre de l'Académie des sciences de Paris et de la Société royale de Londres, est auteur d'un grand nombre d'ouvrages sur les maladies internes, les nerfs, le cœur, l'oreille et le sang; Gaspard Aselli avait découvert dans les animaux les vaisseaux lactés qu'on avait ensuite reconnus dans l'homme; Maurice Hoffmann et Jean-George Wirsung voient le canal excréteur du pancréas; le célèbre Pecquet découvre le trône commun des vaisseaux lactés et lymphatiques, et montre la route que suit le chyle pour arriver aux vaisseaux sanguins; l'Anglais Thomas Warton donne une description générale des glandes; Sylvius expose plusieurs points importants de la structure du cerveau et de celle des nerfs; Wepfer s'occupe du cours des vaisseaux sanguins de ce cerveau que Thomas Willis, de la Société royale de Londres, auteur d'un ouvrage sur la peste et sur les maladies contagieuses, décrit avec bien plus d'exactitude que ses prédécesseurs; Gérard Blaes traite de la moelle épinière; François-Joseph Burhus analyse la substance du cerveau dont cette moelle épinière tire son origine, et trouve que le quart de la masse de cet organe est d'une matière semblable à l'*adipocire* de la tête des cachalots, connu dans le commerce sous le nom de *blanc de baleine*; le jésuite Christophe Schneider prouve que la rétine est le véritable organe de la vue.

François Redi, célèbre médecin des grands-ducs de Toscane, Ferdinand II et Côme III, ajoute des ouvrages très-estimés, et relatifs à l'histoire naturelle, aux poésies italiennes qu'il publie avec succès.

Jacques Gronovius et Jean-George Grævius, son digne disciple, obtiennent la haute et juste réputation que donne une érudition des plus grandes. Le premier pu-

blie le *Trésor des antiquités grecques*, et le second le *Trésor des antiquités romaines*, qu'il devait faire suivre du *Trésor des antiquités d'Italie*, composé par lui et par Burman.

Jacques Harrington, l'un des plus célèbres écrivains politiques de la Grande-Bretagne, voyage en France, en Hollande, en Danemarck, en Allemagne, en Italie, observe la nature des divers gouvernements, et, quelque temps après son retour en Angleterre, donne son *Oceana*.

Vers le même temps les ouvrages de l'Anglais Thomas Hobbes, et particulièrement son traité du *Citoyen* et le *Léviathan*, excitent une grande rumeur en Europe, déplaisent aux amis de la religion et de la liberté, et animent d'autant plus d'ennemis contre lui qu'ont redouté ses grandes connaissances et les talens variés avec lesquels il traduit Homère en vers anglais, et compose un poème sur un château renommé.

Sir Guillaume Temple, retiré à la campagne après avoir rempli les fonctions d'ambassadeur auprès des états généraux, aux conférences d'Aix-la-Chapelle et à celles de Nimègue, prépare pour la postérité ses lettres, ses mémoires, ses remarques et d'autres ouvrages.

Le baron Samuel de Puffendorf acquiert une telle réputation par ses *Eléments de jurisprudence universelle*, que Charles-Louis, électeur palatin, fonde pour lui une chaire de *droit naturel* à Heidelberg, et que Charles XI, roi de Suède, lui donne, quelques années après, une chaire semblable à Lundén. Parmi les ouvrages qui l'ont rendu célèbre, on cite son traité du *Droit naturel et des gens*, une introduction à l'histoire des principaux états de l'Europe, une histoire de Suède, une histoire de Charles-Gustave, une histoire de l'électeur de Brandebourg Frédéric-Guillaume, dit le Grand, et une *Description historique et politique de l'empire du pape*.

Un homme d'un génie extraordinaire paraît en France, et annonce pour ainsi dire la succession de grands hommes qui vont ajouter une nouvelle gloire à celle dont Descartes et Corneille ont doté leur patrie; Blaise Pascal, né à Clermont en Auvergne, compose, dès l'âge de seize ans, un traité des sections coniques, invente ensuite une machine d'arithmétique, fait des expériences et des découvertes sur la pesanteur de l'air et l'équilibre des liqueurs, résout plusieurs problèmes relatifs à la roulette, est proclamé grand géomètre et grand physicien, et, dévoilant aux yeux du monde le talent du grand écrivain, compose ses fameuses *Lettres provinciales*, si terribles contre les casuistes dangereux qu'il combat, et admirées de ceux même qui prennent peu d'intérêt aux questions théologiques et aux autres sujets qui y sont traités, fixe dans cet écrit impérissable cette belle langue française enrichie par tant de chefs-d'œuvre, et montre par cet ouvrage une alliance merveilleuse de l'esprit géométrique, de la piété la plus respectable, et d'une plaisanterie si originale, si agréable et si forte qu'on est tenté de le regarder comme le précurseur du plus grand auteur comique qui ait honoré notre scène.

Parmi les illustres amis de Pascal on comptait ces vénérables habitants de Port-Royal-des-Champs, Robert Arnauld d'Andilly, si connu par ses excellentes traductions, et Pierre Nicole, que ses *Essais de morale* devaient rendre si célèbre.

Mais quels sont ces deux hommes qui, au milieu du grand éclat du dix-septième siècle, brillent pour ainsi dire d'une gloire céleste? ce sont Bossuet et Fénelon; l'un a été surnommé *l'aigle de Meaux*, et l'autre *le cygne de Cambrai*, comme on avait nommé Virgile *le cygne de Mantoue*. Bossuet consacre un grand nombre d'ouvrages à la défense de la religion dont il est le ministre,

écrit et parle comme un de ces anciens prophètes inspirés du Très-Haut; on le nomme un père de l'Eglise; chargé avec l'illustre duc de Montausier de l'éducation du dauphin, il compose pour ce prince, ou plutôt pour la postérité la plus reculée, cette admirable Histoire universelle où son génie s'élève à une si grande hauteur en peignant la naissance, les progrès et la chute des empires, et laisse dans ses oraisons funèbres des chefs-d'œuvre où l'orateur sacré semble du haut des cieux montrer le néant des vanités humaines, faire tonner contre le crime des foudres vengeresses, présenter à la vertu la palme consolatrice, et lui ouvrir les portes éternelles. Fénelon, précepteur du duc de Bourgogne et de ses frères les ducs d'Anjou et de Berri, compose pour eux ce divin *Télémaque* où les devoirs des rois sont tracés par la vertu la plus pure; où la morale parle à tous les hommes le langage le plus touchant et le plus persuasif, et où une imagination brillante, animée par les sublimes images de la poésie antique, une sensibilité profonde et une douce mélancolie ont donné à d'admirables pensées tout le charme du style le plus suave et le plus harmonieux. Nul mortel peut-être n'a jamais approché davantage de ce modèle ineffable et céleste de la bonté infinie, que nous vénérons avec tant d'amour et de respect dans le livre sacré de l'évangile. On ne pouvait l'entendre dans la chaire apostolique parler de Dieu et de la morale chrétienne sans partager ses douces émotions; on aimait l'orateur autant qu'on le respectait; ceux même dont les opinions religieuses étaient les plus différentes des siennes, cédant à un penchant secret et irrésistible, voulaient avoir les mêmes sentiments, les mêmes vertus, la même piété que celui dont les paroles pénétraient jusques au plus profond de leurs cœurs; et si quelqu'un pouvait inspirer à tous les humains les mêmes croyances comme les mêmes affec-

tions, Fénelon eût remporté cette heureuse victoire. Combien de malheureux il devait consoler lorsque, élevé sur la chaire archiépiscopale de Cambrai, il verrait un si grand nombre de fidèles confiés à ses soins paternels ! et quels hommages de l'Europe entière lui étaient destinés ! Bossuet, Fénelon, quels souvenirs ces noms rappellent ! la perversité, l'intrigue et l'envie avaient voulu les diviser ; l'admiration de la postérité les a réunis ; et un de mes plus illustres collègues dans l'Institut de France et dans la chambre des pairs, M. le cardinal duc de Bausset, leur a élevé, dans deux beaux ouvrages, un monument digne de ces grands hommes, et où leur gloire brille d'un éclat commun à tous les deux.

Fléchier, évêque de Nîmes, déploie toutes les ressources de l'art oratoire dans sa belle oraison funèbre du grand Turenne.

Mascaron, évêque d'Agen, se distingue par ses prédications, et le père jésuite Louis Bourdaloue donne à l'éloquence de la chaire une noblesse, une élévation, une dignité et une force de raisonnement qui va jusque dans les replis les plus cachés du cœur combattre toutes les résistances.

Un oratorien, Nicolas Malebranche, publie la *Recherche de la vérité*, ouvrage célèbre, où la métaphysique la plus profonde, alliée à l'imagination la plus vive, expose les idées les plus abstraites avec la clarté et l'agrément les plus propres à captiver les esprits les plus légers.

La Bruyère imite ou plutôt surpasse Théophraste par ses *Caractères* ou ses portraits si bien peints, si ressemblants et si utiles à la morale publique.

Le duc de La Rochefoucauld laisse dans ses *Maximes* un monument de son esprit, de ses lumières et de son talent.

André Dacier, secrétaire perpétuel de l'Académie française, enrichit la littérature des traductions de quelques dialogues de Platon, de la poétique d'Aristote, des vies de Plutarque et des œuvres d'Horace, ainsi que des observations sur Longin et de plusieurs autres ouvrages.

Corneille meurt en 1684 doyen de l'Académie française. Racine avait partagé sa gloire; il tient seul après lui le sceptre de la scène tragique. Nourri des ouvrages des tragiques grecs, d'Homère et des prophètes, il compose *Andromaque*, *Britannicus*, *Bérénice*, *Bajazet*, *Mithridate*, *Iphigénie*, *Phèdre*, *Esther* et *Athalie*, peint avec force les plus nobles mouvements de l'âme, fait parler aux passions le langage le plus animé, émeut les cœurs par l'expression la plus vive des sentiments les plus tendres, s'élève aux pensées les plus sublimes, trouve cet art admirable, et inconnu avant lui parmi les modernes, de la versification la plus mélodieuse et la plus enchanteresse, ravit par son style comme par une musique harmonieuse, ne cesse, au milieu des hardiesses de son génie, d'être fidèle au goût le plus délicat, et, pour employer les expressions d'un des plus grands critiques, *ressuscite Sophocle, surpasse Euripide, et balance Corneille*.

Une grande et noble jouissance lui était réservée; il reçoit en qualité de directeur de l'Académie française l'auteur d'*Ariane* et du *Comte d'Essex*, le frère et le successeur de Corneille, et dans cette séance solennelle prononce l'éloge du grand homme qui n'est plus, et que personne ne peut louer mieux que lui.

On compte parmi ses amis les plus intimes Boileau Despréaux, qui donne des préceptes si utiles et de si beaux exemples dans ses épîtres, ses satires, son poème intitulé *le Lutrin*, son Art poétique, sa traduction du traité de Longin sur le sublime, et a si bien mérité le surnom de *L'Horace français*.

Un homme dont la gloire n'est éclipsée par celle de personne s'empare de la scène comique : Molière , qu'Aristophane , Ménandre , Plaute et Térence auraient tant admiré , observe en philosophe les ridicules et les vices , les fait monter sur le théâtre , leur commande les mêmes actions que la nature , leur dicte les mêmes paroles , et les expose sans aucun déguisement au rire des spectateurs les moins instruits , frappés de la vérité de ses tableaux , et des hommes éclairés qui s'abandonnent avec tant de plaisir à l'ascendant de son génie. Parmi les pièces qui doivent éterniser sa gloire , on aime surtout à revoir *le Misanthrope* , *les Femmes savantes* , *l'Avare* , *le Bourgeois Gentilhomme* et ce *Tartufe* dont la défense contre les faux dévots honore la justice , le grand sens et le noble caractère de Louis XIV.

Un poète inimitable comme Molière , Jean de La Fontaine , publie ces fables qu'Ésope et Phèdre lui auraient enviées , où les vérités les plus importantes aux progrès de la civilisation sont cachées sans se dérober néanmoins à des yeux perçants et attentifs sous le voile de fictions charmantes et d'une poésie si simple , si naïve , si belle et quelquefois si sublime que la nature elle-même semble l'avoir inspirée. Il était très-lié avec Molière , Racine et Despréaux ; et comment n'aurait-il pas obtenu une amitié fidèle ce La Fontaine qui , s'empressant de sortir de sa nonchalance ordinaire , ne craignit pas d'imiter Pellisson et de défendre avec courage et le surintendant Fouquet son bienfaiteur , et son parent Jannard , qui avait partagé la disgrâce du surintendant , auquel il était attaché !

Parmi les amis si dévoués à ce bon et simple La Fontaine , on voyait Chapelle , qui sait attacher tant d'attraits à l'ouvrage auquel il travaille , et qui est intitulé : *Voyage de Bachaumont et de Chapelle*.

La douce madame Deshoulières peint dans ses idylles, avec autant de grâce que de sentiment, ce qu'inspirent aux âmes aimantes les fleurs, les ruisseaux, les bois, les oiseaux qui les peuplent, et les troupeaux qui animent les vertes prairies.

Madame Dacier, se distinguant dans un genre plus grave, et partageant les travaux du savant auquel elle a donné sa main, cède aux instances du duc de Montausier, donne pour le dauphin des éditions de Florus, d'Aurélius Victor, d'Eutrope, de Dictys de Crète, et publie des traductions de Térence, de l'Iliade, de l'Odyssée, d'Anacréon, d'une partie de Plautus et d'Aristophane.

Parmi les autres émules de Clotilde de Surville et de cette Christine de Pisan, dont les talents avaient illustré les règnes des rois de France Charles V et Charles VI, on comptait mademoiselle de Scudéri, sœur du poète de ce nom. L'Académie française lui avait décerné le prix d'éloquence pour son Discours sur la gloire; on la surnommait la *Sapho de la France*; et néanmoins elle avait donné le jour à ces romans, composés de tant de volumes, où une sorte de métaphysique sentimentale remplace trop souvent l'expression de la nature, et qui ont tant contribué à faire attacher le nom de *romanesque* aux sentiments et aux aventures que la vraisemblance ne recommande point; que la raison repousse, et que rejette la véritable sensibilité.

La comtesse de La Fayette compose trois romans que l'on a donnés souvent pour modèles, *Zaïde*, la *Princesse de Clèves* et la *Princesse de Montpensier*. On lui doit d'ailleurs des mémoires de la cour de France, et l'histoire d'Henriette d'Angleterre, duchesse d'Orléans.

Quelle renommée la marquise de Sévigné va conquérir sans y avoir pensé, en écrivant ce grand nombre

de lettres si remarquables par la noblesse, la facilité, l'aimable négligence, la naïveté, la délicatesse et l'enjouement du style ! elle était bien éloignée de prévoir la publication de ces lettres charmantes que lui dictaient sa tendresse si touchante pour la comtesse de Grignan, sa fille, son affection pour son fils, son attachement pour ses amis, et dans lesquelles on trouve une histoire abrégée et si intéressante des principaux événements du règne de Louis XIV et des portraits si ressemblants des grands personnages de ce règne.

Saint-Evremond compose un grand nombre d'ouvrages dans plusieurs desquels on remarque beaucoup d'esprit, d'érudition et de philosophie. Obligé de se retirer en Angleterre pour échapper aux suites de ce qu'il avait publié sur la paix des Pyrénées, il y voit son exil adouci par l'amitié de la belle et spirituelle duchesse de Mazarin, qui avait fixé son séjour à Londres, et ensuite par la bienveillance de Guillaume III. Il s'y lie particulièrement avec le poète Edmond Waller, que les Anglais ont nommé leur *Anacréon*.

Dryden, compatriote d'Edmond Waller, non seulement se distingue par ses pièces de théâtre, mais encore traduit Virgile en vers anglais.

Thomas Otway donne à Londres *l'Orphelin*, *Venise sauvée*, *Don Carlos*, et plusieurs autres tragédies et comédies.

Sir Jean Denham, Irlandais, publie sa tragédie de *Sophi*; son poème de *la Montagne de Cooper*, et plusieurs autres pièces de poésie.

Les comédies de Guillaume Wycherley ont un très-grand succès à la cour de Jacques II.

Sir Guillaume Davenant, qui, peu de temps après la mort de Benjamin Johnson, avait mérité par ses pièces de théâtre d'être *poète couronné*, établit à Londres un *opéra italien*.

Abraham Cowley acquiert beaucoup de célébrité par la beauté de son talent poétique.

Le poème d'*Hudidras*, publié par Samuel Butler, est recherché comme un des ouvrages les plus remplis de pensées spirituelles et de plaisanteries fines et délicates.

Et à quelle grande renommée devait atteindre Milton, l'auteur sublime de ce *Paradis perdu*, où son génie élevé lui inspire des conceptions si hardies, où, transportant à l'Occident de l'ancien monde les grandes images des livres saints et des autres livres orientaux, il crée une sorte de mythologie sacrée, où il imprime à ses immenses tableaux et les traits admirables des poésies de l'Orient, et le caractère sombre et terrible des poèmes de la Calédonie et des autres contrées septentrionales de l'Europe, et où il peint avec un charme inexprimable le séjour enchanté d'Éden, et les tendres et innocentes amours d'Adam et de sa compagne!

Milton, modérant son exaltation poétique, avait écrit sur le gouvernement de l'Église anglicane, les droits de la puissance civile dans les matières ecclésiastiques, l'éducation des enfants, la liberté de la presse, les peuples et les rois. Il publie une Histoire d'Angleterre depuis Guillaume le Conquérant, ainsi qu'un traité sur la vraie religion, l'hérésie, le schisme et la tolérance, et meurt après avoir été aveugle comme Homère.

La peinture est sœur de la poésie; le *grandiose* du génie de Milton se montre dans les tableaux de Le Brun, premier peintre de Louis XIV, élève de Simon Vouet; il fait admirer dans ses nombreux ouvrages la pureté du dessin, l'expression des passions, la beauté de la composition et de l'ensemble. On a comparé à un poème ses *batailles d'Alexandre*.

Eustache Le Sueur, élève de Vouet comme Le Brun, s'immortalise par un grand tableau de saint Gervais et de

saint Protas, et par ceux qui représentent la vie de saint Bruno, et où l'on ne cesse d'admirer la plus noble simplicité, le goût de l'antique, et cette vérité d'expression qui commande si fortement le sentiment et la réflexion.

Pierre Mignard peint la coupole du Val-de-Grâce, et devient surtout célèbre par le grand nombre de ses portraits.

Jean Petitot peint en émail avec tant de talent qu'on le nomme le Raphaël du genre de peinture qu'il a choisi. Ses nombreux portraits, aussi beaux que fidèles et inaltérables dans leurs couleurs, ont été conservés avec le plus grand soin.

Aubinet, attaché au jardin du roi, et, avant lui, Robert, peintre du jardin botanique établi à Blois par Gaston, duc d'Orléans, peignent ou dessinent des plantes avec habileté.

Claude Gellée, dit le Lorrain, est auteur de très-beaux paysages.

Rembrandt se distingue à Amsterdam par l'imitation fidèle de la nature, et par la force que donne à ses tableaux la grande et savante opposition des jours et des ombres.

Gérard Dow, son compatriote et son élève, fait admirer le fini et le naturel de ses ouvrages.

Pierre Bérétin, dit Piètre de Cortone, aussi grand peintre que grand architecte, réussit dans les peintures à fresque et dans d'autres tableaux, où il montre la fécondité de son génie, la grandeur de ses pensées et la vivacité de son imagination.

Jean Lanfranco, digne élève d'Augustin et d'Annibal Carrache, était mort dans les premières années de l'époque qui nous occupe.

Louis XIV et le pape Clément XI donnent des marques particulières d'estime au peintre célèbre de la marche d'Ancône, Carle Moratte.

Le Napolitain Salvator *Rosa* peint des combats, des marines, des paysages et d'autres sujets. Il travaille avec une telle rapidité qu'on a prétendu qu'il pouvait commencer et finir un tableau dans le même jour; et néanmoins cette célérité extrême ne paraît pas nuire à son grand talent.

Valerio Castelli, de Gênes, compose des tableaux de batailles avec beaucoup de succès.

André Sacchi, né à Rome, montre dans ses ouvrages combien il est le digne élève de l'Albane.

Joseph Ribeira; surnommé *l'Espagnolet*, parce qu'il est né à Xativa en Espagne, étudie la manière de Michel-Ange de Caravage, le surpasse, dit-on, dans la correction du dessin, devient premier peintre du vice-roi de Naples, choisit presque toujours pour ses peintures des sujets terribles, et se fait admirer surtout par l'expression de ses figures.

Les églises et les palais de la patrie de l'Espagnolet continuent de se remplir de chefs-d'œuvre qui doivent placer l'école espagnole à un rang bien élevé. Paul Céspedes, peintre de Cordoue, avait laissé dans la cathédrale de cette ville son fameux tableau de *la Cène*. Barthélemi Morillos, de Séville, brille au milieu des autres grands peintres espagnols par la beauté de son génie, la fraîcheur de son coloris et son imitation fidèle de la nature.

Pierre Puget, de Marseille, se distingue dans la peinture, et, une maladie dangereuse l'ayant forcé de renoncer à la culture de cet art, se livre à la sculpture qu'il avait étudiée sous Roland, est appelé à Paris par Fouquet, retenu par Colbert, honoré par Louis XIV qui le nomme *l'Inimitable*, orne les jardins de Versailles de son *Milon* et de son *Andromède*, et fait la réputation de plusieurs endroits d'Italie ou de France par d'autres admirables statues.

De beaux ouvrages du sculpteur Jacques Sarasin sont distribués dans Versailles et dans Marli.

François et Michel Anguier acquièrent une grande réputation par leurs sculptures. Girardon, élève de François Anguier, fait admirer les groupes et les statues qu'il place dans les jardins de Versailles et dans ceux de Trianon, le fameux mausolée du cardinal de Richelieu et la statue équestre de Louis XIV qu'il élève au milieu de la place Vendôme.

On voit dans le superbe hôtel des Invalides, et dans ces jardins de Versailles où respirent pour ainsi dire tant de héros et de dieux, des ouvrages de l'habile sculpteur Antoine Coiseyox.

André Le Nôtre avait imaginé l'ensemble si riche et si *grandiose* de ces immenses et magnifiques jardins de Versailles et de ceux des Tuileries; il avait créé un nouvel art de donner aux arbres, aux arbustes, aux fontaines, aux eaux jaillissantes, à la verdure et aux réunions de fleurs, la beauté des proportions les plus nobles, les effets des contrastes ménagés avec habileté; et le caractère d'une grandeur imposante.

Jules-Hardouin Mansard, neveu de François Mansard, très-habile architecte, construit ce vaste château de Versailles qu'entourent les jardins de Le Nôtre, sa belle galerie, sa célèbre chapelle, le dôme des Invalides, la galerie du Palais Royal, et les bâtimens de la place Vendôme.

Blondel, maréchal-de-camp, membre de l'Académie des sciences de Paris, et professeur d'architecture, non seulement publie, sur la science qu'il professe, des ouvrages très-estimés, mais encore donne les dessins de la porte Saint-Denys et de la porte Saint-Antoine.

Le confrère de Blondel dans l'Académie des sciences, Claude Perrault, celui à qui l'on doit des *Mémoires* intéressants pour servir à l'histoire des animaux, se livre avec une noble ardeur à l'étude de l'architecture, traduit

Vitruve, et, inspiré par le génie de l'art auquel il s'est consacré, élève cette fameuse colonnade du Louvre qui devait être si admirée.

Le chevalier Bernin s'immortalise par les ouvrages dont il orne l'église de Saint-Pierre sous le pontificat d'Alexandre VII, qui fait achever le collège de la Sapience, commencé sous le règne de Léon X, d'après les dessins de Michel-Ange, construire la colonnade si renommée qui décore l'entrée de la première église du monde chrétien, et fonde cette superbe chaire de bronze, connue sous le nom de *chaire de Saint-Pierre*, et placée dans cette merveilleuse basilique. Louis XIV appelle auprès de lui le chevalier Bernin, et lui demande des dessins pour la colonnade qui doit embellir une des façades du Louvre. Ceux de Perrault sont préférés, et le chevalier Bernin rehausse sa propre gloire en applaudissant à la préférence qu'obtient l'Académicien français.

Ignace Jones avait acquis, comme architecte, une grande réputation dans l'Angleterre, sa patrie.

Christophe Wren, de la Société royale de Londres, professe avec succès l'astronomie à Londres et à Oxford, cultive l'architecture, devient surintendant des bâtiments du roi Charles II, bâtit la grande et belle église de Saint-Paul, celle de Saint-Étienne, le théâtre d'Oxford, le palais de Hamptoncourt, le collège de Chelsea, l'hôpital de Greenwich, et un grand nombre d'autres beaux édifices.

Gaspard Audran, neveu de Charles, et Germain, son frère, ainsi que Benoît et Jean, ses neveux, donnent au nom d'*Audran* une grande renommée, par le talent avec lequel ils gravent les productions des grands peintres d'Italie ou de France; Jean Warin, Masson, l'Anglais Smith, et d'autres graveurs partagent leur célébrité.

La musique fait en Italie et dans d'autres contrées de l'Europe des progrès très-remarquables; Carissimi, célèbre

maître de la chapelle pontificale , avait formé des élèves dignes de lui. Marc-Antoine Cesti , récolet d'Arezzo , maître de la chapelle de l'empereur Ferdinand III , et François Cavalli , maître de celle de l'église de Saint-Marc de Venise , donnent au récitatif plus de naturel , d'expression et de variété , transportent sur la scène le genre des *cantates* , inventé par Carissimi , introduisent des *airs* dans les opéras , et composent un grand nombre de drames lyriques qui obtiennent le plus grand succès.

D'autres élèves de Carissimi se distinguent par leurs compositions : on voit à leur tête Rossi , Legrenzi , et Scarlatti qui surpasse ses prédécesseurs par la fécondité de son génie , et rapproche la mélodie de la véritable expression des paroles.

Plus tard fleurit Colonna de Bologne , dont on devait conserver les manuscrits avec une sorte de vénération.

Corelli , né auprès d'Imola , publie à Rome douze *sonates* pour deux violons , une basse , et un *organo* ou clavecin , acquiert une si grande réputation sur le violon , qu'on le nomme l'Orphée de son siècle , donne successivement au public six autres œuvres de sonates ou de concertos inventés par Torelli , fait admirer particulièrement la variété , le naturel , l'expression et le grandiose de ses *adagios* , ou morceaux exécutés avec lenteur , et réunit un si grand nombre de suffrages , qu'on place au-dessous de son buste , dans le Vatican , cette inscription : *Corelli , prince des musiciens*.

Jean-Gaspard de Kerl , maître de chapelle de l'électeur de Bavière , obtient une grande célébrité par la manière dont il joue de l'orgue , ainsi que par ses compositions musicales , et particulièrement par ses *messes* et ses autres œuvres destinées au culte catholique : des compositions musicales , et un talent rare sur l'instru-

ment qui a fait la réputation de Kerl, distinguent le Saxon Jean-Jacques Froberger, qui passe quelque temps en Angleterre, où il jouit de la faveur de Charles II. Ce monarque avait aussi accordé une bienveillance particulière à deux célèbres musiciens anglais, Henri Lawes, qui avait donné la musique de plusieurs pièces de théâtre, et son frère Guillaume Lawes, auteur d'ouvrages semblables, et destiné à l'honneur d'être chanté après sa mort par le fameux Milton.

On a conservé plusieurs morceaux de musique, composés par le roi de France Louis XIII, et entre autres la musique de quatre psaumes et celle d'un *de profundis*, que, deux jours avant sa mort, il ordonne de chanter lors de son enterrement.

Cambert, organiste de l'église de Saint-Honoré de Paris, met en musique le poème de *Pomone*, composé par l'abbé Perrin, qui obtient le privilège de donner des opéras français, et, trois ans après, cède ce privilège à Lulli.

Ce compositeur, né à Florence, et amené à Paris vers l'âge de quatorze ans, suit avec constance les inspirations de son heureux génie, fait une sorte de révolution dans la musique instrumentale par l'emploi de divers instruments, la distribution des chants dans les différentes parties, l'introduction de mouvements nouveaux, le recours à des dissonnances habilement placées, et en opère une bien plus grande encore sur la scène par l'agréable mélange de la douce et naïve mélodie française avec les chants de l'Italie, les beautés dramatiques de ses opéras, le naturel de son récitatif, la vivacité de ses tableaux, et l'habileté avec laquelle il réunit ses accents aux beaux vers de Quinault, ce poète dont le talent si gracieux, si facile et si aimable, allie des phrases si sonores, peint si bien le sentiment, exprime avec tant de vérité toutes les nuances de la tendresse,

et varie ses situations et ses magnifiques spectacles de la manière la plus favorable à la fécondité du musicien. Lulli fait entendre la musique de dix-neuf tragédies, de vingt ballets, de plusieurs divertissements et d'un grand nombre de motets à grands chœurs.

Quel siècle que le dix-septième ! la postérité voit le trône de Louis XIV réfléchir l'éclat de la gloire de Piccard, Richer, Rœmer, Huyghens, Cassini, Fagon, Duverney, Tournefort, Vieussens, Pecquet, Pascal, Bossuet, Fénelon, Fléchier, Bourdaloue, Malebranche, La Bruyère, La Rochefoucauld, Corneille, Racine, Boileau, Molière, La Fontaine, la marquise de Sévigné, le Poussin, Le Brun, Le Sueur, Mignard, le Lorrain, Puget, les Anguier, Girardon, Coisèvoix, Le Nôtre, les Mansard, Perrault, Quinault, Lulli, Turenne, Condé, Luxembourg, Catinat, Créqui, Boufflers, Vendôme, Villars, Duquesne, Tourville, Colbert, Molé, Lamoignon, Talon, d'Aguesseau, Vauban, Montausier. Elle décerne à ce monarque l'honneur accordé à Périclès, à Auguste, à Charlemagne, à François I^{er}, à Léon X; elle nomme ce dix-septième siècle *le siècle de Louis XIV.*

VINGT-CINQUIÈME ÉPOQUE,

DEPUIS 1689 JUSQUES EN 1750.

Guillaume et Marie venaient de monter sur le trône d'Angleterre. Les bases du pouvoir absolu avaient été renversées par la volonté nationale, qui avait transporté la couronne de Jacques II sur la tête de Guillaume. Les principes solennellement proclamés sur l'origine de la souveraineté allaient commencer une nouvelle ère pour la Grande-Bretagne, et préparer de grands changements dans les lois fondamentales de plusieurs autres états européens. Un danger commun avait réuni presque tous les esprits; les jalousies et les haines avaient été suspendues; le désir de sauver la patrie de la tyrannie qui la menaçait l'avait emporté sur tous les autres sentiments. Mais lorsque les craintes furent dissipées, les espérances, les alarmes, les animosités, qui depuis long-temps formaient des partis d'autant plus dangereux qu'ils devaient leur naissance à des idées religieuses, reparurent avec plus ou moins de force. Les protestants non conformistes soutenaient avec le plus grand zèle les intérêts de Guillaume, qui était calviniste; mais un grand nombre d'anglicans, toujours emportés par les erreurs si funestes de l'intolérance, craignaient la chute de leur Église. Les évêques se croyaient à la veille de perdre leur puissance et leurs richesses; les amis les plus chauds de la liberté trouvaient qu'on n'avait mis aucune nouvelle limite à l'autorité royale. « Le monarque, disaient les républicains, a conservé le pouvoir de convoquer le par-

» lement, de l'ajourner, de dissoudre les communes,
 » de se rendre maître des élections, d'opprimer les
 » corporations établies, de choisir le conseil, de nom-
 » mer les grands officiers de l'état, de disposer des
 » emplois de l'armée, de la marine et de l'Eglise, et
 » d'avoir recours à la corruption et à la violence. »
 Les catholiques, qui n'avaient cédé que malgré eux à la
 volonté générale, commençaient à élever la voix. « Guil-
 » laume, disaient-ils, a traité son beau-père avec au-
 » tant d'insolence que de rigueur. Quels bruits absurdes
 » n'a-t-il pas autorisés sur la naissance du prince de
 » Galles, sur un prétendu traité fait avec la France
 » pour réduire les Anglais en esclavage, et sur le
 » meurtre du comte d'Essex ! il a dans son armée
 » presque autant de papistes étrangers que Jacques II
 » avait d'Anglais catholiques dans la sienne. Les troupes
 » hollandaises demeurèrent dans Londres pendant que les
 » anglaises sont distribuées dans des contrées éloignées.
 » C'est par une excessive complaisance pour lui que
 » les chambres ont refusé à Jacques II la justice de
 » l'entendre pour sa défense ; et combien l'introduc-
 » tion des Hollandais dans le commerce d'Angleterre
 » n'en a-t-il pas diminué les avantages ! »

Guillaume cependant confirma tous les protestants dans les places dont ils jouissaient, nomma les membres de son conseil, dans lequel il fit entrer le prince de Danemarck, l'archevêque de Cantorbéry et le comte de Nottingham, qui était regardé comme le chef du parti ecclésiastique, donna le sceauprivé au marquis d'Halifax, et le titre de président du conseil au comte de Danby, choisit douze juges habiles, éleva sur la chaire épiscopale de Salisbury le docteur Burnet, qui, réfugié auprès de lui en Hollande, et rentré en Angleterre en qualité de son chapelain, avait composé son manifeste, et beaucoup contribué par ses écrits et ses démarches au

succès de la révolution, se rendit à la chambre des pairs, y appela les communes, et leur dit : « Je ne ferai jamais » rien qui puisse diminuer l'opinion que les Anglais » ont conçue de mon intégrité. La situation actuelle de » la Hollande demande des secours immédiats; l'état » des affaires du royaume exige aussi une considération » sérieuse : un bon établissement est nécessaire non » seulement pour le maintien de la paix intérieure, » mais encore pour le soutien de la religion protes- » tante dans le continent; les affaires d'Irlande sont dans » une situation si critique que le plus court délai dans » les délibérations de l'assemblée peut leur être très- » préjudiciable; je prie la convention de prendre promp- » tement les mesures qu'elle jugera indispensables pour » le bonheur de la nation. »

Les communes arrêterent qu'il serait fait de très-humbles remerciements à sa Majesté, et que son discours serait pris en considération. Un bill apporté de la chambre des pairs fut adopté par les communes, et sanctionné par le roi. Ce bill déclara que les lords et les communes assemblés à Westminster composaient les deux chambres du parlement à tous égards et sous tous les points de vue; que tous les actes revêtus de la sanction royale avant la prorogation la plus prochaine auraient force de loi à compter du 15 février; que les membres des deux chambres prêteraient, sous les anciennes peines, un nouveau serment de fidélité et de suprématie, inséré dans l'acte, et que le *présent parlement* serait dissous dans la manière accoutumée.

On proposa dans la chambre des communes d'établir un nouveau revenu pour le roi et pour la reine. Pendant qu'on délibérait à ce sujet, un message du monarque apprit à la chambre que Jacques avait mis à la voile de Brest avec une flotte destinée à faire une descente en Irlande. « Nous sacrifierons au soutien de sa Majesté le

» roi Guillaume nos fortunes et nos vies, » s'écrièrent les membres de la chambre; ils accordèrent une *aide provisionnelle* de 420,000 livres; et les pairs adoptèrent cette résolution avec d'autant plus de promptitude que l'archevêque de Cantorbéry et sept évêques s'étaient retirés de la chambre pour ne pas prêter le nouveau serment, et avaient été suivis du duc de Newcastle et de sept autres pairs. Ces lords temporels ou ecclésiastiques furent distingués par l'épithète de *non-jurants*, et, entraînés de résolution en résolution, rejetèrent l'idée d'un *roi de fait*; ainsi que toutes les autres distinctions proposées, et se déclarèrent pour la puissance absolue et l'hérédité de droit divin.

Les personnes attachées à ce parti, ayant même commencé d'intriguer contre le nouveau gouvernement, et Guillaume en ayant été instruit par des lettres interceptées, ce prince fit arrêter le comte d'Arran, sir Robert Hamilton et d'autres nobles écossais, en informa les deux chambres, et leur demanda quelle conduite il devait tenir dans une affaire où il avait été obligé de s'écarter des lois du royaume. Que ne peuvent la confiance et la certitude que le prince ne peut pas vouloir renverser le gouvernement établi! Les lords remercièrent Guillaume des soins qu'il se donnait pour la conservation de leurs libertés, le prièrent de s'assurer de tous les perturbateurs de la paix; et les communes proposèrent un bill qui lui donnait le pouvoir de suspendre l'acte d'*habeas corpus* jusques au 17 avril suivant (1689).

L'esprit de mécontentement s'était cependant répandu si fortement dans l'armée que le roi résolut de garder en Angleterre les troupes hollandaises, et d'envoyer dans les Pays-Bas les régiments dont il pouvait se méfier. Les soldats du régiment écossais de Dumbarton se mutinèrent, désarmèrent leurs officiers, s'emparèrent de

la caisse militaire, et, avec quatre pièces de canon, partirent pour l'Écosse. Le général Ginkle les poursuivit, à la tête de trois régiments de dragons, et les força à mettre bas les armes. L'Écosse n'étant pas encore soumise au nouveau gouvernement, Guillaume ne crut pas devoir les traiter comme des rebelles; il se contenta de leur ordonner de passer en Hollande; mais il fit présenter au parlement, contre la mutinerie et la désertion, un bill que les deux chambres s'empressèrent d'adopter.

Peu de temps après, le roi et la reine furent couronnés. L'évêque de Londres, d'après le désir de Guillaume, officia à la place de l'archevêque de Cantorbéry. Le roi et la reine jurèrent sur les Évangiles de gouverner le peuple et les états d'Angleterre, conformément aux statuts passés en parlement, aux lois et aux coutumes, de faire exécuter les lois et rendre la justice avec clémence; de maintenir les lois de Dieu, la vraie profession de l'Évangile, la religion protestante réformée, telle qu'elle était établie par les lois, et de conserver les droits et les privilèges conférés par les lois aux évêques, au clergé et aux églises confiées à leurs soins.

Guillaume demanda aux communes l'abolition de la taxe sur les feux, très-onéreuse au peuple; les deux chambres votèrent la suppression de cette taxe, donnèrent à Guillaume, dans une adresse, les plus grands témoignages de respect, de reconnaissance et d'affection, et déclarèrent qu'elles montreraient à tout l'univers, par les mesures qu'elles prendraient pour le soutien de sa couronne, combien sa Majesté régnait dans les cœurs de ses sujets.

Les chambres accordèrent une somme de 600 mille livres pour indemniser les états généraux de celles qu'ils avaient employées à la défense des lois, des libertés et

de la religion de l'Angleterre, ainsi que les fonds nécessaires pour lever et entretenir pendant six mois une armée de vingt-deux mille hommes et pour équiper une flotte nombreuse. Guillaume vit avec peine cette limitation à six mois, demandée par les wighs, qui désiraient de paraître de plus en plus nécessaires au nouveau monarque. Peu satisfait, d'un autre côté, des dispositions du clergé anglican, et voulant s'attacher chaque jour davantage les protestants non-conformistes, il proposa des bills qui furent adoptés, et d'après lesquels l'ancien serment de fidélité et de suprématie fut aboli, le nouveau serment de fidélité réduit à sa simplicité primitive, le serment royal du couronnement expliqué d'une manière plus conforme au vœu du monarque, le clergé obligé de prêter le nouveau serment, sous peine d'être suspendu de ses fonctions, et privé de ses places s'il persistait dans son refus, toute loi pénale déclarée non applicable aux non-conformistes qui auraient prêté serment au nouveau gouvernement, auraient souscrit la déclaration de la treizième année du règne de Charles II, sauf certains articles, ne tiendraient pas d'assemblée particulière à portes closes, et ne prétendraient pas s'exempter du paiement des dîmes ni des autres droits des paroisses.

On permit aux quakers de remplacer les serments qu'ils ne croyaient pas pouvoir prêter, par une promesse solennelle faite *devant Dieu* ; et la politique de Guillaume ainsi que ses principes religieux et ses sentiments particuliers le portaient si fort vers la tolérance que, des hommes ardents ayant voulu l'engager à faire des lois sévères contre les catholiques, il leur onrépdit : « Une telle mesure aliénerait tous les papistes de l'Europe des intérêts de l'Angleterre ; elle pourrait occasionner une nouvelle ligne catholique qui ferait naître une guerre de religion. Et comment pourrais-je pro-

» téger les protestants d'Allemagne et de Hongrie
» pendant que je persécuterais les catholiques d'Angle-
» terre? »

La condescendance des deux chambres pour Guillaume ne les empêcha pas d'établir qu'une somme *fixe* serait destinée à l'entretien de la maison du roi ainsi qu'au soutien de sa dignité, que le reste du revenu public serait employé sous l'inspection du parlement, et que les revenus de l'état ne seraient accordés que pour un an ou pour un très-petit nombre d'années.

Conformément à cette détermination, la portion applicable aux affaires *civiles* fut fixée par les communes à 600,000 livres, et chargée des revenus à payer à la reine douairière, au prince et à la princesse de Danemarck, aux juges et au maréchal de Schomberg; grand-maitre de l'artillerie, auquel le parlement avait déjà accordé une somme très-forte en considération de ses grands services. Les communes réglèrent d'ailleurs qu'un revenu constant de 200,000 livres serait établi pour le soutien de la couronne en temps de paix.

Ces déterminations précises de l'emploi des revenus, que les Anglais ont regardées comme un des plus grands avantages du changement de leur dynastie, mécontentèrent Guillaume; il soupçonna d'autant plus les wighs de vouloir anéantir son autorité qu'ils proposèrent un bill pour rendre la milice du royaume indépendante du roi et des lords lieutenants des comtés. Les torys et particulièrement le comte de Nottingham, profitèrent de cette circonstance pour augmenter le ressentiment du roi, l'aggraver de plus en plus contre les wighs, qu'ils détestaient, lui promettre toute leur assistance, et lui représenter qu'étant en danger d'être poursuivis dans leurs fortunes et dans leurs vies ils ne pourraient se prononcer fortement en faveur de la couronne qu'autant qu'un bill d'absolution ou d'*indemnités* les garantirait des efforts

de leurs implacables ennemis. Guillaume les crut, et proposa ce bill aux deux chambres ; ce projet de loi, mal reçu dans la chambre des communes, y fut discuté avec beaucoup de chaleur ; et les wighs dirent avec véhémence que le roi ne voulait que se servir librement de ceux qui avaient été les instruments de la tyrannie de Jacques. Les esprits s'échauffèrent ; de nouveaux orages paraissaient près de se former sur la Grande-Bretagne ; les anciens partisans du gouvernement républicain et les amis secrets des Stuart concevaient de grandes espérances ; Shreswbury, secrétaire d'état, et le comte de Devonshire faisaient de vains efforts pour calmer les passions qui s'agitaient avec une violence redoutable ; la situation des affaires du continent, le génie de Guillaume, son bon esprit et la sagesse de plusieurs grands personnages sauvèrent le nouveau roi.

Les membres de la diète germanique avaient pressé l'empereur de déclarer la guerre à la France. « Combien » d'infractions, avaient-ils dit, Louis n'a-t-il pas com- » mises contre les traités de Munster, d'Osnabruck et de » Nimègue ! il a fait une invasion en Allemagne sans au- » cune provocation ; il s'est montré l'ennemi invé- » téré de l'empire. Nous supplions votre Majesté impé- » riale de faire la paix avec les Turcs, qui lui offrent » des conditions avantageuses, et de rompre avec le » roi de France, contre lequel nous la soutiendrons de » tout notre pouvoir. »

L'empereur avait formé une alliance offensive et défensive contre Louis XIV. avec les états généraux ; ils étaient convenus que, si le roi d'Espagne mourait sans enfants, ils aideraient Léopold de toutes leurs forces à se mettre en possession de cette monarchie, et que d'ailleurs ils useraient de tout leur crédit auprès des électeurs leurs alliés pour l'élévation de son fils Joseph à la dignité de roi des Romains. Cette alliance était l'ouvrage

de Guillaume; sa haine contre la France va être encore plus satisfaite.

Il persuade aisément aux Anglais de combattre contre leurs anciens rivaux. Les communes le supplient de considérer tout ce que le monarque français a fait depuis plusieurs années pour détruire le commerce, le crédit et la tranquillité du royaume. « Nous ne doutons pas, ajoutent-elles, que les alliances, déjà contractées par votre Majesté et celles qu'elle pourra y ajouter, ne suffisent pour empêcher le roi de France de troubler la paix de la chrétienté, et de nuire au commerce ainsi qu'à la prospérité de la Grande-Bretagne; votre Majesté peut compter sur les secours de son parlement. Les communes déclarent à l'unanimité que si votre Majesté commence la guerre contre la France, elles ne lui refuseront aucun des moyens nécessaires pour la soutenir avec vigueur. — Soyez sûrs, leur dit Guillaume dans sa réponse, que les secours que vous pourrez m'accorder contre la France ne seront employés pour aucun autre objet. » Et peu de jours après il déclare la guerre à Louis XIV, et, dans le manifeste qu'il publie, reproche à ce monarque d'avoir, par une ambition toujours croissante, envahi le territoire de l'empire, violé les traités garantis par la couronne d'Angleterre, usurpé en partie la pêche de Terre-Neuve, pris les îles Caraïbes, occupé avec violence la Nouvelle-Yorck et la baie d'Hudson, commis des déprédations sur des vaisseaux anglais, empêché l'importation des objets manufacturés en Angleterre, disputé le droit de pavillon, persécuté plusieurs sujets de la Grande-Bretagne pour leur religion contre les traités et les lois des nations, et envoyé en Irlande un armement destiné à y protéger les rebelles.

Une convention écossaise avait été convoquée à Edimbourg par Guillaume; le duc d'Hamilton et les pres-

bytériens s'étaient déclarés pour lui. L'évêque d'Édimbourg néanmoins, lors de la première réunion des lords et des communes, avait, en qualité de chapelain de la convention, commencé une prière pour le rétablissement du roi Jacques ; mais le duc d'Hamilton n'en est pas moins nommé président. La convention fait sommer le duc de Gordon de remettre le commandement du château, et sur son refus ce duc est déclaré traître, et le château bloqué par les troupes de la ville.

L'assemblée reçoit deux lettres, une de Guillaume, et l'autre de Jacques. « J'ai demandé l'assemblée des » états écossais, écrit Guillaume, conformément aux » vœux de la noblesse et des autres gentilshommes d'É- » cosse qui se sont trouvés à Londres, et qui m'ont » supplié de prendre l'administration des affaires de » leur patrie. Concertez les moyens les plus efficaces » pour établir une paix solide dans le royaume, et » dissiper toutes les animosités et toutes les factions si » contraires à la tranquillité et au bonheur public. » L'union des deux royaumes ne peut que produire » les plus grands avantages, et je ferai tous mes efforts » pour procurer cette union si désirable. »

Les membres de la convention nomment un comité pour rédiger une réponse à cette lettre, et ne consentent à lire celle de Jacques qu'après avoir déclaré par un acte qu'ils signent que, malgré tout ce que pourrait contenir la lettre de Stuart, ils continueraient de se regarder comme une assemblée des états libre, légitime, et qu'aucune autorité ne pouvait dissoudre avant qu'ils eussent pris toutes les mesures nécessaires pour la sûreté de la religion protestante, des lois et des libertés du royaume, et l'établissement du gouvernement.

« Je vous conjure, leur écrit Jacques, de soutenir » mes intérêts en sujets fidèles : éternisez vos noms par » un attachement qui réponde aux assurances que

» vous m'en avez données; je vous promets que des
» secours prompts et puissants vous mettront en état
» de vous défendre contre toutes les entreprises des
» étrangers, et d'assurer mes droits contre des ennemis
» dont le Dieu tout-puissant punira la plus noire usur-
» pation et les attentats les plus contraires à la nature.
» J'offre leur pardon à tous ceux qui rentreront dans
» leur devoir avant la fin du mois, et je ferai punir
» rigoureusement ceux qui persisteront dans leur ré-
» volte contre ma personne et mon autorité. » Le
porteur de la lettre de Jacques est renvoyé sans ré-
ponse.

La convention approuve par un acte solennel la conduite des nobles qui ont prié le roi d'Angleterre de se charger de l'administration de l'Écosse, ordonne à tous les Écossais, depuis l'âge de seize ans jusques à soixante, d'être prêts à prendre les armes, donne le commandement de la cavalerie du pays à sir Patrice Hume, contre lequel il y avait eu un acte d'*atteinder*, parce que dans le temps il avait pris part à l'insurrection d'Argyle, confie au comte de Leven huit cents hommes destinés à la garde d'Édimbourg, donne à des officiers de confiance le commandement des milices du royaume, nomme le comte de Marr gouverneur du château de Stirling, choisit pour général Mackay, qui avait amené d'Angleterre un renfort de cinq régiments, prescrit de s'assurer de toutes les personnes malintentionnées, exprime à Guillaume sa reconnaissance envers le libérateur de leur patrie, le félicite de ses succès, le remercie de l'avoir convoquée, lui dit qu'elle va prendre des mesures promptes et efficaces pour la sûreté de la religion protestante, l'établissement du gouvernement, la garantie des lois et des libertés de l'Écosse, l'assure qu'elle évitera le plus possible tout ce qui pourrait entretenir ou produire des animosités ou des haines, et le

supplie de continuer d'accorder au royaume ses soins et sa protection.

L'assemblée, malgré les vives oppositions de l'évêque d'Édimbourg, de l'archevêque de Glasgow, de tous les prélats et de quelques autres personnes attachées aux Stuart, adopte comme loi du royaume la formule suivante : *Les états du royaume d'Écosse trouvent et déclarent que le roi Jacques VII, étant papiste déclaré, s'est attribué la puissance royale, et a agi en roi sans avoir jamais prêté le serment requis par les lois; que, par les avis de méchants et pernicioeux conseillers, il a attaqué les constitutions du royaume et d'une monarchie légale et limitée; qu'il les a changées en une puissance despotique arbitraire; qu'il a gouverné ce même royaume à la subversion de la religion protestante et à la violation des lois et des libertés de la nation, renversant tout ce qui fait l'objet d'un gouvernement; pour quoi il a perdu son droit à la couronne, et le trône est devenu vacant.*

Le président propose de faire monter sur ce trône Guillaume et Marie, roi et reine d'Angleterre. L'acte relatif à cet objet est présenté par un comité, discuté, approuvé unanimement, publié dans Édimbourg avec la plus grande solennité, et une proclamation des états défend, sous les peines les plus sévères, de reconnaître ou assister le roi Jacques, de correspondre avec lui, de méconnaître ou contredire l'autorité royale de Guillaume et de Marie par aucune parole, par aucun écrit et dans aucun sermon, de blâmer la conduite des états, de fomenter des jalousies, et de propager des craintes relativement aux affaires du gouvernement.

Le comte d'Argyle pour les lords, sir Jacques Montgomery pour les chevaliers, et sir Jean Dalrymple pour les bourgeois, se rendent à Londres, présentent à Guillaume et à Marie une lettre des états, l'acte du gou-

vernement, un exposé des griefs de la nation, et une adresse par laquelle le roi est supplié de changer la convention en parlement.

Guillaume les reçoit avec tous les témoignages d'une grande bienveillance, et leur promet de concourir avec eux pour toutes les mesures justes et favorables aux intérêts du royaume. Voyant ensuite dans la formule du serment du couronnement que le roi et la reine s'engagent à *détruire l'hérésie*, il s'empresse de dire : « Je n'entends contracter aucun engagement pour me » conduire en persécuteur. — Ce n'est point le sens du » serment, répondent les députés. — Soyez donc té- » moins, ainsi que tous ceux qui nous entourent, de » l'exception que je viens de faire. »

Le roi choisit pour secrétaire d'état d'Écosse, et pour président du collège de justice deux rigides presbytériens; mais la manière dont il accueille des Écossais du parti contraire ajoute aux dissentiments politiques au lieu de les apaiser; il change cependant la convention en parlement, et nomme le duc d'Hamilton son commissaire.

Parmi les griefs dont les états avaient fait présenter l'exposé à Guillaume, les principaux étaient la supériorité de certaines dignités ecclésiastiques au-dessus des prêtres, l'acte du règne de Charles II au sujet de la suprématie royale, et surtout l'institution des *lords des articles*; et voici quel ordre de choses avaient produit, à l'égard de ces *lords*, les usurpations successives de la couronne. Le roi ou son commissaire choisissaient huit évêques; ces prélats choisissaient huit lords qui nommaient huit barons et huit bourgeois, et tous ces élus réunis avec les officiers de l'état formaient le comité des *lords des articles*, avaient le droit *exclusif* d'ouvrir des avis pour la réformation des abus, la sûreté du royaume, les avantages des Écossais, et exerçaient

les droits les plus importants des véritables représentants d'une nation libre. Guillaume consent à voir restreindre la suprématie royale, et établir le gouvernement de l'Église le plus conforme à l'inclination du peuple; mais il fait la faute de vouloir maintenir l'établissement des *lords des articles*, si justement détesté par la nation et par le parlement qui la représente; il permet, à la vérité, que les états choisissent les lords, et qu'ils puissent remettre en délibération les affaires rejetées par le comité; il consent même ensuite à ce que chacun des trois états élise, pour la réunion *des lords*, onze députés qui seront nommés tous les mois, et même plus souvent si les états le jugent nécessaire: mais l'odieuse institution subsiste, et dès lors les concessions de Guillaume ne peuvent satisfaire le parlement; un acte qui abolit l'épiscopat ne peut même calmer le mécontentement des états, et ce ressentiment augmente lorsqu'on apprend que le roi a introduit dans son conseil des personnes attachées à la hiérarchie.

Le parlement présente à Guillaume un bill qui exclut de tous emplois ceux qui ont eu quelque part aux entreprises du règne précédent, ont marqué quelque mécontentement du changement de monarque, ou ont tâché d'empêcher ou de retarder les mesures prises par la convention pour le salut de la patrie. Guillaume refuse à ce bill sa sanction royale, et le ressentiment des états s'accroît avec force.

Le roi nomme des juges; un grand nombre de membres des états prétendent que le parlement a le droit d'approuver ou de rejeter les juges nommés par le monarque, et présentent un bill qui déclare ce droit et que le parlement adopta. Les ministres veulent maintenir les nominations du roi; le parlement défend aux juges d'assister à aucune session jusques au moment où l'on connaîtrait plus particulièrement les intentions de

sa Majesté. Le conseil privé leur ordonne de remplir leurs fonctions ; la fermentation des esprits devient très-vive ; les ministres font approcher d'Édimbourg un grand nombre de troupes, pour soutenir les juges choisis par le roi ; le lord commissaire, dont les alarmes augmentent, ajourne même le parlement.

Cette mesure irrite tellement les états qu'ils adressent à Guillaume une remontrance, se plaignent d'un ajournement prononcé dans un temps où le gouvernement n'est pas encore réglé, parlent de toutes les preuves qu'ils ont données de leur attachement à sa Majesté, prient le roi de ne pas refuser son consentement royal aux actes préparés par le parlement, et le supplient de prendre des mesures pour réformer tous les griefs de la nation. Guillaume, frappé de cette remontrance, croit devoir se justifier, et publie les instructions qu'il avait données à son commissaire, et d'après lesquelles le duc d'Hamilton paraît n'avoir pas convenablement rempli les intentions du roi en faveur de ses compatriotes.

L'Église d'Écosse n'avait encore aucune forme réglée de gouvernement ; l'épiscopat était aboli, la discipline presbytérienne n'était pas établie. Le conseil privé réglait provisoirement toutes les affaires ecclésiastiques ; mais de grands mouvements militaires suspendent les mesures relatives à toute espèce d'organisation nouvelle.

Sir Jean Lannier presse avec vigueur le siège du château d'Édimbourg ; le duc de Gordon, gouverneur de ce château, voyant ses fortifications extérieures détruites, plusieurs larges brèches faites au corps de la place, ses communications interrompues, ses munitions épuisées et ses espérances de secours évanouies ; se résout à capituler, obtient des conditions avantageuses pour sa garnison, et voulant témoigner tout son respect pour

la fille des Stuart et sa confiance dans cette princesse, ne consent à se rendre qu'à discrétion.

Le vicomte de Dundée, toujours fidèle à Jacques, avait rassemblé un grand nombre de montagnards; il réunissait un esprit entreprenant et intrépide aux qualités les plus propres à se faire aimer de ses soldats. Sa situation était devenue fâcheuse; ses troupes manquaient de pain et de sel, et n'avaient que de l'eau pour boisson. Au lieu de cinq cents hommes d'infanterie, de trois cents chevaux, des armes et des munitions que Jacques lui avait promis de lui envoyer d'Irlande, il ne reçoit que trois cents hommes nouvellement levés, presque nus, et dont les provisions avaient été enlevées par les Anglais avec les bâtimens qui les avaient transportés. Il se met néanmoins en marche pour le château de Blois, menacé d'un siège par le général Mackay. Apprenant que l'armée de Guillaume est entrée dans le Pas-de-Killykrankie, il se décide à s'avancer contre cette armée, et à lui livrer bataille. Le combat dure peu; les montagnards, essuient le premier feu, y répondent, et, mettant l'épée à la main, se jettent avec tant d'impétuosité sur l'ennemi, que l'infanterie anglaise est rompue. Les dragons de Guillaume prennent la fuite dès la première charge; la petite cavalerie des montagnards culbute le régiment de Mackay. Le comte de Dumbarton s'empare de l'artillerie de Guillaume; douze cents hommes de l'armée vaincue restent sur le champ de bataille; cinq cents sont faits prisonniers. Les autres fuient en désordre; mais le brave Mackay arrête leur fuite, dissipe leur terreur, et les rallie.

Les montagnards cependant ont payé cher leur victoire; Dundée a été tué: sa mort est comme un signal funeste de tous les malheurs qui tombent successivement sur les montagnards. Découragés par tant de revers, ils profitent du pardon offert par Guillaume, à

tous ceux qui se soumettront avant l'époque qu'il indique (1689).

Jacques, que Louis XIV avait accueilli en roi, et à qui il avait accordé de grands secours, s'était embarqué à Brest avec douze cents Anglais et un grand nombre d'officiers français sur une flotte composée de quatorze vaisseaux de ligne, sept frégates, trois brûlots, et plusieurs bâtimens de transport; il débarque à Kinsale en Irlande.

Il y est reçu d'autant mieux que le comte de Tyrconnel, qui commande dans ce royaume, a abandonné le parti de Guillaume, désarmé les protestants des comtés du Midi, et réuni une armée de trente mille hommes d'infanterie et de huit mille cavaliers. Bientôt il fait son entrée dans Dublin au milieu des acclamations du peuple et du concours des évêques et des prêtres catholiques qui s'avancent en portant l'hostie consacrée devant laquelle il se prosterne; il exclut des protestants de son conseil, les remplace par le comte Davaux, qui l'avait suivi en qualité d'ambassadeur de France, ainsi que par quelques-uns des principaux seigneurs qui l'avaient accompagné; prescrit à tous les Irlandais qui ont quitté leur patrie d'y revenir sous peine d'être proscrits et de perdre leurs biens, ordonne à tous les autres de se joindre à lui contre le prince d'Orangé, témoigne sa reconnaissance aux catholiques, invite ses sujets à lui fournir des armes et des provisions, crée duc le comte de Tyrconnel; convoque un parlement, et augmente la valeur de la monnaie.

Un bruit affreux se répand; on assure que les protestants doivent être massacrés: ceux de Londonderry ferment les portes de leur ville, et prennent la résolution de périr plutôt que de se rendre. Jacques en forme le siège à la tête de sa nombreuse armée; les assiégés repoussent toutes les attaques. Leurs provisions s'épuisent; ils sont

près d'éprouver toutes les horreurs de la famine; les secours que Guillaume leur envoie ne peuvent remonter le fleuve de Culmòre, commandé par des batteries et par un ouvrage situé à l'entrée du fleuve; leur résolution n'en est pas moins inébranlable. Bientôt ils sont réduits à se nourrir des aliments les plus dégoûtants, et avant peu de jours ces aliments vont leur manquer : Smolett accuse un général, étranger à l'Irlande et à la Grande-Bretagne, d'un crime épouvantable. Jacques avait quitté le siège pour aller à Dublin ouvrir le parlement; le général qui le remplace, irrité de l'admirable résistance des assiégés, désobéit aux ordres les plus formels de Jacques, fait enlever par des dragons, suivant Smolett, tous les protestants de trente milles à la ronde autour de Londondery, les fait conduire sous les murs de la ville, n'épargne ni les vieillards, ni les enfants, ni les femmes qui viennent d'accoucher, ni celles qui nourrissent, ni, ce qui est horrible à dire, celles qui éprouvent les douleurs de l'enfantement, et menace de les laisser périr de faim à la vue des assiégés s'ils persistent à refuser de se rendre. Les habitants indignés élèvent une grande potence à la vue de l'ennemi, et font dire au général que tous les prisonniers qu'ils ont faits vont périr s'il ne rend à l'instant à la liberté ces infortunées victimes. Le général est contraint de céder : les malheureux protestants sont libres de retourner chez eux; mais combien meurent de maladies, de fatigues, de misère, ou trouvent leurs maisons saccagées!

Le général Kirke, cependant, ne cesse de renouveler ses tentatives pour secourir Londondery; trois vaisseaux parviennent à rompre l'ouvrage qui les a arrêtés si long-temps, bravent les feux des batteries, arrivent jusqu'à Londondery, sont reçus au milieu de la joie la plus vive, et les troupes de Jacques, entièrement découragées, abandonnent pendant la nuit le siège de la

ville qui vient de s'immortaliser, et sous les murs de laquelle ils ont perdu neuf mille hommes.

Les Inniskillinois rivalisent par leur bravoure et par leur dévouement à Guillaume, avec les habitants de Londonderry; ils prennent les armes, défont six mille catholiques, et font prisonnier leur général.

Le parlement d'Irlande s'était réuni; Jacques, dans son discours d'ouverture, avait remercié les chambres de leur fidélité, vanté la magnificence de Louis XIV, annoncé qu'il voulait établir une entière liberté de conscience, et promis de concourir aux lois favorables à la paix, au bonheur et à la sûreté de ses sujets. Les deux chambres n'étaient presque composées que de catholiques; elles présentèrent une adresse de remerciement à Jacques, prièrent le comte Davaux d'exprimer leur reconnaissance à Louis XIV, et adoptèrent un projet de bill pour reconnaître les droits du monarque, et témoigner l'horreur qu'elles avaient de l'usurpation du prince d'Orange et de la défection des Anglais. Jacques, par une proclamation, se plaignit des calomnies de ses ennemis, parla de l'impartialité avec laquelle il protégeait les protestants contre leurs adversaires, du soin avec lequel il réformait leurs griefs, et de sa volonté d'accorder une grande liberté de conscience; promit de ne faire aucune démarche sans l'approbation du parlement, offrit le pardon à tous ceux qui se joindraient à lui, et protesta que tout le sang qui serait répandu retomberait sur ceux qui persisteraient dans leur rébellion.

Mais la confiance qui seule pouvait rendre ces promesses utiles, fut bientôt altérée; un projet de bill annulait l'acte qui avait maintenu les protestants dans la possession de leurs biens, les dépouillait de leurs terres et les transportait aux héritiers des catholiques à qui elles avaient appartenu avant l'insurrection. On ne trouvait dans ce projet aucune exception en faveur de ceux qui

avaient acheté ces terres, rien d'accordé en considération des améliorations, aucun égard pour les veuves, aucune liberté pour les propriétaires et les fermiers, d'enlever les arbres qu'ils avaient plantés, ni les blés qu'ils avaient semés. Le docteur Dopping, évêque de Meath, et le comte de Granard s'y opposèrent avec force; mais, malgré leur résistance, la sanction royale fut donnée, la ruine des protestants consommée, et les personnes sages commencèrent à douter du succès de la cause de Jacques. Les alarmes des véritables amis de ce prince devinrent même d'autant plus grandes qu'un bill d'*atteinder* fut publié contre tous les protestants qui s'étaient absentés d'Irlande, qui s'étaient retirés dans une partie des trois royaumes non soumise à l'autorité de Jacques, ou qui avaient correspondu avec les rebelles ou les avaient soutenus. D'après ce bill, deux archevêques, un duc, dix-sept comtes, sept comtesses, sept évêques, dix-huit barons, trente-trois baronnets, cinquante-un chevaliers, quatre-vingt-trois ecclésiastiques, et près de trois mille autres protestants furent condamnés à la perte de leurs biens et de la vie.

Par d'autres bills, l'Irlande fut déclarée indépendante du parlement d'Angleterre, une pension de 20,000 livres accordée à Tyrconnel, une taxe de 20,000 livres par mois, établie pour le service du roi, la liberté de conscience reconnue, la dîme que les catholiques payaient, assignée à leurs ecclésiastiques, et le clergé protestant privé de ce que les villes et les corporations donnaient pour son entretien.

Le peuple cependant était pillé par les soldats; on ne cessait d'extorquer des sommes très-fortes des commerçants. On enleva des boutiques des marchands, et même des maisons des particuliers, tout le cuivre qu'on put y trouver; on en fabriqua des monnaies auxquelles on donna une valeur nominale, trois cents fois supérieure

à leur valeur réelle, et qu'on ordonna, sous les peines les plus sévères, de recevoir au taux prescrit. Les chambres étant ajournées, Jacques imposa, de sa propre autorité, une taxe de 20,000 livres par mois sur les propriétés différentes des terres déjà soumises par un bill à une taxe semblable. Informé que les protestants avaient employé leur monnaie de cuivre à acheter des cuirs, du suif, des laines et du blé, il fixa très-bas le prix de ces marchandises, et les acheta.

Toutes les places qui vauquèrent dans les écoles publiques furent données à des catholiques; on retrancha la pension que l'échiquier d'Irlande payait à l'université protestante de Dublin; on chassa de cette université le vice-prevôt, les suppôts et les élèves. On saisit leur bibliothèque et leurs meubles, et bientôt tout l'établissement fut changé en séminaire catholique.

A mesure que les évêchés et les bénéfices protestants vinrent à vaquer, on laissa les paroisses et les évêchés sans pasteurs. Jacques ordonna que les revenus de ces bénéfices fussent portés à l'échiquier, et employés principalement à l'entretien des évêques et des prêtres catholiques. Ces évêques s'emparèrent de plusieurs églises des protestants, Jacques ordonna de les rendre; mais ils refusèrent de se conformer à cet ordre, dirent qu'en matière spirituelle ils ne devaient obéir qu'au pape, et Jacques ne fit pas exécuter sa décision. Peu de temps après, on défendit sous peine de mort aux protestants, de s'assembler même pour l'exercice de leur culte. On déclara qu'on traiterait comme rebelles ceux qui ne remettraient pas leurs armes; et on commanda à quelques-uns de ces infortunés de se retirer, sous peine de mort, à dix milles de leurs habitations.

Louis XIV, cependant, avait ordonné au comte de Château-Renaud d'escorter avec une forte escadre des vaisseaux de transport chargés, pour Jacques, d'armes, de

munitions, et de sommes d'argent. Guillaume fit partir de Spithead l'amiral Herbert avec plusieurs vaisseaux pour enlever l'escadre ennemie. Herbert attaqua les Français dans la baie de Bantrey, fut repoussé par Château-Renaud, se retira aux îles de Scilly, y attendit en vain des renforts, et retourna à Portsmouth très-mécontent ainsi que ses officiers; les matelots partagèrent d'autant plus son mécontentement qu'ils avaient conservé de l'attachement pour le roi Jacques qui les avait souvent commandés; Guillaume, informé de leurs dispositions, se hâta d'aller à Portsmouth, dîna avec l'amiral, le créa comte, conféra la chevalerie à deux capitaines, et accorda une gratification à chaque matelot.

Le parlement d'Angleterre voulut rendre une justice éclatante à ceux qui avaient été opprimés sous les derniers règnes. Les bills d'*atteinder*, adoptés dans le temps contre le lord Russel, Algernon Sidney, l'alderman Cornish et lady Lisle, furent annulés; on cassa les jugements rendus contre le comte de Devonshire et Samuel Johnson chapelain de lord Russel; et, à côté de cette justice réparatrice, on vit la justice vengeresse des saintes lois de l'humanité, quelquefois tardive, mais toujours inévitable, faire briller son glaive terrible contre ceux qui avaient secondé ou imité la barbarie de l'infâme Jeffries.

Les lords, inquiets des événements d'Irlande, avaient demandé qu'on mît en état de défense les forteresses du royaume, et qu'on désarmât les catholiques; les communes demandent qu'on leur communique les minutes du comité des affaires d'Irlande. Guillaume, mal conseillé, refuse cette communication; les communes déclarent qu'elles regardent comme ennemis du royaume ceux qui ont conseillé au roi le refus dont elles se plaignent. Guillaume, repoussant à l'instant les avis funestes, ordonne que les minutes soient communiquées aux communes.

Cette chambre représente au monarque que les se-

cours, si vivement désirés en Irlande, avaient été retardés sans nécessité, qu'on n'avait pas préparé un assez grand nombre de vaisseaux de transport, et que plusieurs bâtimens avaient été pris par l'ennemi à cause de la faiblesse de leur escorte.

On soupçonnait fortement de cette négligence coupable le marquis de Carmarthen, auparavant comte de Danby, et le marquis d'Halifax. Le maréchal de Schomberg, nommé duc par le roi, part enfin pour l'Irlande à la tête de dix-huit régimens d'infanterie et de cinq régimens de dragons; il descend dans le voisinage de Carrick Fergus, assiège cette place, s'en empare, est joint par la cavalerie d'Inniskillin, voit son armée très-affaiblie par de graves maladies que font naître la fatigue, le mauvais temps et la disette de vivres, et néanmoins ne peut être forcé à accepter la bataille que lui offre le roi Jacques avec une armée beaucoup plus nombreuse que la sienne.

Guillaume ne négligeait rien pour recouvrer ou conserver l'affection des Anglais, dont plusieurs circonstances avaient paru refroidir les sentimens qu'ils lui avaient témoignés lors de son arrivée; il fréquente les courses de chevaux de Newmarket, visite l'université de Cambridge, témoigne la plus grande affabilité aux professeurs, dîne à Londres avec le lord maire, accepte le titre de citoyen de la capitale, et permet qu'on le nomme premier maître de la compagnie des épiciers.

Le temps prescrit par le parlement pour prêter serment à Guillaume et à Marie était cependant arrivé; quelques membres du clergé refusèrent de se conformer à la loi, et préférèrent de perdre leurs bénéfices; le plus grand nombre prêta le serment, mais l'expliqua par des distinctions les plus propres à produire ou entretenir de fâcheux dissentimens et à faire naître le mépris des plus saintes promesses. Et combien de malheurs peuvent être l'effet de l'établissement politique

d'une religion dominatrice et exclusive! Le clergé anglican regarde Guillaume, élevé dans la doctrine de Calvin, comme un ennemi de l'Église. Cette pensée l'occupe d'autant plus que Guillaume paraît préférer, dans ses nominations aux bénéfices, ceux qui favorisent la liberté des religions, qu'il a aboli l'épiscopat en Écosse, et que les presbytériens de ce royaume, entraînés par le caractère violent du comte de Crawford, oppriment les évêques.

Le roi établit une commission composée de dix évêques et de vingt dignitaires de l'Église anglicane, pour proposer des changements dans la liturgie, dans les canons et dans les attributions ou l'organisation des cours ecclésiastiques. Il désire de concilier toutes les différences d'opinion qui peuvent diviser les protestants de ses royaumes; mais un grand cri s'élève contre cette commission. Sprat, évêque de Rochester, et trois autres membres de cette réunion, s'en séparent, montrent la plus grande opposition au but de son établissement, se plaignent amèrement de ce qu'on veut faire des changements dans la constitution et la forme de l'Église, en faveur d'un parti *insolent et opiniâtre*, qui devrait être satisfait de la tolérance qu'il a obtenue, et disent avec véhémence que de telles modifications violeraient la dignité épiscopale, diviseraient le clergé, et ôteraient à la liturgie l'affection et le respect des peuples. Les deux universités se déclarent contre tous les changements; on traite le roi d'ennemi de la hiérarchie. Une *convocation* ecclésiastique se réunit, d'après les ordres du monarque; les ennemis du système de *compréhension* ou de réunion des protestants, dominent dans cette assemblée du clergé, et la seconde chambre de cette convocation nomme pour son orateur le docteur Jane, l'un des ennemis les plus violents de toute nouvelle réforme. Le comte de Nottingham remet aux

deux chambres ecclésiastiques un message par lequel le roi leur dit : « Je vous ai convoqués pour que vous » fassiez tout ce qui pourra tendre au meilleur établisse- » ment de l'Eglise anglicane ; elle jouira toujours de » ma faveur et de ma protection : renoncez à toute » prévention ; examinez impartialement et avec tran- » quillité ce qui vous sera proposé ; je ne vous ferai » rien présenter que pour l'honneur, la paix et l'avantage de la religion protestante en général, et de l'Eglise d'Angleterre en particulier. » Les dispositions du clergé paraissent néanmoins si peu favorables aux intentions du roi, que la *convocation* est prorogée.

Les ennemis de Guillaume étaient parvenus à persuader aux wighs que le caractère de ce prince le portait au despotisme. Les Écossais, arrivés à Londres pour lui rendre compte des affaires de leur patrie, en portent le même jugement. Les craintes des wighs se communiquent ; et malgré toutes les instances des amis du roi, ils empêchent les communes d'accorder pour plus d'un an les fonds de la liste civile.

Les résultats des bruits répandus à ce sujet sont près de devenir bien plus graves ; sir Jacques Montgomery et d'autres Écossais puissants, zélés partisans comme lui de la révolution, apprennent que la cour les soupçonne de trahison, et cherche les moyens de les poursuivre. Cette nouvelle les alarme et les irrite au point de les porter à céder aux insinuations des partisans de Jacques, de lui écrire, et de s'engager dans un traité pour le rétablissement de ce prince. Montgomery avait un grand crédit auprès des wighs d'Angleterre ; il s'en sert pour les animer contre le roi et ses ministres : il représente ces ministres comme des scélérats qui emploient d'infâmes espions pour perdre les sujets les plus attachés au gouvernement de Guillaume. Il parvient à les prévenir si fortement contre le nouveau roi, que plusieurs

de ces wighs commencent à penser aux moyens de rappeler Jacques, qu'on leur montre comme entièrement corrigé par ses malheurs. Son frère emploie ensuite, pour perdre Guillaume, un moyen aussi dangereux que perfide. Il dit secrètement à Burnet, évêque de Salisbury, qu'une invitation signée par un grand nombre de mécontents va être adressée au roi Jacques, que Williamson en est le porteur, et que, les communications directes avec l'Irlande, étant presque impossibles, il va passer par le continent, et a obtenu un passe-port pour la Flandre. Les papiers avaient été remis par Williamson à Simpson, l'un des espions du roi Jacques, et qui, ayant loué une barque à Deale, était arrivé en France; un messenger d'état court après Williamson; on ne trouve sur lui aucune pièce suspecte; les conspirateurs se plaignent avec force des fausses imputations dont on les charge : la haine contre les ministres augmente, et rejaillit jusque sur le roi.

Les symptômes de ce sentiment, si dangereux pour les princes, ne peuvent être cachés à Guillaume; il voit d'ailleurs les wighs et les torys acharnés les uns contre les autres dans le parlement, au point d'y faire naître les plus violents débats; aucun des embarras de sa position n'échappe à sa vue perçante; il ne découvre que trop ce nombre immense d'ambitions ardentes qui se combattent mutuellement, et qu'il est impossible de satisfaire; et, dans la solitude qu'il aime et qu'il cherche souvent, quels obstacles presque insurmontables s'élèvent dans sa pensée, au-devant de la paix publique! Combien cette paix lui paraît incompatible avec les idées religieuses qui règnent encore avec d'autant plus d'empire que la véritable piété est plus rare. L'intolérance brave tous les pouvoirs; l'Église anglicane veut conserver sa domination; les protestants non-conformistes sont près de devenir persécuteurs, en cessant

d'être persécutés ; les catholiques ne demandent la tolérance que pour la détruire, après être devenus les plus forts ; et tous les sentiments religieux, au lieu de se renfermer dans les temples et de ne s'y exalter qu'en vœux de concorde, de douceur et de charité, sont mêlés avec toutes les affaires politiques, de la manière la plus effrayante pour les amis des lois, de la tranquillité des royaumes et du bonheur des peuples. Guillaume s'afflige, se décourage, ne veut plus combattre contre des éléments de discorde sans cesse renaissants, et prend la résolution de laisser entre les mains de la reine Marie, le gouvernement de l'Angleterre, et de se retirer en Hollande ; il découvre son projet au marquis de Carmarthen, au comte de Shrewsbury, et à quelques autres lords qui, tremblants pour leur patrie, le conjurent de renoncer à son funeste dessein : il persiste dans sa résolution. Ils insistent avec de nouvelles instances ; il cède enfin ; mais voulant du moins, s'il est obligé de continuer de porter le sceptre d'une main, reprendre de l'autre cette épée qui l'a rendu si redoutable à ses ennemis, il déclare qu'il va partir pour l'Irlande, et y terminer la guerre.

Les membres du parlement qui lui sont dévoués craignent, pour son faible tempérament, les marais et le climat de l'Irlande ; les amis de Jacques redoutent pour ce prince les grands talents de Guillaume ; les chambres préparent une adresse pour prier le roi de ne pas quitter l'Angleterre ; mais il les proroge, dissout peu de temps après la chambre des communes, et fait expédier les writs nécessaires pour les élections de nouveaux députés (1689). Les torys l'emportent dans ces élections, et lorsque la nouvelle chambre des communes se réunit, elle nomme pour son orateur sir Jean Trevor, un des plus ardents de ces torys (1690).

Trevor persuade à Guillaume de mettre à sa disposi-

tion de fortes sommes pour corrompre les membres de la chambre; le roi le nomme premier commissaire du grand sceau; les communes accordent au roi 1,200,000 livres, mais elles refusent d'établir ce revenu pour la vie du roi.

Les wighs cependant présentent à la chambre des pairs un projet de bill qui reconnaît Guillaume et Marie comme légitimes souverains, et déclare valides tous les actes du parlement précédent; la cour les seconde, et les torys des deux chambres sont forcés de l'adopter malgré leurs sentiments secrets, leurs principes, leurs distinctions, leurs penchans et leur politique.

D'autres actes du parlement donnent à la reine l'administration du royaume pendant l'absence de Guillaume, rétablissent la ville de Londres dans ses anciens privilèges, et accordent une amnistie dont on excepte sept pairs séculiers, deux pairs ecclésiastiques, neuf baronnets et douze autres personnes. On défend aux papistes de s'éloigner de plus de cinq milles de leur habitation ordinaire; et le roi part pour l'Irlande avec le prince George de Danemarck, descend à Carrickfergus, se rend à Belfast, y est joint par le duc de Schomberg, le prince de Wurtemberg, le major général Kirke, défend d'enlever des chevaux ou de commettre quelque autre violence dans les campagnes, passe en revue son armée, la trouve composée de trente-six mille hommes, et s'avance vers Ardex que l'ennemi vient d'abandonner.

Jacques laisse à Dublin la milice commandée par Luttrell, ainsi que six mille hommes arrivés récemment de France, va se mettre à la tête de son armée, à peu près égale en force à celle de Guillaume, campe sur les bords de la Boyne, et veut livrer bataille à son gendre; ses officiers généraux le pressent en vain d'attendre les succès de la flotte de Louis XIV, qui devait attaquer celle de l'Angleterre, et des frégates françaises destinées à

détruire les vaisseaux de transport de son rival. Guillaume s'avance sur le bord de la rivière, vis-à-vis l'armée de Jacques : des pièces de canon pointées contre ce prince tuent auprès de lui un homme et deux chevaux, et un boulet de canon relevé de terre produit une contusion considérable auprès de son épaule droite ; il n'éprouve aucune émotion, mais ceux qui l'entourent se troublent et s'agitent ; l'ennemi le croit mort, et des cris de joie s'élèvent dans le camp du roi Jacques : Guillaume parcourt ses lignes à cheval pour rassurer son armée, déclare qu'il attaquera dès le lendemain, veut que ses soldats mettent des branches de verdure à leurs chapeaux pour se reconnaître pendant l'action, et ordonne que de très-grand matin le général Douglas, avec la droite de l'infanterie, et le jeune Schomberg, avec la cavalerie, passent au pont de Slane, que le corps d'armée force le passage au vieux pont, et que l'aile gauche traverse la rivière aux gués situés entre le camp ennemi et Drogheda.

Les ordres de Guillaume sont exécutés ; le général Douglas et le jeune comte de Schomberg passent la rivière presque sans opposition ; l'infanterie s'avance au travers d'un marais ; Schomberg en fait le tour avec sa cavalerie pour attaquer l'ennemi en flanc ; les Irlandais de Jacques ne les attendent pas ; se retirent avec précipitation, et Schomberg fait un grand carnage de leur arrière-garde. Le corps de bataille de Guillaume, composé de gardes hollandaises, de protestants français et de quelques bataillons anglais, traverse la rivière ; l'infanterie irlandaise du centre de l'armée de Jacques prend la fuite ; mais Hamilton, suivi d'un gros corps d'infanterie et de cavalerie, attaque le corps de bataille de Guillaume ; sa cavalerie jette la confusion dans les régiments qui n'avaient pas eu le temps de se former. Le duc de Schomberg passe la Boyne, se met à la tête

des protestants français, leur crie, en montrant les ennemis : *Voilà vos persécuteurs*, charge avec feu, combat avec le plus grand courage, est blessé mortellement, et tombe sur le champ de bataille : la mort de ce grand capitaine consterne les soldats de Guillaume; le désordre se met dans les rangs; l'infanterie de Jacques se rallie et revient au combat; mais Guillaume a passé la rivière, et paraît avec la cavalerie danoise, hollandaise et inniskillinoise de son aile gauche; sa présence glace d'effroi les soldats ennemis; ils se retirent jusques au village de Durnorc : leur terreur se dissipe; ils tiennent ferme; leur courage se ranime; ils se battent avec acharnement, repoussent la cavalerie de Guillaume; mais cette brave cavalerie, soutenue par des dragons qui se placent derrière des haies, et arrêtent, par leurs décharges, les troupes de Jacques, se rallie, revient à la charge, chasse l'ennemi devant elle : le général Hamilton est blessé et fait prisonnier; les Irlandais abandonnent le champ de bataille; les Français et les Suisses, commandés par le duc de Lauzun, soutiennent le combat avec une glorieuse intrépidité; mais ils sont forcés de céder; ils se retirent, et la victoire de Guillaume est complète.

Jacques, pendant toute l'action, était demeuré tranquille spectateur sur la hauteur de Durnorc, entouré de quelques escadrons de cavalerie; lorsqu'il voit que la bataille est perdue, il ne fait aucun effort pour rallier ses troupes, va à Dublin, assemble les magistrats, se plaint de ce qu'il appelle la poltronnerie des Irlandais, leur dit qu'il est obligé de céder à la force, leur déclare qu'il a résolu de sortir du royaume, leur promet de ne jamais cesser de travailler à leur délivrance, les abandonne néanmoins à la clémence du vainqueur, part pour Watterfort avec le duc de Berwick, le comte de Tyrconnel et le marquis de Polvis, s'embarque sur un vaisseau préparé pour le rece-

voir, arrive en France, et retourne à Saint-Germain, où il se console de la perte de ses couronnes avec les ministres du culte qu'il préfère, et où la noble hospitalité française se plaît à paraître oublier la conduite de Jacques II, et à rappeler le courage et les victoires du duc d'York.

Les catholiques sortent de la capitale de d'Irlande; les protestants s'emparent des armes de la milice, et supplient Guillaume d'honorer Dublin de sa présence (1690).

Guillaume accorde leur pardon à tous ceux qui ont servi contre lui, pourvu qu'ils rendent leurs armes et retournent dans leurs demeures; il n'abandonne aux événements de la guerre que les chefs les plus ardents qui ont appelé les Français, autorisé les violences commises contre les protestants, et rejeté la première amnistie; et néanmoins il promet leur grâce à ceux qui donneront des preuves évidentes de leur repentir.

Une flotte française, commandée par le vice-amiral maréchal de Tourville, et composée de soixante-dix-huit vaisseaux de guerre et de vingt-deux brûlots, paraît dans la Manche. Torrington, à la tête des forces navales d'Angleterre et de Hollande, formant cinquante-six voiles, attaque les Français: il est battu; il perd deux vaisseaux, deux capitaines et quatre cents hommes de la flotte anglaise, et six vaisseaux, le vice-amiral Dyck, le vice-amiral Brackel, et un grand nombre d'officiers et de matelots de la flotte de Hollande; il se retire vers la Tamise, prend les précautions que les circonstances lui commandent, et arrive à Londres.

La consternation est dans cette capitale; le peuple s'irrite contre les *non-jurants* et les *jacobites*: la reine montre autant de courage que d'habileté; elle donne les ordres nécessaires pour rétablir la flotte, l'augmenter et mettre le royaume en état de défense.

Les états généraux se plaignent vivement de la con-

duite de Torrington : on l'envoie à la Tour, et l'on nomme des commissaires pour examiner l'accusation portée contre lui ; on forme un camp dans les environs de Torbay. Les évêques, suspendus de leurs fonctions pour avoir refusé de prêter le serment prescrit par la loi, sont soupçonnés de conspirer contre le gouvernement, redoutent l'animosité du peuple, publient la déclaration la plus forte de leur innocence ; et six pairs, quatre baronnets et quelques officiers sont arrêtés comme prévenus de concourir avec les ennemis de leurs Majestés pour favoriser une invasion.

La nouvelle de la défaite de Torrington avait ranimé le courage des jacobites d'Irlande et diminué les succès de Guillaume. Ce prince s'était emparé néanmoins de plusieurs places ; mais il avait été obligé de lever le siège de Limerick, vaillamment défendu par des Irlandais et des Français sous les ordres de Boisseleau. Il repasse en Angleterre ; et, conformément à un plan que le comte de Marlborough lui avait présenté, ce comte descend en Irlande, assiège Cork, force cette place à capituler, contraint également la ville et les forts de Kinsale à se rendre, coupe, par la prise de ces deux places maritimes, les communications de l'Irlande méridionale avec la France ; et les troupes françaises, qui étaient dans les environs de Galway sous les ordres de Lauzun, s'embarquent pour leur patrie sur les vaisseaux de transport qu'on leur avait envoyés.

Les puissances alliées contre Louis XIV s'étaient, d'un autre côté, avancées avec de grandes forces vers les bords du Rhin. La France n'avait pu leur opposer une armée assez nombreuse pour les arrêter : elle conserve Philisbourg, Mayence et Bonn ; mais les troupes de Louis sont forcées d'abandonner le reste du Palatinat et des électorats ecclésiastiques. Louvois conçoit l'affreux projet de ne laisser à l'ennemi que des ruines ; il envoie des

ordres barbares : Spire, Worms, Manheim, quarante autres villes florissantes et un nombre immense de bourgs et de villages sont brûlés. Les habitants, réduits à la misère la plus déplorable, se dispersent au loin; plusieurs de ces infortunés sont poussés par le malheur jusques en Amérique; les tombes des électeurs palatins et d'anciens empereurs sont violées, et le pays le plus fertile de l'Allemagne n'est plus qu'un désert, au milieu duquel des monceaux de décombres doivent attester pendant près d'un siècle la cruelle politique de Louvois et la faiblesse de Louis XIV.

Les alliés furieux prennent Rhinbergen et Kayserwerth, et le duc de Lorraine assiège Mayence : le marquis d'Uxelles défendait la place; Choisi y commandait sous ses ordres. Les Français emploient en vain les doubles palissades et les flèches des glaciés, des lignes de contre-approche, des machines imaginées par Choisi pour élever des bouches à feu et les abaisser à volonté, et toutes les ressources de la guerre souterraine. En vain ils multiplient leurs sorties, et y déploient la plus grande valeur : la place manque de poudre; Louvois l'avait mal approvisionnée, et d'Uxelles est obligé de capituler après quarante-sept jours de tranchée.

L'électeur Maximilien-Emmanuel de Bavière bombardait la ville de Bonn; le duc de Lorraine va le joindre, et le siège commence. D'Asfeld, qui commande la ville assiégée, en avait fait sortir, avant d'être investi, les femmes, les enfants et toutes les bouches inutiles : il se défend avec une constance admirable; une brèche est faite à l'enceinte; il manque de munitions comme d'Uxelles. Depuis long-temps sa garnison était réduite à manger ses chevaux : il offre de capituler; mais il demande que cette garnison si brave sorte libre et avec ses armes. Le duc de Lorraine veut témoigner à d'Asfeld sa haute estime, et lui accorder l'honorable condition

qu'il exige; l'électeurs'y refuse; le duc lui rappelle combien il est dangereux de réduire au désespoir de valeureux soldats; l'électeur persiste dans son refus. « Eh » bien, lui dit le duc, puisque vous voulez que la » garnison soit prisonnière, c'est à moi de la prendre. » L'électeur, irrité contre le duc et contre d'Asfeld, choisit l'élite de ses Bavares, monte à l'assaut, est repoussé, rallie ses soldats, appelle tous les corps de son armée, les rassemble sur la brèche, est de nouveau vaincu par les Français, a vu deux mille des siens précipités du haut de la brèche, veut tenter de nouveaux efforts; mais les Bavares refusent le combat, et l'électeur, hors de lui-même, est forcé d'accepter les conditions demandées par d'Asfeld.

Huit ou neuf cents Français, presque nus, exténués, mourant de faim et accablés de fatigue, sortent par la brèche, libres et avec leurs armes; ils sont vainqueurs, et la douleur est empreinte sur leurs visages balafrés. D'Asfeld, blessé à mort, paraît sur un brancard porté par ses grenadiers; il est calme et serein au milieu de la consternation de ses frères d'armes : l'électeur de Bavière est comme frappé d'un coup de foudre, et détourne ses regards; le duc de Lorraine et les autres généraux des alliés s'avancent vers d'Asfeld, rendent le plus touchant hommage à sa valeur, et laissent tomber des larmes héroïques sur cette main défaillante, dont l'épée victorieuse va s'échapper (1689).

Les finances de la France étaient épuisées; Colbert n'existait plus; le sage Le Pelletier, qui l'avait remplacé; découragé par toutes les contrariétés qu'il avait éprouvées, et privé de l'autorité nécessaire pour réparer ou prévenir de grands désastres, avait demandé et obtenu sa démission; Louis Phélippeaux de Pontchartrain avait été nommé contrôleur général; on avait eu recours à des expédients indignes de la France, et dont la nature

encourageait ses ennemis; on avait créé des charges qu'on avait obligé les financiers les plus riches à acheter chèrement; on contraignit de nouveaux enrichis à donner de fortes sommes d'argent, sous peine de voir rechercher avec sévérité les causes de leur fortune; les grandes villes firent des dons considérables; Paris donna 400,000 francs, Rouen et Toulouse en donnèrent 300,000, et Louis XIV fit porter à la monnaie des meubles d'argent qui ornaient la galerie et les appartements de Versailles, quoique le prix du travail de ces meubles fût extrêmement supérieur à celui du métal.

Les hommes d'état ne voyaient que trop combien avait été funeste à la France l'émigration des protestants, dont l'industrie, perdue pour le royaume, enrichissait les nations qui combattaient contre les Français. Vauban, que sa vertu comme son génie destinait à acquérir chaque jour une nouvelle gloire, crut devoir montrer à Louvois le triste tableau des pertes de sa patrie. « Neuf
» mille matelots exercés, six cents officiers, douze mille
» soldats aguerris, cent mille autres Français, soixante
» millions et des branches importantes d'industrie,
» voilà, lui dit-il, ce que la révocation de l'édit de
» Nantes et les dragonnades ont enlevé à la France, et
» donné à ses plus cruels ennemis. *La contrainte des*
» *conversions a inspiré une horreur générale de la*
» *conduite des ecclésiastiques, et la croyance qu'ils n'a-*
» *joutent aucune foi à des sacrements qu'ils se font*
» *un jeu de profaner. Si l'on veut poursuivre, il est*
» *nécessaire d'exterminer les protestants nouveaux*
» *comme des rebelles, ou de les bannir comme des*
» *furieux, projets exécrables, contraires à toutes les*
» *vertus chrétiennes, morales et civiles, et dangereux*
» *pour la religion même, puisque les sectes se sont*
» *toujours propagées par les persécutions, et qu'après*
» *la Saint-Barthélemi un nouveau dénombrement des*

» protestants prouva que leur nombre s'était accru de
 » cent dix mille. L'intérieur du royaume est ruiné,
 » et peut-être est-il de la sagesse du roi de faire du bien
 » aux protestants avant que des traités ne l'y forcent,
 » afin de ne pas en perdre le mérite aux yeux de ses
 » sujets : c'est par leur nombre que la grandeur des
 » rois se mesure, et non par l'étendue des états. Il
 » reste un seul parti, plein de charité, utile, conve-
 » nable, politique, celui de les contenter; et la pru-
 » dence, qui sait à propos se rétracter et se conformer
 » aux conjonctures, est une des parties principales de
 » l'art de gouverner : il faut rétablir purement et sim-
 » plement l'édit de Nantes, rendre leurs droits civils
 » aux protestants et à leurs ministres, rappeler les uns
 » de l'exil, les autres des galères, laisser les con-
 » sciences libres, permettre de rouvrir et de relever les
 » temples, effacer enfin en un instant et sans détour
 » neuf années d'erreurs et de maux. »

La force des raisons de Vauban ébranla les résolutions
 les plus fermes; mais l'esprit qui dirigeait la marquise de
 Maintenon et qui régnait sur le roi l'emporta sur Vauban.
 On adoucit les édits rendus contre les protestants; on
 permit à ceux qui avaient quitté le royaume d'y rentrer;
 on offrit de leur rendre leurs biens; mais on continua
 d'exiger qu'ils se convertissent; on adopta ces *demi-*
mesures qui montrent la faiblesse des gouvernements
 et les perdent si souvent avec rapidité; on montra de
 l'embarras, de l'inquiétude, des craintes; et, personne
 n'étant satisfait, aucun but utile ne fut atteint.

FIN DU TOME SEIZIÈME.



548120







